

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA ROYAUTÉ ET LES LANGUES PROVINCIALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 décembre 1933, à 14 heures

PAR

Henry PEYRE

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. OLIVIER-MARTIN, Professeur.
Suffragants { *M. LE BRAS, Professeur.*
 { *M. GRANDCLAUDE, Professeur.*

LES PRESSES MODERNES

45, RUE DE MAUBEUGE, 45

PARIS

1933

LA ROYAUTÉ
ET
LES LANGUES PROVINCIALES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA ROYAUTÉ ET LES LANGUES PROVINCIALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 décembre 1933, à 14 heures

PAR

Henry PEYRE

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. OLIVIER-MARTIN, Professeur.

Suffragants { *M. LE BRAS, Professeur.*
 { *M. GRANDCLAUDE, Professeur.*

LES PRESSES MODERNES

45, RUE DE MAUBEUGE, 45

PARIS

1933

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MES PARENTS

ET

A MES MAITRES

INTRODUCTION

LA NATION, LA LANGUE ET L'HISTOIRE

§ 1. — *La nation et la langue.*

L'objet de cette étude nous aurait autorisé à l'intituler « La question linguistique sous l'ancien Régime ». Ne le faisant pas, on a évité d'une part que cette expression récente établisse un rapprochement trop marqué entre deux périodes opposées de l'évolution de la question ; d'autre part on a évité de donner un cadre trop large à l'étude d'une seule partie du tableau : la recherche de l'influence directe exercée par la puissance publique dans le domaine linguistique.

Cependant, si les réponses données avant et après la Révolution à la question ne sont pas semblables, il n'en est pas moins certain qu'il est nécessaire de connaître ce que fut la politique linguistique de la royauté afin de juger en connaissance de cause où se trouve la bonne solution. Nous exposerons celle que lui a donnée la politique royale.

Il nous est permis d'espérer qu'attiré par l'intérêt manifeste et toujours actuel du problème, un autre s'attachera à étudier la solution que lui a donnée la politique post-révolutionnaire de la France, regrettant, quant à nous, de ne pouvoir pousser plus avant une étude aussi passionnante.

*
**

Nous formulons la crainte qu'une expression moderne ne vint jeter la confusion dans l'esprit du lecteur sur l'objet même de ce travail. C'est qu'il n'est pas toujours aisé de faire abstraction des idées nouvelles pour comprendre une époque où elles ne se retrouvent pas.

On ne peut plus aujourd'hui employer une langue sans qu'aussitôt on soit baptisé de la nationalité qu'elle paraît révéler. Il fut un temps (qui dura des siècles) pendant lequel la langue et la nationalité n'eurent rien de commun.

N'est-ce pas d'un très grand intérêt de suivre cette évolution et d'en déterminer les causes ? La langue a-t-elle été le ciment de la nation ? Ou n'est-ce pas plutôt la nation qui a entraîné dans sa marche vers l'unité, au milieu de bien d'autres éléments nationaux, l'élément particulièrement expressif de la langue nationale ?

Pour exposer le fond de ce débat, et la conception qu'on en eut autrefois, nous allons laisser la parole à trois hommes représentatifs de leurs idées sur la matière : un poète, un philosophe, un homme politique.

Mistral, dans un de ses poèmes (1), épopée de la Provence et splendide chef-d'œuvre de son ardent amour pour sa langue, s'écrie, avec toute la sincérité de son cœur de poète provençal :

« Langue d'amour...

« En toi est la patrie, en toi est la liberté. »

Et ailleurs :

« Ame de mon pays — toi qui rayannes manifeste — dans sa langue et dans son hitoire. »

« En toi est la patrie », chante le poète. Mais écoutons maintenant le philosophe. Renan, dans une conférence à la Sorbonne en 1882, disait : « Ce qui constitue une nation, ce n'est pas de parler la même langue, ou d'appartenir à un même groupe ethnographique, c'est d'avoir fait ensemble de grandes choses dans le passé et de vouloir en faire encore dans l'avenir » (2).

Oui, la nation, ce sont ces deux mots accolés : *vouloir ensemble*.

Mais sur l'utilité de la langue en cela, lequel a raison : le poète ou le philosophe ? ou bien, sous la forme donnée à leur pensée dans ces deux citations, n'ont-ils pas tort ou raison l'un et l'autre ?

(1) *Calendal*, Edit. Lemerre, Paris, 1925, Chants I et IV.

(2) E. Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?* Conférence en Sorbonne le 11 mars 1882,

Devons-nous, pour éviter la contradiction, faire d'habiles distinctions sur les termes employés : nation et patrie ? Sans doute, si nous voulions analyser des mots, non des idées. Or, ce que Mistral et Renan appellent l'un « patrie », l'autre « nation », fut appelé autrefois « royaume » par un grand politique du xvr^e siècle.

Peut-être grâce à lui, trouverons-nous que la notion du groupe constituant la communauté politique n'est pas aussi inconciliable qu'elle le paraît chez Renan et chez Mistral, avec leurs notions opposées sur le rôle du facteur linguistique, dans sa constitution.

Le Chancelier Michel de l'Hospital, lorsqu'il fut appelé par Catherine de Médicis, en 1560, au premier poste de l'Etat, prenait les rênes du gouvernement à un des moments les plus difficiles que la France ait connu dans sa longue marche vers la formation de son unité (1).

La question religieuse, que voulait résoudre la Réforme, ne pouvait pas se limiter à son propre domaine à une époque où la Religion et l'Etat étaient profondément unis. D'autre part, pour vivre et se développer, les idées nouvelles allaient s'appuyer sur des principes contraires à ceux qui avaient fait la force et la réussite de l'œuvre fédérative de la Royauté.

Le droit absolu des hommes et des sociétés à la Liberté devenait la base nécessaire au développement des nouvelles sectes et aux nouveaux convertis. Mais en même temps, c'était un dissolvant introduit dans l'édifice à peine construit de la monarchie française. Que la Réforme ait réussi en France aussi bien qu'en Allemagne et il n'est pas certain que la France n'eût pas pu être appelée, elle aussi « les Frances ».

L'Hospital voyait très clairement l'état de la France en ces années que sa perspicacité et sa sagesse politiques lui faisaient apercevoir déjà comme devant être tragiques. Un de ses premiers actes comme Chancelier fut de diriger les débats des Etats-Généraux réunis à Orléans en 1560.

(1) J. Marie, *Essai sur la vie et les ouvrages du Chancelier Michel de l'Hospital*. Rennes, 1868, p. 24 et sq.

Le discours (1) d'ouverture qu'il y prononça, suffirait à faire juger l'homme droit et le politique judicieux qu'il fut. Il traduit bien l'inquiétude du Chancelier en présence de la responsabilité d'actes à prendre dont les conséquences peuvent être la sauvegarde ou la fin de l'unité du pays. Inquiétude mais non incertitude, car il reflète aussi la sérénité d'âme de celui qui sait ce qu'il veut et qui exhorte toutes les bonnes volontés à se joindre à la sienne.

Comment, en face du péril que court l'unité du royaume, L'Hospital aurait-il pu négliger d'envisager l'un ou l'autre des éléments qui avaient pu servir à la constituer ? Aussi, dans un élan magnifique jette-t-il aux députés le cri de ralliement de la monarchie capétienne : Une foi, une loi, un roi.

Il vient de montrer la cause de trouble qu'est la différence de religion pour les membres d'une même famille : « Si donc, dit-il, la diversité de religion sépare et disjoint les personnes qui sont liées de si prochains liens et degrés, que peut-elle faire entre ceux qui ne se touchent de si près ? *La division des langues ne fait la séparation des royaumes*, mais celle de la religion et des lois, qui d'un royaume en fait deux. De là sort le vieil proverbe, une foi, une loi, un roi » (2).

Le Chancelier de L'Hospital répondait donc à la question religieuse, en la situant exactement comme l'on situe aujourd'hui la question linguistique, dans le cadre de l'unité nationale. Mais incidemment et comme une vérité reçue dont il n'a pas à démontrer l'évidence, il répondait à la question qui devait plus tard être considérée comme un problème de la politique : la question linguistique.

« La division des langues ne fait la séparation des royaumes. » Voilà ce qui est généralement admis à l'époque de L'Hospital, ce qui fait opposition avec la nécessité reconnue de maintenir l'unité de foi si l'on veut sauvegarder l'unité du royaume. Car c'est bien la division des religions qui ferait la « séparation des royaumes ». L'Hospital emploie donc le terme

(1) Discours aux Etats Généraux dans les *Œuvres*, de l'Hospital.

(2) Recueil de pièces originales et authentiques concernant la tenue des Etats Généraux. T. I, p. 59.

même qui nous a donné pour des situations semblables le mot si redouté, sans doute parce que si barbare, de « séparatisme ».

Dans un temps si grave pour l'unité du royaume, un Chancelier de France n'aurait pas amoindri l'importance de l'élément linguistique s'il avait pu être alors considéré comme étant indispensable à cette unité. En 1560, c'est-à-dire plus de vingt années après l'ordonnance de Villers-Cotterets, dont nous étudierons plus loin la portée à l'égard des langues provinciales, il n'y a pas de problème linguistique : la question linguistique n'est pas encore née.

Nous devons préciser toutefois ce qu'il faut entendre par l'aspect politique de la question afin d'éviter une confusion possible avec l'Histoire de la langue, même restreinte à l'histoire externe telle que la définit M. Brunot dans son *Histoire de la langue française* : « l'Histoire de tous les succès et de tous les revers de la langue, de son extension en dehors de ses limites originelles — si on peut les fixer. »

Il est bien évident qu'ainsi définie l'histoire de la langue, de nombreuses causes peuvent agir sur son évolution. Les facteurs se rattachant à la linguistique comme les qualités propres à la langue, sa simplicité grammaticale, sa facilité phonétique, son élégance ou sa précision syntaxique relèvent du linguiste seulement. Les facteurs qu'on pourrait appeler sociologiques, conditions de la vie des hommes, état de la société à un moment donné (tenant en particulier aux modes d'échange de la pensée et aux moyens de circulation), quoique relevant de toute science morale aussi bien juridique qu'historique, rentre davantage dans cette étude, dans la mesure où ils en sont la justification ou l'explication.

L'histoire externe d'une langue peut enfin évoluer sous l'influence de facteurs politiques ou historiques (dans le sens le plus restreint du mot histoire : évolution politique des sociétés).

C'est donc uniquement, mais non isolé des autres, le facteur historique de l'influence politique du pouvoir royal que j'étudierai, en recherchant quel a été dans la période monarchique

qui va du xvr^e siècle à la Révolution, le rôle de la Royauté dans l'histoire externe des langues provinciales.

Le pouvoir royal est-il intervenu en cette manière ? Quand et comment est-il intervenu ? Son action a-t-elle été suffisamment constante et voulue pour mériter l'appellation de politique linguistique ?

Quel fut le résultat atteint dans ce domaine à la fin de l'Ancien Régime et quelle influence la Royauté a-t-elle eue en définitive sur l'enlissement des langues provinciales par le « flot montant du français » ?

Telles sont les questions auxquelles ce travail essayera de répondre.

Nous avons rapporté précédemment le sentiment du chancelier de L'Hospital sur les deux premières questions. Non seulement il nous amène à dire que le pouvoir royal ne songe même pas à se servir de l'action politique dans le domaine des langues pour le maintien de l'unité du royaume ; mais encore, il permet d'en conclure que la question linguistique ne se posait pas. On peut qualifier de neutre l'attitude du pouvoir à l'égard des langues à cette époque.

Il est nécessaire de justifier ce terme que certains auteurs de travaux antérieurs à celui-ci sur la question repousseraient en faisant valoir des actes royaux ou des opinions de contemporains contraires à cette neutralité du pouvoir royal.

C'est d'abord l'ordonnance de Villers-Cotterets (1539) dont le texte fondamental en la matière sera étudié dans un chapitre de la première partie et qu'on voudra bien tenir dans cette introduction comme écartée.

Ce sont ensuite plusieurs textes antérieurs à l'ordonnance de François I^{er}, et que l'on pourrait présenter comme étant un appel de l'opinion des lettrés du temps en faveur de l'intervention royale dans le domaine linguistique.

Le plus ancien de ces textes est sans doute celui des Mémoires de Commynes. Nous le reproduisons : « Aussi désiroit fort, écrit-il de Louis XI, que en ce royaulme l'on usast d'une coutume et d'ung poys et d'une mesure, et que toutes ces coustumes

fussent mises en françoys en ung beau livre, pour éviter la cautele et la pillerye des advocatz. » (1)

Ce n'est là qu'un rappel de l'ordonnance de Charles VII, dans laquelle ce roi annonçait la rédaction officielle des coutumes. Commynes peut très bien nous rapporter les idées de Louis XI sur la matière et son désir d'unification du droit coutumier en France. Quant à l'emploi du français, il n'innoverait rien puisque c'est déjà la langue de l'administration royale : or la coutume unique résultant de l'unification souhaitée par Commynes n'eut pas été autre chose qu'une véritable législation royale imposée aux pays coutumiers. Il était naturel qu'elle fut rédigée dans la langue du roi. Le but politique poursuivi par la royauté devait être l'unité des règles juridiques appliquées en France, ce n'était pas l'unification linguistique. La langue française est regardée tout au plus comme devant assurer une meilleure connaissance et une meilleure compréhension des coutumes, ce qui ne serait pas si l'on employait le latin contre lequel Commynes prend ainsi parti.

Un second texte paraît beaucoup plus probant pour affirmer l'intervention royale dans le domaine linguistique au début du xvr^e siècle. C'est ce qu'a soutenu M. F. Brunot dans « Un projet d'enrichir, magnifier et publier la langue française en 1509 » (2).

Analysant ce projet de Cl. de Seyssel (3) qui trouve dans le développement du français un moyen politique efficace pour favoriser l'assimilation de nouveaux sujets, M. Brunot le juge ainsi : « Lui qui a séjourné longtemps en Italie, il a réfléchi aux moyens administratifs d'assimiler les provinces conquises, et il a pleinement compris, *ce que personne alors, à ma connaissance, n'avait même entrevu*, que la diffusion de la langue était une des meilleures manières d'affermir la conquête. »

Voici donc, dès 1509, un appel à l'intervention royale pour faire imposer arbitrairement à un pays une langue étrangère.

Peut-on voir dans ce texte de Cl. de Seyssel l'expression

(1) *Mémoires de Philippe de Commynes*. Ed. Mandrot, T. II, LVI, Chap. V.

(2) *Revue d'histoire littéraire de la France*, 1894, p. 27 (je souligne).

(3) « Justin » (*La Grant monarchie de France*), de Cl. de Seyssel.

d'une opinion généralement admise de son temps et qui justifierait ce qu'il faudrait bien appeler alors la politique interventionniste de François I^{er} à l'égard des langues provinciales ?

Il semble bien que non. Cl. de Seyssel écrit son « projet d'enrichir, magnifier et publier la langue française » comme un penseur, ou un théoricien, à la façon si l'on veut, des utopistes des « Projets de Paix perpétuelle » dont les idées auront mis des siècles à recevoir un commencement de réalisation.

A son époque, les idées de Seyssel sur la langue sont aussi loin non seulement de recevoir une application dans les faits, mais de l'opinion qu'on a généralement alors sur l'aspect de la question linguistique. Le fait linguistique ne prendra le caractère de fait politique qu'avec le développement de la politique des nationalités au xix^e siècle. Auparavant, nous assisterons, vers le xvii^e siècle à l'élaboration d'une politique linguistique royale, dont le libéralisme a même fait nier l'existence, mais ce sera tout.

Dès maintenant et sans préjuger des conclusions que nous tirerons de l'analyse des actes royaux du xvi^e siècle en notre matière, une première constatation s'impose. La langue, au début du xvi^e siècle n'est pas un atout de plus dans le jeu de la politique. Elle reste ce qu'elle devrait rester uniquement, l'instrument de la pensée, le moyen d'expression de l'idée, la forme dont la nationalité importe beaucoup moins que le fond.

Au xvi^e siècle, nation et langue sont complètement indépendantes l'une de l'autre. Cette indépendance de la langue dans la question de l'unité nationale, telle qu'on la concevait au temps de Cl. de Seyssel, n'empêche pas d'ailleurs un esprit perspicace comme le sien d'apercevoir « ce que personne alors... n'avait même entrevu », l'importance que devait prendre, dans la formation des nationalités, l'élément linguistique, devenu ainsi un facteur important de la politique contemporaine.

L'absence de nationalisme linguistique, à une époque qui voyait se forger l'unité française sous un pouvoir absolu, et prédominer le principe de nationalisme religieux (une foi)

s'explique par le processus même de la formation de l'unité nationale.

Si l'on considère une carte linguistique des provinces de France, on verra que durant tout le *xv^e* siècle, le royaume ne comprit que des provinces *intérieures*, c'est-à-dire des terres tournées vers la France, linguistiquement indépendantes des pays voisins.

Toutes les provinces d'Oc d'abord, de l'Océan aux Alpes, ont une langue propre sans attache profonde avec les langues frontières. Ce sont d'ailleurs les provinces où l'influence de la royauté est la plus ancienne.

La Bretagne, réunie définitivement en 1532 seulement, parle une langue qui ne trouve aucune résonance à ses frontières ; elle est isolée, mais surtout, elle écrit depuis des siècles, non en breton, mais en français.

Au sud, le catalan est parlé en Roussillon, province abandonnée par Charles VIII au roi d'Aragon, en 1493. Le basque, parlé par une population peu nombreuse n'est pas écrit : on se sert du français, du gascon ou du béarnais. Enfin, ce dernier relève des fiefs indépendants du roi de Navarre.

Au nord, la Flandre est perdue pour longtemps par François I^{er} au traité de Madrid (1526).

Les premières conquêtes de la royauté vers l'ouest lui laissent, en 1550, trois territoires de langue française : Metz, Toul et Verdun.

Nulle part nous ne voyons de région pouvant s'appuyer sur la communauté de langue avec des pays voisins pour susciter un nationalisme linguistique dangereux pour l'unité du royaume. C'est pourquoi la royauté ne pouvait prendre ombrage de différences linguistiques uniquement « intérieures ».

Ce qu'on appelle la tolérance inexplicable ou l'indifférence du pouvoir royal en matière linguistique s'explique par un libéralisme très justifié et nullement dangereux.

Au début du *xvii^e* siècle, la réunion du Béarn, province d'Oc, réunie tardivement à la France, posera pour la première fois une véritable question de politique linguistique active. Elle

restera d'ailleurs dans le cadre des libertés provinciales dont sera exclue toute idée de nationalisme linguistique.

Avec les conquêtes de Louis XIV seulement, on connaîtra le problème linguistique sous l'aspect national qu'il a de nos jours. La Flandre, le Roussillon et l'Alsace sont alors des provinces que j'appellerai « extérieures » pour les distinguer de celles plus anciennement réunies et linguistiquement indépendantes.

Ces provinces sont, au contraire de celles du premier groupe, linguistiquement aussi bien que politiquement, rattachées à des pays voisins. Le fait est trop net pour qu'à ce moment quelques hommes politiques ne préconisent à nouveau le système de Seyssel : l'assimilation par la langue.

La royauté, d'ailleurs, ne poursuivra pas avec entêtement l'application de quelques mesures linguistiques dont le maintien a paru comme peu conciliable avec une politique plus avisée d'attachement des populations devenues françaises récemment. Une tentative d'assimilation, s'appuyant sur un nationalisme linguistique impolitique, aurait probablement eu des effets contraires à ceux qu'en eut espéré la royauté. Les premiers actes de la résistance opposée à des textes qui posaient seulement le principe, prouvent assez ce qu'elle aurait pu devenir si elle avait été poussée à bout, à une époque, où il faut bien s'en convaincre, l'idée nationale n'était pas identique à celle du *xix^e* ou du *xx^e* siècle.

Jusqu'à la Révolution, la nation, c'est le roi, ou plus justement, le principe unificateur de la monarchie. Les principes féodaux du droit public viennent seulement de disparaître et les provinces apparaissent encore un peu comme de grandes seigneuries. De tout ce que le roi en exige, c'est d'abord la fidélité, en échange de quoi il leur garantit leurs libertés. Peu lui importe alors jusqu'à un certain point, que les usages et les coutumes diffèrent de province à province. Du point de vue du droit public, l'unité nationale n'est pas atteinte puisque le principe unificateur demeure par cette reconnaissance du pouvoir royal. Sans doute, il serait plus « respectueux » envers le souverain que la langue du roi fût parlée par tous ses sujets, et il serait

surtout *plus pratique* qu'il en fût ainsi, pour son administration. Mais ce n'est pas une question vitale : l'unité du royaume n'en souffrira nullement.

Ainsi comprenons-nous cette tolérance de la royauté au ^{xvii}e siècle, renouvelée de l'attitude neutre de la royauté au ^{xvi}e, maintenue au ^{xviii}e siècle.

Enfin, si le roi tout puissant que fut Louis XIV a pu et a voulu ne pas s'obstiner dans une politique périlleuse, c'est qu'il l'a reconnue inutile, dangereuse même pour le but qu'il lui assignait. Dangereuse, car elle aurait produit, nous l'avons vu, un effet contraire, s'il y avait persisté. Inutile, car l'unité du royaume n'avait pas besoin d'un élément unificateur de plus pour être assurée.

Jusqu'à la Révolution, l'adage politique : une foi, une loi, un roi, demeure vrai en principe, sinon en fait. On ne dit pas encore « une langue » parce que langue et nation ne sont pas encore identifiées l'une à l'autre. Non que cette identification, revêtant un caractère politique, n'ait pas été aperçue : ceux que nous appellerons les théoriciens de la politique linguistique nous prouveront le contraire. Mais, justement, leurs idées n'ont pas été acceptées en tant que règles d'une politique linguistique pour les motifs que nous exposerons. Elles n'ont été retenues que dans la mesure où, sans compromettre les buts de la politique royale, elles pouvaient être appliquées par un acte à caractère administratif.



Renan avait donc raison de dire : « Ce qui constitue une nation, ce n'est pas de parler la même langue... » Il avait l'expérience des trois derniers siècles de la Monarchie, durant lesquels s'acheva l'unité de la nation française, pour appuyer par des faits la vérité de son affirmation.

Mistral était aussi fondé à chanter dans ses vers provençaux la langue de la patrie : « Car c'est toi la patrie... »

Et c'est Renan lui-même qui l'aurait approuvé, lui qui a écrit : « Une nation est une âme, un principe spirituel ». C'est

pourquoi respectant cette nature spirituelle qu'il lui reconnaissait, il ajoutait : « une Nation n'a plus qu'un roi le droit de dire à une province : Tu m'appartiens, je te prends » (1).

Sans doute, c'est là le nœud du problème où Mistral et Renan se rencontrent, tous les deux pouvant dire ceci : Je tiens à ma langue comme à l'expression concrète de ma patrie spirituelle et j'unis ma province à ton royaume, roi de France, « comme un principal à un autre principal » (2).

Car, pensons-nous, la langue ne constitue pas la nation.

On sait ce qu'est la nation lorsqu'on connaît comment elle naît, de quoi elle vit.

La nation naît, non d'une ou de plusieurs causes créatrices, langue, religion ou race, mais de ce vouloir vivre en commun, seule cause nécessaire et suffisante à la forte vitalité et à la grande destinée d'une nation.

Elle vit de l'estime réciproque et de l'esprit de fraternité entre ceux des hommes qui sont les prochains les plus proches.

La Nation, lorsqu'elle est pleinement réalisée, est vraiment une Fraternité.

§ 2. — *Les langues provinciales dans les rapports de la langue et de l'histoire*

En confrontant les idées qui furent celles des trois derniers siècles de la monarchie sur les rapports existant entre la langue et la nation avec celles que l'on a aujourd'hui, nous avons dû donner un aperçu des faits historiques qui en constituent la base indispensable.

C'est que la langue est elle-même un fait historique et comme tel nous devons le situer dans l'histoire générale de la Société.

Il paraîtra sans doute surprenant de signaler combien le phénomène linguistique, malgré son importance évidente, a été négligé par les historiens. En effet, jusqu'à ces dernières années,

(1) Renan, *op. cit.*, *Qu'est-ce qu'une nation ?*

(2) Termes de l'acte de cession de la Provence au roi de France.

la matière linguistique semble n'avoir trouvé d'ouvriers que dans le monde des philosophes ou des philologues (1).

Il a fallu que les linguistes se préoccupent de l'aspect sociologique de la question, pour rappeler son importance proprement historique. L'historien ne s'en est pas encore emparé et c'est là un retard sérieux de la science historique française.

« Les linguistes, écrit M. Febvre (2), en 1911, ont voulu travailler à même la vie, sur la réalité mouvante du langage parlé, — et la vie, la vie souveraine qui brise les vieux cadres, a posé devant eux mille problèmes réels; elle leur a montré l'action sur les parlers, le jeu incessant de mille influences toutes proches ou très lointaines; enfin les poussant sur des chemins encore vierges, vers les confins de sciences limitrophes, elle leur a fait, elle devait leur y faire rencontrer, *soucieux de la vie humaine saisie dans son présent ou dans son passé — les historiens, les géographes ou même les sociologues*.

« ... Aussi dans la monographie bien faite d'un patois, qu'on ouvre aujourd'hui, simplement, le glossaire... En fait, c'est *toute la vie, matérielle et morale*, d'une communauté paysanne que nous restituent les glossaires modernes. »

Ce qui est vrai d'une petite communauté paysanne ne l'est sans doute pas moins d'une province ou d'un royaume. La langue c'est « toute la vie matérielle et morale » du peuple qui la parle : à ce titre l'historien ne saurait la négliger pas plus que le sociologue.

Est-ce donc, en effet, de si petite importance pour l'Histoire qu'un peuple parlât Celte, Germain ou Latin ?

N'y a-t-il pas un certain intérêt dans cette seule constata-

(1) *L'Année Sociologique* (1900), T. IV, p. 141.

M. Mauss : « La langue d'une société n'est pas autre chose qu'un phénomène social ».

L'Année Sociologique, T. IX, 1906, p. 2 « Comment les mots changent de sens » (A. Meillet) : « Le langage a pour première condition l'existence des sociétés humaines dont il est de son côté l'instrument indispensable et constamment employé. «...La linguistique est demeurée jusqu'à présent à l'écart de l'ensemble des études sociologiques qui se constituent si activement, et, ce qui est plus grave, étrangères presque à toute considération systématique du milieu social où se développent les langues ».

(2) *Revue de Synthèse historique* (oct. 1911, T. XXIII) « Histoire et linguistique ».

tion que la langue ne porte pas toujours le même *nom* que celui du peuple qui la parle, ou que la terre, le pays, la patrie où elle est parlée ?

Je connais bien Rome et l'Empire romain dont la mission fut de « régir les nations » ; mais je ne connais pas la patrie Latine. Il y a des terres, des patries latines, un peu comme il y eut des Allemagnes. Et si maintenant nous l'avons appelée « Latinité » du même nom que sa langue de civilisation, nous avons créé une entité intellectuelle, non une patrie qui n'a jamais existé.

Mais si je dis : France, alors je vois une terre bien délimitée aujourd'hui où l'on parle le « français » : c'est la *terre du français*. Il n'en fut pas toujours ainsi.

La terre « du français » ce fut d'abord un petit morceau de la grande France, une « Ile » de France, où le roi de la grande patrie parlait le « francien ».

La France, c'était Provence, c'était Bourgogne, Bretagne, Languedoc, Béarn, Roussillon ; c'était Flandre, c'était Alsace, Lorraine, Champagne, Artois et Normandie ; Gascogne et Poitou... C'était tous les morceaux unis ensemble et non chacun séparément.

De France était le francien sans doute ; mais aussi le provençal, le rouergat, le béarnais, le gascon, les langues d'Ocs, le breton, le flamand et le basque ; comme plus tard le furent l'allemand de Lorraine et d'Alsace. Français étaient tous les parlers du Nord, les parlers d'Oil, joints à ceux du Midi, les parlers d'Oc ; les parlers de l'Est joints à ceux de l'Ouest.

Le français n'était pas la France, mais tous les parlers étaient des langages français, « de France », ou comme l'on disait : « maternels français ».

Cela, c'est quelque chose tout de même.

C'est au moins un fait historique et on ne peut réduire l'histoire des langues françaises à la seule histoire de la langue du roi pas plus qu'on ne peut écrire l'Histoire de la France en restant dans Paris ou sa banlieue comme dans une tour d'ivoire.

Qui ne s'aperçoit des angles-morts immenses qui échappent

à un tel observatoire ? et, quand il n'y aurait que celui formé par le Massif Central, ce serait déjà la moitié de la France laissée dans l'ombre.

Fait historique, l'existence de langages français, nous apparaît aussi maintenant comme un fait politique caractéristique de la France monarchique. Jusqu'à la fin de l'ancien régime, et l'enquête de l'Abbé Grégoire à la Révolution le prouve, il y eut en France « des langues françaises » : on pouvait donc être français sans savoir la langue du roi et de cette situation ne résulta aucun danger pour l'unité du royaume.

La langue ne faisait pas la nationalité.

Cette vérité évidente encore aujourd'hui, n'en est pas moins combattue dans des cas particuliers. Cependant si l'Alsace est redevenue française après un demi siècle d'emprise germanique pendant lequel la langue allemande a gagné du terrain, cette langue a-t-elle pu empêcher que le retour à la mère-patrie fut un véritable plébiscite d'enthousiasme ?

A-t-elle pu empêcher que les Alsaciens qui ne savaient plus, ou ne savaient pas dire en français « j'aime ma patrie française et c'est avec celle que je veux vivre », n'aient dans le cœur le même sentiment qu'ils exprimaient en langue allemande ou en dialecte alsacien ?

On peut encore être français sans pour cela savoir la langue de Paris. Mais on peut la savoir sans être français par cela même. La moitié du peuple belge ne parle que le français, et nos amis canadiens, non seulement frères par la langue, mais de race, ne sont pas français pour cela. La langue, pas plus que la race, n'a suffi à faire la nation.

Le Canada est un exemple aussi d'une terre qui n'a pas le même nom que la langue qu'on y parle : le canadien n'existe pas, et les différences, phonétiques uniquement, avec le français ou l'anglais, n'ont pas fait une langue nouvelle. Et combien d'autres nations sont dans un cas semblable.

Les quelques faits historiques qui précèdent pourraient suffire à susciter un intérêt plus grand pour l'étude des rapports de la langue et de l'Histoire, si nous n'avions pas en outre l'autorité indiscutée d'un linguiste éminent, sur la matière ;

« L'on ne peut se rendre compte de l'évolution d'une langue, a écrit M. Meillet, *qu'en tenant compte des situations historiques et des conditions sociales où cette langue s'est développée.* » (1)

Rechercher « les situations historiques et les conditions sociales » relevant de l'influence du pouvoir royal, dans lesquelles se sont trouvées les langues provinciales en France, tel sera bien en effet le côté que j'envisagerai de la question des langues. A en croire certains auteurs ce serait même le côté principal, parce que la principale cause agissant sur le développement des langues (2). C'est le fait politique qui ainsi serait à l'origine de l'extension des langues. « Partout où l'on observe l'extension d'une langue commune, écrit encore M. Meillet (3), il y a une unité politique accompagnée d'une unité de civilisation, comme celle de l'empire romain, ou du moins la forte conscience d'une unité, passant par-dessus des divisions politiques rapidement intervenues, comme il est arrivé pour le monde grec à l'époque hellénistique, ou plus tard pour le monde arabe. »

Et M. Brun : « La question du français a été dans notre pays, moins une question de civilisation qu'une question de politique. ...Entre la diffusion du français et le développement du pouvoir royal, le parallélisme est saisissant. »

L'influence des causes politiques sur le développement du français, qu'il ne faut admettre que dans une juste mesure, reconnue généralement, n'en a pas moins été peu mise en lumière. M. Brun lui-même, la reconnaît bien dans sa conclusion,

(1) Meillet, « *Introduction à l'Etude comparative des langues Indo-européennes* ».

Cf. Vendryès, « *Le langage* » dans la collection : *L'évolution de l'humanité* », p. 412 ; « L'évolution linguistique est dans l'étroite dépendance des circonstances historiques... »

(2) C. Jullian, *L'ancienneté de l'idée de Nation* (leçon d'ouverture de l'année 1912-13 du cours d'Histoire et d'antiquité nationale au Collège de France).

In *Revue politique et littéraire (Revue Bleue)*, 18 et 25 janvier 1913.

« Je n'arrive pas à comprendre qu'une langue se propage si à son point de départ, je ne suppose pas une nation qui l'envoie dans le monde. Ni le prosélytisme religieux, ni les relations commerciales, ni le contact de proche en proche, ni les influences de l'éducation, ni les goûts littéraires n'expliquent complètement la diffusion des idiomes sur la terre. Il faut un peuple pour donner, dans le temps et sur l'espace, le branle à ces ondes linguistiques. »

(3) Meillet, cité par C. Jullian.

mais emploie une partie de son ouvrage (1) à prouver le contraire, à savoir : que l'introduction du français dans les provinces du Midi était déjà très avancée avant qu'interviennent les premiers actes royaux. Il paraît n'attacher que peu ou pas d'importance à un fait dont la date était jusqu'alors considérée comme un point de départ : la croisade contre les Albigeois qui marque l'emprise de la royauté sur les terres méridionales (2).

Selon lui, les conséquences linguistiques qu'on a tirées ont été exagérées. Sans doute, y a-t-il là une mise au point qui s'impose. La croisade n'a pas supprimé la langue d'Oc et sa belle littérature du jour au lendemain ; peut-être son évolution postérieure n'en a-t-elle pas été beaucoup changée arbitrairement, mais il restait le fait que par le rattachement politique des terres d'Oc à celles du Nord, deux langues s'affrontaient un jour là où, autrefois, il n'y en avait qu'une. Même libres et indépendantes l'une et l'autre, le prestige de la langue royale devait l'emporter sur celui de la langue des comtes de Toulouse. Sans aucune pression, la royauté n'eut qu'à laisser agir le libre jeu de la concurrence, en laissant au temps faire son œuvre.

Il n'en reste pas moins que cette rivalité était devenue possible par la soumission des seigneuries méridionales aux rois capétiens.

Le comté de Toulouse qui, par la ruine de sa dynastie féodale, allait former ainsi au sud de la Loire le premier noyau de la France royale, devait aussi être aux heures décisives pour les destinées françaises de la guerre de Cent ans, le soutien le plus fort de la royauté. Par là, il allait collaborer à l'œuvre du roi de Paris dans la formation de l'unité française.

Mais voici l'inconséquence de trop d'historiens : la langue d'une province qui plus qu'aucune autre a fait la France (la

(1) Brun, *Recherches historiques sur l'introduction du français dans les provinces du Midi*. (Paris, Champion, 1923), p. 483.

(2) Cf. Brunot, *Histoire de la langue française depuis les origines jusqu'à 1900*, T. I, p. 296 et sq. (Paris, A. Colin).

Giry, *Manuel de diplomatique*, p. 471.

France qui un moment alors s'appella Armagnac), cette langue ne pourrait être appelée, elle, *langue maternelle française* ?

Car c'est bien ce que pensent aujourd'hui les négateurs de la province, ceux qui veulent juger les hommes du xv^e ou du xvi^e siècle comme ceux du xx^e, ceux qui ne peuvent pas comprendre cette « indifférence » simple absence de préjugés et de « machiavélisme » (1) politique, de l'autorité royale à l'égard des langues provinciales (2).

Comment le pouvoir royal aurait-il eu vis-à-vis des provinces, les craintes que les gouvernements modernes ont aujourd'hui pour ces stupides agitations de minorités neurasthéniques ? Pourquoi leur aurait-il donné des motifs d'opposition dans la question linguistique qui était, fort heureusement nous l'avons vu, complètement dépourvue d'aspect politique.

Pour le roi de France il n'y a aucune raison qui justifie un ostracisme linguistique ; pour lui et particulièrement jusqu'au xvi^e siècle, la langue d'Oc peut apparaître comme aussi « maternelle française » que celle d'Oïl. Et c'est parce que trop souvent on ne le comprend pas qu'on déforme la réalité des actes historiques de l'histoire des langues.

Il nous semble que les erreurs proviennent surtout de deux causes. D'une part on ne tient pas assez compte « des situations historiques et des conditions sociales » (3) dans lesquelles se passent les faits envisagés. D'autre part le plus grand nombre des travaux sur ce sujet étant dus à des linguistes, leur

(1) Brunot, *Op. cit.*, T. V, p. 113.

(2) L. Febvre, « *Histoire et linguistique* » in *Revue de Synthèse historique*, oct. 1911, T. XXIII.

« Vers le milieu du xix^e siècle, « un grand fait s'imposait à tous les historiens : l'existence, la réalité vivante de ces « provinces » si odieuses aujourd'hui à M. Armand Brette... Du moment que la province apparaissait comme l'unité constitutive, l'unité de premier ordre du pays ; du moment qu'elle semblait avoir été le groupement administratif, judiciaire, financier, militaire le plus puissant, le mieux caractérisé de France, — on n'aurait pas conçu qu'à chaque province un dialecte distinct n'eut pas correspondu. Aussi, très simplement, l'existence des dialectes provinciaux était alors universellement admise. Mais tout changea bientôt. De même que les historiens à la notion de province, les linguistes s'attaquèrent à la notion de dialecte. Et en mai 1888... Gaston Paris déclara tout net : « dans une masse linguistique de même origine, comme la nôtre, il n'y a réellement pas de dialecte. Il n'y a que des traits linguistiques, qui entrent respectivement dans des combinaisons diverses. »

(3) Meillet, Cf. *supra*.

tendance est évidemment d'approfondir leur étude dans le sens linguistique et de ne signaler que rapidement le fait historique. La conséquence est d'abord que l'histoire de l'évolution de la langue elle-même s'en ressent suivant la très juste règle de M. Meillet ; mais de plus effleurant seulement la question historique, les conclusions qu'on en tire sont trop hâtives (1).

Après ces critiques, qui sont plutôt des regrets pour l'absence d'études consacrées spécialement aux rapports de l'histoire et des langues, il faut reconnaître combien l'on doit pour les rendre possible, à des travaux d'érudition comme celui de M. A. Brun. Ses « Recherches historiques sur l'introduction du français dans les provinces du Midi » à côté des tomes V, VII et IX de l'« Histoire de la langue française » de M. F. Brunot, sont des bases indispensables au travail plus spécialisé entrepris dans le domaine de l'histoire. Nous serons en effet constamment obligés de rapprocher l'influence de l'action royale et les progrès du développement de la langue française constatés par les linguistes dans les provinces, progrès qui tiennent à bien d'autres causes qu'à l'unique action de la royauté.

Parmi ces causes, rechercher quelle fut l'importance de l'action du pouvoir royal et donc de l'unification politique sur l'évolution de la France vers son unité linguistique ; déterminer réciproquement l'influence de cette évolution sur la politique d'unification de la royauté, telles sont les deux seules faces de la question qui relèvent de l'Histoire du droit.

L'Histoire du droit étudie en effet, l'évolution des institutions de droit public ou privé qui forment les bases de la vie juridique et sociale. Or la langue, si elle ne l'a pas été dès l'origine de la société, est devenue, en se perfectionnant, une institution sociale. « La société, a-t-on dit, a institutionnalisé le langage. » (1)

Nous n'avons pas à rechercher ici si cette institution est

(1) Cf. L. Febvre, « Politique royale ou civilisation française ? » In *Revue de Synthèse Hist.*, année 1924, T. XXXVIII. Cf. infra. le chap. sur l'ord. de Villers-Cotterets.

(2) M. Berr, Avant-propos de l'ouvrage *Le Langage*, de M. Vendryès.

revêtue du caractère d'une obligation sanctionnée, qui lui donnerait la nature juridique d'un droit. Il est intéressant toutefois de noter que linguistes et sociologues reconnaissent le langage d'une société comme obligatoire au moins socialement, c'est-à-dire, reçu nécessairement par l'individu.

La langue d'une société peut-elle être obligatoire juridiquement pour les membres de cette société ; peut-on sanctionner l'obligation de la langue comme un droit ?

C'est là un tout autre problème que celui dont nous poursuivons l'étude. La royauté aurait pu chercher à imposer la langue du roi, elle n'aurait pas pour cela créé un droit, même s'il y avait eu des sanctions. La nature du droit par essence, en tant que droit naturel reconnu à l'individu, est d'être distinct de sa sanction. Enfin, la question reste entière, ou plutôt n'a pas à être soulevée en notre matière. Il nous suffira de la signaler à l'occasion, sans y insister, notre objet n'étant pas d'établir le caractère juridique de l'institution sociale des langues, mais de suivre son évolution dans les provinces rattachées par la royauté française, ayant une langue hétérogène.

L'importance du sujet variera évidemment suivant l'importance même, la vitalité si l'on peut dire, qu'eurent autrefois les langues de ces provinces.

Les deux aires linguistiques les plus importantes qui formeront le centre autour duquel se développeront successivement les deux phases de cette histoire des langues, sont constituées par les provinces d'Oc d'une part, par l'Alsace et le Roussillon d'autre part.

Auparavant, pour l'une et l'autre de ces deux périodes, nous indiquerons rapidement les faits politiques et sociaux qui constituent le cadre nécessaire à une exacte compréhension de la politique royale à l'égard des langues provinciales.

PREMIÈRE PARTIE

LA RECONNAISSANCE OFFICIELLE DES LANGAGES
MATERNELS FRANÇAIS AU XVI^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

ÉTAT POLITIQUE ET SITUATION LINGUISTIQUE DE LA FRANCE AU XVI^e SIÈCLE

SECTION I

LE SEIZIÈME SIÈCLE DANS L'HISTOIRE DE FRANCE

Il n'est pas, peut-être, de période plus discutée dans l'histoire de France que celle souvent appelée « l'aube des temps modernes ». Ces divergences de jugements sur le xvi^e siècle se comprennent aisément si elles ne se justifient pas toujours. Quelle époque, en effet, renferma jamais autant de contradictions, fut plus remplie d'événements aussi importants — que le xx^e siècle même avec ses inventions merveilleuses ne pourrait dépasser — quelle époque enfin fut plus divisée dans les faits et dans les idées ?

Les noms seuls de quelques-uns de ces événements suffisent encore à susciter les passions comme si l'évocation des souvenirs qu'ils renferment les faisaient revivre parmi nous : Réforme, Renaissance, Nouveau Monde, Humanisme, Imprimerie. Ces mots vivent encore comme s'ils étaient d'hier malgré leurs quatre cents ans. Le mot change, l'idée demeure. C'est aujourd'hui : Presse, Modernisme, Spiritualité, Laïcité, Libéralisme, sans oublier tout ce que renferme d'inconsciente admiration le qualificatif « Américain ». C'est encore l'opposition, et donc le choix, entre le matériel et le spirituel. L'ouvrier-machine ou l'ouvrier-homme, voilà la forme de la question humaniste, non plus littéraire ou philosophique, mais

sociale, au xx^e siècle. C'est pourquoi on est parfois trop pressé de vouloir clore l'ère des temps modernes pour s'accorder la satisfaction d'en ouvrir une nouvelle.

Quels noms avons-nous à mettre à côté de ceux d'Imprimerie, d'Humanisme, de Nouveau Monde ? La machine-outil étonnante, l'électricité, l'avion, la T.S.F. ?

Qu'est-ce donc seulement à côté de ce mot : Imprimerie ? Des arabesques autour du chef-d'œuvre, le transformé en face du créé, la matière devant l'idée qui l'inspire et qu'elle utilise.

Que vaut-il mieux en effet ? la vitesse de transmission de la pensée ou sa conservation et sa diffusion ? quelques grammes de radium ou un Monde ?

Comment le siècle qui a, non pas transformé, mais réellement créé un monde nouveau, pourrait-il laisser indifférent ou simplement permettre l'unité de jugement de la postérité ?

Aube donc et crépuscule à la fois, comme toute époque de transition, le xvr^e siècle a par cela même ses contradictions. On l'ouvre avec les guerres d'Italie. Politiquement, en France, les règnes de Charles VII et surtout de Louis XI contiennent des faits et des mesures du pouvoir royal qui l'annoncent déjà (1).

Le règne de François I^{er} établit la monarchie absolue et le pouvoir de l'Etat sur l'écroulement des derniers féodaux ; mais les guerres de religion susciteront un moment une véritable féodalité. Absolue dans ses principes la monarchie était tempérée dans les faits et féodale encore dans son esprit. Tandis que l'autorité de l'Etat est arrivée à être seule fortement assise, que toute la branche du droit public tend de plus en plus à l'unification, celle du droit privé conserve sa diversité.

Mais ce n'est pas seulement cette élaboration de l'Etat moderne avec sa pleine souveraineté, qui conserverait à ce siècle l'intérêt qu'on lui porte dans de nombreuses controverses. La

(1) Charles VII. — Ordonnance de Montils-les-Tours qui prépare la rédaction des coutumes (1454).

Louis XI. — Défaite et mort du duc de Bourgogne à la bataille de Nancy (1477) qui marque la fin de la grande féodalité.

période qui s'étend du milieu du xv^e siècle jusque vers la fin du xvi^e, paraît être dans l'histoire de la formation de la France le moment où se manifeste le plus l'influence des forces spirituelles de la nation française.

Or, la France eut la chance d'avoir, parmi les éléments qui constituent ces forces et au-dessus des autres, l'élément de la royauté, facteur d'unité politique, qui fit défaut à bien des nations.

Mais jusqu'alors, son rôle n'avait pu être complètement rempli. La « Nation Gauloise » ne pouvait revivre dans la Nation Française que lorsque l'élément matériel lui permettrait de se réaliser pleinement.

La nation a voulu vivre avec Jeanne d'Arc. La nation s'est réalisée avec Louis XI. On ne comprendrait pas l'étonnante résistance de la France aux épreuves du xvi^e siècle, aggravées par la faiblesse de ses rois, si on ne se rappelait ces deux noms ou plutôt ces deux symboles des forces spirituelles françaises qu'ils personnifient : le sentiment national du peuple de France, le principe unificateur de la royauté.

C'est pourquoi, dans l'ordre politique, la fin de la guerre de Cent ans et les succès de Louis XI donnant à la nation par ses réunions l'élément matériel nécessaire à son plein épanouissement, préparaient au xvi^e siècle français les assises inébranlables du sentiment national et du pouvoir royal sur lesquelles reposerait l'unité.

La France avait donc un Roi, et dans la mesure où celui-ci concrétise cette abstraction du droit public, une Loi.

La Réforme devait miner l'unité de Foi.

Certains s'étonneront sans doute de trouver la Réforme dans les faits qui constituent, non seulement un état descriptif, mais une défense du xvi^e siècle. Cependant, par un de ses caractères, elle représente bien le siècle : siècle passionné comme le fut la Réforme. Aurait-il pu en être autrement d'une question ayant à la fois un aspect religieux et politique à une époque où les deux caractères étaient si souvent confondus.

La Réforme se présentait comme répondant à des aspira-

tions nobles et élevées qui font l'honneur de ceux qui les eurent. Rien ne saurait mieux prouver la vitalité spirituelle de ce siècle que ces discussions si ardentes — allant malheureusement trop loin — nées du sentiment religieux.

Dans cette lutte il y eut, non pas deux, mais trois partis. La foule des deux religions, composée des fidèles de l'Eglise romaine et des adeptes de la religion « prétendue réformée ». Dans ses rangs on se battait et on mourait pour sa foi : ceux-là étaient des courageux.

A côté de la masse des croyants ou des convertis sincères, il y eut les politiques : parmi ceux-ci il y eut les hypocrites, les arrivistes comme on les appelle aujourd'hui.

Enfin, au-dessus, il y eut l'Etat.

Le pouvoir royal en des mains trop jeunes ou trop faibles, n'eut pas toujours un arbitre aussi sage et juste que le fut le chancelier de L'Hospital. Celui-ci fut un instant le maître des destinées françaises. Dès son accession au pouvoir il devait régler l'éternel problème de gouvernement : liberté-autorité. Mais ce problème se présentait sous son angle le plus aigu : l'aspect religieux, la liberté de conscience.

L'Hospital sut remplir la mission qui incombait à l'Etat dans une telle situation. Malgré les calomnies dont il fut victime, il resta lui-même, c'est-à-dire catholique romain, mais aussi Chancelier de France (1). Il fut un arbitre juste qu'inspirait le principe chrétien de charité, dans le domaine religieux, et un serviteur loyal du pays au gouvernement. Il fonda sa politique sur la paix, parce que, ainsi qu'il l'a écrit « le fondateur de notre religion aimait la paix. Il ne voulait point convertir par la menace et la violence, mais par une douce persuasion » (2).

On lui a reproché sa tolérance. Peut-être lui doit-on le faible succès de la Réforme en France, certainement la possibilité d'une réunion des deux religions sous la même autorité politique. Tolérance d'un homme qui applique ses principes, tolé-

(1) Dupré-Lasale, *Michel de l'Hospital avant son élévation au poste de Chancelier de France*, Paris, 1875, et J. Marie, *op. cit.*

(2) Dupré-Lasale, *Op. cit.*, p. 202.

rance heureuse, puisqu'elle mettait la royauté, le principe d'unité, en dehors de la lutte religieuse.

Comme chef de gouvernement le Chancelier de L'Hospital voyait juste et savait distinguer ce que « l'esprit national ainsi affligé et blessé a confondu, les partisans de l'hérésie avec les ennemis de la royauté » (1).

La Réforme pouvait être le principe dissolvant qui détruirait l'œuvre séculaire de la royauté. En face du principe d'Autorité, elle érigeait en effet « le Principe » par excellence des temps modernes : celui de Liberté. Mais de la liberté individuelle, elle devait vite en arriver à réclamer la liberté pour la société, la minorité que constituait ses partisans à l'intérieur de chaque Etat, et à mettre ainsi en péril leur souveraineté.

Pour devenir un Etat dans l'Etat, elle usa de tous les moyens et ne fut pas moins terrible que ceux qui la combattirent.

Cependant des deux côtés, s'il y eut des criminels, il y eut des courageux. Toute guerre est triste, la guerre civile est honteuse et stupide. Celle-ci fut plus encore, malgré les apparences, une lutte de l'esprit que des armes. Elle ne mérite sans doute pas ces épithètes : triste toujours, elle eut peut-être une excuse, dans sa cause, la bonne foi réformatrice de ceux qui avaient encore conservé un peu de cette ardeur religieuse et de cet esprit mystique du temps des Cathédrales. Cet élan religieux au lieu de susciter l'unique réforme de l'Eglise, s'égarra en réformes multiples, ce qui devait créer des oppositions et des luttes. La Réforme fut la déviation d'un but noble, non la recherche d'un but mauvais. Mais les guerres fratricides ont terni l'idée primitive qu'elle pouvait représenter.

On sait comment, en France, elle fut vaincue par le sentiment national et par l'esprit pacificateur du roi. Comme Jeanne d'Arc et Louis XI l'avaient préparé, Henri IV fermait le siècle, par la victoire de l'unité nationale.

Tandis que se poursuivait ainsi, avec des heurts, mais continue, l'évolution politique de la France vers l'unité, l'évo-

(1) J. Marie, *Essai sur la vie et les ouvrages du Chancelier de L'Hospital*, p. 24.

lution intellectuelle se transformait au contact des sources de l'Antiquité.

On commence déjà à mépriser et à méconnaître la « nuit du moyen-âge », attitude suffisamment « moderne » pour confirmer l'opinion émise précédemment que les temps modernes ne sont pas finis ; suffisamment battue en brèche aussi pour laisser entrevoir une fin proche de l'esprit « moderne ».

Dans ce retour à l'Antiquité, seule digne d'admiration et d'imitation, il y eut heureusement deux tendances. Les esprits d'érudits d'une part qui firent de l'art pour l'art : l'Antiquité pour l'Antiquité. D'autre part il y eut les esprits des personnalités fortes, de ceux qui sont de leur temps et qui le font. Hommes de talent ou de génie, ils allèrent à l'Antiquité comme à une source de richesses, dont ils voulaient faire profiter leur propre maison.

Ainsi le siècle de la Renaissance nous présente-t-il encore un contraste de plus : cette floraison magnifique d'un art nouveau, d'une littérature brillante, à côté d'une renaissance des formes et de la pensée antique ; cette admiration du passé jointe au dédain de l'esprit national des siècles antérieurs tout proches et qui cependant aboutit à un véritable nationalisme intellectuel.

On admire le latin de Cicéron, mais on ne veut plus l'écrire, ni le parler : sans doute, parce qu'on ne le saurait pas ; mais enfin on tue par respect ce qu'on ne peut plus imiter.

C'est pourquoi on pourrait justement dire que l'élan des lettres françaises au xvi^e siècle n'est dû qu'au « dépit amoureux » d'amants maladroits pour atteindre leur beauté. Cette beauté, c'est l'Antiquité, c'est aussi le latin : puisqu'elle ne veut plus de nous, eh bien nous allons lui créer une concurrente !

Il faut reconnaître qu'ils ont assez bien réussi. Leur tort fut seulement, par suite de leur dépit même, de trop imiter avec un esprit nouveau les formes anciennes et de négliger de sauvegarder l'esprit et la richesse des formes d'un Moyen-Age méconnu.

N'est-il pas vrai de dire encore une fois du siècle de la

Renaissance française, qu'il fut plein de contradictions, ce siècle pour lequel on pourrait répéter la formule normande qu'il fut national sans l'être, tout en l'étant ; ce siècle qui crée une littérature française, en rejetant la vieille littérature nationale, tout en voulant constituer une littérature dans la langue nationale.

N'est-il pas vrai de dire aussi que le siècle de la Renaissance suscita dans les esprits et dans la société ce que la Réforme suscita dans l'évolution politique ; le sentiment de l'unité nationale réagissant plus ou moins consciemment contre les causes de troubles et de divisions, pour faire une France, semblable à elle-même seulement, dans tous les domaines : politique, intellectuel et spirituel.

*
**

Pour apprécier à sa juste valeur le xvi^e siècle français, il faut se méfier de la méthode des comparaisons faciles, trop souvent employée et cause d'erreurs, parce que dans les sciences morales, leurs objets ne se retrouvent jamais dans des situations identiques : on compare des valeurs qui ne seraient comparables qu'en restant dans le même cadre ce qui n'est pas possible par définition dans ces sciences.

En employant cette méthode on devait nécessairement voir pâlir le xvi^e siècle français à côté du Grand siècle espagnol et du Grand siècle français, sous-estimant ainsi une époque française, qui sans pouvoir être comparée aux deux autres, puisque sur un plan différent, n'en eut pas moins sa grandeur et ses mérites.

Le xvi^e siècle a dans notre histoire le rôle ingrat de l'inventeur et du savant, le rôle d'un Christophe Colomb ou d'un Lesseps. D'autres triomphent dans la carrière qu'ils ont ouverte : la gloire éclipse le mérite, cela est humain. Est-ce aussi juste et même seulement exact ?

D'abord le siècle de Louis XIV, n'a été le Grand Siècle que parce qu'il a recueilli dans tous les domaines les fruits du labeur des siècles antérieurs, parmi lesquels le xvi^e fut le

plus fécond, le plus ardent au souffle d'une renaissance qui ne fut pas seulement un retour au passé, mais vivifia toutes les sphères de l'esprit humain.

On objectera qu'on pourrait le dire de toute ère nouvelle. Celle-ci recueille toujours l'héritage du passé ? Sans doute, mais il y a des héritages lourds à recevoir, d'autres légers et d'autres précieux : ces derniers transforment le présent et font l'avenir dans lequel ils survivent lorsqu'ils tombent en de bonnes mains. Les héritiers du xvi^e siècle, Louis XIV, Racine, Pascal furent heureux. Mais avant que la réunion de Strasbourg ne rendit son visage à la Gaule française, Metz reprit sa place dans le patrimoine qu'avait dispersé le traité de Verdun et les chevaux de Henri II burent aux eaux du Rhin avant ceux du Grand Roi. Avant Racine et Pascal, il y eut Ronsard et Montaigne. Le Cardinal de Richelieu pouvait être l'élève du Cardinal de Lorraine.

Car les siècles ne succèdent pas aux siècles qui les précèdent ; ce sont les hommes qui succèdent aux hommes.

Mais abandonnant tout système de comparaison, on se laisse aussi trop facilement entraîner à juger l'influence et les mérites d'une époque suivant ce qu'on peut appeler sa mesure politique. Trop souvent, le calcul qui consisterait à soustraire le total des défaites militaires du total des victoires, ou à retrancher le nombre de kilomètres carrés perdus du nombre des kilomètres carrés gagnés par les traités, trop souvent ce calcul répondrait assez bien au jugement basé uniquement sur les événements politiques. Attitude parfois inconsciente, parfois injuste. Inconsciente, elle est bien compréhensible : « l'influence de l'épée est plus visible qu'elle n'est réelle ; l'influence de l'esprit et de l'intelligence se cache ou ne se laisse voir que si l'on envisage de longues périodes. » (1)

Certes, les victoires politiques, gloires militaires ou succès diplomatiques, représentent pour un peuple une partie de sa grandeur. Mais n'est-on pas porté à les surestimer ?

Lorsqu'un siècle en manque, il nous paraît terne.

(1) J.-B. Scott, *Le français langue diplomatique moderne*, page 134.

Ces victoires qui assurent l'indépendance, donc la personnalité de la nation, ne font pas seules, cette personnalité. C'est en elle-même, ce sont dans ses valeurs morales et humaines que résident non seulement la force et la puissance, mais la grandeur et la gloire d'une nation.

Alors, l'ordre des valeurs rétabli, regardons le siècle de Ronsard et de Montaigne, de Cujas et de Du Moulin ; le siècle qui vit s'édifier les châteaux de la Loire, de Fontainebleau et de Chambord ; rayonner les œuvres de Philibert de l'Orme, celles de François Clouet et de Bernard Palissy. Et au dehors, regardons le siècle de Christophe-Colomb, de Vasco de Gama, le siècle de Gutenberg. Mais, par-dessus tout, essayons de revivre l'état des esprits, qui fut celui des hommes de ce temps.

En l'esquissant, au début de ce chapitre, on a voulu marquer l'intérêt que leurs idées ont encore de nos jours et introduire dans le milieu où le pouvoir de l'Etat eut à connaître pour la première fois en France des langues comme fait social, bien avant qu'il ne devint un fait politique.

Ce milieu vivant et passionné, si imprégné du sentiment national qu'il fortifia par réaction contre les dangers qu'il courait, ce milieu si humain et si français du xvr^e siècle, pouvait-il rester indifférent, semble-t-il, à une question aussi humaine que celle qui touche à la langue et qui aujourd'hui préoccupe tant les sentimentalismes nationaux ?

SECTION II

L'UNITÉ FRANÇAISE AU XVI^e SIÈCLE

I

Durant dix siècles de monarchie, la France travailla à la formation de son unité sous la direction de ses rois. On ne peut douter que la vaste nef de l'*Union française*, élevée grâce à cette collaboration avec la nation, n'eut pour clef de voûte l'esprit national et pour artisan la Royauté. C'est ainsi que de nos jours, on glorifie l'œuvre des siècles passés en y associant l'ouvrier.

La royauté, au xvi^e siècle, avait suffisamment avancé son ouvrage pour que François I^{er} fut considéré comme le premier monarque absolu. Ainsi que nous l'avons écrit on peut considérer que l'édifice de l'unité nationale était devenu inébranlable.

Mais que faut-il entendre par unité nationale au xvi^e siècle ? La question doit être posée nécessairement, car en y répondant nous devons heurter une opinion erronée, qui naît de l'emploi d'un même terme, pour désigner deux réalités bien différentes.

A notre époque l'Unité revêt un caractère totalitaire et intangible assez peu compatible avec la réalité vivante du milieu humain « ondoyant et divers ». L'Unité absolue comprend l'unification et le nivellement ; c'est une monotone et abêtissante uniformité, a-t-on dit.

La royauté n'a jamais réalisé totalement son œuvre parce qu'elle n'a pas voulu cette unité.

La Révolution et l'Empire ont mieux réussi toutefois à la parachever.

L'unité française doit donc être définie avec des termes qui lui conservent son véritable caractère, suivant l'époque où on la considère. C'est pourquoi on pourrait sans s'éloigner de la réalité des faits, qualifier plutôt l'œuvre de la monarchie de travail d'union ou de fédération française : œuvre d'association de tous les intérêts français sous une direction unique, celle-ci lui donnant son caractère d'unité (1).

Nous allons exposer comment s'accomplit cette œuvre d'union française et pourquoi elle ne fut pas œuvre d'unification.

(1) D'Aguesseau, *Mémoires sur la réforme de la législation*. Mss. Bibl. Nat. —
3017
II, 69. Cit. par Francis Monnier, *Le Chancelier d'Aguesseau*, p. 457. Paris, 1860.

« Car qu'importe qu'il y ait quelques variétés conformes aux mœurs et aux privilèges de chaque province, sur certains détails dont chacun peut s'instruire en lisant la coutume, pourvu qu'il y ait des principes certains et de bonnes lois sur les choses les plus générales et sur ce qui est le plus essentiel pour l'ordre public ? Je me réduirais donc avec l'abbé de Saint-Pierre, à des ordonnances détachées que je voudrais qui fussent l'ouvrage de la méditation profonde d'un grand génie. »

L'unité de la nation ne serait vraiment absolue et complètement réalisée que si elle embrassait toutes les activités humaines sur l'ensemble de son territoire. On aperçoit tout de suite combien une telle unité est irréalisable ; on en arriverait à cette donnée absurde, en poussant l'idée au bout, que tous les hommes d'une même nation devant tous avoir le même esprit, les mêmes connaissances, devraient, par exemple, exercer tous le même métier. L'unité totale est une utopie.

Il faut donc choisir les éléments fondamentaux d'après l'existence desquels se *révélera* l'unité nationale. Les autres seront négligés. Enfin pour chacun des éléments paraissant nécessaires à cette unité ou plus justement la concrétisant, on devra se demander s'il n'y a pas des degrés dans cette traduction de l'unité qu'ils nous découvrent.

Il semble, en conséquence, que l'unité doit se manifester dans le domaine de la vie matérielle et de la vie morale de la nation. Or la vie matérielle, influencée elle-même par la vie morale, dépend du territoire, de l'organisation administrative et économique. La vie morale relève de l'activité religieuse et intellectuelle, directement en rapport avec l'élément linguistique.

Jusqu'à quel point ces divers facteurs d'unité sont-ils nécessaires ? Jusqu'où la royauté s'en est-elle servie, en ce qui concerne son travail de formation d'une France unie ?

Les réponses à ces questions seront déjà en partie des réponses aux questions d'histoire linguistique que nous posions au début de notre introduction.

II

La première tâche qui s'imposait aux rois capétiens était non seulement d'assurer la défense de leur petit territoire de pleine souveraineté, mais aussi de sauvegarder leur droit de suzerains sur des vassaux plus puissants qu'eux.

Parmi les grandes seigneuries relevant de la couronne, les plus puissantes étaient les comtés de Flandre, de Champagne et de Toulouse, les duchés de Bourgogne, de Bretagne, d'Aquitaine. On a pu pour ces grands fiefs se poser la question

de l'existence même du lien féodal. Il semble bien prouvé cependant qu'ils ne furent jamais, au moins théoriquement, des états souverains. Mais qu'il ait pu y avoir discussion sur ce fait est déjà assez significatif de la puissance et au moins de l'individualité très forte, sinon de l'indépendance, de ces grandes seigneuries. Le terme même de nation employé à leur sujet, peut-être un peu abusivement, ne l'a pas été sans raison. Les principales, invoquées pour justifier cette opinion en faveur des nationalités régionales sont la race, la langue et les mœurs (1).

Sans entrer dans un débat qui ne sera jamais épuisé, on peut admettre, en évitant de trancher la question d'une manière absolue, que les grands fiefs ou états féodaux ont eu durant longtemps une histoire propre. Il y a dans la constatation de ce fait, un élément suffisamment révélateur d'une individualité marquée : sinon la *souveraineté*, l'indépendance.

En considérant seulement la question sous son aspect linguistique, comment ne pas voir le rapprochement des situations entre l'état de l'Europe actuelle et celui de la France du ^{xiii}e au ^{xviii}e siècle. Aujourd'hui, langues nationales, hier, langues provinciales. Aujourd'hui nations, hier provinces. La correspondance entre les deux termes n'était-elle pas alors plus grande hier qu'elle ne l'est aujourd'hui ?

Et cependant la France s'est faite.

Aussi, est-il intéressant pour l'histoire de la langue de ces grands états féodaux, en négligeant ceux où est parlé un dialecte de la langue *souveraine*, de suivre l'histoire politique de leurs réunions au domaine royal.

On constate alors ceci : jusqu'au ^{xvi}e siècle il n'y eut que certaines seigneuries méridionales de langue d'Oc qui ne sortirent plus jamais du domaine de la couronne. Ce sont les seigneuries groupées autour du comté de Toulouse dont la croi-

(1) Lot « Fidèles ou vassaux ? ». Thèse 1904.

J. Flack, *Les origines de l'ancienne France* (X^e et XI^e siècles), 4 vol. Paris, 1917, T. IV.

Lavisse, *Hist. de France*, T. II2, Chap. IV.

sade des Albigeois prépara l'annexion ; commencée par le traité de Paris de 1229, réunissant le Bas-Languedoc, elle fut terminée par la réunion du comté de Toulouse en 1271.

A l'ouest de ce centre de culture occitane, la Guyenne ne resta que quelques années dans le domaine du roi de France. Apportée à Louis VII, par son mariage avec Aliénor, en 1137, elle devait être perdue par son divorce et transférée à Henri Plantagenet par le second mariage de la duchesse répudiée (1152). Il faudra trois siècles pour que le duché de Guyenne rentre complètement dans le domaine royal, par la conquête (1452).

Un petit territoire de langue basque, dont les seigneurs relèvent indirectement du roi de France par l'intermédiaire du duché de Gascogne, est formé par les vicomtés de Soule et de Labourd. Il suit le sort de ce duché lorsqu'il est rattaché à la Guyenne (1052). Puis la vicomté de Soule, cédée au roi de France en 1306, sera perdue pendant la domination anglaise et réunie définitivement en 1452 avec la vicomté de Labourd.

La Navarre, autre province de langue basque, et royaume indépendant depuis le milieu du ix^e siècle, scindée en deux par la conquête de Ferdinand le Catholique (1512), en se divisant, formera le royaume de Basse-Navarre, réuni en 1620 par Louis XIII (1).

Jusqu'à la fin de la guerre de Cent ans on peut donc considérer que le territoire de la France méridionale, où était usité l'un ou l'autre des dialectes de la langue d'Oc, comprit trois sortes de groupements politiques d'après le degré d'indépendance des seigneuries qui les composent à l'égard de la couronne.

1° Un centre de domination royale à Toulouse (2) compre-

(1) Voir sur la date de la réunion de la Basse-Navarre, *La réunion de la Basse-Navarre à la Couronne de France*. Olivier-Martin. (Madrid, 1933, in-8°).

(2) Réunions des seigneuries du Languedoc et provinces limitrophes :

A partir de 1229 ; le Bas-Languedoc comprenant : Narbonne, Saint-Antonin, Grèzes, l'Albigeois et le Mirepoix : 1242 : comté de Foix ; 1247 : Albi, Béziers, Carcassonne.

En 1271, comté de Toulouse dont relèvent : Ctés d'Armagniac, d'Astarac, Comminges, Rodez ; Vicomtés de Lomagne, Fezensaguet, Couserans.

nant à peu près les seigneuries qui formeront plus tard la province de LANGUEDOC ; l'action de la royauté y date de la croisade contre les Albigeois et dès lors ne sera jamais interrompue. Le pouvoir royal, imposé d'abord, y est vite accepté. Bientôt il trouvera là son plus solide appui, dans la lutte qu'il conduira comme le représentant de l'idée nationale et le protecteur du pays contre l'anglais pendant la guerre de Cent ans.

2° Un second groupe de seigneuries comprend celles qui furent perdues après avoir été réunies plus ou moins longtemps. Dans ce groupe, rentrent les apanages, nombreux jusqu'au xv^e siècle. Il rassemble les seigneuries qui formeront la province de GUYENNE et GASCOGNE, celles d'Auvergne, du Limousin, de la Marche et de Foix. Leur territoire n'a été soumis à l'influence de l'autorité royale que temporairement et parfois très tardivement, dans la seconde moitié du xv^e siècle.

3° Le troisième groupe est constitué par les territoires où l'action du pouvoir royal ne s'est pas exercée efficacement avant la fin du Moyen-âge. Etats presque indépendants pendant cette période, ils sont situés à la périphérie du royaume. Parmi eux, le comté de PROVENCE devient en 1382 l'héritage de Louis I^{er}, duc d'Anjou, mais il ne sera réuni qu'en 1481 par le legs qu'en fait le roi René à Charles, comte du Maine, qui le lègue à son tour au roi de France.

Le Roussillon fait partie du comté de Barcelone, réuni au royaume d'Aragon. En 1462, il est engagé par le roi d'Aragon à Louis XI. Abandonné par Charles VIII, en 1493, il ne devait être réuni définitivement que par le traité des Pyrénées (1659).

A ces deux importantes seigneuries, il faut ajouter une des provinces basques françaises, la Navarre, qui constitua jusqu'en 1620 un petit royaume dont l'indépendance, maintenue par Henri IV lorsqu'il devint roi de France, fut perdue à cette date par l'édit de réunion de Louis XIII.

Les autres provinces de langue hétérogène se rattachent toutes à ce troisième groupe des provinces méridionales. Elles ne furent réunies en effet qu'aux xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles.

Dans le pays de langue d'Oc, le Comtat Venaissin doit être mis à part comme ayant été réuni très tard. Il en est de même

de la Corse. Ils devaient donc échapper l'un et l'autre à l'influence de la royauté.

Cependant, ceci n'est pas vrai pour le Comtat, enclave dans le royaume, soumis à des va-et-vient nombreux entre la papauté et la royauté. Il ne fut réuni que par un décret de l'Assemblée Nationale en 1791.

La Corse, acquise par Louis XV en 1768, ne connut que les vingt dernières années de l'ancien régime. Mais acquisition nouvelle et province de langue étrangère, elle est intéressante pour l'histoire de la politique linguistique à la fin de la royauté, permettant ainsi de la confronter avec les premières mesures prises dans ce domaine par la politique royale.

La réunion de la Bretagne, préparée par le mariage de Charles VIII avec la duchesse Anne, fut définitive en 1532 seulement. Cette province n'a d'ailleurs que peu d'intérêt dans l'histoire de la politique linguistique de la royauté. Nous en verrons plus loin la raison.

Le comté de Flandre, sous la vassalité plus théorique que réelle du roi de France pendant plusieurs siècles, est occupé, en 1304, par Philippe le Bel. Mais de 1369, date à laquelle Charles V abandonne la Flandre française à son frère Philippe, à 1435, date à laquelle elle revient sous l'autorité du roi de France, Charles VII, la Flandre est, entre temps, gouvernée par les ducs de Bourgogne (1384) et soumise à Henri VI d'Angleterre (1429). Pendant près d'un siècle (1435 à 1526), elle ne fit que théoriquement partie du royaume ; en fait elle fut indépendante jusqu'à la chute des ducs de Bourgogne. Sortie de la suzeraineté du roi de France par le traité de Madrid (1526) la Flandre française ne devait être rattachée au royaume que sous Louis XIV, par les traités des Pyrénées (1659) et d'Aix-la-Chapelle (1668).

Vers l'Est, l'avance française ne commence que sous Henri II par la réunion des Trois Evêchés : Metz, Toul et Verdun (1550). On est encore en Lorraine de langue française. Le duché de Lorraine sera ensuite réuni provisoirement de 1678 à 1697 et acquis définitivement en 1766.

L'Alsace passera sous la souveraineté française par les traitées de Westphalie en 1648.

Ainsi, en considérant le début du xvi^e siècle comme la période originelle des interventions de la royauté en matière linguistique, comme on le fait généralement, il faut admettre que ces mesures ne pouvaient à *cette époque* atteindre que des provinces *de langue d'Oc*, les provinces de langue d'Oïl n'intéressant pas la question.

Plus précisément, en 1539, date de l'ordonnance de Villers-Cotterets tenue pour décisive dans l'histoire externe des langues en France, la France ne comprenait dans son territoire ni la Flandre, ni l'Alsace, ni la Lorraine, de langues étrangères. Elle ne comprenait pas le Roussillon, de dialecte apparenté à une langue parlée en France, le Catalan, dialecte d'Oc, mais langue d'une province étrangère. La Bretagne n'était réunie que depuis sept ans, et les provinces basques de Soule et de Labourd, plus anciennement réunies, ne représentaient qu'un territoire exigü, peuplé de quelques milliers de basques dont la langue, comme le breton d'ailleurs, n'était pas écrite.

Telle était la composition du royaume au moment de l'ordonnance de Villers-Cotterets. Telles étaient surtout les lacunes de la France, dans ce second quart du xvi^e siècle, comparée à la France de Louis XIV et de 1789.

III

A cette même époque, l'influence unificatrice de la royauté, favorisée par son triomphe dans le domaine politique sur la féodalité, devenait de plus en plus sensible dans l'organisation administrative et judiciaire du royaume. Ce n'est pas que l'unité française ait revêtu alors l'aspect absolu qu'on entend lui trouver aujourd'hui lorsqu'on personnifie l'Unité en l'identifiant avec la Nation.

L'unité nationale peut être parfaitement vivante sans pour cela être stricte et exclusive de toute individualité. En ce sens

l'œuvre politique, administrative et judiciaire de la royauté, fut encore une œuvre d'union et de fédération française, non d'unification. Si l'on ne craignait d'abuser d'une expression un peu imprécise, mais qui correspond bien au degré d'unité de la France monarchique, surtout au xvi^e siècle, on dirait que l'unité française fut réalisée par une *union personnelle*, bien plus que par une union réelle.

En effet, l'état juridique de la France, depuis le xvi^e siècle restera le suivant.

Le gouvernement est monarchique. Mais il n'exerce pas la plénitude de son pouvoir souverain. D'une part, tout le droit privé échappe à la législation royale. Il n'y a pas un droit privé, mais il y a des coutumes et des règles de droit romain qui forment autant de territoires autonomes *civilter*, qu'il y a de différences entre les coutumes. D'autre part, le droit public est dominé au contraire par les légistes royaux. C'est un droit national, tandis que le droit privé est en quelque sorte un droit régional, on ne peut même pas dire provincial.

Cependant si, dans le droit privé, le fond échappe au législateur royal, sa mise en œuvre relève de plus en plus des officiers royaux. Par contre, le démembrement de la puissance publique au Moyen Age a laissé des traces dans l'organisation de la France monarchique : ainsi, et malgré les restrictions apportées à l'exercice et à la compétence des justices féodales, le droit de justice seigneurial demeurera jusqu'à la Révolution.

La législation royale, elle-même, n'a pas toujours ce caractère de généralité qui caractérise l'acte législatif moderne. Nombreux sont les édits et ordonnances royaux dont le caractère de généralité n'existe que pour une partie du royaume, actes dans lesquels d'ailleurs le souverain n'est plus roi, mais comte, duc ou seigneur titré quelconque de la terre ou de la province qu'il administre.

Union personnelle des provinces françaises, n'est-ce pas ainsi que peut apparaître la France monarchique?

C'est ce qui ressortira davantage en étudiant ce que fut l'évolution administrative de la France jusqu'au xvi^e siècle.

Le principe général se dégageant des conditions dans les-

quelles s'opérèrent les différentes réunions au domaine, qui aboutirent à la constitution de l'unité française, est celui du maintien des individualités provinciales. Il suffit de parcourir les actes qui les ont réalisées, actes d'acquisition, de donation, de succession, de confiscation, pour être convaincu de la continuité dans l'observation de la règle. Même les actes de réunion promulgués après conquête, commise ou confiscation l'observent généralement, marquant bien par là que le vaincu ou le condamné est l'ancien détenteur du pouvoir, non la province, ou le pays soumis.

Il est vrai qu'il y eut des exceptions, soit très rarement, lors du rattachement sans sauvegarde des libertés du pays conquis, soit plus souvent après le rattachement, dans l'application imparfaite de l'acte les stipulant. Or, ce qui avait de l'importance au moment de la réunion, c'était le principe lui-même, l'acte qui garantissait les franchises, les libertés, les coutumes ; son application ne pouvait être mise en doute et ceci explique pourquoi des provinces très particularistes ont pu accepter, sans grande réaction, l'autorité du roi : celle-ci changeait de main, sa nature ne changeait pas. Elle restait conforme aux libertés locales, étant seulement exercée, comme nous l'avons dit, par un duc-roi, un comte-roi..., au lieu de l'être par le duc ou le comte.

L'acte de réunion nous apparaît donc aussi comme un acte réalisant l'union personnelle des provinces sous le sceptre royal. Que la royauté ait profité de cette situation pour affermir son autorité propre, au détriment de l'autonomie de ces grandes seigneuries ; qu'elle ait étendu son pouvoir sans respecter toujours les traités conclus qui le limitaient, il n'en reste pas moins que le principe constitutif de la France monarchique fut un principe fédératif : le royaume de France formant une union des provinces, dans laquelle devaient être sauvegardées les individualités provinciales.

L'administration royale devait être le ciment de cette union. Elle fut, par la force des choses en partie, par la volonté royale aussi, l'agent unificateur.

Nous la voyons dès Philippe-Auguste prendre un caractère

de puissance en même temps que de subordination à la volonté royale, par l'institution de baillis ou de sénéchaux qui seront pour la royauté ses agents les plus précieux et les plus soumis. Supérieurs aux prévôts trop indépendants et indisciplinés, les baillis et les sénéchaux feront des fonctionnaires suffisamment puissants dans leur circonscription pour y maintenir l'autorité du roi, et suffisamment dépendants à l'égard de celle-ci, pour être ses meilleurs serviteurs, malgré leur grande influence.

Des provinces d'Oc, le Languedoc fut la première à recevoir la nouvelle institution. La conquête n'était pas encore achevée que Simon de Montfort avait donné ses statuts au pays conquis, les Statuts de Pamiers (1212), et créé les sénéchaussées de Beaucaire, de Carcassonne, d'Agen et de Toulouse. Après sa mort, son fils Amaury de Montfort avait légué ses domaines au roi de France qui dut conquérir à nouveau le pays. Louis VIII conserva les statuts de Pamiers et fit de Beaucaire et de Carcassonne des sénéchaussées royales.

Désormais, l'administration française était implantée au cœur du pays occitan, ceci au début du XIII^e siècle (1226).

Au fur et à mesure que le domaine royal s'agrandira de nouvelles conquêtes, l'administration française étendra son domaine et les officiers royaux iront se multipliant par suite de cette extension même et de la spécialisation des fonctions.

Dans l'administration financière, les agents locaux du pouvoir royal sont les élus, à partir de 1335. Nommés d'abord par les Etats Généraux, ou les Assemblées locales, ils le sont depuis 1732, par le roi. Au-dessus d'eux, les receveurs des finances deviennent les pivots de la centralisation financière.

Il n'est pas jusqu'aux agents inférieurs de plus en plus nombreux qui n'aient introduit dans les provinces l'autorité et le prestige de la royauté. La fierté du plus petit fonctionnaire qui se sent une émanation même infinitésimale de l'Autorité ne date pas d'aujourd'hui. « La multitude infinie des sergents qui « dévoraient la substance des sujets » a été au XIII^e siècle, dénoncée sans relâche par le peuple et condamnée par les rois... » La foule des postulants prêts à payer pour obtenir la dignité de sergent était immense... Les charges de notaire du roi n'étaient

pas moins enviées que les places de sergents ; les notaires pullulaient jusque dans les villages.

« L'ambition d'être fonctionnaire, pour vivre aux dépens du prochain, respecté et craint, paraît avoir été, dès lors, excessivement commune. » (1)

Voici une ambition qui n'a pas disparu, mais dont on méconnaît peut-être l'importance. Ainsi on étudiera bien le rôle des préfets comme agents du pouvoir central, mais qui pourra dire celui de l'honnête brigadier ou du bon garde forestier, celui d'une « dame des postes » ou d'un simple employé quelconque de l'Etat, celui aujourd'hui surtout, de l'instituteur de village ?

Par un sentiment bien naturel, le fonctionnaire regarde vers celui qui le nomme, l'entretient, le « fait avancer », ou le déplace.

Dans un pays nouvellement conquis ou rattaché, il est aisé de comprendre toute l'importance, peu apparente mais profonde, d'un notaire du roi, d'un sergent du roi. Dans ce rôle insoupçonné de lien vivant entre l'Etat et la province, l'influence de la multitude des petits fonctionnaires n'a-t-elle pas une force inconsciente plus puissante que celle de quelques préfets ou de quelques baillis ?

Sans doute, plus que ceux-ci, le petit fonctionnaire peut-il être pris parmi les indigènes de la circonscription. Qu'importe, il n'en sera que plus fier d'être « sergent du roi ».

Notaires, greffiers, sergents, interprètes, pouvaient être peu lettrés, pas du tout même. Ils pouvaient ne connaître que la langue maternelle, dialecte d'Oc, flamand, allemand ou alsacien. Peu importe : ils rédigeront leurs actes comme ils le pourront : méchant latin, provençal, gascon, flamand ou alsacien et méchant français, voire même jargon mixte franco-provençal, etc... Mais ils sont *agents du roi* et ils seront fiers aussi quand ils le pourront, de montrer qu'ils savent la *langue du roi*. Ils l'emploieront le jour où ils en sauront quelques phrases.

A côté de tous ces agents royaux qui étendaient un réseau de mailles serrées sur toutes les provinces, la royauté plaça

(1) Lavissee, *Hist. de France*, t. III², l. III, chap. I^{er}

souvent d'autres agents qui, à travers la longue période de l'histoire de la monarchie, apparaissent comme formant une véritable administration spéciale.

Le seul fait d'une administration royale étendue à tout le royaume, semble, sans doute, ne pas avoir suffi à la royauté pour assurer l'emprise du pouvoir central.

Si la masse des fonctionnaires formait un lien vivant, mais plutôt passif, parce que inconscients de leur rôle d'agents centralisateurs, les commissaires royaux formèrent, eux, un lien actif (1). Créés par la volonté royale, agissant dans l'intérêt même de son autorité, ils étaient par nature des agents centralisateurs. Ils l'étaient d'autant plus que la plupart de ces commissaires royaux étaient choisis, non parmi des agents locaux, mais parmi des fonctionnaires de l'administration centrale, très souvent des membres du Parlement de Paris.

Ces commissaires furent bien eux, les représentants de « la volonté réfléchie du gouvernement central », mais le jugement de M. Ch. Langlois n'en paraît pas moins très exact sur le rôle de la foule anonyme des fonctionnaires. « C'est l'action séculaire de ces milliers de petits tyrans obscurs plus que la volonté réfléchie du gouvernement central qui a ruiné en France, à partir du ^{xiii}^e siècle, tout ce qui faisait obstacle à l'arbitraire ou rompait l'uniformité ».

Le rôle des Parlements ne fut pas moins actif en ce sens, semblant ainsi être en contradiction avec leur propre raison d'être et leur action considérée dans le détail (2). En effet, la création des Parlements provinciaux était une mesure décentralisatrice en elle-même. La conséquence en fut tout autre. Ce qui prouve encore une fois, que la lettre ne suffit pas lorsque l'esprit lui est contraire : la règle ne vaut que par celui qui l'applique.

Or, il est frappant de constater qu'à leur origine, les Parlements provinciaux ne furent vraiment qu'une émanation de

(1) Sur le rôle des commissaires royaux, cf. : Lavissee, t. III², l. III, chap. I^{er}. G. Dupont Ferrier, « *Le rôle des commissaires royaux dans le gouvernement de la France* » (xiv^e-xvi^e siècle), p. 171 à 184.

Les officiers royaux des bailliages et senéchaussées » (*Mélanges P. Fournier*, Sirey, 1929, p. 145.)

(2) A. Brun, *Recherches historiques...*, op. cit., l. II.

celui de Paris. La royauté les composa souvent, en majorité avec des membres de ce Parlement, pour lesquels leur création était un excellent moyen d'avancement. On comprend dès lors l'influence qu'ils pouvaient avoir. Néanmoins, peu à peu, les membres des nouveaux Parlements se recrutèrent dans la province, qui réciproquement en fournit à celui de Paris.

Ils eurent des velléités de résistance contre les empiètements du pouvoir royal sur les libertés des provinces. Mais c'est alors que la monarchie est suffisamment armée pour les plier.

Par contre, ils devinrent de plus en plus actifs dans le sens de l'unification juridique du royaume, grâce à leurs jurisprudences tendant progressivement à s'unifier et à leur doctrine corporative de l'unité du Parlement. Véritable syndicat professionnel avant l'heure, le Parlement devait en arriver à constituer la force de centralisation la plus puissante de la royauté, après avoir paru un moment devoir être le moyen le plus efficace de la sauvegarde des droits, libertés, franchises et individualismes provinciaux.

Tandis que l'administration royale se développait dans tout le royaume, restreignant peu à peu le rôle des administrations locales, la royauté lui préparait les matériaux nécessaires à son travail d'unification.

La plus grande préoccupation des rois de France fut toujours d'assurer la facilité et l'exactitude de la justice. Il n'est pas de règne qui ne contienne un nombre extrêmement important d'actes royaux sur cette matière (1).

L'ordonnance de Montils-les-Tours, rendue par Charles VII en 1454, est une de celles qui répondent à cette préoccupation. Elle ouvre une période de cent années pendant laquelle la législation et l'administration royales auront pour but principal de réaliser les réformes nécessaires à l'existence d'une bonne justice : car sans règles juridiques bien établies, *fixes et claires*, pas de justice possible.

La rédaction officielle des coutumes, ordonnée par Char-

(1) Il suffit pour s'en rendre compte de parcourir les tables des Recueils d'Ordonnances.

les VII, n'a pas d'autre but. Voici l'article 125 de l'ordonnance la concernant :

Art. 125. — « Et que les parties en jugement, tant en nostre Court de Parlement que par-devant les autres juges de nostre royaume, tant nostres qu'autres, proposent et allèguent plusieurs usages, stiles et coutumes, qui sont divers selon la diversité des pays de nostre royaume, et les leur convient prouver, par quoy les procèz sont souventesfoys moult allongez et les parties constituées en grands fraiz et despens, et que si les coutumes, usages et stiles des pays de nostredit royaume estoient rédigez par escrit, les procez en seroient de trop plus briefz, et les parties soubslevées de despenses et mises, et aussi les juges en jugeroyent mieux et plus certainement : (car souventesfoys advient que les parties prennent coutumes contraires en un mesme pays ; et aucunes foys les coutumes muent et varient à leur appétit, dont grandz dommages et inconvéniens adviennent à nos subjectz.) Nous voulans abrégier les procez et litiges d'entre noz subjectz et les relever de mises et despens, et mettre certainté ès jugemens tant que faire se pourra, et oster toutes matières de variations et contrariétéz, ordonnons et décernons, déclairons et statuons que les coutumes, usages et stiles de tous les pays de nostre royaume soyent rédigez et mis en escrit... » (1)

Il résulte de cet article que le premier objet de l'ordonnance est bien, par la rédaction des coutumes, de permettre une meilleure justice. Mais par la simple rédaction, la royauté faisait faire un premier pas à l'unité juridique du royaume. Les différences, en même temps qu'elles étaient précisées, diminuaient en nombre.

Jusqu'au milieu du xvi^e siècle, le travail de rédaction et de réformation se poursuivit, dominé autant, sinon plus, par cette idée d'assurer une meilleure justice, que par celle d'unifier le droit coutumier.

(1) Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*. Paris, 1825, t. IX, p. 252.

IV

Œuvre politique et territoriale, œuvre administrative et juridique de la royauté, sont les manifestations historiques traduisant d'une manière concrète les premiers degrés de l'unité française.

Ces degrés ne relèvent pas en effet, d'une évaluation matérielle. Ils ne peuvent qu'être appréciés dans la hiérarchie des valeurs morales, l'unité étant un fait moral et psychologique.

L'organisation politique, administrative et économique, le territoire, le droit d'un pays peuvent être les formes d'expression de son unité. Ils ne la constituent pas. L'unité nationale est une réalité spirituelle, non une juxtaposition d'éléments matériels. Ceux-ci peuvent favoriser l'unité, ils ne suffiront jamais à la réaliser. C'est pourquoi un quelconque de ces éléments peut être absent, sans que pour cela l'unité soit détruite.

Fait moral, l'unité sera donc d'autant mieux assurée qu'elle reposera plus sur des facteurs psychologiques que sur des facteurs matériels. Non que les facteurs psychologiques constituent eux-mêmes l'unité plus que les autres, mais ils la fortifient davantage.

En ce sens surtout, on peut parler de l'unité française très réelle au début du xvr^e siècle.

La victoire du sentiment national est certaine : elle prépare bien le grand siècle français.

L'unité dans l'ordre moral, voilà ce qui fait la nation ; l'union dans l'ordre matériel, voilà ce qui la révèle. Telle est alors l'unité de la France.

Sans doute les facteurs psychologiques, facteurs religieux, intellectuels ou culturels, n'existent pas tous au même degré ; cependant, nous avons vu plus haut comment ils se manifestaient.

Avant d'examiner la situation linguistique, il nous reste donc à préciser le rôle d'un facteur matériel qui, par plus d'un côté, est aussi un facteur moral.

L'unité économique d'un pays revêt en effet ce double aspect. Elle se réalise généralement par la constitution d'un territoire économique plus ou moins autonome et homogène. Cette unité s'applique à la production et aux échanges. L'unité économique peut se réaliser aussi dans ce qui constitue les problèmes sociaux de la vie économique : réglementation, organisation du travail, « Question sociale » en général, c'est-à-dire surtout rapports entre employeurs et employés.

Au ^{xvi}^e siècle, le travail d'unification économique appliqué à la production et aux échanges était loin d'être entrepris. Après l'œuvre de Colbert, il n'était pas encore très avancé à la veille de la Révolution. Au contraire, l'aspect social du problème économique, donnait à la vie économique nationale un certain caractère d'unité.

L'influence de la royauté, s'exerçant de plus en plus sur les corporations, surtout à partir du ^{xvi}^e siècle, tendait à faire de la France, socialement, une véritable unité économique. S'il y eut excès de réglementation, cet excès ne commença que assez tard au ^{xvii}^e siècle et fut d'ailleurs dans le sens autarchique.

C'est ainsi que « par l'action grandissante du pouvoir royal sur la corporation, nous voyons cette dernière perdre une partie de son autonomie pour devenir une institution d'Etat » (1).

A cause de cette action du pouvoir royal, on peut parler déjà, sinon d'un territoire économique français, au moins d'une certaine unité de vie économique de la nation française.

L'élément économique est donc à cette époque bien plus un facteur moral qu'un facteur matériel de l'unité française.

V

Cet aperçu des phénomènes historiques, — à la fois immense par les matières envisagées et trop restreint par les limites du sujet traité, — embrasse toutes les activités d'un peuple, toute une civilisation. Lorsqu'on parle des *langues de civilisation*, on

(1) Germain-Martin, « *Histoire économique et financière de la France* », dans la Collect. *Histoire de la nation française* (G. Hanotaux). Paris, Plon, page 300, « Le commerce à l'époque Révolutionnaire », et p. 109.

ne dit pas autre chose. Par le mot sont sous-entendus tous les faits étudiés mais qu'on n'explicite pas toujours. En l'employant, on reconnaît, cependant, qu'il y a dans une langue formée un résultat : le résultat d'une longue évolution non seulement linguistique mais historique, comprenant toutes les activités des hommes en société (1).

Or, le développement d'une civilisation ne se fait pas sans heurts ni résistances. Dans toute évolution, il y a des arrêts, parfois des reculs, obstacles nombreux qui la retardent ou s'y opposent. Dans l'évolution de la langue française, il est bien certain que les langues provinciales, rencontrées sur le territoire où se développait parallèlement la civilisation nationale devaient former des îlots de résistance. Mais si elles restèrent jusqu'à la Révolution un obstacle au français, depuis longtemps elles ne constituaient plus un obstacle à la formation d'une France unie, parce qu'elles avaient été intégrées par l'esprit français et le sentiment national de ceux qui les parlaient, dans la civilisation française.

SECTION III

SITUATION LINGUISTIQUE DE LA FRANCE

A LA VEILLE DE L'ORDONNANCE DE VILLERS-COTTERETS (2)

Durant toute la période féodale et la plus grande partie de la période monarchique, l'histoire linguistique de la France est, dans son ensemble, l'histoire de la lutte du français et du latin. Constatons en passant que cette lutte était encore vive après la Révolution et que la « Question des Humanités » en reste de nos jours la dernière trace.

Dans cette longue rivalité linguistique, le *xv^e* siècle constitue

(1) Meillet, *Aperçu d'une histoire de la langue grecque* (1913). « Le fait dominant dans l'histoire des langues est la création de ces langues communes » qui sont le produit de l'unité de civilisation sur des domaines plus ou moins vastes. (Cité in *Revue de Synth. Hist.*, t. XXVII, par L. Febvre.

(2) Sur la situation linguistique, cf. : Ferd. Brunot, *Hist. de la lang. franç.*, t. II.

encore une période de transition, « époque décisive, histoire des victoires de notre langue sur le latin » (1).

La période féodale a connu ce qu'on peut appeler un bilinguisme qualitatif parfait des deux grands rameaux linguistiques d'Oïl et d'Oc par rapport au latin.

Jusqu'à la fin du x^v^e siècle, le latin est, en effet, la langue de qualité ; celle de la littérature et des sciences ; celle des actes diplomatiques, et partiellement aussi, celle de l'administration.

Les autres langues sont des « vulgaires ». Elles sont nombreuses : c'est là leur infériorité à l'égard du latin. Mais elles sont parlées, tandis que le latin ne sera bientôt plus qu'écrit, et c'est là leur supériorité. De plus, à partir du xiii^e siècle, les documents rédigés en vulgaire deviennent de plus en plus nombreux.

Mais tandis que certains vulgaires entrent dans le domaine littéraire et administratif, d'autres restent confinés dans la conversation. Dès le xi^e siècle, le français devient en Bretagne, à côté du latin, la langue de l'administration, tandis que le breton demeurera la langue parlée (2).

La situation est la même dans les provinces basques (3) où la langue écrite est soit le français, soit le béarnais, soit le gascon.

Au contraire, dans les autres seigneuries françaises du Moyen-Age, les rameaux linguistiques des deux grands parlers de la France du Nord et du Midi, se développent à la fois dans la littérature et dans l'administration.

Au xii^e siècle, les dialectes d'Oc ont en France la prééminence littéraire ; ils rayonnent jusqu'en Espagne et en Italie ; ils sont employés par l'administration des seigneurs méridionaux. Les dialectes d'Oïl acquièrent eux aussi une littérature et occupent la même place dans l'administration des seigneurs du Nord.

Alors deux vulgaires d'égale qualité se partagent la France. Deux langues françaises sont entrées en lutte avec le latin et doivent se développer à ses dépens : les faits linguistiques pour les deux sont semblables.

(1) Brunot, *op. cit.*, t. II, p. 4.

(2) Dupuy, *Hist de la réunion de la Bretagne à la France*, 2 vol., p. 14.

(3) D.-J. Garat, *Origine des basques de France et d'Espagne*. Paris, Hachette, 1869, p. 114.

Mais voici que les circonstances extrinsèques changent. Dans le Pays d'Oc, les Muses se sont tues et les armes se sont affrontées, ou plutôt ont trahi. La guerre durant des années a ravagé la contrée ; aveugle, elle a frappé l'innocent et le coupable, détruisant l'œuvre glorieuse des siècles passés avec celle condamnée d'une seule génération ; elle a divisé les fils d'une même patrie, introduit la discorde entre ceux qui ne rivalisaient auparavant que dans des « Cours d'Amour ».

Et cependant, il faut bien le répéter après les preuves évidentes (1) apportées par M. A. Brun, la terrible croisade contre les Albigeois n'a pas eu de conséquences sur la langue. Elle ne pouvait pas en avoir, au moins d'immédiates. On ne lutte pas contre une force spirituelle avec la force matérielle et surtout le ^{xiii}^e siècle ne pouvait déjà connaître la question des langues comme facteur d'influence politique.

Mais il est regrettable que M. Brun ait refusé toute influence indirecte à la croisade, influence due à ses conséquences éloignées sans doute, certaine assurément.

Combien est plus exacte sur la portée de la croisade, l'appréciation de M. Dognon écrivant (2) : « Le Midi, après la croisade, n'était plus apte à engendrer une religion ni une littérature. Pour qu'un peuple, dans ce domaine, s'élève spontanément à des conceptions nouvelles, il faut qu'il soit indépendant, ou qu'il garde un vif souvenir de l'indépendance passée. La conquête française lia la vie spirituelle du Midi à celle du Nord, ainsi que ses destinées politiques ».

La « vie spirituelle » du Midi, c'est-à-dire la forme la plus haute d'une civilisation devrait s'allier à celle du Nord. Dès lors, les influences invisibles que nous avons essayées de dégager jusqu'ici, pourraient se manifester. La langue ne pouvait pas être détruite ; mais c'est « toute la vie matérielle et morale d'une communauté » (3) qui serait atteinte, toute cette vie que traduit la langue.

(1) A. Brun, *Recherches historiques...*, *op. cit.*, p. 5.

(2) Dognon, *Histoire des Institutions politiques et administratives du pays de Languedoc du ^{xiii}^e siècle aux guerres de religion*. Toulouse (Privat), préface et p. 588.

(3) Cf. Introduction.

Par la force des choses, par la force des événements historiques, l'évolution linguistique de la France suivait imperceptiblement celle de son unité politique.

*
**

Ainsi, au début du xvr^e siècle, à côté, au-dessus même, du latin, « un vulgaire » se détachait nettement des autres parlers. Ceux-ci seraient bientôt « déchus et méprisés » (1) ; celui-là devenait la langue de qualité et acquérait ses quartiers de noblesse au fur et à mesure que le temps et la grandeur royale ajoutaient les leurs à l'institution de la Royauté.

Dès le milieu du xv^e siècle, le français triomphe dans l'administration, même dans les provinces méridionales (2). De plus en plus il pénètre dans tous les milieux savants. Son emploi dans les écrits se généralise. Là, il n'a qu'un concurrent sérieux, un concurrent qu'il faut abattre, ce qui nécessitera l'intervention royale.

Le latin est en 1539, l'ennemi déclaré du « langage maternel français » *et du roi*, depuis plus de cinquante années. (*Infra* p. 63 l'ordonnance de 1490 sur la justice en Languedoc.)

Au-dessous de ces langues rivales, qui brillent, l'une de la Majesté royale, l'autre, de la Majesté des Anciens, les langues des provinces subsistent vivaces certainement, mais de moins en moins écrites, de plus en plus abandonnées dans la conversation des gens de qualité, sinon du peuple.

Le moment est favorable pour faire d'un état de fait un état de droit : « Institutionnaliser » la langue, l'élever au rang d'une institution publique, par sa reconnaissance officielle.

C'est ce qu'aurait fait l'ordonnance de Villers-Cotterets à l'égard de la langue du roi, suivant l'opinion généralement admise. Nous verrons que cet acte est loin d'avoir eu l'importance qu'on lui attribue ainsi.

(1) Brunot, *op. cit.*, t. III², p. 719.

(2) Brun, *Recherches historiques...*, 1. II.

CHAPITRE II

L'ORDONNANCE DE VILLERS-COTTERETS DANS L'HISTOIRE DES LANGUES PROVINCIALES FRANÇAISES (Août 1539)

SECTION I

SA PORTÉE DANS L'HISTOIRE LINGUISTIQUE DE LA FRANCE SUIVANT L'INTERPRÉTATION ACTUELLE

L'acte qui devait consacrer la prééminence de la langue royale et lui donner, dit-on, le caractère officiel de langue de gouvernement, comprend deux articles de la grande ordonnance « *Sur le fait de la justice* » signée par François I^{er}, de Villers-Cotterets, en août 1539. Le premier est très certainement l'exposé des motifs du second.

Art. 110. — « Et afin qu'il n'y ait cause de douter sur l'intelligence desdits arrêts, nous voulons et ordonnons qu'ils soient faits et écrits si *clairement*, qu'il n'y ait ni puisse avoir aucune ambiguïté ou incertitude, *ne lieu à demander interprétation*.

Art. 111. — « Et pour ce que telles choses sont souvent advenues sur l'intelligence des mots latins contenus esdits arrests, nous voulons doresnavant que tous arrests ensemble toutes autres procédures, soient de nos cours souveraines et autres subalternes et inférieures, soient de registres, enquestes, contrats, commissions, sentences, testaments et autres quelconques, actes et exploits, de justice, ou qui en dépendent, soient prononcés, enregistrés et délivrés aux parties *en langage maternel français et non autrement*. » (1)

(1) Isambert, *Rec. gén. des Anc. Lois Franç.*, t. XII², p. 622. (Je souligne certains termes).

Il y a dans cet acte, écrit M. A. Brun, « une petite révolution », une véritable « rupture avec le passé » (1). Par l'ordonnance de François I^{er}, non seulement le latin reçoit le coup de grâce en étant prohibé comme langue des actes officiels ; mais les « parlers dialectaux sont rejetés » (2) avec lui. Ainsi, la royauté atteignait à la fois, d'un seul trait, le latin, qui en avait essuyé plus d'un comme ennemi déjà ancien (3), et les langues des provinces, rivales de second ordre, qu'elle avait épargnées jusqu'alors.

A l'égard du latin, l'attitude de la royauté est nette, mais inchangée. Aussi n'est-ce pas elle qui constitue une rupture avec le passé. C'est donc son attitude à l'égard des parlers dialectaux.

Seulement la difficulté commence, lorsqu'il faut trouver les raisons de ce changement.

On pourrait les prendre dans le texte même de l'ordonnance. Explication trop simple : rendre les actes écrits *intelligibles* en ordonnant qu'ils soient rédigés en « langage maternel françois ». Explication qui ne cadre pas, surtout, avec l'interdiction corrélatrice des parlers dialectaux.

En effet, ainsi que l'écrit M. Brunot, « pour les plaideurs de toute une partie du royaume, le français n'était pas moins une langue savante que le latin, et on le leur imposait sans réserve, même au criminel, contrairement aux tolérances des ordonnances antérieures ; or, aucune réclamation n'y put rien changer » (4).

Donc la mesure prise ne serait pas justifiée, affirme-t-on, par les motifs de l'ordonnance. Bien plus, elle leur serait contraire.

On pourrait peut-être les trouver dans l'évolution linguistique et littéraire de la France au xvr^e siècle. Le français, langue de l'administration royale depuis des siècles, doit supplanter le latin dans les affaires judiciaires ; langue de la cour, il doit

(1) Brun, *op. cit.*, p. 89 et sq. sur la portée de l'ord. de Villers-Cotterets.

(2) Brunot, *op. cit.*, t. II, p. 30 (Id.).

(3) Cf. *infra* p. 63, les Ordonnances antérieures à celle de Villers-Cotterets.

(4) Brunot, *Hist. de la Langue Franç.*, t. II, p. 31, note 1.

acquérir une littérature, s'élever au niveau de la splendeur royale, surpasser s'il le peut la langue des Anciens.

En ce sens, il est permis de penser que l'anecdote du « Debotat », rapportée par F. Hotmann (1), ne serait pas moins intéressante, sinon exacte, que la longue « galéjade » des protestataires provençaux, passant plusieurs mois à Paris, pour apprendre le français, avant d'être reçus par le roi. Hotmann donne « pour ce qu'elle vaut », l'explication d'après laquelle la cause occasionnelle de l'interdiction du latin, portée par François I^{er} dans l'ordonnance de Villers-Cotterets serait due à l'indignation du roi entendant maltraiter la langue de Cicéron. Fable, sans doute, mais qui pourrait être vérité à la Cour d'un roi qui se pique de littérature, justement surnommé le Père des Lettres, protecteur avisé des écrivains (2).

Par cette protection, d'œuvres à la fois linguistiques et littéraires comme celles d'un Marot, il encourageait le grand effort des poètes de la Pléiade. Et ceux-ci, deux années après la mort du roi, lui en « rendront grâce » par leur porte-parole J. du Belley, écrivant dans sa « Deffence et illustration de la langue Françoysse » (3) :

« Et qui voudra de bien pres y regarder, trouvera que nostre Langue Françoysse n'est si pauvre... Mais à qui après Dieu rendrons-nous grâces d'un tel bénéfice, si non à nostre feu bon Roy, et Père François premier de ce nom, et de toutes vertuz ? Je dy premier, d'autant qu'il a en son noble Royaume premièrement restitué tous les bons Ars, et Sciences en leur ancienne dignité : et si a nostre Langaige, au paravant scabreux, et mal poly, rendu élégant, et si non tant copieux qu'il pourra bien estre, pour le moins fidele interprete de tous les autres. Et qu'ainsi soit, Philosophes, Historiens, Mediciens, Poètes, Orateurs Grecz et Latins ont appris à parler François. »

Ainsi François I^{er} aurait pu vouloir assurer la victoire du français sur le latin. Mais l'explication ne vaut pas plus que la

(1) F. Hotmann, *L'Anti-Tribonien*, chap. XIII (Cf. infra, l'étude des art. de l'O. de Villers-Cotterets).

(2) « *Fable* ». Cf. sur ce point Berriat Saint-Prix : « Mémoires sur l'emploi de la langue latine dans les actes anciens et sur sa prohibition au xvi^e siècle, in *Mémoires de la Société Royale des Antiquaires de France*, année 1884, t. VI, p. 273.

(3) Editée par E. Person, Librairie Léopold Cerf, Paris, 1892, p. 60.

première en ce qui concerne les langues provinciales, qui ne menaçaient pas la prééminence littéraire du français.

Les motifs littéraires comme les motifs de bonne administration judiciaire, paraissant insuffisants, il faut bien recourir au motif politique. C'est l'explication donnée par M. Brunot et après lui par M. Brun, avec beaucoup d'autres historiens.

« J'ai peine à croire, écrit le savant auteur de l'Histoire de la Langue française, qu'aucune idée politique n'inspirait pareille mesure » (1); et il prouve cette assertion : d'abord par le fait que les *parlers dialectaux se trouvaient atteints* avec le latin par l'ordonnance (2) ; ensuite, mais indirectement par l'idée politique qui aurait guidé l'intervention royale et dont des écrits comme ceux de Commynes et de Cl. de Seyssel surtout, seraient à la fois les instigateurs et les représentants. L'auteur traduit ainsi cette idée politique : « Les rois avaient désormais jugé que l'unification du parler devait servir à l'unification de la justice, de l'administration et du royaume » (3).

C'est cette « arrière-pensée plus intéressante pour l'histoire de la formation de l'unité française » que découvre M. Brunot en analysant le « Projet » de Cl. de Seyssel.

Ayant rapporté l'anecdote du Debotat, M. Brun écrit de même que « des raisons plus profondes inspirèrent assurément l'initiative de François I^{er} ». Il y voit « un acte politique » (4).

SECTION II

PORTÉE RESTREINTE DE L'ORDONNANCE DE VILLERS-COTTERETS D'APRÈS L'INTERPRÉTATION DES TEXTES, LES CIRCONSTANCES OU ELLE FUT RENDUE ET L'OPINION DES CONTEMPORAINS

Le triomphe du français serait ainsi une œuvre politique dont l'instrument principal aurait été l'ordonnance de Villers-Cotterets.

(1) Brunot, *Hist. de la Langue Française*, T. II, p. 30.

(2) Cf. Introduction. — Ce qui paraît évident à l'auteur, et ce qui justement est controuvé par les textes que nous citons plus loin.

(3) Brunot « Un projet d'enrichir... », *op. cit.* (in *Revue d'Hist. litt. de la Fr.*, année 1894).

(4) Brun « Recherches sur l'introduction du français... », *Op. cit.*, p. 92.

Devant cette assertion, j'adopterai tout d'abord, l'attitude de l'historien L. Febvre, qui, analysant l'ouvrage de M. Brun, écrit : « Je suis toujours un peu éberlué, je l'avoue, par la simplicité schématique de telles explications ». Et avec lui aussi, disons seulement, que nous trouvons « bien amusante » l'expression de M. Brun : « il est désormais acquis que la portée (de cette ordonnance) fut quasi-démesurée » (1).

Cette portée « quasi-démesurée » de l'ordonnance de François I^{er} doit être ramenée à de plus justes proportions ; elle doit même être rectifiée considérablement.

Nous allons donner les raisons pour lesquelles ayant commencé cette étude avec la conviction que l'ordonnance de Villers-Cotterets marquait la première intervention royale décisive à l'égard des langues provinciales, nous avons été amené à modifier notre opinion pour ne voir dans l'ordonnance que la trace d'une évolution continuée, loin qu'elle est d'avoir fait une « petite révolution ».

Cette évolution est double : d'une part, évolution du latin à côté du français, d'autre part évolution des langues provinciales ; l'une et l'autre étant étudiées sous l'angle qui fut celui du pouvoir royal jusqu'au xvr^e siècle inclus, l'*utilité pratique* de l'emploi de telle ou telle langue par l'administration.

Il nous a paru en résulter que l'ordonnance visant primitivement le latin, fut rédigée en termes considérés aujourd'hui comme ambigus, mais traduisant alors exactement, le degré d'évolution linguistique de la France. Il se produisit ensuite et beaucoup plus tard, un phénomène assez commun aux textes de loi, lors de leurs applications à différentes époques surtout très éloignées les unes des autres : l'interprétation relative du texte, qui change l'esprit sans en modifier la lettre. Interprétation dans ce cas relative à la situation linguistique, à la terminologie employée et à la situation politique. Changement d'interprétation non pas voulue, mais nécessité par l'évolution elle-même des facteurs que nous venons d'énumérer.

L'ordonnance de Villers-Cotterets parut ainsi à fort bon

(1) L. Febvre, « Politique royale ou civilisation française ? » (in *Revue de Synthèse historique*, année 1924, Tome XXXVIII, p. 46).

droit avoir visé aussi les parlers provinciaux que, primitivement, elle avait négligés.

Comment ce changement s'est-il produit ? Quels sont les motifs de la mesure prise par François I^{er} ? Quelle en est la portée ?

§ 1. — *Les interventions de la royauté dans l'histoire externe des langues, en France.*

Un fait certain, et que nous avons plusieurs fois rappelé, c'est qu'il n'y a pas de doute sur l'absence d'intervention royale à l'égard des langues provinciales jusqu'à l'ordonnance de 1539. Il est non moins évident que toutes les mesures prises jusque là dans le domaine linguistique par le pouvoir royal, le sont uniquement contre le latin.

« Entre le xiv^e siècle où son règne décline et le xvr^e où le français triomphera, il y a un interrègne, où tous les vulgaires sont à égalité » (1). C'est cette égalité des vulgaires que consacrent les ordonnances antérieures à celle de Villers-Cotterets. Leurs textes doivent être retenus car ils éclairent singulièrement celui de notre Ordonnance.

Le 28 décembre 1490, Charles VIII rendit une ordonnance sur les doléances des Etats de Languedoc tenus en 1488. Elle est spéciale à la province et porte le titre d' « Ordonnance *sur le règlement de la justice* au Païs de Languedoc ».

Il y est ordonné (art. 101) « que les dits et dépositions des témoins qui seront ouïs et examinez d'oresnavant esdits cours et en tout le païs de Languedoc soit par forme d'enquête ou d'information et prinse sommaire seroit mis et rédigez pas escrit *en langage François ou maternel* tels que lesdits témoins puissent entendre leurs dépositions, et on les leur puisse lire et recenser *en tel langage en la forme qu'ils auront dit* et déposé. Et ce *pour obvier aux abus, fraudes et inconvénients* qui se sont trouvés avoir esté en telles matières » (2).

(1) Brun, *Recherches historiques...*, t. I, p. 19.

(2) Rebuffe, *Edits de Ordonnances des rois de France*, 1 vol. in-fol. Lyon, 1575.

L'ordonnance ne nomme pas expressément le latin, mais n'autorise que l'emploi des vulgaires : LE LANGAGE MATERNEL, qui peut être autre que le langage français. Enfin, le motif de cette prohibition du latin est d'assurer une meilleure administration de la justice.

Le même motif, sous une forme identique, qui paraît avoir été empruntée à l'ordonnance de Charles VIII, se retrouve au début de l'article correspondant, dans une ordonnance générale de Louis XII, sur la *réformation de la justice* (juin 1510).

Art. 47. « *Pour obvier aux abus et inconvéniens, qui sont par ci-devant advenus au moyen de ce que les juges desdits païs de droit escrit ont fait, les procès criminels des dits païs en latin, et toutes enquestes pareillement, avons ordonné et ordonnons ; afin que les témoins entendent leurs dépositions et les criminels les procès faits contre eux que doresnavant tous les procès criminels et lesdites enquestes en quelque matière que ce soit, seront faites en vulgaire et langage du païs où seront faits lesdits procès criminels et enquestes, autrement ne seront d'aucun effet ou valeur* » (1).

L'idée qui inspire cet article est la même que dans l'ordonnance précédente : la procédure judiciaire doit pouvoir être comprise de tous ceux qui y jouent un rôle : témoins et parties doivent « entendre » toute l'instruction.

Mais l'ordonnance de Louis XII, ordonnance générale, est intéressante, parce que plus précise que celle de son devancier. Cet article 47 est comme l'interprétation de l'article 101, de l'ordonnance de Languedoc.

D'abord le latin est expressément nommé, et, au contraire de ce qu'on attendrait d'une ordonnance générale qui n'a pas à préciser le territoire où l'acte a force de loi, la mesure vise principalement « lesdits païs de droit escrit », c'est-à-dire les pays de langue d'Oc.

Est-ce parce que le latin n'était pas ou plus employé dans les provinces de langue d'Oïl ? Certainement pas. Les Parlements n'y sont pas moins attachés que ceux des pays d'Oc.

(1) Isambert, *Anc. Lois Franç.*, t. XI, p. 596.

Est-ce parce que la royauté, en interdisant l'emploi du latin, espère que sa place sera prise par le français, comme dans les pays d'Oïl où il reste seul en lice ? Peut-être y aurait-il là aussi une raison profonde qui se voilerait sous une apparente tolérance du « langage du païs ». C'est pourtant bien le « langage maternel » de Charles VIII que Louis XII appelle « langage du païs », pour qu'il n'y ait pas de doute.

Le *langage maternel* n'est pas seulement le français mais celui du « païs », *celui du lieu*. C'est toute une explication ; le latin est banni pour permettre bonne et prompte justice, et il est banni même dans les pays de droit écrit où on parle une autre langue que le français de la Cour.

Mais en 1515, François I^{er} monte sur le trône. L'ordonnance de Villers-Cotterets étant de 1539, c'est donc vingt-neuf ans après l'ordonnance de Louis XII que la politique royale aurait changé de méthode pour faire ce petit coup d'Etat dans le domaine linguistique.

Changement de règne, évolution des esprits, situation extérieure et intérieure peuvent sans doute en un quart de siècle être des motifs suffisants pour expliquer si l'on veut cette « petite révolution ». Seulement, il faudrait d'abord que dans ces vingt-cinq années, aucun fait ne lui soit contraire, sinon elle paraîtra déjà moins admissible, d'autant moins que la situation sera restée plus stable, que le monarque n'aura pas changé.

Or, nous trouvons en 1533, des Lettres-patentes de François I^{er} répondant aux remontrances des Etats de Languedoc tenus à Nîmes en 1531. Ces Lettres entre autres prescriptions « enjoignent aux notaires de passer et écrire tous les contrats dans la langue vulgaire des contractants » (1). Voici au moins des termes qui ne sont pas ambigus. En 1533, François I^{er} appli-

(1) Cit. dans *Recherches histor...* de M. Brun, p. 269. — Arch. de la Hte-Garonne, B. 1902, fol. 20-21.

« Francoys, par la grâce de Dieu, roy de France. Comme nos très chers et bien amez les gens des trois estatx de Noz pays de Languedoc..., nous ayent humblement fait dire et remontrer que... lesdits notaires [escripvoient] *en latin et autre langaige* que de ceulx que font lesdits contractz et dispositions... Ordonnons et enjoignons auxdits notaires passer et escripvre tous et chascuns les contractz en *langue vulgaire des contractans...* » (Communicat. de M. l'Archiviste de la Hte-Garonne).

que donc les règles édictées par ses prédécesseurs : les notaires doivent se servir de la langue vulgaire, non du latin.

Est-ce le seul acte de François I^{er} antérieur à l'ordonnance « révolutionnaire » ? Acte unique et relativement peu important, puisqu'en la forme de lettres patentes ?

Mais non. En octobre 1535, paraît une Ordonnance sur la *réformation de la justice* en Provence, dans laquelle nous lisons ceci : « ...Item, pour obvier aux abus et inconvéniens qui sont par cy devant advenus, au moyen de ce que les Juges de nostre dit païs de Provence ont fait les procès criminels du dit pays en latin et toutes enquestes pareillement : Avons ordonné et ordonnons afin que lesdits tesmoins entendent mieux leurs dépositions, et les criminels les procez faits contre eux, que doresnavant tous les procez criminels, et lesdites enquestes en quelque matière que ce soit, seront faits *en français*, ou *à tout le moins en vulgaire du pays*, où seront faits les dits procez criminels et enquestes autrement ne seront d'aucun effect ne valeur » (1).

Cette ordonnance ne fait que rappeler, rééditer même, l'ordonnance de Louis XII. Comparons les deux formes : elles sont identiques ; il n'y a qu'un ou deux mots qui varient pour appliquer le texte à la Provence.

Par rapport aux Lettres-Patentes de 1533, les termes restent aussi clairs : François I^{er} prohibait le latin, et cette fois d'une façon spéciale ; il le prohibe en Provence. Par contre, il autorise formellement l'emploi du provençal. Le motif reste le même : « que lesdits témoins entendent mieux leurs dépositions..., etc. » motif qui ne peut pas être considéré comme une formule vaine, une clause de style, mais comme une raison profonde justifiant une mesure dont l'utilité pratique est évidente. Que signifierait une justice dont les débats et les sentences seraient intelligibles aux parties ? Une parodie de la justice. C'est cela que François I^{er} n'a pas voulu en 1535.

Est-ce cela qu'il aurait voulu moins de trois années plus tard ?

(1) Fontanon, *Edits et ordonnances des rois de France*, 3 vol. in fol., I, 307, l. II, t. I. (Ord. d'Is-sur-Thille sur la réformation de la justice en Provence).

§ 2. — *Etude critique des articles 110 et 111 de l'ordonnance de Villers-Cotterets.*

A) *Critique de l'interprétation actuelle de l'ordonnance de Villers-Cotterets.* — Nous pensons qu'une telle interprétation écartant délibérément les motifs énoncés dans le texte même de l'ordonnance, et ne s'appuyant que sur un mobile politique, inexistant d'ailleurs à cette époque, ne saurait être admise sans preuves très sûres. Quelles sont donc les preuves apportées à l'appui de la thèse reconnaissant à l'ordonnance de François I^{er} la valeur « quasi-démesurée d'une petite révolution » ?

En énonçant plus haut les articles de l'ordonnance, nous avons étudié les motifs qui peuvent être invoqués pour justifier le changement de la politique royale. Nous croyons avoir montré que ces motifs cadrent mal ou pas du tout avec les circonstances politiques ou linguistiques dans lesquelles est intervenu l'acte de François I^{er}.

Nous devons répondre maintenant aux preuves directes qui paraissent démontrer qu'il y a eu « rupture avec le passé ». Ensuite, nous exposerons les preuves indirectes et les circonstances qui nous paraissent justifier une interprétation restreignant considérablement la portée de cette ordonnance.

L'interdiction des langues vulgaires autres que le français, résulte, nous dit-on, de deux preuves très claires. D'une part, du *texte même de l'ordonnance*, d'autre part des *protestations que ce texte a soulevées*.

Ces protestations, dont fait état M. Brunot, dans son Histoire de la Langue française (1), ont été controuvées par M. Brun (2), qui s'étonne, au contraire, de la docilité des Provençaux à accepter l'introduction du français, et de l'absence de résistance. L'anecdote des protestataires, rapportée par Ramus (3) est racontée de telle sorte qu'elle ne laisse aucun doute sur la

(1) T. II, p. 31, note 1.

(2) *Recherches histor.*, p. 383 et 384.

(3) Citée par M. Brunot dans « Un projet d'enrichir, publier... » (*op. cit.*) d'après la Grammaire de Ramus (édit. de 1572). Ne se trouve pas dans l'édition antérieure de 1562 (Bibl. Maz.). Ce fait permet de voir dans cette anecdote un récit fantaisiste imaginé bien après l'ordonnance.

valeur que lui reconnaît très justement M. Brun ; c'est une pure « galéjade ».

Comment alors M. Brunot, s'appuyant sur ce seul fait, et sur un fait reconnu maintenant inexact, peut-il écrire de l'attitude de la royauté à l'égard des prétendus protestataires : « aucune réclamation n'y put rien changer » ?

Des réclamations, il n'y en eut pas.

Constatation assez étonnante, faite par M. Brun lui-même, et qui devrait faire hésiter l'auteur à qualifier de petite révolution, un acte dont l'effet qu'on lui reconnaît, l'interdiction des vulgaires, n'entraîna aucune réaction (1).

Aussi, sommes-nous amenés à nous demander *le sens précis d'un texte* à la fois si révolutionnaire et si inoffensif, puisqu'il transforma une politique sans susciter aucune polémique.

L'ordonnance édicte que : « D'oresnavant, tous arrests... soient prononcés... en LANGAGE MATERNEL FRANÇOIS et NON AUTREMENT ». Ces termes sont nets, clairs dit-on : « ET NON AUTREMENT ».

« Ce qu'il y a de décisif, de cassant dans les termes de l'ordonnance, écrit M. Brun (2), semble avoir été prémédité pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté d'interprétation ».

Aucune ambiguïté ? Mais alors pourquoi ne pas accepter les motifs contenus dans l'ordonnance même et qui sont non seulement clairs, mais logiques ?

Et, ajoute l'auteur « ni les contemporains, ni les générations suivantes ne s'y trompèrent ».

Sur ce point, je peux affirmer et prouver que les contemporains se trompèrent si l'interprétation de M. Brunot et de M. Brun est la bonne.

B) *Commentaires de Rebuffe sur les articles 110 et 111 de l'ordonnance de Villers-Cotterets*. — Dans ses « Commentaires sur les Ordonnances Royales » (3), Rebuffe analyse longuement

(1) *Recherches histor...* (op. cit.), p. 406. M. Brun s'étonne de ne pas trouver « la résistance têtue » mais « l'inertie, l'indifférence ».

(2) *Recherches histor...* (op. cit.), p. 90.

(3) Pierre Rebuffe, *Commentaria in constitutiones seu ordinationes regias*. Edit. de 1599. (Edit. Princeps 1560), t. II, p. 574. Rebuffe né à Montpellier en 1487, fut Premier président du Parlement de Paris.

les termes de l'ordonnance et particulièrement ceux de « langage maternel français », dont le sens, bien au contraire de ce que croit M. Brun (2), est sans aucun doute possible ambigu, au moins pour nous, qui les interprétons quatre siècles après l'époque où ils furent inscrits dans l'acte royal.

Pour nous, le « langage français », c'est le « *français* » tout court. Pour les contemporains de François I^{er}, ce n'est pas cela. *Le langage maternel français* ne se confond pas avec le *langage français*. Le premier est l'un quelconque de ces langages que l'on parle en France, le second est celui du roi de France.

C'est pourquoi, écrit Rebuffe, le roi n'a pas dit « simplement *en français*, mais *maternel français* ».

Ce mot « *maternel* » serait tout à fait inutile si l'on n'adopte pas cette interprétation, et M. Brun (2), bien involontairement sans doute, le reconnaît lorsqu'il lui échappe de l'omettre en affirmant le sens étroit de l'expression. Il écrit qu'on a usé en ce sens au lieu des termes « vulgaire du pays » (expression des ordonnances antérieures) de l'expression « *langage français* ». Le mot *maternel* est omis : en effet, il est inutile si l'on accepte l'interprétation nouvelle.

Avant d'en entreprendre la critique, nous donnons ici une traduction des passages essentiels des commentaires de Rebuffe, dans lesquels, après avoir exposé les règles suivies par l'église au sujet de la langue, il expose la portée de l'ordonnance de Villers-Cotterets :

Commentaires de Rebuffe

« Le Roi a édité que désormais les contrats, procédures, sentences, arrêts et tous autres actes doivent être rédigés en langue vulgaire : comme il est écrit dans le texte « en langage maternel », et ceci veut dire en idiome du pays... ; ainsi les français (d'Oïl) doivent rédiger les actes en langage français et les Occitans en langue vulgaire, et dans l'idiome propre du pays ; car s'il en était autrement, si les actes des Occitans devaient être écrits en français, l'obscurité serait trop grande.

(1) Brun, *op. cit.*, p. 90.

« Parce que de nombreux gascons et de nombreux autres gens peu cultivés qui sont sous la juridiction des Parlements de Bordeaux et de Toulouse ne comprendraient pas ce langage français. Et si les actes devaient être écrits ainsi, cette ordonnance *n'enlèverait pas les ambiguïtés, mais les accroîtrait plutôt*.

« Donc ce qui a été fait pour supprimer les ambiguïtés, au contraire, les créerait.

« C'est pourquoi le roi a décidé que ces actes seront rédigés en langage vulgaire et maternel ; c'est pourquoi il a dit « Maternel François », parce que ce n'est ni la langue italienne, ni la langue espagnole. Car on dit communément maternelle de la langue du lieu où l'on est né, c'est pourquoi il appelle pour la France, langage maternel, celui qui est parlé dans le pays ; mais il dit *maternel français*, et non pas simplement *français*, parce qu'il proclame ne pas vouloir obliger quiconque à se servir du langage français (d'Oïl), mais de celui de son pays, selon les usages des différentes régions de France où ces actes et autres procédures sont faits...

« Parag. 1^{er}. — Art. 4. — Aussi bien, pour éviter ces inconvénients, le Souverain Pontife a voulu qu'une église paroissiale ne soit conférée en bénéfice qu'à un prêtre capable de comprendre le dialecte local et capable de le parler pour la prédication...

« Autrement, la collation serait nulle. Comment en effet pourrait-il prêcher et entendre comme il se doit les confessions du peuple, celui qui ne comprend ni ne parle le dialecte du pays...

Art. 6. — « C'est pourquoi les proclamations adressées au peuple doivent être faites en langage vulgaire.

« Le clerc qui intente une action contre un laïc doit le faire dans la langue du pays.

« Et les lois qui sont données au peuple et faites pour lui doivent être écrites et publiées en langue vulgaire, pour en faciliter l'intelligence, l'agrément (l'acceptation) et l'obéissance...

Parag. 2. — Art. 1. — « Mais en France, en vertu de cette

ordonnance royale *on supprimera* devant les tribunaux supérieurs et devant les tribunaux des baillages et sénéchaussées *le vieil usage du latin*.

« Et par le même texte, chaque juridiction se servira du langage français *pour le motif* précité d'éviter les incertitudes, mais non pas dans le but de diffuser la langue.

Art. 5. — De même Louis XII a ordonné que les procès criminels seraient instruits dans la langue commune du pays pour faciliter aux captifs, aux prisonniers et aux accusés la défense qui leur deviendrait impossible autrement.

Art. 6. — Pareillement, le même roi a ordonné que toutes les preuves, témoignages, attestations, en matières civiles et criminelles se fassent en langue vulgaire et dans le parler commun du pays, afin que les témoins puissent comprendre les dépositions et pour faire écarter les faux-témoignages...

« ...Et cette ordonnance veut, que toutes les choses faites autrement soient sans effet et sans force, cependant elle ne les annule pas expressément quant au fond ; c'est pourquoi je dirai que le testament, la sentence, l'arrêt et autres actes ne sont pas nuls s'ils sont rédigés autrement que l'ordonnance ne l'impose, mais je dirai que celui qui fait ces choses doit être puni... »

« DERNIÈRE GLOSE : « ...Que cette ordonnance soit locale, c'est ce qui ressort des termes de l'ordonnance elle-même : « *en langage maternel français* » ; donc, là où la langue maternelle est le français, là on doit l'employer et non ailleurs.

« Je penserais le contraire si l'ordonnance était plus générale : parce que les lois à sens plus général ont une portée plus douteuse...

« Et ceci ne peut pas être contesté : *il y a pluralité de langages français* (dialectes d'Oïl).

« Mais il suffit qu'il soit le *dialecte* maternel, bien que « gallicus (français d'Oïl) car le texte dit « Maternel françois », non pas seulement françois, parce que *dans toute la France* que ce soit en Auvergne, en Gascogne ou dans tout autre pays de langue d'Oc, *le langage qui y est parlé est françois maternel*. Ce n'est

en effet ni un langage maternel « Espagnol », ni un langage maternel « Anglais ».

« C'est ainsi qu'il faut comprendre cette ordonnance. »

Voici donc l'interprétation de l'ordonnance de François I^{er}, donnée, à l'époque où elle fut rendue, par l'un des plus hauts magistrats du royaume. Elle est la seule qui satisfasse pleinement la critique interne et la critique externe du texte.

C) *Défense critique de l'interprétation originelle.* — On peut l'exprimer en deux propositions : 1^o l'ordonnance de Villers-Cotterets continue la lutte contre le latin, lutte déclarée depuis l'ordonnance de Charles VII (1490) ; 2^o elle n'est pas, à l'époque de sa publication, un acte dirigé contre les langues vulgaires.

La seconde proposition explique qu'il n'y eut pas de protestations ; la première, qu'elle fut rendue pour les mêmes motifs que les ordonnances antérieures, motifs qui y sont exactement reproduits. Nous n'avons donc pas à rejeter ceux-ci pour la facilité de l'interprétation, nous n'avons pas non plus à alléguer ce « *deus ex machina* », que constitue le mobile politique.

Premier argument. — Il n'y a pas de raison pour écarter l'article 110 de l'ordonnance, exposé des motifs de l'article suivant. Ces motifs sont justes historiquement, ils suffisent à expliquer la décision royale : rendre les actes de justice intelligibles à tous.

On prétend qu'ils sont insuffisants. C'est traiter avec trop de dédain la justice royale (1), dont à la même époque le chancelier de L'Hospital rappelait la primauté dans les choses de gouvernement : « Les rois ont été élus premièrement pour faire la justice. » C'est surtout faire bien peu de cas d'une opinion générale et unanimement rapportée par les contemporains, dans leurs attaques contre le latin, comme nous l'exposons plus loin, à savoir, que la loi doit être comprise par tous pour permettre une bonne justice.

(1) Esmein, *Hist. de la procédure criminelle en France* (Paris, 1882). L'Ord. de Villers-Cotterets, p. 135, et ses commentateurs, p. 158. Ord. sur la justice, p. 178.

Les commentateurs reconnaissent la sévérité et la rigueur excessives de l'Ord. de François I^{er}. L'interdiction des langues vulgaires en même temps aurait encore accru cette rigueur de l'ordonnance et n'aurait pas passé inaperçu.

C'est oublier enfin les requêtes et les plaintes que l'emploi du latin soulevait de tous côtés (1).

Deuxième argument. — Inutilité de l'interdiction des langues provinciales. En 1539, quelle langue autre que le latin pouvait atteindre une pareille mesure d'interdiction ? Une seule : la langue d'Oc. Aucune province à langue étrangère n'est alors réunie. Or, d'après les linguistes qui ont étudié la propagation du français dans les provinces, dès 1450 celui-ci a pénétré dans les actes officiels des pays d'Oc (2).

Ainsi l'ordonnance serait seulement la consécration d'un état de fait antérieur. Elle n'ouvrirait pas une ère nouvelle de lutte contre les dialectes, comme on le prétend. Mais elle n'est même pas la consécration officielle de la prédominance de fait du français dans les provinces méridionales, parce que cette interdiction des « langues françaises », autres que la langue du roi, supposerait des conceptions politiques à l'égard des langues qui ne sont apparues que beaucoup plus tard (1).

Troisième argument. — L'ordonnance de Villers-Cotterets continue l'évolution linguistique consacrée par la législation des ordonnances antérieures. La première mesure législative contre le latin n'est prise par Charles VIII en 1490, que bien longtemps après la victoire assurée du français. Par milliers les

(1) Cf. supra, p. 65. Les lettres-patentes de François I^{er} (de 1533). Les récriminations contre le latin sont nombreuses. Nous en citerons par la suite. Voici cependant un texte intéressant rédigé treize mois avant l'ordonnance. C'est une délibération du Conseil de la ville de Grenoble du 26 juillet 1538 : « Proposé qu'il y a de MM. les Consuls, Conseillers et autres, qui sont plusieurs fois appelés aux Conseils, tant généraux que particuliers, que l'on fait plusieurs fois en ceste cité de Grenoble, ne n'entendent le latin, et des autres que bien petit y entendent, s'il seroyt bon pour éviter tout soppesson et afin que chescun mieux l'entendent descrire dores en avant toutes propositions et conclusions de ceste dite cité en langue vulgayre... conclud... que tout ainsi que en langue vulgayre l'on propouse et conclud que aussi l'on escrira les propositions et conclusions... ».

(Registres manuscrits des délibérations du Conseil de la ville de Grenoble). Cit. in « Mémoires sur l'emploi de la langue latine dans les Actes anciens » de Berriat Saint-Prix. *Mémoires de la Soc. Roy. des Antiq. de France* (année 1824), t. VI, p. 284.

(2) Cf. supra, p. 57.

Brun, *Recherches histor.*, p. 84-85.

(3) Cf. infra, Chap. sur l'élaboration de la politique linguistique française.

actes administratifs sont rédigés en français à cette époque, même dans les pays méridionaux (1). Le latin est déjà battu. Dès lors les textes se succèdent qui confirment sa déchéance bien plus qu'ils n'imposent l'emploi des vulgaires. En effet, croit-on que, même sans textes légaux, l'usage ne suffise pas à imposer sa « loi ». Ce ne sont pas quelques Parlements récalcitrants, tout gonflés de la supériorité de pompeuses sentences latines, pas plus que quelques apothicaires administrant leurs formules macaroniques qui pouvaient lui résister.

Les ordonnances royales ont voulu hâter l'adoption des vulgaires par les Parlements, *d'abord* dans l'intérêt public. On doit mettre au second rang leur caractère d'intérêt linguistique à l'égard de la langue du roi. Il est erroné de reconnaître à ces interventions un caractère politique.

En 1490, ce sont les dits et dépositions des témoins qui seront « mis et rédigez par escrit, en langage françois ou maternel ».

En 1510 « les procès criminels et enquestes en quelque manière que ce soit seront fait en vulgaire et langage du país... »

En 1535, François I^{er} renouvelle l'ordonnance précédente pour la Provence.

En 1539, il réitère formellement l'interdiction du latin et l'étend à tous les actes de justice, « ou qui en dépendent ». Rien de plus.

Les résultats du rétablissement de l'interprétation originelle de l'ordonnance éclairent et suppriment les difficultés que rencontre l'interprétation actuelle.

1^o L'opposition bien difficilement expliquée par M. Brunot et M. Brun entre l'ordonnance de Provence et celle de Villers-Cotterets, n'existe pas. Cette dernière ne marque pas un changement dans la première période de l'évolution linguistique : elle ne fixe pas à 1539 le premier acte d'une politique linguistique dialectale.

L'ordonnance de Provence stipulait en effet que les procès

(1) Giry, *Manuel de diplomatique*. « C'est à partir de la seconde moitié du xiii^e siècle que le français devient la langue administrative de la plus grande partie du royaume ». (Cit. in *Histoire de la Lang. franç.* (Brunot), page 518).

criminels et les enquêtes « seront faits en français ou à tout le moins en vulgaire ».

Que dit l'ordonnance de Villers-Cotterets ?

M. Brunot répond qu'elle ne dit rien, mais ajoute : « elle supprimait, *même sans le dire*, l'usage des idiomes locaux. » (1)

Et quand bien même l'ordonnance aurait dit quelque chose sur cet usage, ce qu'on ne peut admettre contre la netteté des termes, l'ordonnance de Provence aurait incontestablement annulé cette disposition. M. Brunot le sait parfaitement : « quand parut l'ordonnance de Villers-Cotterets, François I^{er} ne la rendit obligatoire en Provence *qu'en ce qu'elle ne serait pas contraire*, dérogeante et préjudiciale à l'érection de sa cour de Parlement et *édit de réformation* faite par lui sur le fait de la justice dudit pays. »

C'est net. Pas assez, nous dit-on : « On peut se demander si l'article que nous citons était abrogé *en droit* par l'article 3 de l'ordonnance de Villers-Cotterets. C'est discutable quoique, à mon sens, la phrase de la lettre de François I^{er} soit très équivoque et que les réserves faites par lui portassent vraisemblablement sur de tous autres points. En tous cas, en fait, le français fut seul employé. »

On ne peut pas hésiter, malgré l'autorité indiscutée dont elle émane, à qualifier une telle interprétation, de purement arbitraire.

Suivant l'opinion que nous défendons sur la portée de l'acte incriminé, l'ordonnance de Villers-Cotterets, ne touche pas aux idiomes locaux ; aussi, pour nous, les réserves concernant l'ordonnance de Provence visent naturellement « d'autres points ». Mais pour qui admet le contraire, aucun sens intuitif n'autorise à séparer les réserves qui portent de celles qui ne porteraient pas.

En droit, les réserves, contenues dans les Lettres royaux pour la Provence, annulent toutes les dispositions contraires à celles de l'ordonnance spéciale à cette province (ord. de 1535). Puisqu'aucune disposition ne précise la portée de ces réserves,

(1) Brunot, « Un projet d'enrichir... la lang. franç. en 1509 », *op. cit.*, p. 27 et sq.

il ne peut y avoir de limitation ; celles qu'on veut lui reconnaître sont purement arbitraires.

En fait, peu nous importe. Mais que le français fut seul employé, prouverait seulement que la pression administrative ne s'étant nullement exercée, le français avait suffisamment de *vertu propre*, pour se défendre et se propager sans le secours de la législation.

2° L'existence de textes en langue d'Oc, peu nombreux sans doute, à côté de textes en français au xvi^e siècle postérieurement à 1539, ne paraît nullement anormale. C'est ainsi que, en Bigorre, M. Brun constate après l'ordonnance un régime linguistique mixte : il y a introduction du français, non disparition du gascon. A lire dans son ouvrage si documenté, le livre deuxième, où cet auteur dépeint les progrès du français dès la fin du xv^e siècle, on ne peut manquer de s'étonner que l'ordonnance de 1539 lui ait paru utile pour les accentuer (1).

L'ordonnance n'imposa rien, disons-nous. C'est pourquoi postérieurement à 1539, il est naturel de trouver encore des actes officiels en langue d'Oc. La raison de cette survie est la même que celle expliquant les progrès du français dans les actes, par la seule interdiction du latin. Si l'ordonnance n'imposait pas une langue, elle en interdisait formellement une : le latin. Il y eut donc substitution d'une autre langue à celui-ci dans les actes et les régions où il était encore employé.

Or, le latin subsistait (et subsista malgré l'ordonnance longtemps encore) dans les actes judiciaires. Quelle langue le remplacerait ? Le choix était laissé : « Un langage maternel français. » Mais ce choix devait aller logiquement à la langue du roi, pour les actes des cours souveraines, par suite de la composition et de l'influence des Parlements, suprême juridiction des provinces. Il devait lui aller naturellement aussi, parce que le français de la cour était la langue vraiment prédestinée (et

(1) *Rech. hist...* (op. cit.), I, II, chap. II. « L'invasion du français ». Bigorre, p. 160 — Vivarais, p. 269 et passim. M. Brun constate qu'en Vivarais les notaires emploient *le français* après les Lettres de 1533 (supra, p. 65). Or celles-ci imposent seulement « la langue vulgaire des contractants ». Peut-on mieux démontrer que le français progresse par sa *vertu propre*. Dans les actes royaux ce qui importe pour les contemporains c'est l'interdiction du latin, *le remplacé*, non le langage autorisé, *le remplaçant*.

nous donnons à ce mot son sens étymologique) *le français de la cour* étant prédestiné par l'influence politique (1) de la royauté à devenir *le français de tous les Français*.

Au contraire, dans les autres actes d'officiers royaux ou provinciaux, le choix fut dominé par la seule importance linguistique de la langue du roi : là où elle avait déjà pénétré elle fut employée, ailleurs on se servit encore de la langue maternelle du pays. Ce n'est qu'avec le temps, que le français l'emporta.

Vouloir prouver l'influence de l'ordonnance de Villers-Cotterets, en montrant qu'avant 1539, il y avait de nombreux actes rédigés en langue maternelle et qu'à partir de 1540, il y en eut beaucoup en français, n'explique qu'un fait sans relation nécessaire avec l'ordonnance. En effet, on peut tout autant prouver (avec les propres textes (2) de l'ouvrage cité) que bien avant 1539, il y eut de nombreux actes rédigés en français et que après 1540 il y en eut encore beaucoup en langue maternelle. On peut aussi reporter la date fatidique avant ou après 1539 et tenir le même raisonnement : il ne repose sur aucune règle, sur aucun fondement légal. Au contraire pour le latin, la base légale de l'interdiction est incontestable.

En 1539, l'évolution de la lutte contre le latin est achevée dans les textes, non en pratique. Charles IX devra, en 1563, rappeler à l'ordre, nous le verrons, les Parlements qui s'entêtent à user du latin.

1539 est une date parmi d'autres dates consacrant la déchéance officielle du latin, pas autre chose.

Quatrième argument. — L'interprétation des contemporains. — Son évolution jusqu'à nos jours. — Objections. — Après les Commentaires de Rebuffe, ceux de Bourdin (3) sur l'article 111 de l'ordonnance de Villers-Cotterets ne sont pas moins nets :

« Anciennement en France, afin que les arrêts fussent plus vénérables et qu'ils portassent une foi plus sainte, ils étaient

(1) Insistons qu'il s'agit du *fait*, non de l'*action* politique ; ce que nous appellons l'influence politique indirecte ou passive.

(2) Note supra, p. 76.

(3) Paraphrase de G. Bourdin sur l'Ordonnance de 1539 avec Additions de Fontavon. Paris, 1600, p. 225. La Préface de Bourdin est de 1549. Il fut Procureur général au Parlement de Paris. (1515-1570).

expédiez en langage Latin, dont procédaient plusieurs procès, tant l'interprétation des termes Latins tourmentait les hommes, dont la plupart étoient plus cupides de contention que de vérité. A ceste cause, cest article a esté promulgué, afin d'oster et retrancher par là, telle manière de petits procès et litiges. »

La portée de l'ordonnance est précisée : interdire le latin. Ses motifs sont bien ceux qu'elle donne : faciliter la justice, rendre les actes intelligibles.

Portée et motifs sont les mêmes que lui reconnaît F. Hotmann dans son « Anti-Tribonien » (1) :

« Les actes des Parlements étoient rédigés en latin, ...lorsque le roi François abrogea la pratique en 1539. »

Il est remarquable que F. Hotmann, de même que Rebuffe et Bourdin, insistent sur les inconvénients de l'emploi du latin dans l'administration de la justice. Si l'ordonnance avait interdit l'emploi des vulgaires, ces auteurs n'auraient pas manqué de relever que les inconvénients subsistaient.

Jean Constantin (2), après avoir interprété en ces termes l'article 110, « l'obscurité est l'ennemie des lois », ajoute un commentaire sur l'interdiction du latin. Mais lui, se lamente. En quelle estime tiendra-t-on le droit quand n'importe quel rustre pourra en savoir autant que le plus docte des savants ! Quel avilissement du droit ! Qu'en adviendra-t-il de l'éloquence de la chaire et de l'étude des écritures lorsque le latin aura été abandonné pour des dialectes grossiers !

Ah ! pour Constantin, ce n'est que trop clair cette condam-

(1) F. Hotmann, *Anti-Tribonien* (1567), chap. XIII (Hotmann : 1524-1590). Exercice du droit civil et du droit canon dans les Universités.

« ...Etenim alterum alteri adhærebat, tanquam appendix necessaria. Inde fuit stolidus et barbarus ille mos, qui non ita dudum in Gallia adhuc obtinebat omnia acta et instrumenta publica Latine consignandi : ita ut miseri homines qui Latine nescirent, quoties scripto committere voluerant aut matrimonii contractum, aut donationem, aut testamentum, necesse haberent rudi cuidam tabulæ se committere, qui omnia in contrarium sæpe, quam contrahentes voluerant, describebat. Inde erat, quod Parliamentorum decreta latine fichant, quæ servitus adeo barbara erat, ut Franciscus Rex, cognomento pater literarum expresso mandato id abrogaverit, anno 1539.

Causam fuisse nonnulli, dicunt, quod loco verborum, quorum hodie usus est, « nous avons débouté et déboutons », dici pronunciari consuevissent ista verba, « debotamus et debotavimus ». Quod ego tamen suo loco relinquo. »

(2) Jean Constantin (Avocat au Parlement de Bordeaux). « *Commentaria Joannis Constantini, advocati in leges regias seu ordinationes...* » (1545), p. 50-51.

nation du latin. Il se console en espérant que jamais pareil décret ne sera applicable aux juridictions ecclésiastiques.

Telle est l'interprétation unique donnée par les contemporains sur l'acte de François I^{er}.

Il n'est pas inutile de rapprocher de leurs commentaires, l'opinion d'un juriste (1) qui apprécie à leur juste valeur, l'utilité et la portée des ordonnances prohibant l'emploi du latin.

« Monseigneur, alors que le premier j'entrepris une chose de telle importance, dit-il, s'adressant à Nicolas d'Anjou, que de tourner et lire le droit en françois, je craignoi fort que cela ne vous peust agréer...

« D'où vient que nous voyons plus de la moitié des hommes de ce royaume s'occuper après les procès, tachant chacun de son côté à surprendre son compagnon, sinon de là ? Quand tout le monde entendra son droit, c'est-à-dire, quand on l'aura traduit en sa *langue naturelle*, alors toutes ces longues disputes cesseront... »

Puis il répond aux objections que font les rétrogrades, tel notre Jean Constantin :

« Il sera rendu trop facile et trop commun : Tout le monde ne doit-il pas entendre ce que son Prince lui commande et ce qu'il lui défend ? »

Et citons par curiosité, ce point d'interrogation des anti-féministes de l'époque que F. de Némond rapporte peut-être avec quelque étonnement, comme un *on-dit* presque incroyable : « Les autres disent... que les femmes y voudront étudier la chose publique !... »

Mais après la défense... du français, non du point de vue féministe (c'est encore un peu tôt), après la défense donc, voici l'attaque. S'il y a eu de la résistance à la rédaction des coutumes ordonnée par Charles VII « en françois », c'est à la cupidité des praticiens qu'on l'a due :

« On trouvoit par mesme moien mauvaise cette louable ordonnance du roi Louis XII par laquelle il commande que les

(1) Oraison de F. de Némond, Angoumois (Poitiers, 1555). Dédicace à Nicolas d'Anjou.

contras, testamans, et procès qui devant se faisoient Latin, fussent faits en langage maternel. Ce bon Roi ne peut tan faire, que cela fust observé par tout son Roiaume, tellement qu'il fal-leut que le Roi François y mist la dernière main...

« ...L'entreprise de si grans Monarques n'a peu plaire à ceus qui craignoient que leur Latin ne leur profitast plus tant, si on metoit le françois en si grand crédit... Mais tout cela n'a rien empêché qu'on ne leur ait fait oublier et metre en arrière leur tant affectionné Latin pour metre en besogne le langage que Dieu leur baille de Nature. »

Les contemporains « ne s'y sont pas trompés », en effet, ils célèbrent ou ils déplorent la défaite du latin.

Dans un second groupe, je rangerai les auteurs qui maintinrent jusqu'à une époque récente l'interprétation traditionnelle concernant l'interdiction du latin dans les actes judiciaires.

C'est l'opinion de Raymond de Saléon (1), qui cite l'article 47 de l'ordonnance de 1510 sous la rubrique « Que les procès criminels ne seront plus faits en latin ». Aucune interprétation du texte de l'ordonnance à côté de ces mots ; ils suffisent.

C'est celle d'A. Theveneau (2) qui cite le même article de l'ordonnance de 1510 avec l'ordonnance de François I^{er} sur la réformation de la justice en Provence de 1535, et pour montrer que celle-ci vise bien le latin, il écrit en note : « En françois » : afin de corriger l'ancien usage qui estoit de les faire en latin. »

Or le texte de l'ordonnance de Provence est : « En françois, ou à tout le moins *en vulgaire du pays*. » L'omission de ce dernier membre de phrase souligne le peu d'intérêt qu'il pouvait présenter (3) : seule a de l'importance la prohibition du latin.

(1) *Sommaire abrégé des Ordonnances des Roys de France*. (Lyon, 1586), p. 90. Nous dirons plus loin pourquoi les auteurs cités dans ce groupe n'invoquent pas l'Ord. de 1539.

(2) *Commentaires sur les Ordonnances*. (Lyon, 1647).

(3) Parce que « en françois » veut dire « en langue vulgaire de France » ainsi que l'exprime l'Indice des matières. Cf. Le discours prononcé par F. De-launay en 1680, cité par Brunot (in *Hist. de la Lang. franç.*, t. V, p. 59.) :

« Au reste, ce m'est une nécessité de me servir de notre langage maternel, car Louis XII, ayant ordonné que toutes les procédures criminelles, et François I^{er} que tous les actes publics rédigez par les Greffiers et par les Notaires seroient écrits *en françois*... ».

Toutefois, dans « l'Indice des matières » la note est placée sous la rubrique « Procez criminels doivent estre faicts en langue vulgaire du pays ».

Pour l'auteur des commentaires « françois » et « langue vulgaire du pays » ne faisaient qu'un.

Enfin, comme Raymond de Saléon, Théveneau qui commente cependant de nombreux articles de l'ordonnance de Villers-Cotterets omet de commenter les articles 110 et 111. C'est l'ordonnance de 1510 qui marque pour eux, le début de l'attaque générale contre le latin.

Même omission encore de P. Guénoys (1) qui cite l'article 101 de l'ordonnance de 1490, de Charles VIII, « sur le règlement de la justice au païs de Languedoc ». Il rapproche de ce texte celui de l'ordonnance de 1510 (ordonnance générale). C'est tout.

Voici donc des commentateurs (2) pour lesquels une seule date compte : celle où commence l'action royale contre le latin : 1510. Les actes postérieurs ne sont pour eux qu'une répétition de l'ordonnance de Louis XII. Mais pourquoi 1510 plutôt que 1490 ? Sans doute parce que l'ordonnance de Charles VIII est spéciale alors que celle de Louis XII est générale.

Est-ce à dire qu'il n'y eut point d'interprétation contraire à l'opinion que j'ai qualifiée de traditionnelle parce qu'elle fut celle des contemporains, maintenue par quelques commentateurs jusqu'à une époque récente ? Certainement non.

Ce que l'on peut tenir pour assuré, je crois, c'est que l'opinion des contemporains fut unanime. S'il y eut divergence d'interprétation, ce ne fut que plus tard et nous pensons montrer comment elle s'explique. Auparavant, il nous semble utile de rapporter un texte du début du xix^e siècle qui prouve cependant, qu'avait subsisté encore à cette époque, l'interprétation originelle sur la portée très limitée de l'ordonnance de Villers-Cotterets.

Ce texte de Berriat Saint-Prix, qui connaît, lui, les com-

(1) *La Conférence des Ordonnances royales* (1 vol. in-fol., 1593), p. 103.

(2) On pourrait en citer certainement plusieurs autres, ayant noté clairement que l'objet de l'ordonnance était d'interdire le latin : Ainsi Pussort lors de l'ordonnance criminelle de 1670, ou Rousseau de la Combe, *Traité des matières criminelles* (Cf. infra).

mentaires de Rebuffe, est intitulé : « Mémoires sur l'emploi de la langue latine dans les actes anciens et sur sa prohibition au xvr^e siècle. » (1)

« On sait, écrit-il, que la langue latine a été presque exclusivement employée dans les actes publics en France, jusqu'au xvr^e siècle, et que les autorités civiles, surtout les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, y étaient si fortement attachées, qu'il fallut plusieurs ordres de nos rois, *transmis pendant près d'un siècle et demi* (1490 à 1629) par cinq ou six édits, déclarations, etc., pour les contraindre à se servir de la langue française. »

Ensuite, ayant montré la plaisanterie de l'anecdote du *Debotat*, rapportée par Hotmann, il précise la place de l'ordonnance de Villers-Cotterets dans la lutte contre le latin :

« Dès 1490, ou quarante années auparavant, Charles VIII avait prescrit d'écrire les dépositions en français, et dès 1510, ou vingt-neuf années avant la loi de Villers-Cotterets, Louis XII avait renouvelé (art. 47) la mesure de Charles VIII... *Ce n'est donc point à François I^{er}* qu'on doit la première idée du nouveau système : *il eut seulement le mérite d'étendre à toutes les espèces d'actes*, ce que ses deux prédécesseurs n'avaient exigé que pour une seule. D'ailleurs, avant cette mesure générale, il en avait déjà pris lui-même une particulière du même genre, en 1532, pour les actes des notaires. »

« ...La proscription de la langue latine, dans les actes civils et judiciaires était une *mesure dictée par la sagesse*, une mesure qui avait pour *motif* non un pur caprice littéraire, mais le désir, *selon l'expression de l'ordonnance* de Villers-Cotterets (art. 111) « de prévenir les ambiguïtés ou incertitudes souventes fois advenues pour l'intelligence des mots latins contenus ès arrêts. »

Il nous reste à présenter l'objection que les défenseurs de l'interprétation actuelle ne manqueraient pas de soulever en se référant aux commentaires de Fontanon, évidemment opposés à l'interprétation traditionnelle.

(1) *Mém. de la Soc. Royale des Ant. de France*, année 1824, t. VI, p. 273 à 296. (C'est moi qui souligne.)

La « Paraphrase » de Bourdin sur l'ordonnance, citée précédemment, est complétée par une « addition » de Fontanon (1) : « Langage maternel françois » : ce mot de françois y est ajouté pour montrer que l'on ne doit faire lesdites expéditions en langage du païs auquel elles se font comme il avait été ordonné par le Roy Louis XII, en son ordonnance de l'an 1512 (1510), art. 47, laquelle est abrogée par la présente avec grande raison... »

Bourdin est l'auteur de la Paraphrase. Fontanon prétend *l'éclaircir* suivant la plaisante expression (2) de la préface du recueil des ordonnances de Néron.

Auquel donner la préférence ? A l'auteur des commentaires ou au commentateur du commentateur ?

A quels motifs s'arrêter ? A ceux de Bourdin, Procureur général au Parlement de Paris, qui concordent parfaitement avec ceux de Rebuffe, Président du même Parlement et qui contredisent absolument ceux de Fontanon ? — ou à ceux-ci ?

Je crois préférable de m'en tenir à l'opinion des principaux témoins auriculaires de l'ordonnance ; tout en remarquant que dans les commentaires de Fontanon, déjà, le sens des termes employés dans l'ordonnance n'était plus très clair.

SECTION III

DU « LANGAGE MATERNEL FRANÇOIS »

Ayant prouvé, nous semble-t-il, l'exactitude de l'interprétation donnée par Rebuffe, nous allons essayer d'expliquer comment elle a pu être abandonnée par certains commentateurs.

Ainsi que nous le disions au début de ce chapitre, le changement dans l'interprétation d'un texte est très souvent relatif

(1) Cf. p. 77. La préface de la Paraphrase par Bourdin est de 1549. Fontanon écrit plus de 50 ans après.

(2) Maître Fontanon, avocat au Parlement de Paris... a fait des additions sur cette paraphrase qui servent à *éclaircir* ce qui n'est pas suffisamment expliqué dans M. Bourdin, ou indiquer *les changements arrivés depuis son tems* dans la jurisprudence et dans l'usage du barreau. » (Préface des ordonnances de Néron. Ed., 1720.)

à l'application de celui-ci à des époques différentes. Les formes des mots peuvent demeurer; leur contenu varie, leur sens s'étend ou se restreint. Tantôt la forme des mots change, et l'idée se retrouve sous une autre forme; tantôt la forme des mots demeure, mais leur contenu varie: leur sens évolue avec l'idée qu'ils représentent. C'est le second cas qui s'est produit pour les termes de l'ordonnance: « Langage maternel français ».

§ I. — *Sens des mots « langage maternel français »
à l'époque de l'ordonnance de Villers-Cotterets*

A cette époque, l'expression ne présente aucune ambiguïté; les commentateurs sont d'accord sur sa signification, les uns explicitement, les autres implicitement. Le terme de *français* est un qualificatif général qui vise toutes les langues maternelles de France, plus communément alors dénommées en latin comme en français, des *langues vulgaires*.

Si on lit les commentaires de Rebuffe ces vulgaires paraissent nombreux; en réalité, à côté du français, il n'y en a qu'un, le vulgaire des pays d'Oc auquel on donne le nom des différentes provinces; ils n'ont que des différences dialectales.

Ces dialectes de la langue d'Oc, employés exclusivement en France, comment aurait-on pu leur refuser le caractère de *langages maternels français*?

Qu'on veuille bien se replacer en ce début du xvi^e siècle, si proche d'une époque, où, a pu écrire M. Brun, « les vulgaires sont à égalité ». Qu'on veuille bien ne pas donner aux mots du xvi^e siècle un sens identique à ceux du xx^e siècle, simplement parce que leur forme n'a pas changé.

On comprendra alors, que l'expression « langage maternel français », ne peut pas être simplifiée comme le fait M. Brun en « *langage français* »; pas davantage en *français* (1) (*supra*, p. 69).

(1) Cf. ce que M. Brun appelle « l'erreur d'interprétation d'un notaire du Rouergue. » *Op. cit.*, p. 255 : « Il y eut certainement chez quelques-uns erreur d'interprétation : on crut que l'ordonnance interdisait le latin, mais non qu'elle imposait le français. Ce contre-sens s'exprime nettement dans le registre

Le mot *français* (toute l'histoire de l'unité française étudiée au début de cet ouvrage le prouve) n'a pas au xvi^e siècle le sens absolu, le sens parfait, compréhensif, unique qu'il acquerra avec l'achèvement de la France « une et indivisible ».

Enfin, la construction grammaticale de l'expression, bien qu'insuffisante pour enlever toute ambiguïté, est plus favorable à l'expression traditionnelle qu'à l'autre. Dans l'expression, le mot « langage » ne peut être qu'un nom, le mot « maternel » ne peut être qu'un adjectif : le mot « françois » est-il *nom* ou *adjectif* ?

On dira qu'il est nom. Alors le mot langage est inutile ; c'est un pléonasme assez lourd qui équivaut à : dans la langue maternelle, le français. Pour conserver ce sens, il faudrait qu'il y ait : en langue française, en langage français.

Donc si l'on veut conserver la nouvelle interprétation en faisant de français un adjectif, comme il est plus logique, puisqu'il y a déjà un nom dans l'expression, c'est alors l'adjectif maternel qui est inutile (1).

Une seule construction est satisfaisante ; celle qui fait accorder l'adjectif le plus rapproché du nom avec celui-ci et applique le qualificatif « français » à l'expression ainsi constituée : « langage maternel-français ». Ce qui veut dire : « Langage maternel de France ».

§ II. — *Pluralité des langages maternels français*

Pour prouver cette pluralité des langages qu'on peut qualifier de français, il est utile de rappeler tout d'abord ce qu'on entendait au xvi^e siècle par *langage maternel*. Et afin de ne pas rendre juges et parties à la fois dans ce débat, les commenta-

(1539-40) du notaire Clausel, de Coussergues. Ce dernier écrit en latin encore le 16 janvier 1539-40. Puis le 25 du même mois *il rédige en rouergat*, changement qu'il justifie ainsi : « mutation de stille in lingua vulgari justa las ordon [ansas] realas. » Voici au moins un contemporain qui *se serait* « trompé »... avec les autres.

(1) L'omission du mot « maternel » est fréquente chez de nombreux commentateurs. Cf. les Commentaires de l'art 111, au t. VII, p. 666 du *Rec. des Actes, titres et Mémoires concernant les Affaires du Clergé de France*.

teurs directs de l'ordonnance où se trouve l'expression, nous nous en référerons seulement à l'opinion d'auteurs dont les écrits ne mettent pas en question la portée de l'article étudié dans cette ordonnance.

Nous avons déjà rapporté que François de Némond discutant de l'usage des vulgaires dans les écrits juridiques explique : « le premier j'ai entrepris une chose de telle importance que de tourner et lire le droit en françois... », mais plus loin et pour préciser que mettre le droit en français, c'est le rendre compréhensible au plus grand nombre, il ajoute : « quand tout le monde entendra son droit, c'est-à-dire, quand on l'aura traduit *en sa langue naturelle*, alors toutes ces longues disputes cesseront... »

Par « langue naturelle », François de Némond vise évidemment le français, mais peut-on appeler langue naturelle, au xvi^e siècle, la langue française pour un provençal, ou pour un gascon ? L'expression de *langue naturelle* ne signifie-t-elle pas mieux *langue maternelle des français*, que cette langue soit d'Oïl ou d'Oc ? Car l'un et l'autre sont alors « langages français » ; le *françois* que plus loin François de Némond appelle joliment « *le langage que Dieu leur baille de Nature* ».

Non moins jolie et *expressive* est la définition du langage maternel, si horriblement alors appelé *vulgaire*, que nous donne E. Pasquier dans une de ses Lettres (1) : « Le langage auquel j'ai esté allecté dès la mamelle de ma mère. » Dans une autre de ses Lettres nous trouvons le témoignage poétique de ce qu'il faut entendre par langage français, encore à l'époque de Pasquier, malgré les immenses progrès de la langue du roi :

« Non que je vueille dire, écrit-il (2), qu'au langage Picard, Normand, Gascon, Provençal, Poitevin, Angevin, ou de telles autres, séjourne la pureté dont nous discourens. Mais tout ainsi que l'Abeille volette sur unes et autres fleurs, dont elle forme son miel, aussi veux-je que ceux qui auront quelque asseurance

(1) E. Pasquier, *Œuvres*, t. II. Lettres d'Est. Pasquier, l. I, Lettre I (janvier 1586). Edit. 1723.

(2) *Ibid.*, l. II, Lettre XII.

de leur esprit, se donnent loy de fureter par *toutes les autres langues de nostre France...* »

Ce n'est pas le lieu d'apprécier le système d'enrichissement de la langue préconisé par E. Pasquier, mais il apparaît clairement que le titre de « Langue de France », n'avait pas alors le sens restreint qu'il eut plus tard.

« Langue de France » embrasse tous les parlers des provinces qu'ils soient d'Oïl ou d'Oc.

De cet aperçu sur le *sens historique* des mots « langage maternel françois », il nous paraît bien résulter que leur signification est, à une nuance de forme près, textuellement la même dans l'ordonnance de Villers-Cotterets, que dans les expressions similaires des ordonnances antérieures.

Un rapprochement synoptique le fera mieux apparaître :

O. Spéciale au Languedoc (1490) (Charles VIII)	O. Générale de Louis XII (1510)	O. Spéciale à la Provence (1535) (François I ^{er})	O. Générale de François I ^{er} (1539)
« en langage français ou maternel »	« en vulgaire et langage du pays »	« en françois ou à tout le moins en vulgaire »	« en langage maternel françois »

C'est à cause de la synonymie de ces expressions que Néron (1), commentant l'article 27 de l'ordonnance de 1629, qui impose le langage français aux tribunaux ecclésiastiques, fait remonter cette obligation du français à l'ordonnance de 1510 :

« La raison de cet article peut être la même qui a servi de motif à nos Rois d'ordonner que les actes de la Justice séculière se fissent en françois, suivant les ordonnances de Charles VIII, de l'an 1489, art. 101 ; Louis XII, 1512, art 47 ; et François I^{er}, de l'an 1539, art. 110 et 111. Roussilon, art. 43. *Les précédentes* ordonnances le permettoient en langage françois *ou* maternel, *et ledit article 27*, en françois seulement ».

C'est donc, que l'ordonnance de 1539, doit bien se lire comme celle de 1490, « en langage maternel *ou* françois », en langage maternel de France.

(1) *Edits et ordonnances des Rois de France*. 2 vol. in-fol. Paris, 1720.

Le français est *seul* admis, avec certaines exceptions, dans les tribunaux ecclésiastiques à partir de 1629 *seulement* (*infra*, p. 100).

Dans les *précédentes ordonnances* : ainsi la portée de l'expression n'a pas varié jusqu'en 1629. Néron approuve donc, lui aussi, l'interprétation de Rebuffe et des contemporains.

§ III. — *Variations du sens de l'expression* *« langage maternel françois »*

Le sens nouveau est celui que lui donne Fontanon « éclaircissant » la paraphrase de Bourdin (*supra*, p. 77). Langage maternel françois serait synonyme de *langue française*.

Il y a dans cette variation de sens, pensons-nous, les conséquences d'une interprétation relative : à l'évolution de la situation linguistique de la France à l'époque où elle apparaît, à une situation politique nouvelle, peut-être même à l'évolution sémantique des mots.

Nous avons déjà montré en plusieurs endroits de cette étude qu'il fallait, pour comprendre la portée limitée de l'ordonnance, la lire avec l'état d'esprit et le lexique de la langue qui furent ceux des contemporains du texte. Nous croyons avoir fait sentir, bien autant que démontrer, qu'à cette époque de transition politique, linguistique et culturelle, le mot *français* ne pouvait pas être employé seul avec le sens fixe, précis, sans équivoque, que lui a valu l'achèvement de l'unité française presque totale dans tous les domaines au *xix^e* siècle.

Au début du *xv^e* siècle, il y avait bien une France ; il n'y avait pas encore « un français ». Il n'y avait pas *un* langage maternel français, mais *des* langages maternels français (1).

Cependant, ce serait répondre à la question par la question que de se contenter de constater l'évolution survenue dans la valeur substantielle, dans l'idée que représente un mot, pour

(1) N'est-ce pas d'ailleurs en ce sens que M. Brunot, sans doute involontairement, comprend dans l'influence du « français » au *xi^e* siècle, celle qui était due au Provençal dans plusieurs pays ? (*Hist. de la Lang. franç.*, t. I, livre 2, chap. 9.)

justifier l'évolution de l'interprétation de ce mot. Au surplus, il est assez significatif qu'on appelle « vie des mots » ces changements progressifs, à peine perceptibles souvent, qui surviennent dans leur sens. Cette « vie du langage », par cela même qu'elle touche de plus près au tourbillon de la vie humaine dont l'acte principal est la pensée, est profondément influencée par lui.

Il ne suffirait donc pas qu'il fût exact au point de vue lexicologique qu'un mot ait changé de sens, pour prouver que l'interprétation primitive devait être oubliée à une époque postérieure. Mais il faut encore trouver les raisons de ce changement dans le milieu social qui donne sa vie, *sa vie présente et instable* au langage.

Pour la question qui nous préoccupe, le milieu social de la langue française au début du xvi^e siècle présente un double intérêt par la situation et la géographie politiques, et par l'état linguistique de la France. Ayant précédemment esquissé ce tableau du xvi^e siècle français, il importe d'en faire ressortir maintenant les conséquences sur l'Histoire linguistique en France.

L'unité politique (1) est assez avancée, malgré la survivance de quelques traits féodaux. Mais la Renaissance et la Réforme soulèvent d'étonnantes contradictions : on a l'impression d'une époque qui cherche sa voie, d'une nation qui se cherche. Dans ces hésitations d'un peuple à la croisée des chemins, le sentiment national bien que solidement établi, n'apparaît pas encore comme hors d'atteinte des disputes politiques. Il faudra attendre Henri IV, et Louis XIV encore connaîtra, avec la Fronde, les derniers soubresauts de mouvements qui lui sont contraires.

En un mot, s'il y a bien *des Français* en France, il n'y a pas *le Français* sinon à la Cour du Roi. Ailleurs on s'appelle Picard, Gascon, Provençal ou Breton ce qui veut dire « habitant de France ». Ne portent pas ce *nom* de Français, tous les Français de France.

Il en est de même pour la langue parlée. La langue ma-

(1) L'unité politique telle que nous l'avons définie. Car sous le règne de Henri III encore, on est loin de l'unité juridique. On dénombre 285 coutumes, dont 60 principales.

ternelle porte le nom de la Province. Mais en fait, la diversité des langues vulgaires, n'apparaissait guère à l'administration royale qui depuis plusieurs siècles avait diffusé la langue du roi. Celle-ci n'avait qu'une rivale encore d'importance auprès de l'élite intellectuelle : le latin. En 1490, la royauté a décrété sa déchéance.

Pourquoi vouloir que 1539 marque, à leur tour, la déchéance officielle des vulgaires ? L'acte, bien compréhensible à l'égard du latin, dénoterait de la part du pouvoir royal un nationalisme linguistique que non seulement le xvr^e siècle était loin de connaître, mais que *l'état de la France et les idées du temps* ne sauraient expliquer. En effet, il n'y avait pas alors de provinces rattachées de langue étrangère. Le gascon, le provençal, l'auvergnat, le limousin... sont tout autant les rameaux d'une langue « française » que la langue de Paris. Souvenons-nous que le Languedoc est « français » depuis plus de trois cents ans ! Mais de plus dans ces provinces d'Oc, même dans la Provence plus récemment réunie, la langue du roi s'est déjà implantée, sans résistance, dans leur administration.

Au contraire, la conservation et la reconnaissance des langages maternels que marquent les mesures prises par la royauté, prouvent bien qu'ils n'étaient plus qu'une *facilité* accordée à ceux qui s'en servaient, dans l'intérêt d'une bonne justice : facilité qui ne pouvait en rien contrarier les progrès bien compréhensibles de la langue du roi.

*
**

APPENDICE. — BRETAGNE ET PAYS BASQUE

Un cas particulier est présenté par la Bretagne. Dans cette province, où l'on parlait une langue très vivante et seule comprise de la majorité de la population, un problème linguistique aurait pu être soulevé par son rattachement. Or, bien avant la réunion, depuis les xi^e et xii^e siècles, le français fut « la langue

de l'administration et de la Cour » des comtes de Bretagne (1). Au xv^e siècle le français n'est plus seulement la langue officielle, mais il devient de plus en plus « celui de la Société » (2). Après le rattachement, l'interdiction des vulgaires en Bretagne, n'eut servi à rien, sinon à imposer un système de justice sans débats, sans clarté, sans aucune sauvegarde du droit des parties. C'eût été absurde. L'administration royale n'avait rien à changer à la tradition de l'administration ducal qui employait le breton à côté du français ; tandis que le français servait seul à la rédaction des actes, le breton était usité dans les débats et les publications.

Un cas semblable est celui des provinces basques françaises. La langue basque était à peu près exclusivement une langue parlée. Pour les écrits on se servait de l'espagnol, dans les provinces basques espagnoles ; du français, dans les provinces françaises, ou même du béarnais en Basse-Navarre. Sur les trois provinces basques françaises, deux, les vicomtés de Soule et de Labourd, furent définitivement rattachées à la couronne après la conquête de la Guyenne anglaise en 1452. Puisque le basque n'était pas écrit, pas plus que le breton en Bretagne, la question linguistique ne pouvait y être soulevée à propos de la langue basque en 1539.



Quand François I^{er} en août de cette année édictait l'article de l'ordonnance qui contient ces mots « en langage maternel français », il savait que cela ne signifiait pas la même chose que « en français » ; lui, qui, trois années auparavant, avait inscrit dans l'ordonnance de Provence (octobre 1535) « *en François* ou à tout le moins en vulgaire ».

Ses interprètes autorisés, membres du Parlement de Paris, se sont chargés d'ailleurs de nous préciser sa pensée.

(1) Dupuy, *Histoire de la réunion de la Bretagne à la France*, 2 vol., t. I, p. 14.

(2) Th. Hersart de La Villemarqué, « Essai sur l'histoire de la langue bretonne » (préface du *Dictionnaire français-breton* de Le Gonidec, 1845).

CHAPITRE III

INFLUENCE DES ACTES ROYAUX SUR L'ÉVOLUTION LINGUISTIQUE DURANT LE XVI^e SIÈCLE

§ I. — *Absence d'intervention du pouvoir royal
à l'égard des langues provinciales, jusqu'au début du xvii^e siècle*

On a pu constater, par la critique précédente de l'ordonnance de Villers-Cotterets, que l'acte de François I^{er} ne peut pas être considéré comme le point de départ de ce qu'on appelle de nos jours une *politique linguistique*.

Par contre, il apparaît clairement qu'à partir des ordonnances de Charles VIII (1490) et de Louis XII (1510), la royauté n'a pas cessé de pourchasser l'usage du latin dans les actes officiels. On ne peut voir dans cette lutte contre le latin, ce qu'on appelle une « politique linguistique », expression moderne, qu'il est préférable de réserver à l'attitude générale adoptée par la puissance publique à l'égard des différentes langues employées par la population d'un Etat. Ainsi ne pourra être qualifiée de politique linguistique une mesure isolée, dont les causes pourraient être accidentelles ou qui ne se rattacherait à aucune idée d'ensemble ; ni des mesures atteignant une langue étrangère à certaines classes de la population, comme les langues mortes.

Quant aux interventions de la royauté contre le latin, de notre point de vue, elles ne revêtent que le caractère de mesures purement administratives, ne comportant aucune arrière pensée politique.

Bien que, au dire de quelques auteurs, les données et les

avantages nationaux d'une politique linguistique aient été entrevus dès le début du xvi^e siècle, nous croyons qu'il n'y a pas dans toute cette période une seule mesure d'importance linguistique dont on pourrait prétendre qu'elle procède d'une idée réfléchie tendant à la réalisation de cette politique.

Au contraire. Les linguistes sont les premiers à reconnaître la force de diffusion du français à une époque où le latin était encore roi dans les classes savantes de la société au xv^e siècle. Ils sont les premiers à nous présenter des listes interminables d'actes de toutes sortes, officiels et privés, des provinces méridionales ; actes rédigés en français, bien avant la fameuse date que d'aucuns ont baptisée de révolutionnaire.

En vérité, en serait bien embarrassé s'il fallait définir la politique royale à l'égard des langues provinciales au xvi^e siècle. Cette politique n'est pas encore née, seule la lutte contre le latin continue.

Dès lors, l'histoire de cette politique linguistique royale, que nous avons entrepris d'écrire en la commençant à la date de 1539, ne s'ouvre qu'à une date beaucoup plus proche de nous. Elle formera la deuxième partie de cette étude.

Cependant pour ne pas laisser incomplète la période antérieure que constitue la série d'interventions de la royauté contre le latin, il est nécessaire de rappeler rapidement les mesures qui suivirent l'ordonnance de François I^{er} en ce qui le concerne.

De plus, dans cette persistance à poursuivre le latin, il y a une preuve indirecte du fait que l'ordonnance discutée se trouve bien être un acte dirigé contre le latin dans une série d'actes ayant le même but, qui la précèdent, ou qui la suivent.

Il y a enfin, dans la forme même dans laquelle ont été conçus les termes de ces ordonnances, comme l'expression concrétisée de cette évolution du sens des mots *langage maternel français* que nous signalions au chapitre précédent.

Une série d'actes (qui est continuée jusqu'à la fin de l'Ancien Régime), forment donc une première période pendant laquelle la disparition du latin est seule poursuivie avec ténacité par la royauté. Parallèlement à sa disparition progressive, celle

des vulgaires commence sous l'action *naturelle* des événements linguistiques ou politiques, mais sans intervention de la puissance publique. Là, joue, en faveur du français, le facteur civilisation qui est la principale force d'extension d'une langue.

L'emploi des vulgaires cesse peu à peu vers le milieu du xv^e siècle dans les actes publics des provinces d'Oc ; l'évolution était déjà presque totalement achevée au début du règne de François I^{er}. C'est bien en ce fait que réside la véritable cause de l'ambiguïté des termes employés dans l'ordonnance de Villers-Cotterets : le besoin d'une précision plus grande que *langage maternel français* ne se faisait pas sentir lorsque fut rendue l'ordonnance. Car l'influence sur les langues provinciales que nous refusons en droit, à ce texte, nous la reportons d'après les faits constatés au rayonnement de la langue royale et au facteur civilisation. Aussi, serions-nous pleinement d'accord avec M. Brun, quand il écrit de l'ordonnance qu'« elle répondait aux aspirations de l'élite et qu'elle cadrait, à souhait, avec le programme inconscient du gouvernement monarchique » (1), s'il admettait que ces aspirations et ce programme « *inconscient* » ont pu influencer l'évolution linguistique sans faire appel à une intervention législative du roi.

Ceci résulte de la seule constatation des faits. Le règne de François I^{er} marque l'introduction du français (2) dans l'usage de la classe cultivée de la nation, dans les Parlements, dans les administrations provinciales du royaume : introduction acceptée et non pas imposée, introduction spontanée et dénuée alors de toute contrainte, introduction qui pouvait vraiment répondre aux aspirations de l'élite, qui cadrerait aussi avec le programme inconscient du gouvernement monarchique. L'absence d'intervention, explique l'absence d'opposition (ce qui ne fut pas le cas pour l'interdiction du latin).

Les langues provinciales meurent *administrativement* dans

(1) Brun, *op. cit.*, p. 92.

(2) Brunot, *op. cit.*, t. II, p. 30. C'est « par le monde judiciaire, seule portion instruite des hautes classes que se développe un goût très vif des lettres françaises ». Sans doute, mais il ne faut pas oublier l'opposition des Parlements à l'introduction du français dans les actes et leur ténacité à défendre le latin.

les textes officiels, de leur belle mort (1), sans avoir été pourchassées. Le latin, lui, est attaqué de front, directement ; il se défend. En l'espèce, il recrute ses défenseurs dans les tribunaux, justement parmi ces hommes qui ne songent pas à défendre les vulgaires (puisqu'ils n'étaient pas attaqués), mais combattent, par contre, le français pour sauvegarder le latin.

Situation paradoxale si l'on ne remplaçait pas la question dans le cadre de l'histoire linguistique dont le trait dominant au xvr^e siècle est celui-ci : le latin, à peine compris d'un petit nombre et très mal écrit, doit être remplacé dans les actes publics et officiels ; le sera-t-il par les vulgaires d'Oc dans le Midi de la France, le sera-t-il par la langue du roi ?

Pour les contemporains de François I^{er}, la question ne peut même pas être posée. Si en droit, les vulgaires ne sont pas atteints, en fait, leur décadence depuis trois quarts de siècle dans les écrits, leur empêche de faire un progrès en se substituant au latin. Ce n'est pas en effet, une situation acquise qu'ils conserveraient, c'est une avance réelle qu'ils effectueraient par cette substitution au latin, étendue à *tous* les actes officiels.

Au début du xvr^e siècle, le français ne chasse donc pas les vulgaires d'une place qu'ils n'ont plus. Il enlève au latin ses derniers retranchements.

Désormais, tout l'effort de la royauté portera contre lui. Et de même qu'elle finit par vaincre l'opposition politique des Parlements, la royauté finira par vaincre aussi la résistance des « latiniseurs » de ces mêmes Parlements.

On comprend alors pourquoi dans les coups portés au latin à partir de la seconde moitié du xvr^e siècle, un seul terme de condamnation, peut-on dire, importe. Les actes royaux plus qu'ils n'imposent une langue, en *interdisent* une autre. Mais *une seule est susceptible, en fait*, de remplacer la langue prohibée.

Il est curieux de constater dans les textes qui vont suivre

(1) Encore faut-il rappeler que l'évolution naturelle des langues a subi le contre-coup de l'évolution politique comme nous le disions plus haut. Mais il n'y a pas eu d'action directe jusqu'au xvii^e siècle.

sur quel terme porte la force impérative de l'ordre royal. Celui-ci ne se contente pas d'ordonner l'emploi du langage français, mais il appuie sur la défense par des mots comme ceux-ci : « et non plus en latin... et non en latin... » ; ces expressions sous la forme positive de l'interdiction qu'elles traduisent, ne se retrouveront naturellement plus dans les derniers actes portés sur ce sujet par la royauté. Le latin vaincu, est alors presque oublié dans les actes officiels : et le français est devenu la langue d'une nation beaucoup plus unifiée et plus consciente de son unité qu'au début du xvr^e siècle. On peut parler à ce moment d'une langue française, mais non pas avant.

*
**

Remarquons dès maintenant, qu'en ce qui concerne les langues provinciales au contraire, il faut arriver à l'édit de Louis XIV, de décembre 1683, pour trouver le premier texte à forme positive contenant l'interdiction d'une de ces langues.

De la fin du xv^e siècle à la fin du xviii^e siècle, une sorte de gradation apparaît, qui ressort nettement de la force impérative des termes employés à l'égard des langues provinciales.

1° De 1490 à 1539, aucun doute n'est possible. Les langues provinciales, de même que le français du roi, sont expressément reconnues par les textes : elles sont, en droit, langues officielles.

2° Après 1539 et jusqu'à l'édit de création du Parlement de Pau (1620) le français ou langage français est encore visé explicitement : les textes ne disent rien des langues provinciales parlées en France. Mais le droit antérieur consacrant leur reconnaissance, elles demeurent implicitement reconnues. En effet, une règle de droit certaine veut qu'un texte de loi exprès ne puisse être abrogé tacitement par un texte postérieur que si ce dernier est absolument incompatible avec le précédent. Tel n'est pas le cas pour les textes qui n'interdisent pas expressément les langues provinciales, puisque les ordon-

nances antérieures ont reconnu qu'elles pouvaient subsister à côté du français, toutes étant comprises dans le terme de « vulgaires ». Elles restent donc à cette époque tacitement reconnues. Cette situation juridique des vulgaires de langue d'Oc ne présentait aucun inconvénient en fait dans l'administration, puisque le français avait su vaincre par lui-même, et grâce à ce que nous appelions « la majesté royale », les autres vulgaires de France.

3° Mais voici que le roi Henri IV apporte une nouvelle province au royaume : le Béarn, et que celle-ci a conservé l'usage du béarnais comme langue officielle écrite.

L'édit de création du Parlement de Pau (1620) ouvre la troisième phase, en quelque sorte, des rapports entre le pouvoir royal et les langues provinciales (1620-1789). Celle-ci est jalonnée par les actes royaux qui sont édictés non plus contre le latin, mais, spécialement pour une province nouvelle et avec l'objet précis d'introduire « le langage français » dans son administration. Ces actes constituent la politique linguistique qui sera exposée dans notre deuxième partie.

Signalons seulement que certains imposent expressément le français, et en conséquence interdisent tacitement l'usage des langues des provinces qu'ils atteignent ; tandis que d'autres interdisent aussi expressément l'emploi de la langue provinciale. Il y aura lieu toutefois de distinguer nettement dans cette politique linguistique entre le principe et son application.

Cette phase constitue proprement *l'histoire de la politique linguistique de la royauté* à l'égard des langues provinciales. Elle nous offrira des éléments de comparaison avec l'attitude neutre observée par la royauté dans les deux premières.

Aussi bien, est-ce seulement du point de vue de l'histoire du latin, que la première partie de cette étude revêt un caractère d'unité, puisque pendant toute cette période, la question des langues provinciales sous l'angle qui nous occupe, peut être passée sous silence.

En conséquence, la fin de ce chapitre sera consacrée à la continuation de la lutte contre le latin.

§ II. — *Continuation de la lutte contre le latin
après l'ordonnance de Villers-Cotterets*

Si, après l'ordonnance de 1510, dont les termes n'excluaient pas le latin de tous les actes, il est normal de trouver encore des textes officiels en latin, il semble qu'après l'ordonnance de 1539, conçue en termes généraux, aucune chance de subsister ne lui restait plus.

Le résultat ne fut pas atteint cependant sans résistance et le pouvoir royal dut intervenir par la suite à de nombreuses reprises pour rappeler ou pour étendre l'interdiction qu'il avait édictée.

En certaines matières, les conséquences de l'ordonnance furent immédiates. Ainsi, en ce qui concerne la tenue des registres des actes de l'état civil (alors registres des actes de baptêmes), la démarcation est très nette.

Un fait curieux et probant nous est fourni par les événements de la vie privée du chancelier de L'Hospital. Il eut trois filles dont les naissances furent enregistrées sur les registres des actes de baptêmes de l'église Saint-André des Arts. L'acte de la première est de 1538 : il est en latin. Celui de la seconde est de 1541, celui de la troisième de 1542 : ils sont en français (1).

A partir de 1539, le changement fut donc immédiat en certains endroits. Ailleurs, il put y avoir un empressement moins grand à abandonner le latin, une résistance même plus tenace, ainsi que le montre l'existence d'actes latins, bien après 1539.

Les Parlements surtout opposèrent une sérieuse résistance. Celle-ci n'a d'autre explication, ainsi que le fait justement remarquer Berriat-Saint-Prix, que la routine des tribunaux (2). Aussi, quand l'occasion se présente, la royauté ne manque pas de les rappeler à l'ordre.

Après l'émeute de Bordeaux de 1548, véritable soulèvement

(1) Dupré-Lasale, *Michel de L'Hospital avant son élévation au poste de Chancelier de France*. Paris, 1875, p. 83.

(2) Berriat Saint-Prix, *Mémoire sur l'emploi de la langue latine...* (*op. cit.*, p. 283 et sq.

contre l'autorité, qui eut pour conséquence la dissolution du Parlement, une Cour des Commissaires fut créée afin d'assurer l'instruction des procès. « La plus remarquable des mesures prises par les Commissaires est celle qui prescrivit de répondre désormais les requêtes « en langue vulgaire française et non plus en latin » (1).

Il ne faut pas s'étonner de cette mesure qui rappelle l'obligation d'employer le « vulgaire français » surtout dans un cas où la Cour des Commissaires était composée de parlementaires venus les uns de Paris, d'autres de Rouen, d'autres de Toulouse. Ce qu'on veut éviter, c'est l'inconvénient qui résulterait de l'emploi du latin, toujours pour les raisons d'assurer *l'intelligence*, la compréhension des actes de justice.

Les mêmes raisons n'ont pu toutefois inspirer l'ordonnance du Chancelier de L'Hospital, en 1563, qui porte le titre d' « ordonnance sur la justice et la police du royaume ». Il y est dit :

Art. 35. — « Les vérifications de nos cours de Parlements sur nos édits, ordonnances ou lettres-patentes, et les réponses sur requestes, seront faites doresnavant en langage françois et non en latin, comme ci-devant on avait accoutumé faire en nostre cour de Parlement à Paris : ce que voulons et entendons estre pareillement gardé par nos Procureurs généraux » (2).

Il s'agit dans cette ordonnance, non plus seulement de favoriser et de faciliter la justice en rendant les actes judiciaires « intelligibles » à tout le monde, mais bien plutôt de restreindre encore dans un autre domaine l'emprise du latin : pour les vérifications des édits et ordonnances, pour les réponses sur requêtes, là aussi, les Parlements devront abandonner l'usage du latin, comme ils l'ont fait pour les actes judiciaires.

Bientôt d'ailleurs, les Parlements non seulement ne seront plus les défenseurs du latin, mais à leur tour, ils réprimeront cet « abus » que constitue son emploi. C'est ainsi qu'un arrêt du 26 août 1606 (3) porte que « les actes et ordonnances du Cha-

(1) Brive-Cazes, *Le Parlement de Bordeaux et la Cour des Commissaires* de 1549. Bordeaux, 1870, p. 126.

(2) Isambert, *Anc. Lois Franç.*, t. XIV, p. 168.

(3) P. Brillon, *Dictionnaire des arrêts des Parlements de France*. Paris, 1727, t. IV, au mot « Langue ».

pitre de Saint-Germain l'Auxerrois seront dorénavant rédigés en Langue François ».

De même en 1707, le Parlement de Besançon demandera par un mémoire adressé au roi « qu'il plût à Sa Majesté de réformer plusieurs abus entre lesquels cette Cour met l'usage des officialités de faire les procédures en langue latine ». Une commission fut nommée pour examiner la question. Parmi ses membres se trouvait d'Aguesseau.

« Ils furent d'avis, écrit-il, qu'il était du bon ordre du royaume dans l'administration de la justice, qu'il fut réformé » (1).

Voici donc invoqué, plus de deux cents ans après la première intervention de la royauté contre le latin, le même motif pour lequel fut rendue la première ordonnance en cette matière : le bon ordre dans l'administration de la justice. En ce cas, il est vrai, il s'agit de justices ecclésiastiques au sujet desquelles une ordonnance antérieure avait étendu les règles des ordonnances concernant les justices laïques (2).

Cette ordonnance avait été rendue en 1629 sur les plaintes des Etats-Généraux de 1614. On retrouve dans les Cahiers du Tiers-Etat (article 54) le même vœu que la procédure devant les tribunaux ecclésiastiques soit faite en un langage compréhensible : « que les actes, procédures et sentences données ès cours ecclésiastiques, fussent expédiées, prononcées et déclarées en langage maternel et françois ».

Sauf une réserve, l'article 27 de l'ordonnance de 1629 donne satisfaction à cette demande (3) :

Art. 27. — « Tous actes, sentances, conclusions et autres procédures des officialitez, et autres juridictions ecclésiastiques seront conçus en langage françois fors pour ceux qui doivent estre renvoyez à Rome, lesquels seront expédiez en latin comme de coutume ».

Après avoir été chassé des justices laïques, le latin l'était

(1) *Recueil des Actes, titres et Mémoires du Clergé de France*. Paris, 1768-71. 14 vol. in-4. T. VII, p. 668.

(2) Sur l'extension de l'ordonnance aux tribunaux ecclésiastiques, voir : Durand de Maillane, *Dict. de droit canon*. Paris, 1761, art. 4, *Idiome*.

(3) Isambert, *Anc. Lois Franç.*, t. XVI, p. 232, art. 27.

aussi des justices ecclésiastiques. Il ne lui restait plus qu'un refuge : l'école. Mais nous n'avons pas à poursuivre plus avant l'histoire de la rivalité du latin et du français dans un domaine qui échappait alors à peu près complètement au pouvoir de l'Etat. C'est pourquoi nous devons aussi laisser de côté cet autre aspect de la question que présente l'enseignement dans les provinces où le français, bien que langue officielle, pratiquement n'est pas la langue de la très grande majorité de la population.

Au ^{xvi}^e siècle, et jusqu'à la fin de l'ancien régime, l'école n'a pas affaire à l'Etat ; l'Etat l'ignore presque complètement dans sa politique.

§ III. — *Conclusions sur l'évolution linguistique au ^{xvi}^e siècle*

Un fait acquis et indiscutable au début du ^{xvi}^e siècle, est la reconnaissance officielle des vulgaires français par plusieurs ordonnances royales. Cette reconnaissance doit-elle être considérée comme le premier acte d'une attitude réfléchie de la royauté à l'égard de ces vulgaires ? Evidemment non.

Lorsque Charles VIII, Louis XII, François I^{er} et leurs successeurs rendaient les ordonnances que nous avons étudiées, ce n'est pas la question linguistique qu'ils entendaient résoudre d'abord. Ils édictaient simplement des mesures de bonne administration. Si l'interdiction du latin avait pour conséquence nécessaire son remplacement par les vulgaires, ceux-ci étaient l'objet d'une reconnaissance à caractère administratif, nullement à caractère politique.

Jetant un coup d'œil sur la période suivante, nous avons montré qu'en ce qui concerne l'histoire des rapports de la royauté et des langues provinciales, trois phases pouvaient être discernées dans son évolution. En réalité, il n'y a, entre les deux premières, qu'une différence de nuance dans l'expression d'une seule attitude, la reconnaissance officielle des vulgaires. Elles forment toutes les deux une même période : la

période durant laquelle les vulgaires sont laissés libres, théoriquement et en droit, de « courir leur chance ».

Sans doute, on peut voir dans cette consécration officielle des langues vulgaires, le premier contact entre la puissance publique et le fait social qu'est la langue : entre l'Etat et une institution, non la moins importante socialement et politiquement, de la Société. Mais vis-à-vis de cette institution, l'Etat n'a pas encore une politique. Ce n'est pas que la liberté, la non-intervention, ne puisse être considérée comme une méthode politique : l'abstention raisonnée et voulue constitue quelquefois la meilleure méthode de sage politique. Telle n'est pas l'explication de l'absence d'intervention royale dans la question qui nous occupe au xvr^e siècle. Les seules mesures intervenues sur ce sujet sont des mesures purement administratives concernant le latin, pour l'excellente raison que la question linguistique n'était pas connue.

On reconnaîtra dans la suite les causes historiques qui ont pu lui donner naissance. Au xvr^e siècle, elles ne se trouvent pas encore réunies en France. Et c'est pour avoir lu quelques textes de cette époque, avec un esprit nouveau qui ne pouvait pas être celui des hommes qui les rédigèrent, que plusieurs auteurs en ont donné des interprétations inexactes.

En particulier, on a introduit dans l'interprétation critiquée, une notion toute faite de ce qu'il faut entendre aujourd'hui, au xx^e siècle, par unité nationale. A l'unité française telle qu'elle pouvait apparaître à des hommes vivant sous François I^{er}, on a substitué dans le raisonnement, l'unité française telle qu'elle s'est constituée depuis la Révolution. Il est naturel que la critique des textes devait en être faussée. C'est pourquoi nous avons essayé de rétablir dans son cadre historique du xvr^e siècle le fait linguistique.

Le résultat de cette mise au point est le suivant : la question linguistique ne doit pas être traitée dans le cadre de l'unité nationale telle que nous la concevons à notre époque. Ce cadre est nouveau ; le xvr^e siècle l'a ignoré, et, en particulier, il ne pouvait, ainsi que nous l'avons montré, faire de la question linguistique, le problème national qu'on en fait de nos jours.

L'idée nationale n'avait alors ni la même force, ni la même ampleur ; la langue ne soulevait aucun problème politique. On ne peut donc à cette époque découvrir des mesures de politique linguistique.

Nous avons énuméré quels étaient alors les problèmes que soulevait l'évolution historique du royaume de France, quelles étaient aussi les préoccupations de l'élite intellectuelle de la nation. A ce point de vue, il est intéressant de noter que dans aucun document officiel, dans aucun ouvrage d'écrivain (1), on ne trouve le fait linguistique utilisé comme argument politique. Et pourtant un grand nombre d'écrivains, et des plus importants, s'occupent de cette question si agitée au xvr^e siècle, de l'unification du royaume. Au texte, rapporté précédemment, de Commynes sur l'unification des coutumes, il faudrait ajouter ceux : de Charles Dumoulin dans son « *Oratio Auctoris de Concordia et unione consuetudinum Franciae* » ; d'A. Loysel dans ses « *Institutes Coutumières* » ; de Montaigne dans ses « *Essais* », enfin du Chancelier de L'Hospital et d'Est. Pasquier... (2).

Dans tous ces textes, leurs auteurs souhaitent l'unification des coutumes dans laquelle ils voient un excellent moyen de sceller l'unité du royaume. Pas un cependant ne songe à réclamer dans ce même but l'unité de langue. Parfois même, ils montrent qu'elle n'est pas nécessaire.

Que faut-il en conclure ? Un seul terme me paraît traduire exactement l'état de la question : c'est qu'à cette époque elle n'est pas encore *mûre*.

C'est cette même omission de la langue, non plus comme argument ou comme moyen d'unification, mais comme *liberté provinciale* qu'on doit aussi remarquer, dans les textes nombreux, par lesquels la royauté reconnaît les « privilèges, franchises et libertés » des provinces nouvellement rattachées, ou

(1) Seyssel excepté.

(2) Ces textes seront cités plus loin. Pour Montaigne, voir les *Essais*, l. III. chap. XIII. Loysel, Préface à ses *Institutes Coutumières*. Paris, 1846, p. 36. Edit. princeps, 1607.

des villes émancipées. Dans les Chartes ou les traités les assurant du maintien de leurs libertés, aucune fois mention n'est faite de la langue.

N'y a-t-il pas, là encore, un fait caractéristique de l'état de la question jusqu'à la fin du xvi^e siècle ? Si la langue était apparue, ainsi que de nos jours, comme une « liberté », se serait-on contenté d'une énumération imprécise concernant la sauvegarde des coutumes, privilèges, franchises et libertés, dans lesquels rien n'oblige à ranger la langue ?

Mais non, pas plus du côté des sujets que du côté de la puissance publique, la langue n'est considérée comme un élément de la politique. Et si l'on peut parler du « jeu de la politique », il faut dire qu'au xvi^e siècle la langue est « hors jeu ». Le jugement de L'Hospital traduit bien l'opinion des contemporains et du milieu politique à ce sujet : « la division des langues ne fait la séparation des royaumes ». On dit bien : une foi, une loi, un roi. On ne pense pas encore à dire *une langue*.

Cette diversité des langues à l'intérieur d'un même Etat ne préoccupe pas encore l'homme politique.

DEUXIÈME PARTIE

POLITIQUE LINGUISTIQUE DE LA ROYAUTÉ
AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

SECTION PRÉLIMINAIRE

LA POLITIQUE LINGUISTIQUE NE CONSIDÈRE PAS NÉCESSAIREMENT LA LANGUE COMME UN « FAIT POLITIQUE »

Avant d'exposer les idées et les faits qui constituent ce que nous qualifions d'un titre qui semblera peut-être prétentieux pour cette époque : *politique linguistique*, il nous paraît nécessaire de préciser le sens de cette expression.

Nombreux en effet, sont les historiens et surtout les linguistes qui pourraient la critiquer. C'est pourquoi, tout en nous gardant bien de la justifier à priori, — la justification en jaillira nous l'espérons, de notre développement, — il n'est pas inutile de la définir et pour cela de la distinguer d'autres concepts qu'on lui rattache et qui pourraient prêter à confusion.

En effet, il est bien impossible de caractériser par une autre dénomination les faits d'où se dégage avec suffisamment de clarté une *politique linguistique* du gouvernement royal aux ^{xvii}xvii^e et ^{xviii}xviii^e siècles. Mais il est aussi très difficile, en l'utilisant, d'échapper au danger que l'*expression moderne* de politique linguistique crée par l'emploi que nous en faisons à une *autre époque*.

Constater comme on le fait aujourd'hui, que les langues relèvent comme un fait social quelconque du domaine politique, sont, elles aussi, un *fait politique*, c'est admettre qu'elles rendent nécessaire une politique linguistique. Or, il n'y a dans cette reconnaissance de l'aspect politique du fait linguistique, qu'une *vérité du moment*. Par contre, que la langue n'ait pas toujours été un « fait politique », n'empêche pas l'existence aussi ancienne que le monde du « fait linguistique ». C'est bien ce que l'on peut reconnaître en recherchant quelles peuvent être les attitudes de la puissance publique à l'égard du fait linguistique.

Il n'y en a que trois :

1° L'Etat *ignore le fait linguistique* : il méconnaît le fait social qu'est la langue et le laisse se développer suivant son évolution naturelle.

2° L'Etat *reconnait officiellement le fait linguistique* : il s'en préoccupe, comme de tout autre fait social qui intéresse l'Etat. Dans ce cas, l'Etat *peut* avoir une politique linguistique.

3° L'Etat enfin, considère le fait linguistique comme un « *fait politique* ». La langue est alors un moyen, un facteur de la Politique. Dans ce cas, on parlera encore d'une politique linguistique. En ce qui nous concerne, nous ne donnerons pas ce sens à cette expression, car il s'agit cette fois de la « *Politique* » sans autre épithète.

Nous réserverons l'expression de politique linguistique à la seconde attitude de l'Etat à l'égard du fait social que constituent les langues : fait qui intéresse une Société organisée soit dans son développement, son évolution ou son fonctionnement et que l'Etat peut chercher à réglementer.

Peut-être contestera-t-on la justesse d'une telle distinction. Pour le premier cas, ce serait difficile, car il s'agit bien de *l'ignorance du fait* par la puissance publique, non pas seulement de l'absence d'intervention. Ce cas est celui des sociétés encore en formation. Elles ne peuvent avoir une politique linguistique.

Quant à l'attitude de la puissance publique, considérant la langue comme un *fait politique*, il m'est facile de répondre qu'elle ne caractérise en rien une politique linguistique, — politique dont le but et la fin sont la langue elle-même en tant que fait social considéré dans son rapport avec les hommes qui forment une nation —, mais qu'elle vise uniquement un but politique, comme la détermination de la nationalité, dont relèvent les habitants d'un pays, par la langue qu'ils parlent.

Une comparaison fera mieux ressortir la vérité de cette assertion. Elle montrera d'abord, que la langue n'a pas toujours été un fait politique ; que ce caractère constitue donc pour le fait linguistique, un accident ; qu'en devenant un facteur politique la langue a relevé de la Politique et non plus d'une politique linguistique ; sans que nous ayons à trancher toutefois

ce que la langue, fait social et donc ayant des répercussions profondes sur les sociétés humaines, a pu y gagner, ce qu'elle a pu y perdre.

Pendant toute la période monarchique, la religion fut considérée comme la base de l'ordre politique, et en même temps constitua un *fait politique* de première importance. A cette même époque, le fait linguistique, d'abord ignoré, ensuite reconnu et objet d'une politique linguistique, ne constitua jamais un fait politique.

Aujourd'hui, non seulement *la religion n'apparaît plus comme un fait politique*, mais l'Etat moderne adopte à son égard l'attitude primitive de la royauté à l'égard de la langue : il l'ignore. Par contre, l'Etat moderne *voit dans la langue un fait politique* qui mérite les faveurs de sa Politique. En d'autres termes, il y a eu changement de problème et de difficulté ; il faudrait peut-être dire complément : le problème linguistique remplaçant le problème religieux, ou venant le doubler dans cette série ininterrompue des difficiles questions que soulève à chaque époque, la Politique des nations.

Ainsi, la neutralité religieuse a succédé à la neutralité linguistique de la même façon que la langue est devenue, après la religion, l'objet heureux ou malheureux de la Politique.

Les conclusions que l'évolution de la politique linguistique de la royauté peut suggérer en la confrontant avec cette définition générale de la politique linguistique seront celles que nous déduirons de la politique royale à l'égard des langues provinciales aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles. Elles reposent sur l'étude des faits et sur la connaissance des hommes qui les mirent en œuvre.

CHAPITRE PREMIER

ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE LINGUISTIQUE FRANÇAISE

SECTION I

LES THÉORICIENS PRÉCURSEURS DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Le xvi^e siècle, ainsi qu'il a été rapporté, malgré une active politique d'unification française, n'a pas compris ni même entrevu pratiquement, le rôle important que pouvait jouer la langue en ce sens.

Parmi les théoriciens de cette unification, aucun ne songe à utiliser la langue dans ce but. S'ils touchent à la question, c'est uniquement pour constater un fait : limites d'une région, langage que les blesse, évolution linguistique dont ils supposent les causes. Quant à déduire de ces constatations une règle de politique, bien peu y ont pensé. Considérer la langue comme un fait politique qu'il serait utile de comprendre dans la masse des facteurs concourant à la réalisation de la Politique royale, est une idée, qu'on ne conçoit pas alors avec une certitude d'esprit suffisante pour la faire passer dans le domaine des réalisations.

Un seul homme doit être mis à part, et encore convient-il de ne pas exagérer l'influence de l'opinion qu'il émit : le germe semé par Seyssel mit trois siècles à sortir. Sa politique d'assimilation des peuples étrangers, par la langue, ne pouvait être entreprise qu'après un changement de conceptions politiques violent comme le fut la Révolution. Même les Mazarin et les

Colbert n'auraient pu, s'ils l'avaient voulu, faire de la langue un moyen et un argument de leur politique. Ils ne l'ont pas voulu : parce qu'on ne lui reconnaissait pas alors la force qu'on lui accorde de nos jours; parce que la politique linguistique bien entendue, leur a paru devoir rester au-dessus et en dehors des débats de la Politique.

Ce n'est donc pas d'un siècle, mais de trois que l'idée de Seyssel précéda sa réalisation. Seyssel peut apparaître ainsi comme le précurseur de la politique linguistique post-révolutionnaire qui coïncide avec la politique des nationalités, bien plus que comme le précurseur de la politique linguistique de la royauté.

Celle-ci, beaucoup moins ambitieuse et plus restreinte quant au but poursuivi, fut davantage le résultat des événements que la cause d'une évolution politique. On ne *se sert* pas de la langue comme le fera le xix^e siècle. On la ménage seulement, parce qu'on aperçoit l'importance de la question, en l'introduisant dans le cadre d'une Politique qui a grand besoin de ménager à l'intérieur du pays beaucoup de susceptibilités et d'inquiétudes.

Seyssel fut le théoricien d'une politique d'unification nationale, dont le moyen de réalisation pratique qu'il préconisait était le nationalisme linguistique. La politique linguistique de la royauté, même avec Colbert, ne fit pas cette politique.

Par suite aussi, chez les écrivains de l'époque monarchique antérieure au xvii^e siècle, on ne rencontre que des textes touchant d'une façon accidentelle à la politique linguistique. Parmi eux, on retrouve ceux que nous citons au sujet de la politique d'unification du royaume.

Ayant donné les raisons de cette unification en ce qui concerne les coutumes, Dumoulin (1) fait remarquer qu'elle ne s'appliquera qu'aux pays coutumiers, non aux pays de droit écrit. A ce sujet, il semble bien apercevoir le rôle du facteur linguistique, lorsqu'il écrit : « Secundo, nec adhuc agi de universo populo Gallico, sed de his tantum, qui vulgo censentur

(1) Ch. Dumoulin, *Oratio Auctoris de Concordia et unione consuetudinum Franciæ*, Œuvres, Paris, 1681, t. II, p. 690-692.

patriæ Consuetudinariæ, quibus eadem fere lingua communis est ».

Donc ces pays ont une langue commune : Dumoulin le remarque, mais c'est tout. Il n'ira pas jusqu'à écrire : on doit unifier leurs coutumes parce qu'ils ont la même langue. Cette déduction n'est pas dans la logique politique de son temps.

Bien plus, si le principe d'unité domine de nos jours l'évolution politique des nations, sous la royauté, celui de diversité et de différenciation était encore bien défendu. La monarchie ne l'a pas méconnu en opérant cette fédération des provinces françaises qui, peut-être, pour aussi paradoxal que cela paraisse, a été la cause de son succès d'unification, ou plutôt d'union française.

La diversité des langues n'apparaissait pas comme un obstacle à cette action. La *diversité*, c'était le *caractère* même de chaque province et voici comment Guy Coquille la défendait : « Chacune Province a ses mœurs et humeurs diverses ; et par tant les loix, comme elles ne sont semblables, aussi doivent-elles être faites selon le goût et sens de chacun peuple... » (1).

Ailleurs, il dit plus nettement encore, en quoi réside le caractère d'une province (2) : « J'entends Province et païs celle qui a peuple, territoire ample et coutume avec nom de païs distincts et séparez qui sont les vraies marques de païs et Province ».

Dans cette diversité des « mœurs et humeurs », des coutumes et des noms, il y a encore plus qu'y découvrent aujourd'hui les défenseurs du folk-lore provincial. Il y avait alors un fait politique dont un gouvernement quel qu'il fut devait tenir compte pour diriger la politique française. Les forces unificatrices de la royauté ne heurtèrent jamais de front les forces décentralisatrices des particularismes provinciaux. Parmi celles-ci, les langues des provinces ne furent pas davantage brusquées.

(1) G. Coquille, *Œuvres* (Bordeaux, 1703) : Questions, Réponses et Méditations sur les articles des coutumes.

(2) *Œuvres*. « Discours des Etats de France, et du droit que le Duché de Nivernais a en iceux », p. 284.

Sans doute Guy Coquille ne fait pas allusion à la langue ; mais ce qu'il défend, c'est le particularisme provincial, dans lequel la langue occupe la première place. Et c'est pour cela qu'on peut dire que, dans la mesure où l'on connaît la politique suivie par la royauté à l'égard des libertés et des particularismes provinciaux au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle, on connaît aussi l'attitude qu'elle observa à l'égard des langues provinciales. L'attitude, c'est-à-dire l'orientation générale de la politique linguistique qui se dégage des règles posées, et surtout de leur application.

Nous n'entendons pas établir par cette comparaison, qu'il y eut identité entre les deux politiques, le respect des libertés provinciales entraînant le respect des langues de ces provinces ou inversement. Mais on peut admettre qu'en tant que principe général le rapprochement établi entre ces deux politiques est exact, en remarquant toutefois, que le fait linguistique n'ayant pas l'importance qu'il a de nos jours, l'action de la politique linguistique perd *en valeur*, dans la politique générale de la royauté à l'égard des provinces.

Ces deux forces opposées, centralisation et décentralisation, comme nous les appelons aujourd'hui, unité du royaume et diversité des provinces qui en sont le résultat, relèvent toutes deux de l'action politique. Très certainement l'évolution de ce que G. Coquille appelle les mœurs et humeurs diverses des provinces est une question de civilisation plus que de politique, mais celle-ci a prise dans une certaine mesure sur celle-là. En ce qui concerne la langue, l'influence de l'action politique n'a pas échappé, à l'un de ces rares écrivains de l'époque monarchique chez lesquels nous essayons de retrouver les idées qui sont à la base de la politique linguistique de cette époque.

Estienne Pasquier, étudiant l'évolution des langues, distingue la cause interne « changement qui procède de nos esprits » et la cause externe :

« Lorsqu'un pays, écrit-il, estant par la force des armes subjugué, il est contraint pour complaire aux victorieux d'ap-

(1) E. Pasquier, « Les Recherches de la France » (*Œuvres*, t. I, livre 8, p. 753), Ed. de 1723.

prendre sa langue. » Ceci peut avoir lieu par substitution violente, mais « quelquefois aussi n'y a si universelle mutation, ains advient, ou que par la nécessité des affaires qui s'offrent en un pays vaincu avec le victorieux, ou pour luy agréer par une servitude faisible, et si ainsi me le faut dire, par une volontaire contrainte, nous apprenons avec les loix de nostre Seigneur, par un mesme moyen son langage. »

On ne peut mieux définir l'action du pouvoir politique sur la langue, soit qu'elle se manifeste par la force qui impose, soit qu'elle agisse par cette « volontaire contrainte » qui fait le vaincu se plier à la « nécessité des affaires ».

De cette seconde manière, Pasquier nous donne lui-même un exemple un peu plus loin. Autrefois « ceux qui avoient quelque assurance de leurs esprits, escrivoient au vulgaire de la Cour de leurs Maistres, qui en Picard, qui Champenois, qui Provençal, qui Tholozan, tout ainsi que ceux qui estoient à la suite de nos Roys escrivoient au langage de leur Cour. Aujourd'huy ils vous en prend tout d'une autre sorte. Car tous ces grands Duchez et Comtez estant unis à nostre Couronne, nous n'escrivons plus qu'en un langage, qui est *celuy de la Cour du Roy, que nous appellons* langage François ».

Le « langage de la Cour du Roy » : il y a dans cette dénomination du français toute l'explication de l'histoire externe des langues en France. Il y a un signe de l'état d'esprit des contemporains de Pasquier sur la précellence du français, langue du roi. Il y a une indication de ce que pouvait être une politique linguistique guidée par l'idée que la supériorité de la qualité s'impose elle-même sans qu'il soit besoin de l'imposer du dehors.

Pour rester dans l'imprécision qui caractérise la pensée des hommes de l'époque monarchique, non pas tant au sujet de la langue, qu'à l'égard d'une politique linguistique, on peut accepter, *a priori*, que celle-ci sera dirigée dans une certaine mesure par ces deux principes : d'une part, la politique royale des libertés provinciales aura ses répercussions dans le domaine linguistique ; d'autre part, l'éclat incomparable du fran-

çais au ^{xvii}^e siècle, participant de l'éclat de la Royauté française à la même époque, suffira à inspirer confiance aux gouvernants pour la diffusion du français dans les Provinces. Comme corollaire de ce second principe il est naturel de déduire que si des mesures de politique linguistique sont prises, qui portent atteinte à la Politique française, elles doivent être rapportées dans l'intérêt de celle-ci. Au ^{xvii}^e siècle encore, la règle de politique « une langue » n'est que secondaire, relativement à l'adage fondamental de la politique royale de l'unité politique : une foi, une loi, un roi.

On peut dire que s'il y a indifférence en cela c'est qu'on la traduit ainsi : qu'importe l'unité de langue si l'unité politique est réalisée. Mais c'est là une notion que ne peuvent comprendre ceux qui maintiennent encore pour exacte l'idée qu'il n'y a pas d'unité politique possible sans unité linguistique.

Comment se fait-il que le ^{xvii}^e siècle vit naître cependant une politique linguistique, c'est ce que nous étudierons en recherchant les causes accidentelles qui l'ont suscitée.

SECTION II

LES CAUSES ACCIDENTELLES DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DE LA ROYAUTÉ

Ce sont les événements politiques du ^{xvii}^e siècle qui suscitèrent une politique linguistique. Voilà pourquoi il nous paraît nécessaire de la faire dépendre de causes « accidentelles ».

Par ce terme est ainsi indiqué le caractère secondaire de la politique linguistique à l'époque monarchique.

En effet, la langue n'apparaît pas alors comme un objet principal de la politique royale. Ce n'est qu'un fait social dont les répercussions politiques ne doivent pas être négligées. Il faut donc en tenir compte toutes les fois que ces répercussions pourront se produire ; dans le cas contraire, il n'intéresse plus la Politique. Or, l'achèvement de l'unité territoriale de la France, au ^{xvii}^e siècle, sera justement la cause qui donnera

naissance à l'importance politique du fait linguistique. Le pouvoir politique ne pourra pas le négliger. Mais il n'en fera jamais un levier de sa Politique. La langue ne sera pas, comme souvent de nos jours, un argument fondamental de politique nationale.

Les événements politiques qui ont concouru au xvii^e et au xviii^e siècles à la formation de l'unité française, expliquent ainsi comme ils l'expliquent au xvi^e siècle, l'histoire des langues de France. Mais alors que de l'étude du xvi^e siècle, il ressort l'absence de problèmes linguistiques concernant les langues provinciales dans la politique de la royauté, il n'en sera pas de même de l'étude des siècles suivants. Car, tandis que le xvi^e siècle fut, politiquement, un siècle français, *tourné vers l'intérieur* (1), pour reprendre l'expression que j'employais dans l'introduction, le xvii^e siècle fut celui du grand rayonnement extérieur de la France. A la réunion des provinces intérieures, succède la réunion des provinces extérieures. Celles-ci sont des provinces frontières, où la langue du roi n'est pas celle de ses sujets.

Cette situation ne paraît nullement alors anormale, comme elle le paraîtrait de nos jours, mais elle soulève des problèmes d'administration qui s'élèvent parfois jusqu'aux confins des questions politiques.

Ainsi, les pouvoirs publics seront-ils amenés par les événements politiques, à connaître de la question des langues. C'est ce qui aura lieu pour le Béarn en 1620 (réuni depuis 1607), pour l'Alsace en 1685 (réunie depuis 1648), pour la Flandre en 1683 (réunie à partir de 1659), pour le Roussillon en 1700 (réuni depuis 1659).

Quelle fut la portée de ces interventions dans le domaine linguistique ? Telle est la question que nous devons nous poser pour le xvii^e siècle comme nous avons dû la poser pour les actes royaux du xvi^e siècle.

(1) Nous l'entendons du point de vue des résultats atteints, non de tous les événements qui occupent la scène de l'histoire de France au xvi^e siècle,

Auparavant, il est sans doute intéressant de faire sur la situation linguistique une remarque que suggère l'évolution de la politique royale au xvii^e siècle.

On pourrait en effet se demander pourquoi dès le xvii^e siècle, la monarchie ne s'est pas emparée du facteur langue pour favoriser son action à l'extérieur, pour assimiler les nouvelles provinces en profitant du rayonnement merveilleux de la langue française.

Il y a deux motifs, pensons-nous, pour prévenir l'esprit en sens contraire avant toute étude de l'action linguistique du pouvoir royal. Nous rappelons seulement le premier qui sera exposé par la suite, plus longuement. La royauté a toujours pratiqué à l'égard des provinces, au moins dans les formes, sinon toujours dans l'esprit, une politique respectueuse de leurs libertés, sauvegardant leurs particularismes et reposant sur l'opportunité et la temporisation. Il apparaît donc qu'il serait peu conforme à la ligne générale de la politique royale, de présupposer une action moins généreuse ou plus autoritaire dans le domaine des langues.

En second lieu, une politique avisée ne pouvait pas se servir du fait linguistique à l'époque qui nous intéresse de l'histoire de France, sans risquer de voir se retourner contre elle ses propres arguments. La *langue nationale* est en effet un argument à double tranchant, suivant la définition qu'on donne de la nation. Il n'eut pas été habile de s'en servir pour imposer la langue du roi au moment même où l'on rattachait des provinces qui en avaient une autre. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas la royauté d'en user dans les cas exceptionnels qui lui sont favorables. Cependant, elle se garde bien de systématiser le principe, d'en faire une règle politique.

Car c'était bien au contraire, l'heure de proclamer, si cela n'avait été alors une vérité indiscutable, que la langue ne fait pas la nationalité. Parce que, justement, il y avait dans ce principe une vérité admise, la royauté n'eut pas à se préoccuper outre mesure des langues que parlaient ses sujets.

La tolérance linguistique, telle est bien avant toute recherche le caractère qu'on peut espérer découvrir à l'attitude de la

royauté dans la question des langues. Il est conforme aux idées linguistiques du temps, de même qu'à l'intérêt et aux principes de la politique générale de la royauté dans ses rapports avec les organismes provinciaux et locaux.

SECTION III

PRÉMICES DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE FRANÇAISE

§ I. — *Aperçu de l'aspect international de la question linguistique*

Le xvi^e siècle, avons-nous montré, n'a pas eu de politique linguistique nationale à l'égard des langues provinciales parce que les circonstances historiques de l'unification française à cette époque ne la nécessitèrent pas. Pour cette raison, la notion d'unité linguistique fut pratiquement inconnue et seuls quelques théoriciens aperçurent son importance en vue de l'édification de l'unité nationale.

Au point de vue international, la langue ne devait jouer un rôle important dans la politique que le jour où le principe des nationalités serait lui-même le fondement de la politique européenne. Ce n'est donc vraiment qu'à partir du xix^e siècle que la langue est ainsi entrée dans le domaine des questions internationales.

Mais elle n'en était plus cependant à ses débuts dans la « Carrière ». On sait l'importance traditionnelle qu'on attache en cette matière aux traités de Westphalie en ce qui concerne l'usage international du français, importance exagérée ainsi que l'a démontré M. Brunot (1). Ce n'est pas davantage, d'après cet auteur, au traité de Nimègue, mais bien au traité de Rastatt que le français aurait remporté sa première victoire diploma-

(1) Brunot, *Hist. de la Langue Franç.*, t. V, p. 390 et sq.

tique *de pure forme*, mise à part la portée morale du changement de coutume. Il n'y a en effet dans cette adoption du français comme langue diplomatique provisoire, qu'une question de prestige : le débat, politique pour cela, ne fait pas de la langue un objet de fond des discussions politiques.

La langue n'intéresse encore la politique que superficiellement et ce n'est pas le côté important de la question linguistique sous son aspect international.

Celui-ci apparaît lorsque la langue sert elle-même de base à l'enjeu politique. Or, elle tient justement ce rôle dans la politique des nationalités au xix^e siècle. Il n'est pas sans intérêt de trouver un premier aperçu de l'aspect international de la question à une époque bien antérieure et qui paraît ne pas devoir même le soupçonner. Ce n'est d'ailleurs qu'un indice, mais auquel on peut reconnaître un rôle de prémice en ce sens.

Le traité de Chambord, au milieu du xvi^e siècle paraît bien en effet introduire pour la première fois dans les préoccupations politiques de la royauté française l'élément de la langue nationale. Or, ce traité est intervenu, entre Henri II et Maurice de Saxe, le 15 janvier 1552. Il fait ainsi allusion au motif linguistique, dans un sens politique assez précis :

« On trouverait aussi bon que ledit Seigneur Roi s'impatronsât le plus tôt qu'il pourroit des villes qui appartiennent d'ancienneté à l'empire *et qui ne sont de la langue germanique*, savoir de Cambrai, Toul en Lorraine, Metz et Verdun et autres semblables et qu'il les gardât comme vicaire du Saint-Empire. » (1)

Il ne faudrait du reste pas exagérer l'importance de ce texte, en ce qui concerne la reconnaissance de la langue comme élément constitutif de la nationalité, ou même comme simple signe indicatif de celle-ci. Il est plus probable que cette incidente : « *et qui ne sont de la langue germanique* », ne marque là qu'une constatation, un fait tout au plus favorable à la cession des territoires envisagés. On ne peut guère y découvrir

(1) P. Lévy, *Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine*. 2 vol. Paris, 1929. Cité t. I, p. 204.

l'usage d'un argument politique qui serait bien peu mis en valeur par la façon dont il est présenté.

Ce n'est pas *parce que* ces territoires ne sont pas de langue germanique qu'ils doivent passer sous la suzeraineté du roi de France, mais parce qu'ils ne sont pas de la langue germanique, ils y passeront plus facilement. On ne fonde pas encore des prétentions politiques nationales sur le critère linguistique comme on le fera au ^{xix}^e siècle, mais on aperçoit cependant le rôle que le facteur linguistique jouera dans la politique des nationalités.

Ce rôle de la langue dans la politique internationale transparaît seulement dans les termes du traité de Chambord. D'une manière à peine plus marquée, il se manifestera à nouveau un demi-siècle plus tard dans la politique de Henri IV, lorsque ce roi offrira son aide aux Pays-Bas contre l'Espagne. Le roi de France proposera aux Etats-Généraux des Provinces-Unies de déclarer la guerre à l'Espagne contre la cession par eux du Comté de Flandre et *des Pays de langue française* (11 février 1607).

Pas plus que dans le traité de Henri II, cependant, la langue ne sert à étayer l'argumentation diplomatique, mais c'est encore un rapprochement établi entre la souveraineté et la langue du pays qui lui est soumis.

L'offre de Henri IV ne fut pas acceptée et la langue ne servit donc qu'à définir un état de fait, à constater seulement que tel pays hors du royaume était de langue française. Pas plus qu'au moment du traité de Chambord on ne dit encore : les pays de langue française doivent être français.

Ce lien entre la langue et la nationalité, qui donne son importance internationale à la question linguistique fut long à être établi, n'étant vraiment formé qu'avec la politique des nationalités. Mais dès lors, on ne serait pas loin d'en faire une règle fondamentale du droit international.

Sans aller aussi loin, la politique de Louis XIV sut cependant invoquer l'argument linguistique comme appui de ses droits de souveraineté sur certaines provinces. En cela il dépassait le

traité de Chambord et les offres de Henri IV aux Provinces-Unies.

Pour Louis XIV, la langue donne le droit à la souveraineté (au moins dans le cas où l'argument lui est favorable) : la Franche-Comté étant de langue française, Louis XIV se sert de l'argument linguistique pour justifier sa conquête de 1668 : « Je considérais, écrit-il (1), que c'était une province grande, fertile et importante, qui par sa situation, *par sa langue* et par des droits aussi justes qu'anciens, devait faire partie de ce royaume ».

La politique étrangère de Louis XIV connut donc la question des langues sous son aspect international. Cela ne veut pas dire qu'elle lui donna une solution systématisée dans l'ensemble de sa politique, ni qu'une solution de politique linguistique internationale eut des répercussions similaires sur sa politique linguistique intérieure. Celle-ci, nous le verrons plus loin, est absolument indépendante et ne repose pas sur des principes rigides, mais sur l'expérience et l'opportunité.

Ayant ainsi effleuré le problème des langues sous son aspect international, nous ne l'envisagerons que dans la mesure où il touche au problème de la politique intérieure suivie par la royauté à l'égard des provinces françaises.

Evidemment, à l'époque du traité de Chambord, on ne pouvait déjà songer à déduire de la langue comme facteur politique, les conséquences qu'on en tirera plus tard. Il suffit cependant que ce traité ait constaté l'intérêt de la question linguistique dans le domaine politique, pour que nous puissions y voir la première manifestation de ce qu'on appellera la question linguistique internationale.

Qu'il ait préparé, ou seulement prévu cette politique, certainement non, pour les mêmes raisons que celles données antérieurement sur l'état de la question des langues au xvi^e siècle. Mais par les circonstances dans lesquelles il est intervenu, le traité de Chambord se rattache davantage à la politique lin-

(1) *Mémoires de Louis XIV*. Ed. Dreyss, II, 328.

guistique du xvii^e siècle qui naîtra dans la politique intérieure française, de circonstances semblables. C'est pourquoi il nous a paru logique d'en faire la préface de cette politique.

En effet, le traité qui abandonnait la possession des Trois Evêchés à Henri II ouvre déjà véritablement la politique française du xvii^e siècle. Les parties au traité ne sont plus des seigneurs dont les terres relevaient plus ou moins directement du roi de France comme c'était le cas lors des réunions à la fin du xv^e et au début du xvi^e siècles. Les parties au traité de Henri II avec Maurice de Saxe sont, derrière celui-ci, les princes allemands en lutte contre l'Empereur. Les terres sont des terres d'Empire.

C'est donc par cette avance de la royauté dans les Trois Evêchés, le début de la politique qui aboutira au rattachement de ces provinces, que nous avons dénommées *extérieures*, pour les raisons déjà données, sauf une, qui n'est pas valable à l'égard de Metz, de Toul et de Verdun. Ces trois territoires sont, en effet, de langue française, bien que relevant de l'Empire, et c'est justement cette constatation que consigne le traité sous une forme officielle.

La question présentait-elle donc un si grand intérêt à une époque où l'on tenait assez peu compte de la langue des sujets pour faire passer des provinces d'une souveraineté sous une autre ? Sans doute, et cet intérêt était-il au moins aussi grand pour les princes allemands que pour le roi de France. Ce dernier n'avait à redouter que les armées de Charles-Quint, alors que les princes réformés d'Allemagne étaient dans une situation semblable à celle du fer pris entre l'enclume et le marteau. Le marteau, c'était l'épée de l'Empereur contre lequel ils s'étaient révoltés, l'enclume, c'était l'armée de Henri II qui les soutenait, mais non sans leur éviter les contre-coups de cet appui.

Le traité intervint donc bien « *pro Germaniæ patriæ libertate recuperanda* », mais moyennant l'abandon par les princes confédérés des évêchés de Metz, Toul et Verdun, auxquels Cambrai devait être ajouté. Ces villes peuvent bien, à ce prix, être abandonnées par les princes allemands, puisqu'elles « ne sont de la

langue germanique », mais encore ne faudrait-il pas que le roi de France s'avisât d'arrondir le cadeau. Or, cette crainte des princes allemands aurait bien pu se réaliser.

On sait qu'après son passage à Toul et à Metz, le roi poussa ses avantages et voulut, dit-on, faire boire à ses chevaux les eaux du Rhin. Il n'eût point été fâché de faire aussi son entrée à Strasbourg. Devant la décision des Strasbourgeois de rester maîtres chez eux, Henri II dut descendre le Rhin jusqu'à Wissembourg. Mais ce sont alors ses propres alliés qui l'arrêtent. Réunis à Worms, ils dépêchent des envoyés chargés de remonter au roi de France que leur cause est compromise s'il va plus loin. Ils espéraient aboutir à un accord avec Charles-Quint. Le roi n'alla pas plus loin et ainsi finit cette première campagne du Rhin qui aurait pu décider un siècle plus tôt du sort de l'Alsace si Strasbourg avait accueilli Henri II comme le fit Metz. Quelques mois plus tard, Charles-Quint assiégeait cette ville défendue par le Duc de Guise ; mais il dut lever le siège après plus d'un mois d'attente et d'assauts, ayant perdu les deux tiers de son armée (1^{er} janvier 1553).

On peut se demander quelle eût été l'attitude du roi et celle de ses alliés, si Strasbourg avait ouvert ses portes et le roi occupé la ville. Bien certainement les princes allemands eussent protesté contre cette conquête d'une terre d'Empire qui, elle, était bien « de la langue germanique ». Alors l'article du traité de Chambord aurait-il eu peut-être toute sa signification et aurait-il servi de base de discussion entre le roi et ses alliés qui n'entendaient pas le voir « s'impatroniser le plus tôt qu'il se pourrait » des principautés du Rhin.

Quoi qu'il en soit du tour que prirent les événements, il reste que le premier aperçu de la question linguistique dans le domaine de la politique internationale est dû à ce contact de la royauté avec des provinces qui, *bien que de langue française* relevaient d'une souveraineté étrangère. Au xvii^e siècle, la situation sera renversée du point de vue linguistique, elle restera semblable cependant du point de vue politique. Le rattachement de provinces extérieures a donc une part à l'élaboration de la question linguistique.

§ II. — *La langue du roi,
langue unique de l'Administration royale.*

Ce que le traité de Chambord vient de faire apparaître dans le domaine international se retrouve un peu plus tard dans le cadre national. En effet, les trois villes réunies par Henri II étant de langue française ne devaient soulever aucun problème de politique linguistique intérieure, une fois le rattachement effectué. La question de nationalité ainsi écartée, le problème de l'attitude à adopter à l'égard des langues ne se posait pas plus que dans les anciennes provinces.

Il n'en sera pas de même lorsqu'il s'agira de régler la situation linguistique de provinces ayant une langue propre. C'est ce qui se produisit pour la première fois après la réunion du Béarn à la France.

Le rattachement de cette province fut *l'occasion* du premier acte d'une politique linguistique *française*. La royauté se prononce catégoriquement pour le français, mais comme langue *officielle*. C'est pourquoi nous ne disons pas qu'il y eut là un acte de politique linguistique *nationale*.

Comment s'explique cette attitude catégorique qui tranche avec la liberté laissée à l'usage des langues provinciales par les actes antérieurs ? Pour la comprendre, il faut, d'une part, se rappeler la situation linguistique et politique des provinces anciennement rattachées, d'autre part, il faut rechercher quelle était cette même situation en Béarn.

Si l'état linguistique et politique de la France du xvi^e siècle explique l'absence d'intervention des pouvoirs publics dans le domaine des langues, il doit présenter, en Béarn, des différences suffisantes pour justifier l'intervention de la royauté. En effet, politiquement d'abord, le Béarn uni au royaume de Navarre est resté jusqu'au xvii^e siècle, une de ces provinces vraiment extérieure au royaume de France, puisque Etat souverain. A travers les siècles, ses comtes surent sauvegarder son indépendance, même lorsqu'ils devenaient roi de France avec Henri IV. Ce n'est qu'en 1620, trente ans après l'avènement au trône de France du roi de Navarre que Louis XIII rendit l'édit

de réunion unissant le domaine propre de sa maison à la Couronne. Cette longue autonomie politique fut certainement la principale cause d'une situation linguistique qui distinguait le Béarn des autres provinces de langue d'Oc. Car si, politiquement, on peut qualifier d'extérieur le comté de Béarn, il n'en est pas de même linguistiquement.

Avec les idées admises de nos jours sur la nationalité par un certain nombre de théoriciens, on dirait que le Béarn était « français par la langue » ; français, dans le sens que ce mot avait au xvi^e siècle ; les dialectes d'Oc étant considérés comme des langages français.

Le Béarn était donc dans une situation semblable à celle des Trois Evêchés ; provinces qui regardaient vers l'extérieur politiquement, elles étaient linguistiquement tournées vers l'intérieur. A ce dernier point de vue, les conséquences de la réunion eussent donc dû être les mêmes. Cependant, le rattachement du Béarn ne soulevait pas de difficultés internationales puisqu'il appartenait au roi de France. Aussi n'était-il pas nécessaire d'alléguer des motifs de similitude linguistique pour le justifier. Mais si la réunion avait eu lieu après conquête et par traité, peut-être aurait-on pensé au traité de Chambord réunissant des terres de langue française. Un mémoire de Colbert est intéressant en ce sens qu'il établit, longtemps après, un raisonnement qui aurait pu être celui du roi de France alléguant les droits de la couronne sur le comté de Béarn et la Navarre.

Il est intitulé « Sur le différend entre la France et l'Espagne pour raison de la souveraineté de la rivière de la Bidassoa » (1). Et voici, sans entrer dans le fond du débat au sujet duquel Colbert expose des arguments contraires, celui qui nous intéresse :

« Ce pays, écrit-il, depuis la Bidassoa jusqu'à l'Uruméa, a conservé deux marques de sa première origine : l'une, que plus de cent ans après, *les actes publics se sont passés en langage gascon*, et l'autre qu'il a esté soumis à la juridiction spirituelle de l'évesque de Labour...



(1) *Lettres de Colbert*, t. VI, p. 214. Le Mémoire est de 1663.

« Par tout ce qui est dit cy-dessus, il paroist justifié que, par l'ancien droit de la couronne, la souveraineté de tout le pays qui s'estend entre Bidassoa et Uruméa appartient à la couronne de France ».

Voici donc Colbert alléguant la langue comme critère, sinon de nationalité, du droit de souveraineté, ce qui est assez proche. Or, quelle est cette langue ? Celle du roi ? Non : le gascon usité dans le pays basque français, comme l'était le béarnais en Navarre. Colbert raisonnant avec le même état d'esprit qu'un homme du xvr^e siècle, un François I^{er} ou son commentateur Rebuffe ! Chose non pas surprenante, mais qui montre Colbert, en 1663, averti d'une situation linguistique et d'un esprit qui furent bien ceux des ordonnances rendues en cette matière au xvr^e siècle alors que tous les dialectes de France étaient qualifiés de langages français.

Il nous a paru utile d'indiquer ici cette attitude de Colbert, qui n'est pas sans justifier dans une certaine mesure, l'hypothèse que nous faisons sur les conséquences qu'aurait eues une réunion du Béarn effectuée cent ans plus tôt. Mais tandis qu'après le traité et la conquête, les Trois Evêchés ne soulevèrent aucun problème de politique linguistique intérieur, parce qu'ils étaient de la langue du roi, il n'en fut pas de même après la réunion du Béarn.

Il en aurait peut-être été de même si l'événement s'était produit à l'époque de l'ordonnance de Villers-Cotterets. Alors, le Béarnais, dialecte de la langue d'Oc, eût été considéré comme un de ces « langages maternels français » dont parle l'ordonnance, et que nous venons de voir Colbert reconnaître longtemps après comme tels. Le béarnais, langue de l'Administration et du Gouvernement des Comtes, aurait été conservé sans doute après la réunion comme le furent les autres dialectes d'Oc, en concours avec le français jusqu'au milieu du xvr^e siècle. Comme ceux-ci, sans doute aussi, il aurait cédé le pas à la langue du roi sans qu'il soit besoin d'employer un autre moyen que celui de l'action naturelle du temps, grand facteur de la prépondérance du roi de France et de sa langue.

Mais au début du xvii^e siècle, la langue d'Oc était définiti-

vement éliminée comme langue officielle. Admettre qu'un petit pays comme le Béarn pouvait conserver ce rôle à sa langue, alors que le français était déjà, en fait, langue nationale par son extension dans tout le territoire, sinon par sa généralisation comme langue parlée, c'était introduire en France une nouvelle langue officielle. Tandis qu'au début du xvi^e siècle la tolérance linguistique avait pour raison d'être le maintien d'un état de fait : l'existence de langages français encore usités dans les provinces ; la tolérance du béarnais aurait au contraire créé une situation nouvelle dans la France du xvii^e siècle. La langue du roi est, à cette époque, la seule langue employée dans l'administration ; il n'y en aura pas d'autre.

Ce résultat, remarquons-le, ne fut pas atteint en Béarn d'une façon très différente de celle qui permit au français de prévaloir dans les autres provinces. Comme toujours, la royauté laissa au temps faire son œuvre d'adaptation. La mesure qui imposait le français ne fut pas brusquée immédiatement après la réunion. Elle avait été préparée d'ailleurs, bien avant, par l'évolution survenue dans l'usage de la langue administrative des souverains de Béarn, à la fin du xvi^e siècle.

Grâce à leurs relations avec la cour de France, les seigneurs de Béarn s'étaient laissé gagner par la langue du roi à tel point qu'ils s'en servaient parfois même dans des actes officiels de leur gouvernement. Vers 1580, le français, constate M. Brun, se généralise, « la langue du nord est devenue de pratique courante » (1).

Il ne faudrait pas croire, cependant, que l'évolution était suffisamment avancée pour que le béarnais pût être abandonné sans résistance lorsqu'interviendra l'acte royal. Les souverains du Béarn et de la Navarre ont pu adopter la langue française dans leur vie privée, ils ne cherchent pas à l'imposer d'une façon générale dans les affaires publiques.

La Réforme, elle aussi, a peut-être favorisé le français par l'introduction dans le pays de quelques récents du culte réformé

(1) Brun, *Introduction de la langue française en Béarn et en Roussillon*, Paris, Champion, 1923, in-8°, p. 11 et sq.

appelés par Jeanne d'Albret (1). Cependant, la reine de Navarre ayant succédé au Roi Antoine en 1552, fut plus habile dans ses « desseins pour l'avancement de la religion réformée... Elle fit venir Merlin, ministre de l'Eglise de Genève, et plusieurs autres savans personnages, la plus part de la langue gascogne et béarnaise pour prescher au peuple en son langage... Jean de la Rive, basque, fut envoyé à Saint-Palais de la Basse-Navarre, pour y prescher en langage basque, et Lissarague, ministre de la Bastide, traduisit le Nouveau Testament en cette mesme langue. » (2).

Nous voyons encore la reine, lors d'une ligue des habitants de la Basse-Navarre, envoyer des agents pour parler aux principaux chefs, et parmi ces agents « Jean d'Etchart, procureur général en Béarn, qui estoit de la nation et de la langue » (3).

Jeanne d'Albret maintenait donc l'usage du béarnais, elle favorisait même le basque pour des motifs religieux. Ce Nouveau Testament traduit en basque est en effet un des premiers écrits en cette langue qui était à peu près exclusivement parlée jusque-là. En cette occasion d'ailleurs, la question religieuse importait seule et nous verrons lors de l'édit imposant le français, les basques de Basse-Navarre réclamer le maintien de l'ancienne langue officielle : le béarnais.

Après l'influence des souverains de Béarn, après l'influence de la Réforme, au reste assez faibles l'une et l'autre, les conséquences de l'avènement du « Béarnais » au trône de France se firent sentir dans le domaine linguistique. Elles eussent été immédiates, si le roi lui-même n'avait pris soin de les reculer. Il est juste d'admettre en effet, que durant les trente années qui séparèrent l'avènement de Henri IV de l'acte imposant le français en Béarn, le temps put accomplir son œuvre d'adaptation.

En montant sur le trône en 1590, le roi de Navarre voulut

(1) Brun, *Ibid.*, p. 27.

(2) Nicolas de Bordenave, *Histoire de Béarn et de Navarre* (1517-1572). Paris, 1873, in-8°, p. 114-116.

(3) *Ibid.*, p. 141.

préserver son domaine méridional de l'absorption par la couronne de France. Il le conserva durant dix-sept ans comme Etat distinct, et ce n'est qu'en 1607 qu'il se décida à porter l'édit par lequel il assurait son union au royaume, tout en réservant les droits de sa maison. Ce n'est pourtant pas encore l'édit qui tranchera la question linguistique et réunir les domaines du roi de Navarre à la Couronne de France. Il est seulement rendu le 11 octobre 1620, à l'occasion de la création du Parlement de Pau, après l'occupation militaire de cette ville par Louis XIII.

Les termes de l'édit sont les suivants (1) :

« ...Voulons en outre et ordonnons, que les Ordonnances, Arrêts et Procédures de notre dite Cour du parlement, soient faits, expédiés en langage François ».

Le texte est impératif, sans ambiguïté, ne s'embarrasse pas de motifs inutiles, « sur l'intelligence des mots latins », ou des motifs qui paraîtraient illogiques en la circonstance « afin qu'il n'y ait cause de douter sur l'intelligence desdits arrests — afin que les témoins entendent leurs dépositions et les criminels les procès faits contre eux » (2).

Car si le texte est bien encore un acte concernant l'organisation et l'administration de la justice royale, cette fois la raison d'Etat, le motif de gouvernement : conserver une seule langue officielle, l'emporte sur le motif de clarté à donner aux actes de justice : rendre ceux-ci dans la langue des parties pour « l'intelligence desdits arrests ».

L'édit de 1620 établissait ainsi pour la première fois, expressément le français comme *langue officielle* unique. Bien que restreint au ressort du Parlement de Pau, l'acte consacrait le français, seule *langue française*, c'est-à-dire seule langue admise officiellement en France.

Si l'on ne doit pas s'étonner de ne pas rencontrer des protestations pour des actes qui n'en motivent pas (Ordonnances du

(1) Delmas, *Du Parlement de Navarre*. Bordeaux, 1898, p. 453.

(2) Termes des ordonnances du xvi^e siècle.

xvi^e siècle), il serait surprenant de n'en pas trouver pour celui-ci qui paraît bien heurter de front les usages d'une province. Il y eut donc des protestations qui furent surtout des regrets ; car la mesure imposée n'entraînait pas d'aussi grandes difficultés qu'on pourrait le croire, si l'on songe que le français quoique non usité ou très peu usité jusque-là comme langue officielle, était cependant assez répandu dans la pratique courante (1).

Aussi le greffier du Parlement de Navarre note simplement le fait : « Icy le Conseil commence à s'appeler Parlement et parler françois » (2).

L'avocat Arnaud de Bordenave proteste dans un discours, en termes mesurés : « Avant ces unions le Béarn ne connaissait d'autre langue que celle du pays... »

Il y eut donc, bien naturellement, des protestations, mais elles ne se changèrent pas en résistance. L'édit vint à son heure et ne brusqua pas l'évolution qui depuis un demi-siècle favorisait le français en Béarn. Il suffit de comparer l'attitude des Etats de Béarn quelques années auparavant pour saisir le chemin parcouru, ainsi que les raisons qui conseillèrent la modération aux protestataires.

Durant les guerres de religion, en 1569, le Béarn put craindre un moment de voir finir son indépendance. Les Etats du Béarn ayant reçu du chef de l'armée royale Antoine de Lomaigne, une sommation de faire soumission au roi, s'efforcèrent de la sauvegarder. Le syndic des Etats rédigea en leur nom des remontrances (3) qui devaient être adressées au roi de France, et qui par suite des événements ne lui furent jamais présentées. Les demandes qu'elles contiennent, montrent bien la situation particulière de ce petit pays, fier de son indépendance et de son organisation.

Les Etats protestent d'abord « qu'ils veulent vivre sous la *domination* de leur Dame naturelle et de sa postérité et sous la

(1) Brun, *Intr. du franç...*, p. 23.

(2) Brun, *Intr. du franç. en Béarn et en Roussillon (op. cit.)*, p. 32-33.

(3) Nicolas de Bordenave, *Hist. de Béarn et de Navarre (op. cit.)*. Remontrances du syndic de Béarn, p. 218 et sq.

protection de Sa Majesté, et notamment acceptent la déclaration de souveraineté du païs de Béarn, faite en vostre sommation ».

S'ils ne précisent pas, question ignorée alors dans les débats politiques, l'emploi de leur langue dans l'administration, ils réclament entre autre privilège celui-ci : « que les magistratz et administrateurs de la justice seront tous natifs du païs joinct que la justice a esté de tout tems et est encores de présent administrée en souveraineté et dernier ressort dedans les limites et bornes dudit païs ».

En 1569, les Etats de Béarn pouvaient encore se considérer comme représentants d'un Etat souverain. En donnant un roi à la France, le Béarn ne pouvait guère espérer conserver longtemps sa souveraineté malgré les mesures prises en sa faveur par Henri IV. Depuis sa mort, l'union définitive était certaine et avec elle, pouvaient disparaître les privilèges auxquels les Etats étaient si attachés. Leur rôle fut de s'employer à les sauvegarder ; mais alors la langue n'était pas considérée comme un droit ou comme une liberté.

A regret certainement, ils durent admettre, mais ils admirent sans d'autres réactions l'introduction du français comme langue officielle dans le pays de Béarn.

La résistance, si elle en fut une, vint d'ailleurs. Elle fut causée par le changement qui était au fond la réorganisation judiciaire du pays, bien plus que par des raisons linguistiques : ce qui prouve que la langue reste bien encore au second plan des questions politiques.

Nous avons déjà signalé que la langue de l'administration en Basse-Navarre, province basque, était le béarnais. C'était donc celle de la Chancellerie de Saint-Palay. Or, l'édit de 1620, en créant le Parlement de Pau, unissait à son propre ressort celui de la Chancellerie de Saint-Palay (Basse-Navarre), et le Pays de Soule (province basque détachée du ressort du parlement de Bordeaux).

Par cette extension du ressort du Parlement de Pau, il est remarquable que l'édit royal ne faisait que réaliser un des

vœux formulés en 1569 par les Etats de Béarn dans leurs remontrances (1) au roi de France.

Le Béarn étant alors, avons-nous vu, en grand danger de perdre son indépendance, les Parlements de Toulouse et de Bordeaux étaient entrés en compétition pour obtenir la « souveraine juridiction du païs de Béarn ». D'où nouvelles remontrances des Etats au roi « pour faire entendre à Sa Majesté que par droit et raison, aux habitants dudit païs de Béarn, la justice leur doit estre administrée en souveraineté et dernier ressort dans ledit païs... » Fort adroitement même, ils renvoient la pierre aux Parlements de Toulouse et de Bordeaux :

« Il seroit meilleur pour le service de Votre Majesté, bien et soulagement de vostre peuple, de leur retrancher plus tôt quelques provinces de leurs ressorts, que non de leur en y adjouster de nouvelles ». Et les Etats conseillent de laisser le Parlement et Cour souveraine de Béarn à Pau, *en y ajoutant* la souveraineté de la justice en matière civile et criminelle des pays de Soule, Basse-Navarre, Labourd, Armagnac, Bigorre.

Jusqu'à quel point ils tiennent à leur justice, les Etats vont le faire dire par leur syndic dans ces mêmes remontrances: « les Estats du païs de Béarn ont expressément commandé à moy, leur sindic, de vous déclarer par ceste remonstrance et causes d'opposition que le plus grand grief qui leur pourroit estre fait, après la sublation du service de Dieu, est de leur oster la souveraineté de la justice du païs et qu'ils aiment plus tôt mourir tous avec leurs femmes et enfans que de consentir qu'en cela leurs fors, loix, libertez et coustumes soient violées ».

Après cela on serait tenté de dire : qu'importe la langue à ces bons Béarnais ! la justice, leur justice d'abord et ils seront amis du roi... surtout s'il veut bien rogner quelques petits morceaux aux ressorts des Parlements voisins pour les adjoindre à leur Conseil de Pau dont le ressort est assez peu étendu. Ce sont leurs souhaits de 1560. Nous voici en 1620 ; enfin à cette date, leurs vœux se réalisent.

N'y a-t-il pas là une certaine compensation en dignité et en

(1) N. de Bordenave, *Hist. de Béarn (op. cit.)*, p. 229.

honneur, à la disparition du béarnais des registres du Conseil qui maintenant pourra s'appeler Parlement ?

Ainsi n'y avait-il pas lieu pour les Béarnais de regretter totalement l'ancien état de choses. D'autant moins que si on était sûr de ce que le nouveau Parlement gagnait en influence, on pouvait espérer perdre assez peu parce que dans la pratique une atténuation de la règle imposée par l'édit royal, pour l'emploi de la langue, était possible. Le français au Parlement, ce n'était pas nécessairement le français dans toute l'administration.

Un tel raisonnement pouvait être exact théoriquement ; il négligeait cependant le facteur temps, favorisant partout l'introduction du français dès qu'il travaillait de pair avec le roi de France, comme cela avait eu lieu dans les autres provinces méridionales après leur rattachement au domaine royal.

Quoi qu'il en advint des conséquences de fait d'une telle mesure, il n'en est pas moins vrai que l'application du principe fut très large. Le français devient la langue du Parlement : c'est vrai ; mais ailleurs le béarnais résiste et longtemps encore on l'emploie concurremment avec le français dans les affaires administratives (1). Jusqu'à la Révolution, écrit M. Brun, « le béarnais persiste dans les registres de communes de campagne ».

En bref, le Parlement de Pau n'aurait pas eu de bonnes raisons pour se plaindre de l'édit royal.

Il n'en était pas de même pour la Chancellerie de Saint-Palay que l'édit réunissait au nouveau Parlement. La résistance viendra de ces Basques bas-navarrais dont la protestation est bien curieuse, si l'on considère que tout en attaquant la Cour de Pau *ils défendent l'usage du béarnais*.

Les Etats de la Basse-Navarre protestent par un arrêt du 3 novembre 1620 contre l'union des justices et envoient une députation à Louis XIII. Cet arrêt rédigé en une langue mi-française, mi-béarnaise indique bien la place qu'occupait alors le béarnais au Pays basque (2) :

(1) Brun, *Intr. du Fr. en Béarn (op. cit.)*, p. 33, n. 64, et p. 39.

(2) Delmas, *Du Parlement de Navarre (op. cit.)*, p. 449.

« Lo ters jour deu mees de novembre, mil sieys cens vingt, en la ville de Saint-Palay et fents l'Eglise de Saint-Paul ouon son assemblats las gens dens tres Estats, convocats à la diligency deu sindicq deu Reyaulme, sus la proposition per luy feyte, comme despuixs auguns jours en ça Sa Majesté auré, per son esdict, bailhat à Pau, non sollamen unit sa couronne de Navarre ab acquere de France, mes bien plus la chancellerie deu present Reyaulme sedente en la dicte ville de Saint-Palay ab lo Conseil de Pau ; là ond los seignors de la dicte chancellerie seren mandats de se transporter per se joigner ab los seignors deu conseil deu dict Pau, et far doresnavant, deu tout, ung Parlamen... Las dictes gens, après haber bien considerat l'importance de l'affaire, an creat et nommat per los desputats... »

La Chancellerie de Saint-Palay par un « Arrêt de partage » alléga plusieurs motifs contre cette union des justices : 1° « Pau était trop éloigné pour les Navarrais ; 2° par l'Edict « ils estoit porté qu'on ne plaideroit à Pau qu'en françois » ; 3° les protestants étaient trop nombreux par rapport aux catholiques ; 4° il y avait antipathie entre Béarnais et bas-Navarrais ; 5° il aurait fallu unir le Béarn à la Navarre et non la Navarre au Béarn (1).

Est-ce que dans ces griefs, le motif linguistique occupe une place importante ? — Loin de là. Malgré l'argumentation très serrée sur la langue basque de Du-Hau, avocat général de Basse-Navarre, répondant à ces motifs devant le Conseil du roi, le fond du débat ne porte pas sur la langue imposée au Parlement de Pau. Toute la question pour les Basques bas-navarrais c'est de savoir s'ils conserveront leur justice chez eux et à eux. Leur protestation est faite dans le même esprit que celle des Béarnais du Conseil de Paul en 1569, assurant le roi « que le plus grand grief que leur pourroit estre fait, après la sublation du service de Dieu, est de leur oster la souveraineté de la justice du païs ». Pour conserver leur justice, tous les motifs

(1) Brunot, *Hist. de la Lang. Franç.*, t. V, p. 90,

sont utilisés, même « l'antipathie entre béarnais et bas-navarrais ».

Aussi l'argumentation de Du-Hau (1), d'après laquelle il semblerait que les bas-navarrais réclament l'usage de la langue basque, porte-t-elle à faux. Le second grief de l'arrêt de partage : « par l'édict il estoit porté qu'on ne plaideroit à Pau qu'en françois », bien loin de défendre véritablement l'usage du basque (jamais employé comme le reconnaît Du-Hau) est un argument en faveur du béarnais, seule langue écrite jusqu'alors à la Chancellerie de Saint-Palay. Ce à quoi Du-Hau répond justement : ne soyez pas plus difficiles que les béarnais ; la réforme n'atteint pas la langue béarnaise dans le pays, mais seulement au Parlement : c'est bien peu et les béarnais eux-mêmes ne s'en plaignent pas. « Or l'Edict ne leur oste pas, ains leur laisse l'usage de la mesme langue Béarnoize dans leur pays, et ès Cours et Iuridictions inférieures ; et partant nul changement et nul sujet de plainte de ce costé là. Que si le roi a voulu que les Navarrois plaidassent en François audit Parlement, aussi les Béarnois qui auparavant plaidoient *en leur langue*, sont obligez par le mesme Edict d'user de la François, et si ne s'en plaignent pas, puisque c'est la langue de leur Roy ».

Mais alors, si ce n'est pas la langue basque qui suscite les protestations des Bas-Navarrais, on doit admettre que les Basques, pas plus que les Béarnais, n'avaient de sérieux motifs de se plaindre du changement apporté à l'usage de la langue administrative.

En ce qui concerne l'organisation du nouveau Parlement,

(1) « Il faut remarquer que la langue Basque ne se peut escrire qu'avec très-grande difficulté : et de fait, il n'y a point de langue dont on voye moins de livres que de celle-là. Mesmes la difficulté de l'escrire est telle, que tous les pays de ceste langue, qui sont trois : A sçavoir, celuy de Soulle, celuy de Labourt et celuy de la basse-Navarre, ont esté contraints d'emprunter une langue estrangère pour escrire leurs contracts et leurs actes de justice : Ceux du pays de Soulle et de Labourt se servent de la Langue François : Et quant à ceux de la basse Navarre, ce n'est pas de la langue Basque qu'ils usent en leurs escritures, ains tous leurs contracts, procédures, plaidoyers, et mesmes les arrests de la Justice se font en langue Bearnoise, sauf qu'en quelques Parroisses et Iuridictions subalternes plus proches de la frontière, on escrit en langue Espagnole, mais jamais en langue Basque... » (*Mercure françois*, année 1620, t. VI, p. 361, 362. Cit. in *Hist. de la L. Fr.* de Brunot, t. V, p. 91.)

les Béarnais avaient bien au contraire tout lieu de se réjouir, tandis qu'en cela les plaintes des Bas-Navarraïis étaient mieux fondées. Aussi l'allusion à l'usage de la langue administrative en Béarn est-elle assez peu importante dans l'édit. La langue du pays n'est pas touchée, celle des juridictions inférieures non plus.

La mesure introduisant officiellement le français en Béarn pouvait-elle être plus modérée ? Non sans doute, et l'on voit bien là, l'action lente mais sage du pouvoir royal. Après que le temps a eu sa large part dans l'évolution que la royauté déclanche indirectement par son action politique, le fait du prince n'intervient que dans la juste mesure où il le faut pour favoriser ou consacrer l'évolution, sans jamais la précipiter.

L'homme est ainsi, qu'il ne plie généralement pas devant la force. S'il est vrai que toute politique est un art nécessitant beaucoup de souplesse et de ménagements, cela est encore bien plus vrai lorsque cette politique a pour objet une coutume, une habitude, un esprit très particulariste chez des hommes qui lui sont fortement attachés. C'est pourquoi il est si délicat de toucher à la langue d'une population.

Le premier contact de la royauté avec ce problème aurait pu être un heurt. L'histoire montre qu'il n'y en eut pas ; par ce premier acte de consécration du français comme langue officielle unique, la royauté inaugurerait en même temps une sage politique de temporisation et de libéralisme intelligent envers les langues des provinces. Sans rien sacrifier de la prépondérance de la langue du roi, elle n'avancerait que lentement vers l'unification linguistique, sachant imposer ce qui pouvait l'être, sachant tolérer ce qui pouvait être toléré.

En ce domaine plus qu'en tout autre « il faut laisser du temps au temps ». Ce commencement d'unification linguistique ne concernait que la langue administrative de la juridiction supérieure. La politique qu'il annonce, politique qui procède par degrés, sera maintenue lorsque le cas se présentera dans les autres provinces de langue étrangère.

CHAPITRE II

LA QUESTION LINGUISTIQUE EN FRANCE DANS LE CADRE DU XVII^e SIÈCLE ET LA POLITIQUE LIBÉRALE DE LA ROYAUTÉ

SECTION I

LA FRANCE DU XVII^e SIÈCLE ET LE LIBÉRALISME DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DE LA ROYAUTÉ

On est certes peu habitué à voir ces mots rapprochés les uns des autres « politique libérale et Royauté ». Mais on sera sans doute encore bien plus surpris de ce voisinage à la période que nous ouvrons par ce chapitre : la France de Louis XIV, époque de la monarchie absolue et autoritaire.

Il n'y a rien cependant d'excessif, ni d'invraisemblable, dans ce rapprochement, quand il s'agit de la politique royale à l'égard des langues. Son libéralisme en cette matière n'est pas l'effet du hasard ou de l'indifférence, mais bien celui d'une politique réaliste voulue après mûre réflexion, par sagesse politique : c'est ce qui apparaîtra mieux à la fin de cette étude. Mais parce que l'emploi du terme libéralisme à propos de la politique du Grand Roi pourrait soulever immédiatement la question préalable, il est indispensable de situer cette politique libérale dans le cadre de la politique royale au XVII^e siècle.

Ce cadre est celui de la Monarchie absolue. Il paraît peu adapté au libéralisme. Bien que le principe du fondement de l'autorité de l'Etat (qui est alors l'autorité même du Roi), soit très au-dessus d'une question de politique pratique, devons-nous aussi le rappeler, avec les tempéraments qu'il comporte.

On a écrit (1) à propos des questions soulevées en Alsace que *l'état du droit de la royauté française* est indispensable à connaître dans cette province, pour expliquer la politique qu'y suivit le pouvoir royal. Trop souvent même, si on le connaît, on n'en tient pas compte dans le raisonnement historique. Alors que si on en tient compte « on comprend une foule de faits qui seraient inconcevables dans nos Etats modernes ». Cet état du droit de la royauté est indispensable à connaître, non seulement en un point du royaume, mais en tant que base de l'état monarchique en France, pour comprendre la politique linguistique de la royauté.

La monarchie de droit divin conférait le pouvoir absolu à celui qui en était le détenteur : absolu, c'est-à-dire qui s'étend à tout et sur tous ; la plénitude du pouvoir, y compris ses responsabilités. Ce pouvoir n'est ni illimité, ni arbitraire. Or, il n'y a de véritable limite à l'exercice du pouvoir, quel qu'en soit l'origine, que par l'acceptation d'abord, la crainte ensuite, des responsabilités qu'il entraîne. Tout le monde sait qu'à l'égard de l'homme d'Etat, monarque ou ministre, la responsabilité civile ou pénale concernant ses actes politiques n'existe pas, sauf dans des cas extrêmement rares. Reste donc la responsabilité morale (celle qu'on appelle parfois d'un terme moins précis, la responsabilité politique) : le pouvoir absolu connaissait, aussi bien qu'aujourd'hui peut-être, cette sorte de responsabilité qui réside dans la force morale de la conscience individuelle. Si quelquefois il l'a méconnue, le roi très-Chrétien savait cependant reconnaître sa nécessité et son efficacité. Les droits du roi sur ses sujets étaient des devoirs à l'égard de Dieu.

Avec une telle conception de la souveraineté reconnue avec sincérité, il resterait déjà peu de place pour en faire un exercice arbitraire. Cependant, des règles positives l'enfermaient encore dans de plus étroites limites : lois fondamentales du royaume, chartes et franchises municipales, traités provinciaux

(1) A. Petit, « Comment l'Alsace est devenue française », in *Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} mai 1915, p. 9 et 10.

lors d'une réunion d'une province à la couronne, enfin traités avec les souverains étrangers. Par tous ces actes, le roi acceptait des limitations à sa souveraineté soit par un engagement moral (né du serment), soit par un engagement positif (sanction intrinsèque : nullité de l'acte ; sanctions extrinsèques : pénalité, sujets déliés de la fidélité, etc.).

Si nous rappelons ainsi sur quels fondements reposait l'édifice monarchique, c'est qu'il est indispensable de les avoir présents à l'esprit lorsqu'on veut chercher l'explication d'une institution ou d'un acte politique de la Royauté. En particulier, la notion de l'Etat découle alors de cette conception religieuse du pouvoir royal. Celle-ci domine l'évolution politique de la monarchie. On pourrait dire qu'elle est l'Etat suivant le mot prêté à Louis XIV : l'Etat c'est moi. Or, ce moi est un souverain de droit divin, et puisque le sujet suit la religion du souverain (*Cujus regio ejus religio*), toute l'organisation de l'Etat a pour pivot la religion.

La notion de l'Etat au ^{xvii}e siècle, l'importance de la question religieuse à cette même époque, sont, avec les réunions de nouvelles provinces, les éléments de base qu'il est indispensable de connaître, pour comprendre la question linguistique à l'époque de la monarchie.

Nous connaissons la situation des provinces récemment réunies en étudiant leurs rapports avec la royauté. Son attitude à leur égard traduira en actes la conception de l'Etat au ^{xvii}e siècle. Nous insisterons surtout sur les rapports existant entre la question linguistique et la question religieuse dans la politique royale.

SECTION II

LES PROVINCES NOUVELLES ET L'ÉTAT « MODERNE » DES DEUX DERNIERS SIÈCLES DE LA MONARCHIE

La réunion du Béarn au domaine royal marque un tournant décisif dans l'histoire des langues provinciales en France : avant pas de question linguistique dans la politique française ; après,

la question posée est résolue aussitôt dans le sens de la politique générale de la royauté. Jusqu'à la Révolution, quelles que soient les provinces nouvellement rattachées au royaume, d'une part, des textes impératifs imposeront formellement le français comme langue officielle, tandis que, d'autre part, la plus grande circonspection sera apportée dans leur application.

On a vu dans cette double politique, l'une théorique, l'autre pratique, une indifférence excessive, une méconnaissance de la question, si ce n'est même un manque de vues politiques, une incompréhension du rôle que devrait jouer la langue au service de l'unité nationale pour franciser les populations des nouvelles provinces.

L'étude des faits fera apparaître l'inexactitude d'un tel jugement qui ne tient compte, ni de l'évolution de l'histoire, ni de l'évolution des idées. Il repose sur un principe admis à priori comme dogme d'une certitude intangible : le principe actuel de la nationalité conçu dans son sens le plus outré.

Cependant, ce n'est pas ainsi qu'on doit aborder un problème dont les termes confinent aux données si imprécises du domaine philosophique et sociologique. Si le grand Homme était le seul facteur de l'histoire, on aurait quelques raisons d'isoler ses actes et ses idées en les confrontant aux nôtres. Mais il n'est pas le seul et pour grande que soit sa personnalité, elle vit et agit dans le milieu des faits et des idées qui constituent « son temps ». Dès lors, il en faut tenir compte pour porter un jugement sur des actes « incompréhensibles » à l'homme moderne, merveilles de logique et de sagesse peut-être, lorsqu'on les replace en « leur temps ».

« Le temps » de Louis XIV, c'est d'abord l'état territorial du royaume.

La carte politique de la France est loin d'être à l'époque des grands intendants du règne de Louis XIV le damier politique que sut regrouper Louis XI, et que François I^{er} commença de fixer difficilement par sa lutte contre Charles-Quint et par l'éclat de sa Cour de Fontainebleau. De ces deux événements, le premier est la manifestation d'une conscience nationale forte,

le second marque le degré de prestige qui fait vraiment du roi de Paris un roi de France.

Cependant, l'unité territoriale, élément matériel, était alors moins avancée que l'unité morale du pays. Le dix-septième siècle verra s'achever l'une et se réaliser l'autre. Déjà avec Louis XIII, les grands seigneurs sont des sujets obéissants qui ne pourront même pas s'émanciper après sa mort au moment de la Fronde, en profitant d'une minorité. Avec Louis XIV, ils seront des serviteurs soumis et leurs Seigneuries, autrefois gage de leur indépendance, deviendront des terres d'exil. Les intendants du roi seront maîtres chez eux, et ils seront, eux, esclaves du roi.

Qu'un jour, un traité donne une province nouvelle à la Couronne, et l'on aperçoit combien le caractère d'une telle réunion peut avoir de différence avec une réunion opérée sous Louis XI ou François I^{er}. Celle-ci réunissait réellement des Seigneuries, des provinces, pour former le damier du domaine royal ; celle-là unit une province à d'autres qui sont des Généralités soumises à des intendants royaux tout puissants. Sous François I^{er} encore, pour unir, il suffisait presque de rapprocher les morceaux ; aux temps de Richelieu et de Louis XIV pour unir il faudrait, si l'on peut dire, les fondre avec ce qui n'est déjà plus un « domaine » même royal, mais un « Etat ».

Ainsi se pose, nous semble-t-il, au xvii^e siècle la question de l'unité politique de la France. On conçoit dès lors qu'elle soit moins aisée à résoudre qu'à la période précédente, qu'elle réclame surtout plus d'habileté et comme conséquence qu'elle entraîne des solutions moins larges, plus spéciales, qu'elle soit donc plus complexe.

Le problème n'est plus d'unir, de sceller deux blocs, deux territoires ; mais d'assimiler deux matières, deux substances, et ces substances sont les populations d'une province d'un côté, de la France de l'autre. Le problème politique est donc à cette période une question d'assimilation. De quelle façon y répondra le gouvernement de la France monarchique ?

En posant la question linguistique suscitée par la politique du xvii^e siècle, nous ne pouvons pas ne pas poser en même

temps celle-ci, plus large et plus compréhensive. En effet, l'achèvement de l'unité territoriale de la France devait amener, assez logiquement, en dernier lieu, le rattachement des provinces extérieures, ou frontières. Celles-ci, parce que frontières, sont restées durant des siècles en rapport avec deux groupements nationaux n'arrivant pas, d'ailleurs en partie pour cette raison, à réaliser elles-mêmes des nationalités propres dans la grande majorité des cas. Pour les unes, parce que les éléments de civilisation étaient inférieurs, ou peu différenciés ; pour les autres parce qu'un territoire très restreint ne pouvait leur permettre d'assurer leur indépendance. Ainsi les provinces frontières furent nécessairement tiraillées et déchirées parfois, entre deux groupements nationaux plus puissants que le leur, parce que la communauté de langue, les relations économiques, politiques ou religieuses, les sentiments ou les intérêts divisaient leurs tendances et mêlaient leurs goûts : peuples de civilisation mixte, pays de transition dont le rôle est de servir d'intermédiaire entre les deux civilisations qu'ils unissent.

Si cela est encore vrai, dans une certaine mesure, à une époque où les nations s'enferment cependant dans de véritables murs de Chine économiques et culturels, c'était indiscutable durant les siècles antérieurs à la Révolution. « Les frontières entre les peuples, dit M. Lavissee, sont à présent raides et abruptes, autrefois elles étaient molles. » C'est là sans doute un des caractères distinctifs de l'Etat moderne post-révolutionnaire, comparé à l'Etat moderne tel que le forgea un cardinal de Richelieu. Aujourd'hui comme au temps du grand Cardinal, les frontières linguistiques sont « molles », elles sont des zones assez larges, non des lignes étroites ; mais les frontières politiques sont « raides et abruptes » alors qu'elles étaient molles, elles aussi, autrefois. La force et les conventions ont bien pu fixer des limites à la souveraineté politique, elles n'ont pas pu en fixer à l'empire de la langue.

L'Etat du ^{xvii}e siècle se distingue donc de l'Etat actuel par ce fait que la perméabilité linguistique des frontières se doublait d'une perméabilité politique : l'Alsace nous donnera un exemple caractéristique de cette situation.

Les frontières linguistiques, dont la délimitation échappe en grande partie à l'action de la puissance publique, constitue un état de fait dont l'importance n'a pas échappé aux hommes d'Etat du xvii^e siècle ; mais l'attitude libérale qui fut la leur a trop souvent été qualifiée de négligence pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister sur cette compréhension qu'ils ont eue du problème, lorsqu'on invoquera leurs interventions.

Les frontières politiques soumises, elles, directement à l'action de la Puissance publique, présentaient un double aspect. En les considérant comme un état de droit résultant de la co-existence de deux souverainetés sur un même territoire (ou du partage de la souveraineté entre deux souverains, telle qu'elle pouvait être alors démembrée), elles recouvraient des provinces entières ; pour ces *régions-frontières* notre notion actuelle de frontière ne convient guère.

Cependant, en considérant les frontières politiques, non plus juridiquement, mais géographiquement, elles constituent un état de fait, une *démarcation* de territoires sur lesquels s'étend à quelque titre et à quelque degré que ce soit, l'emprise de souverainetés différentes. Suivant cet aspect physique de la frontière, alors le territoire soumis à la souveraineté du roi de France est morcelé, déchiqueté, de telle sorte qu'à la complexité de la situation juridique, s'ajoute encore *la complexité d'une configuration géographique* qu'explique seulement l'inexistence du principe des frontières naturelles dans la politique du temps.

Il est bien évident qu'un tel état de fait ne peut être stable. Ou il sera modifié par l'action politique agissant au profit de la nation prépondérante, ou il évoluera sous l'action lente des facteurs culturels, dont la langue est un des principaux. Par exemple, la possession des Trois Evêchés, durant un siècle par le roi de France, devait entraîner une de ces deux conséquences, ou les deux à la fois, pour l'ensemble de la Lorraine. On ne peut dans ce cas typique, écarter l'importance de l'état de fait, que créaient les nouvelles frontières du royaume autour des trois territoires lorrains. Et quand Louis XIV, après leur avoir ajouté Thionville en 1659, aura occupé toute la Lorraine de 1678 à 1697, il pourra à cette date la rendre à ses ducs, parce

qu'il aura alors suffisamment aidé l'œuvre des forces naturelles que constituent le voisinage et l'encerclement géographiques : il rend à ce moment ce qu'on ne pourrait plus enlever que très difficilement.

Là, apparaît bien que le travail du politique est moins « œuvre », création que « manœuvre », utilisation habile des situations, les moins bonnes mêmes qu'il sait adapter à ses vues.

*
**

Ayant reconnu sur quelle sorte de régions-frontières la royauté doit porter son effort au ^{xvii}e et au ^{xviii}e siècles pour incorporer les nouvelles provinces au domaine de la Couronne, il est non moins important pour la question linguistique de se représenter en présence de quelle sorte d'Etat se trouveront les provinces réunies.

Par le seul emploi de ce terme « Etat », on marque déjà le passage d'une époque à une autre. Le « Royaume » était au siècle précédent le « domaine de la Couronne ». La souveraineté du roi était encore marquée de son caractère de patrimonialité privée qui fut celui du domaine royal. Au ^{xvii}e siècle, le roi ne gère plus les affaires de son domaine, il administre les affaires de l'Etat. Le caractère privé du domaine royal s'efface, la notion d'un droit public supérieur, appartenant au roi parce que représentant l'Etat, apparaît.

En politique comme en littérature, comme en art, comme en philosophie, le siècle de la raison et du classicisme, universel donc impersonnel, succède au siècle du sentiment et de l'individualisme. Le sentiment national perd sa spontanéité et sa chaleur (Henri IV l'a personnifié à la fin du siècle) pour se muer en un sens national plus raisonné qui se traduit dans la recherche de la puissance de l'Etat par son organisation.

L'Etat moderne est fait alors, peut-être moins de tous les rouages qui composent les machines compliquées de nos Etats actuels, que de la notion théorique même qu'ils mettent en œuvre. Les Finances, la Marine, la Guerre, le Commerce ont

leurs hommes « nouveaux » ; la Diplomatie surtout a ses « hommes d'Etat » ; avant les Colbert et les Louvois, les Richelieu et les Mazarins. Pour ceux-ci, la raison d'Etat se substitue aux vieux principes de gestion et d'administration du domaine tels qu'un Sully pouvait encore les concevoir. « Le dix-septième siècle, a-t-on écrit, se discipline et s'ordonne par rapport à une idée supérieure et collective » (1). Cette idée est celle que Richelieu et ses successeurs mettront en œuvre dans la politique française.

La notion d'Etat vient donc compléter et fortifier l'existence d'un sentiment national antérieur. On comprend que le principe d'unité en reçoive un accroissement de forces et qu'en face de l'Etat d'un Richelieu ou d'un Colbert, les provinces soient plutôt entraînées dans le sens de l'assimilation que de la « réunion ». Mais dans cette force attractive de l'Etat, dans cette centralisation, il y a des degrés : nous verrons jusqu'où elle agit pour la langue.

A cet égard l'Etat moderne du ^{xx}e siècle peut se servir de deux leviers puissants qu'ignorait l'Etat moderne du ^{xvii}e siècle : la caserne et l'école. Le service obligatoire est une nécessité récente ; quant à l'école, elle n'avait aucun caractère officiel, ce qui enlevait toute possibilité d'intervention efficace à l'action des pouvoirs publics. Aussi la question de l'enseignement ne relève-t-elle pas d'une étude sur l'action de la royauté à l'égard des langues provinciales : l'école était libre et quelques interventions du pouvoir (à moins d'imposer l'école d'Etat) ne pouvaient avoir de répercussion sur la langue parlée dans le pays, encore moins sur la langue des actes publics.

On a critiqué cette attitude de la puissance publique qui ne sut pas, dit-on, utiliser l'école dans un but de francisation. « On veut moins franciser que catholiciser, écrit M. Brunot (2)... Pour cet objet là, en Alsace, comme partout, on agit, on travaille, on dépense. On pousse, s'il le faut, jusqu'à l'école obligatoire.

(1) R. Pinon, « Histoire de la Nation française » (*Hist. Diplomatique*, p. 170).

(2) Brunot, *Hist. de la Lang. Franç.*, t. V, p. 114.

Mais si les intérêts de la religion ne sont point en jeu, on laisse les choses aller et l'ignorance durer. Dans les provinces nouvellement réunies ainsi que dans les autres, l'école, prolongement de l'église, est un instrument au service de la religion, qu'elle enseigne. Personne, autour de 1690, ne songe à l'employer au service de l'Etat. Elle doit servir à former des consciences catholiques, non des esprits français, dont on ne se souciait point. Il suffisait qu'on put compter sur de fidèles sujets. Peu importe que Jean Bart ne parlât que flamand, pourvu qu'il fut Jean Bart... »

Voici une opinion qui ne s'accorde pas très bien avec une autre du même auteur sur certaines « lois tyranniques » (1). Car interdire l'enseignement d'une langue pour en imposer une autre n'est pas en effet la bonne méthode pour faire de l'école un instrument au service de l'Etat. Il se peut que l'école fut au *xvii^e* siècle un instrument au service de la religion. Mais on ne voit pas bien l'opposition qu'on a voulu établir entre la formation de consciences catholiques et celle d'esprits français. Nous pourrions prétendre qu'au moins il n'est pas plus dangereux de faire servir l'école à former des consciences catholiques, que de la faire servir à miner le patriotisme, et que, peut-être, la première méthode s'écarterait encore moins de l'esprit français que la seconde. Mais ce serait ne pas tenir compte de l'heureux exemple qui nous est cité : Jean Bart. Il apporte la preuve contraire de ce qu'il devrait démontrer : c'était un « fidèle sujet », donc soumis au roi, c'est-à-dire à l'Etat. Mais cela paraît-il ne suffit pas. On souhaiterait pouvoir s'en contenter aujourd'hui. Jean Bart ne parlait que flamand ! Certainement il ne ferait pas à présent un quartier-maître. Mais on est bien forcé de constater cependant que de parler flamand n'empêcha pas Jean Bart d'être ce qu'il fut : sa langue maternelle ne diminua en rien sa valeur et son courage de marin français.

Retenons donc que l'école ne fut pas au *xvii^e* siècle un instrument au service de l'Etat ; qu'en négligeant de former des

(1) *Infra*, p. 148.

csprits français, on pouvait se contenter alors de former des Jean Bart ; enfin que l'école, sans être au service de l'Etat, pouvait former des consciences, ce qui n'est peut-être pas indifférent au bien de l'Etat.

Seulement, parce que l'école publique au sens moderne du mot, c'est-à-dire créée et dirigée par l'Etat n'existait pas, échappant ainsi aux à-coups de la politique, M. Brunot a pu écrire en 1916, au sujet de l'Alsace et avec une certaine satisfaction : « la politique royale échappa par là (son indifférence en matière linguistique) aux reproches qu'on peut faire à d'autres régimes, soi-disant plus libéraux. Elle n'imposa aucune de ces lois tyranniques tels que le ^{xix}^e et le ^{xx}^e siècles en ont vu édicter, instruments odieux d'oppression, qui prétendent prévaloir sur des habitudes séculaires et les détruire par la violence. »

*
**

Ni service obligatoire, ni écoles officielles, quels moyens restaient-ils à la royauté pour intervenir énergiquement dans ce domaine des langues peu propre à l'action politique ? Le pouvoir royal aurait pu user de son alliance avec l'Eglise pour que l'enseignement du culte et même l'enseignement profane se fissent en français. Dans ce cas, il y aurait eu certainement de fortes oppositions à l'obligation d'employer uniquement le français : l'enseignement religieux en aurait souffert. Nous verrons d'ailleurs que lorsqu'il y eut intervention en ce sens, celle-ci fut généralement favorable à la langue parlée par le peuple, plutôt qu'à la langue du roi, parce que ainsi le voulait l'intérêt de la religion.

Mais ce n'est pas en s'appuyant sur l'Eglise que la royauté chercha à faire du français la langue des Français. Elle prit le chemin le plus long, mais le moins accidenté ; le plus lent, mais le moins dangereux : en introduisant le français dans l'administration de toutes les provinces du royaume elle prépa-

(1) Brunot, « La langue française en Alsace après l'annexion à la France ». (In *Revue de Paris*, 1^{er} juin 1916, p. 585 et 613.)

rait l'unité linguistique sans l'imposer aux populations. Et même dans ce domaine où le français devait être roi, la raison d'Etat, la Politique du royaume l'emporta souvent en pratique sur la politique linguistique.

C'est par son administration que la royauté fit s'attacher à la France les provinces qui achevaient son unité territoriale. C'est par son administration aussi que le français devait y pénétrer. Mais il faut insister sur ce fait que le second point est incontestablement dominé par le premier. A notre époque on veut absolument que l'un soit inséparable de l'autre. Peut-être a-t-on raison à condition de ne pas confondre l'utile et le nécessaire.

La politique du ^{xvii}e et du ^{xviii}e siècles a su faire céder ce qui n'était qu'une question de forme à la priorité du fond que l'on peut exprimer ainsi : faire accepter le rattachement des dernières provinces françaises à la grande famille française que constituaient déjà les anciennes provinces ; gagner le consentement des populations par les bienfaits et l'utilité qu'elles retiennent de l'administration royale. Sur le reste, on pouvait être large : on estimait avec raison que l'unité d'une nation, fait moral, peut se réaliser parfaitement sans que les éléments matériels qui la favorisent en la concrétisant, soient tous réunis. La langue est un de ceux-ci : utile mais non nécessaire, il était juste de négliger l'objet secondaire pour l'objet principal qui était de favoriser l'attachement des populations à l'union française.

De cette préoccupation de hiérarchie dans les buts poursuivis par la politique royale, l'histoire des provinces que nous étudions fournit des preuves à chaque page. Dans une brève formule on a exprimé comment fut traduite pratiquement cette règle de sagesse politique : « A l'Etat l'autorité, aux provinces des libertés » (1). Nous prendrons le commentaire de ce principe politique chez un des artisans des grandes ordonnances de Louis XIV : l'avocat Auzanet, qui écrit à un de ses amis sur la réformation de la justice : « On a plusieurs fois proposé d'établir une loy, un poids et une mesure qui fust commune pour

(1) Ch. Benoist, *Les lois de la politique française et le gouvernement de l'Alsace sous Louis XIV*, p. 19. Plon, 1929, in-8.

toute la France, ce qui ne seroit pas difficile à exécuter pour les poids et mesures ; mais de croire que l'on puisse faire une loy générale pour tous les pays de coutumes et de droit écrit, il ne faut point espérer d'y parvenir ; car, outre que plusieurs provinces se sont données à la France *à la charge et condition de les maintenir dans l'usage de leurs lois et coutumes* auxquels traités on ne doit point donner d'atteinte, les habitants de chaque bailliage, sénéchaussée et gouvernement sont persuadés que les lois et usages sous lesquels ils ont vécu jusqu'à présent sont meilleurs que les autres ».

Parce que c'est un avocat qui écrit, qu'on ne croie pas que c'est là de la politique en chambre. Elle est déjà réaliste par les réflexions qu'elle suscite : s'imaginer qu'on fait mieux que le voisin est assez conforme à la nature humaine. Mais avec Colbert, mieux encore, nous voyons cette politique en acte. Il écrit en 1663, à son frère intendant d'Alsace (2) :

« Il seroit avantageux de sçavoir de quelle manière la Lorraine estoit administrée sous ses ducs ; ce que c'est que l'ancienne chevalerie, les assises qu'elle avoit droit de tenir, en quoi consistoient ses anciens privilèges ; quelle juridiction avoit le Conseil de Nancy, le Parlement de Saint-Michel, les Chambres des Comptes de Nancy et de Bar, et si ces compagnies estoient formées sur le modèle de celles du royaume ; quelles estoient les principales charges de l'Estat et quelles estoient leurs fonctions...

« Il sera aussy, à mon sens, à propos, que vous expliquiez de quelle manière la ville de Metz et le pays messin estoient régis lorsqu'il jouissoit des libertés des villes impériales ; ce que c'estoit que les seigneurs de Metz, leurs fonctions et leurs prérogatives ; celles du maistre échevin, et comme tous ces degrés de juridiction ont esté abolis peu à peu depuis que nos rois possèdent les Trois Evêchés... »

« Les mêmes observations que vous ferez pour la Lorraine et les Trois-Evêchés, vous les ferez aussy pour l'Alsace, en ajoutant ou diminuant ce qui est particulier à cette province ».

(1) *Lettres de Colbert*, t. VI, p. 396.

(2) *Lettres de Colbert*, t. IV, p. 11.

Les renseignements demandés ne sont pas destinés à être oubliés dans des cartons. Dans un Mémoire (1) de 1701, nous lisons qu' « il est à propos » de maintenir les habitants dans leurs privilèges... « l'ordonnance civile de 1667, ny la criminelle de 1670 ne sont point observées à Strasbourg... L'on ne croit pas cependant qu'il convint, quant à présent, de rien changer à cet usage, surtout jusqu'à ce que la langue françoise soit plus familière dans la ville de Strasbourg... »

Si l'on passe en Lorraine, on voit qu'il en fut de même. « La Lorraine, est-il écrit dans une lettre (2) adressée à l'archevêque de Sens, est gouvernée par des lois faites pour elle, que le traité de Vienne, un édit donné à Meudon par le roi Stanislas en 1737, un autre édit de Louis XV publié en 1776, ont solennellement confirmés. Elle a ses tribunaux, ses magistrats... elle est soumise à une ordonnance civile et criminelle qui est un des beaux monuments de la sagesse, justement célébrée du duc Léopold. On n'est sujet ici, ni à l'ordonnance de 1667, ni à celle de 1670, ni à aucune autre de celles qui ont été publiées dans le royaume jusqu'à l'union des deux duchés à la Couronne. On n'y connaît ni les bureaux de finance, ni les élections, ni les greniers à sel... »

Enfin la Flandre (3), aussi bien que le Roussillon, conserve ses coutumes, ses institutions : « c'est par la liberté, a-t-on pu écrire, que les rois gagnaient le loyalisme de leurs nouveaux sujets et préparaient de fidèles générations dévouées au service de la France ».

Mais, à donner ainsi des libertés, l'Etat ne risquait-il pas d'abandonner son autorité ? A cette crainte, toute l'histoire des deux derniers siècles de la monarchie peut répondre. Le souverain absolu que fut Louis XIV était assez jaloux de son autorité pour qu'on puisse supposer qu'il ne l'aurait pas limitée s'il n'y avait eu de justes motifs de gouvernement à cela dans l'inté-

(1) « Mémoire de l'Intendant Le Pelletier de la Houssaye » (in *Revue d'Alsace*, année 1898, p. 35-37).

(2) Ch. Berlet. *Les Provinces au XVIII^e siècle*, p. 12. Lettre adressée à M. l'Archevêque de Sens, par la Commission intermédiaire de l'Assemblée de Lorraine et de Bar, le 12 mai 1788.

(3) Ch. Berlet, *Id.*, p. 14.

rêt national. C'est donc bien l'Etat autoritaire que nous montre l'histoire de ces deux siècles; c'est beaucoup moins l'Etat unitaire et lorsqu'on le qualifie ainsi, ce n'est que par opposition avec les Etats européens moins avancés dans leur unité. L'unité de la France n'est apparente qu'en tant que fait moral : elle repose sur l'autorité du roi et l'assentiment des peuples qu'elle rassemble.

Mais justement parce que cette autorité est forte, elle peut être lâche pour le plus grand bien des intérêts régionaux, dont l'Etat a la sauvegarde, pour le plus grand avantage de la France vers laquelle les provinces sont attirées par les libertés qu'elle leur garantit.

*
**

Un des principaux éléments de la politique royale après Richelieu, doit être particulièrement rapproché de celui qui fait l'objet de cette étude. La politique linguistique de la royauté ne peut pas être comprise en effet, si on ne la laisse pas dans le cadre de la politique générale ; elle ne peut pas l'être surtout, si on la sépare de la question religieuse.

C'est que durant la période monarchique de notre histoire, la religion, fondement de la morale et assises de l'ordre politique et social, occupait logiquement la première place. L'historien de l'Alsace, R. Reuss n'a pas manqué de le faire ressortir dans son « Histoire de l'Alsace au xvii^e siècle » (1). Il montre dans sa préface la place importante qu'occupe à cette époque la question religieuse :

« On s'étonnerait bien à tort, écrit-il, de voir la question religieuse occuper une place relativement large, dans l'exposé de la situation politique, intellectuelle et morale de l'Alsace d'alors. On s'expose en effet à ne rien comprendre à l'histoire de cette province, — ni en général à celle du xvii^e siècle tout entier, dans les contrées où n'existe plus l'unité de la foi, — si l'on ne tient

(1) Rod. Reuss, *L'Alsace au xvii^e siècle*. Paris, 1897, 2 vol. in-8. Préface, p. vii.

pas grand compte de la situation religieuse. C'est là seulement qu'on peut trouver la clef d'une foule de faits et de phénomènes, qui pour l'observateur superficiel semblent absolument étrangers à cette sphère et ne s'expliquent en aucune manière. Nier son importance capitale, par ignorance ou parti-pris, c'est donc se rendre volontairement incapable de comprendre et de juger les hommes et les choses de ce temps. Si ce sont les principes de 1789 ou l'idée de nationalité qui donnent à nous, enfants du xx^e siècle, l'explication de nos luttes contemporaines, si l'on peut affirmer que pour les hommes du xx^e siècle la question sociale primera les problèmes politiques, la question religieuse, qu'elle aboutisse à l'autorité absolue de l'Eglise, ou à la liberté des consciences, dominait de haut toutes les autres, il y a deux cent cinquante ans ; tout le reste est d'ordre secondaire aux yeux des contemporains. »

Ce que Reuss écrit de la question religieuse en Alsace est aussi vrai pour le reste de la France. Toute la politique de Louis XIV serait renversée et ses résultats bien différents, s'il n'y avait pas eu cette lutte perpétuelle contre les protestants, dont la révocation de l'édit de Nantes marque le point culminant (1). Non seulement la politique intérieure se trouve prise dans les difficultés que soulève la question, mais la politique extérieure elle-même en est dominée.

La politique d'alliance avec les princes protestants d'Allemagne qui nous valut sous Henri II les Trois Evêchés, était devenue avec Richelieu un système de garantie des libertés germaniques, qui en même temps garantissait les nôtres. Il semble qu'en ce cas les préoccupations religieuses passaient au second plan. Sans doute à première vue peut-on l'admettre, mais les répercussions religieuses découlaient de l'alliance même. Du plan de la politique étrangère la question religieuse passait à celui de la politique intérieure comme nous le verrons en Alsace. La question se retrouve même dans les traités (2), particulièrement dans ceux de Westphalie où la règle :

(1) Sur les conséquences de la révocation, voir : Lévy, *Hist. linguist. d'Als. et de Lor.*, t. I, p. 318-319.

(2) Reuss, *L'Alsace au xvii^e siècle*, t. I, p. 41 à 45 et 263 (Traité de Ryswick).

« *Cujus regio ejus religio* » est valable aussi bien pour la religion du roi Très Chrétien que pour celle des princes réformés d'Allemagne.

A l'intérieur, le problème religieux présente un aspect général en ce qui concerne l'usage des langues provinciales, et un aspect particulier en ce qui concerne le culte réformé.

Dans l'ensemble de la France, on peut dire que la question religieuse sous son aspect général l'emporte sur la question linguistique. L'intérêt de la religion veut que celle-ci soit enseignée à tous ; on se servira donc de la langue parlée par le peuple : langue d'Oc dans les provinces méridionales, breton en Bretagne, flamand dans les Flandres... Mais dans ces provinces l'emploi du français reste possible.

En Alsace la question revêt un caractère particulier du fait qu'une grande partie de la population pratique la religion réformée. Aussi pour éviter la *contagion* aux français immigrés des autres provinces, on ira jusqu'à *interdire l'usage du français*, imposant ainsi l'allemand dans les écrits et les sermons religieux. Situation paradoxale quand on sait que l'administration royale a voulu introduire le français en Alsace et que l'importance de la question linguistique ne lui a pas échappé. Là encore la prééminence de la question religieuse détermine la politique linguistique, comme l'étude de la situation en Alsace le montrera.

Cette attitude de la royauté en Alsace pourrait bien être qualifiée d'indifférence sinon d'incompréhension. Il faudrait pour cela que le même motif religieux ait dicté l'attitude du pouvoir royal dans les autres provinces où se posait la question linguistique ; il faudrait aussi que ce motif fût le seul en Alsace. Or, la conduite adoptée à l'égard des langues provinciales par la royauté absolue, n'est pas celle d'une politique ignorante de la question. D'autres mobiles sont intervenus pour lui conseiller une méthode libérale servant mieux les intérêts de la France ; ceux qui incitent à réaliser l'unité d'un pays par l'acquiescement de tous ses membres, non par des lois tyranniques qu'on leur impose.

Mais ce libéralisme taxé d'indifférence et de manque de sens politique nous oblige à montrer qu'il fut voulu : à partir du xvii^e siècle il y a vraiment une politique linguistique faite en connaissance de cause par les hommes d'Etat de la Royauté. Cette politique linguistique tient compte des nécessités politiques. Elle est conforme à la Politique royale. Rigide quant aux principes qu'elle pose, elle est souple dans leur application.

SECTION III

CONSTANCE DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DE LA ROYAUTÉ DANS LE BUT POURSUIVI AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES : L'UNITÉ DE LANGUE ADMINISTRATIVE. LA QUESTION DE LA LANGUE NATIONALE

On s'accorde à reconnaître que le véritable homme d'Etat est rare. C'est qu'il doit avoir une personnalité forte ayant deux caractères rarement équilibrés chez le même homme. Théoricien, riche d'idées reçues ou conçues, il doit construire avec son cerveau. Praticien, homme d'action, avisé, énergique et décidé, il doit réaliser de ses propres mains ce qu'il a résolu : il travaille sur le réel. Homme d'idées, il conçoit dans l'abs-trait le mieux idéal ; homme d'action, il réalise le mieux possible, en tenant compte des circonstances, des incidents ou des accidents. Et souvent, sinon toujours, le mieux possible, œuvre des mains travaillant à même la matière humaine sera supérieur au mieux idéal qui l'ignore trop (1).

Ainsi l'homme d'Etat pourra penser une politique plus parfaite, mais il en réalisera une plus sage.

Ce double caractère, théorique et pratique, est celui de toute politique réaliste. On le retrouve dans les faits qui constituent la politique linguistique de la royauté. Si l'on considère les éléments qui en forment la base théorique, les textes légaux, les actes émanant de la puissance publique, consciente des nécessités de l'Etat dont elle entend sauvegarder et exiger tous les

(1) « En législation comme en morale, le bien est toujours le mieux. »
(Maxime de Rivarol.)

droits dans l'intérêt de la nation, alors cette politique nous paraît rude, arbitraire ; envisagée seule, on pourrait dire tyrannique et maladroite. Que l'on regarde dans l'histoire la suite donnée aux textes, la manière de les appliquer, les conséquences pratiques qu'on en tire, non les déductions théoriques qui semblent en résulter, alors cette même politique nous paraîtra peut-être faible ou hésitante, si elle procède par brusque changement, mais souple, intelligente et habile si elle est marquée du signe qualitatif : la continuité.

En faisant cette distinction entre la règle et son application, avant d'exposer les faits eux-mêmes, on donne ainsi la clef qui permettra de comprendre : d'une part, les inconséquences apparentes, parfois aussi les réelles déficiences de la politique des langues provinciales en France, sous la royauté ; d'autre part, la nécessité de cette politique et ses heureuses conséquences pour l'achèvement de l'unité française.

Depuis la réunion du Béarn et l'édit qui pour la première fois imposa la langue française comme seule langue officielle en l'introduisant au Parlement de Pau, on constate qu'après chaque réunion d'une province de langue étrangère, un acte a suivi à plus ou moins longue échéance imposant la même obligation. Comment s'explique le maintien d'une telle règle, que la monarchie, à la veille de disparaître, appliquera encore dans le même esprit à la Corse, en 1768 ?

Par les mêmes raisons exactement pour lesquelles elle est apparue à propos du Béarn et suivant le principe de causalité : dans des circonstances semblables, les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Ces causes, dont l'absence au xvi^e siècle nous a permis de remettre à sa place modeste l'ordonnance de Villers-Cotterets, existent aux xvii^e et xviii^e siècles. Cause politique et linguistique d'abord : état territorial de la France comprenant à cette période des provinces où le français n'a que peu ou pas pénétré, ce qui n'était pas le cas des anciennes provinces ; les nouvelles provinces étant au contraire linguistiquement rattachées à un état étranger.

Cause historique ensuite : le xvi^e siècle ignore la relation qu'on établira plus tard entre la langue et la nationalité. Le xvii^e siècle sans en faire une loi de politique nationale, reconnaît son importance.

Cause pratique enfin : l'interdiction des langues provinciales au xvii^e siècle ayant pour but d'assurer l'unité de la langue administrative dans tout le royaume, comme l'interdiction du latin avait celui d'assurer une « bonne justice » une bonne administration.

Pour ces raisons qui pourraient se résumer dans le fait de la naissance au début du xvii^e siècle, de l'Etat à forme moderne, s'ouvrant à des conceptions nouvelles : soumission de l'individu à l'intérêt de l'Etat, unité administrative, sentiment national s'opposant de plus en plus aux autres « nations » et d'où sort leur différenciation ; pour toutes ces raisons contenues dans la notion nouvelle de l'Etat, la question linguistique devait se poser pendant les événements politiques du xvii^e siècle, alors qu'elle ne le pouvait pas au siècle précédent. On pourrait dire qu'au xvi^e siècle, la question est latente, parce que les événements qui auraient pu permettre son éclosion ne se produisent pas. Le xvii^e siècle, par suite de l'évolution des faits historiques, l'exprimera, mais ce qui montre bien le caractère général de ce nouvel élément dans la politique royale, c'est qu'elle est suscitée aussi par l'évolution des idées. Les deux ordres de causes sont nécessaires : la question linguistique est ainsi le produit des circonstances survenues dans un milieu d'idées favorables à son éclosion.

La preuve en est que le problème linguistique est soulevé non seulement par suite des circonstances (rattachement d'une nouvelle province par exemple) mais en dehors de faits nouveaux, à propos de ce qu'on peut appeler la politique générale des réformes entreprises par le pouvoir royal. L'ordonnance criminelle de 1670 est significative à cet égard. L'article 11 du titre XIV édicte :

« Si l'accusé n'entend pas la langue française, l'interprète ordinaire, ou, s'il n'y en a point, celui qui sera nommé d'office par le juge, après avoir prêté serment, expliquera à l'accusé les

interrogatoires qui lui seront faits par le juge, et au juge les réponses de l'accusé, et sera le tout écrit en langue françoise, signé par le juge, l'interprète et l'accusé, sinon mention sera faite de son refus de signer » (1).

Voici un texte qui paraît bien ne pas viser spécialement les langues provinciales. On trouve cependant dans le procès-verbal des réunions préparatoires, un commentaire qui ne laisse aucun doute.

L'article 11 sous sa première rédaction était ainsi conçu : « Si l'accusé est *étranger* et n'entend pas la langue françoise... » ; le procès-verbal de la discussion explique (2) :

« Après la lecture de l'article, M. le Président a dit, que l'Article ne comprend que les Etrangers, que cependant il y a des François d'une Province du Royaume qui n'entendent pas le langage d'une autre. Que par exemple, un Bas-Breton n'entendra pas le François tel qu'on le parle à Paris; qu'il semble nécessaire de l'expliquer. Que l'on pourroit demander aussi sur ce sujet, si un étranger qui n'entendrait point la Langue Françoise pouvoit être interroger en Latin : qu'il en avoit vu un exemple en la personne d'un Allemand, que défunt Monsieur le Président de Bailleul interrogea en Langue Latine.

« M. Pussort a dit, que pour comprendre dans l'article les sujets du roi, aussi bien que les Etrangers, l'on pourroit mettre ces mots : « Si l'accusé n'entend pas la Langue Françoise », au lieu de ceux : s'il est Etranger. Et qu'à l'égard de la Langue Latine, il ne croyait pas que l'on dut en user dans les interrogatoires non plus que dans les autres actes : l'Ordonnance de 1539 ayant défendu de rédiger aucun acte dans cette langue, parce qu'il n'y a que celle du prince, dont on se puisse servir en Justice ».

M. Pussort demande ainsi une modification à la rédaction « *pour comprendre dans l'article les sujets du roi*, aussi bien que les étrangers ». C'est donc que l'on connaît la difficulté et elle est résolue dans un sens favorable au français, seule lan-

(1) Isambert, *Anc. Lois Franc.*, t. XVIII, p. 399.

(2) Bornier, *Procès-verbal des Conférences tenues par ordre du Roi pour l'examen des articles de l'Ordonnance civile du mois d'avril 1667 et de l'Ordonnance criminelle du mois d'avril 1670*. Paris, 1740, t. II, p. 169.

gue officielle admise. Mais il faut le dire « *il semble nécessaire de l'expliquer* », alors « qu'à l'égard de la langue latine » cela n'est pas nécessaire puisqu'on a l'ordonnance de Villers-Cotterets. Si celle-ci avait interdit les langues provinciales, comme elle interdisait le latin, la distinction de Pussort serait inutile.

Désormais, le sentiment des hommes de la royauté est bien établi. L'exemple donné occasionnellement par l'ordonnance de Louis XIII deviendra une règle *idéale* qu'on s'efforcera de réaliser : « parce qu'il n'y a que (la langue) du Prince, dont on se puisse servir en Justice ». Ce n'est pas sans doute le principe : une nation, une langue ; c'est bien celui : un roi, une langue ; les sujets doivent employer la langue du souverain dans la vie publique et les actes officiels. Au surplus, il faut bien remarquer que cette volonté d'unifier la langue ne se confond pas avec celle de faire servir la langue à des fins d'assimilation. Le principe que l'on veut réaliser, c'est l'unité de langue administrative, ce qui veut dire : pour les besoins, dans l'intérêt de l'administration. Le but n'est pas d'assimiler par la langue les populations de langue étrangère : l'assimilation se fait par d'autres moyens, comme nous l'avons rappelé. Mais par contre, il est naturel que l'on constate l'utilité indirecte qu'aura l'unification linguistique pour favoriser cette assimilation.

Trois raisons nous semblent justifier cette constatation : les textes qui introduisent le français dans les nouvelles provinces concernent seulement l'administration et plus précisément celle de la justice. Si l'on voulait faire servir la langue à l'assimilation de la population, la mesure serait assez peu efficace seule ; il faudrait l'étendre, la généraliser, par l'enseignement obligatoire du français.

En second lieu, les circonstances dans lesquelles sont intervenus ces actes expliquent encore cette politique. Elles seront exposées à propos de chaque politique suivie dans les différentes provinces.

La troisième raison de n'accepter que comme conséquence indirecte l'utilité pour l'assimilation des provinces, de l'unification linguistique, nous est donnée par la pratique de la jurisprudence administrative. On verra que les actes introduisant le

français n'ont été appliqués qu'avec circonspection : la politique linguistique, de portée administrative, cède le pas au but Politique suivant : ne pas susciter de difficultés à la lente intégration des nouvelles provinces dans l'unité française. Au contraire, lorsque le but linguistique, unité de langue administrative, ne risque pas de soulever de difficultés politiques, on le poursuit sans hésitation. Nous avons un exemple de cette intransigeance assez rare en cette matière, par le cas rapporté dans une lettre du Chancelier de Pontchartrain (1).

Il s'agit de l'application de l'article 11 de l'ordonnance de 1670 (2), « au cas même où le juge entend et parle la langue de l'accusé ».

« ...Si l'ordonnance avait voulu, écrit le chancelier, que dans ce cas, le juge ne fust pas obligé de prendre un interprète, on n'auroit pas manqué de l'exprimer. Et la raison pour laquelle on ne l'a pas fait, est que le juge ne peut exercer en mesme temps deux fonctions de ministère de justice aussy différentes que celles de juge et d'interprète. pour laquelle il faut un serment particulier, qui doit estre presté devant le juge ; si le juge faisoit la fonction d'interprète, entre les mains de qui presteroit-il ce serment ? Il ne pourroit pas se le prester à lui-mesme ; il faudroit donc appeler un autre juge pour le recevoir. Ces raisons et plusieurs autres que l'on pourroit raporter establissent la nécessité d'un interprète dans le cas mesme que vous me proposés. Ainsy, quoyque dans ce cas tous les officiers du siège d'Ustarits qui instruisent le procès aux accusés entendent et parlent le basque, qui est la langue de cet accusé, quoyque le greffier l'entende et le parle aussy, ces officiers sont mal fondés à demander d'estre dispensés de prendre un interprète.

« Le Sindic du pays de Labourt n'est pas mieux fondé à demander la mesme chose, non seulement dans le cas dont il s'agit, mais dans tous les autres cas pareils, sous prétexte d'épargner les frais d'un interprète. Il conviendrait, à la vérité, de les épargner s'ils estoient inutiles ; mais on ne le peut dès qu'ils

(1) Depping, *Correspondance Administrative sous le règne de Louis XIV*, t. II, p. 300. « Lettre du Chancelier de Pontchartrain à du Vigier, procureur général du Parlement de Bordeaux » (27 novembre 1712).

(2) *Supra*, p. 158.

sont inévitables, et que l'on est obligé de s'en tenir scrupuleusement à la lettre de l'ordonnance.

« Les arrests que vous dites que le Parlement a rendu à ce sujet sont dans les règles, et ils sont conformes à ce que j'ay veu toujours pratiquer en cas pareil au Parlement de Bretagne, pendant que j'estois premier président de cette compagnie » (1).

Dans ce cas, aucun doute n'est possible : le maintien de la langue française n'a pas pour but de favoriser l'unité nationale. La province basque de Labourd est rattachée depuis la fin de la guerre de Cent Ans ; le français qui a succédé au gascon est la seule langue écrite du pays. La demande du siège d'Ustarits et du syndic de Labourd n'a pour objet que de simplifier la procédure. Peu importe. Pour « ces raisons et plusieurs autres », dit le Chancelier, la langue française doit être seule employée officiellement : le juge ignore *administrativement* l'idiome basque : il doit se servir de l'interprète. C'est ce qui s'appelle appliquer un texte « à la lettre » ! Mais dans ce cas la lettre et l'esprit coïncident, car la stricte obligation imposée par l'ordonnance et que rappelle Pontchartrain est conforme à l'idée exprimée par Pussort : « Il n'y a que la langue du Prince dont on se puisse servir en justice ».

Du pays basque, où cette lettre du Chancelier nous montre comment l'ordonnance de 1670 était appliquée en 1712, passons en Alsace pour juger de l'application du même texte, vers la même époque, dans cette province. Le mémoire de l'intendant Le Pelletier de la Houssaye rédigé en 1701 nous renseigne à ce sujet : « L'ordonnance civile de 1667, ny la criminelle de 1670 ne sont point observées à Strasbourg... L'on ne croit pas cependant qu'il convint, quant à présent, de *rien changer à cet usage*, surtout jusqu'à ce que la langue française soit plus familière dans la ville de Strasbourg, toutes les procédures, délibérations et jugements du Magistrat s'expédiant en allemand ».

(1) Depping, *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, t. II, p. 300. Lettre du Chancelier de Pontchartrain à Du Vigier, procureur général du Parlement de Bordeaux (27 novembre 1712).

Le contraste entre ces deux situations est frappant : dans le Labourd, application la plus stricte de l'ordonnance ; en Alsace, l'intendant lui-même recommande sa non application. Au pays Basque, la mesure n'a que le caractère d'un acte administratif ; en Alsace, où la politique royale ne veut pas brusquer l'évolution, la mesure conseillée a le caractère d'un acte politique : la langue du roi et de l'Etat cède le pas aux intérêts du royaume, nous dirions de la nation.

Ainsi que le remarque M. Brunot (1) avec Reuss, « le nouveau gouvernement tenait avant tout à rendre la justice économique, prompte et claire pour les justiciables. Ce fut une des raisons de son succès en Alsace. Il le sentait sans doute et n'allait pas tout compromettre pour une exigence de forme ». C'était là en effet le seul moyen vraiment efficace de réaliser l'assimilation de la province ; à côté de celui-ci, celui de l'unification linguistique venait au second plan. Il n'était d'ailleurs pas ignoré. Et dédaigné pour cela. Les textes ne manquent pas qui prouvent au contraire ce qu'on « conteste souvent, que les hommes de l'Ancien Régime distinguaient déjà l'importance politique du problème linguistique » (2).

Les actes officiels introduisant le français dans les écrits de l'administration judiciaire en Alsace, en Flandre, en Roussillon, en Lorraine, en Corse enfin, bien que de caractère administratif, ont un intérêt national que ne manquent pas de souligner les contemporains et les agents royaux chargés de surveiller leur application.

Nous reproduisons d'abord les textes que cite en ce sens M. Lévy dans son « Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine ».

C'est d'abord un mémoire de Peloux, secrétaire de l'intendant d'Alsace Feydeau de Brou, rédigé en 1735. Il constate que l'édit de 1685 n'est pas appliqué, et reconnaît que « Ce serait pourtant ce qu'on pourrait faire de mieux que d'obliger les habitants de ce pays à parler la langue de leur souverain, et,

(1) Brunot, *Hist. de la L. F.*, t. V, p. 101, et Reuss, *L'Alsace au XVII^e siècle*, t. I, p. 336.

(2) Lévy, *Hist. ling. d'Als. et de Lorr. (op. cit.)*, t. I, p. 348-349.

pour cet effet, il conviendrait de renouveler l'arrêt... et ne point faire, comme il a été d'usage, traduire en allemand, à côté du français, les édits, déclarations, arrêts et ordonnances que l'on fait publier, comme aussi d'ordonner que les maîtres d'école dans chaque communauté ne seraient point reçus à l'avenir qu'ils ne sussent la langue française, avec injonction à eux de l'enseigner à leurs écoliers. Rien n'est certainement plus capable d'entretenir l'union et la belle intelligence entre les peuples et l'affection pour la personne de leur souverain que de les faire parler la même langue. En se détachant de l'allemand pour s'appliquer au français, ils se déferaient plus aisément des préventions et de l'éloignement qu'ils ont pour la nation française ; car, quoique ce peuple paraisse très attaché à son souverain, on sait que la plupart des habitants de l'Alsace ont encore l'aigle gravé dans le cœur et ne se défont qu'avec peine des idées d'indépendance et faux préjugés que la naissance semble leur donner. »

Voici une opinion qui n'est pas loin d'identifier la langue et la nationalité ; elle montre au moins, une compréhension très large de l'importance que peut avoir la langue pour favoriser l'éclosion d'une communauté de sentiments.

Un exposé de l'intendant, baron d'Angervilliers, dans ses Mémoires, abonde dans le même sens : « Il n'est pas douteux, écrit-il, que l'usage de la langue française ne soit fort important pour accoutumer les alsaciens à nos mœurs, à nos sentiments et à nos principes, pour les incorporer totalement à la France, et s'ils en paroissent encore éloignés, on ne le doit interpréter principalement qu'à la condescendance qu'on a eu de laisser prédominer l'usage de la langue allemande. »

Enfin, M. Lévy rapporte la même idée, trouvée sous la plume du Chancelier Chaumont de la Galaizière, dans l'édit de 1748 (pour la Lorraine), et, sous celle de Gérard, dernier préteur royal à Strasbourg.

Bien antérieures à ces textes, on peut citer les lettres patentes (1) de 1665 « qui confirment la fondation du Collège

(1) Isambert. *Anc. Lois Franc.*, t. XVIII, p. 55.

Mazarin ». Sans préciser l'influence de la langue, elles manifestent cependant l'importance qu'on attachait à la question culturelle dans l'ensemble des problèmes que soulève l'assimilation de nouveaux sujets :

« Rien n'a davantage signalé son zèle pour la France que le dessein qu'il a formé pour l'établissement d'un Collège pour l'éducation des jeunes gentilshommes nés dans les pays nouvellement soumis à notre obéissance.

« ... Il paraîtra toujours bien plus facile de nous conquérir des provinces par la force de nos armes, et de nous acquérir de nouveaux sujets, que d'engager les cœurs et de les rendre véritablement François : c'est cependant ce que s'est heureusement proposé de faire notredit cousin le cardinal Mazarini, par l'établissement dudit Collège dans lequel faisant donner aux jeunes gentilshommes, issus des pays réunis à notre couronne, une éducation françoise, et leur inspirant insensiblement la douceur de notre domination, il effacera dans les cœurs, par la reconnoissance d'un traitement si favorable, tous les sentiments d'une affection étrangère, et y gravera profondément, par une noble institution, les caractères d'un amour sincère et fidèle pour notre personne et pour notre Etat. »

Les lettres donnent ensuite le but du Collège : fondé « pour y instruire gratuitement aux exercices de corps et d'esprit convenables à la noblesse, les jeunes gentilshommes qui auroient pris naissance à Pignerolles, son territoire et vallée y jointes aux provinces d'Alsace et pays d'Allemagne qui y sont contigus, en Flandre, Artois, Hainaut, Luxembourg, Roussillon, Conflans, et en Sardaigne, en ce qui nous appartient en tous lesdits pays, et ce qui en est demeuré sous notre obéissance par le traité de Munster du 24 octobre 1648 et par celui de la paix générale, conclue en l'île des Faisans le 7 novembre 1659. »

Ajoutons que par lettre patente du 30 mars 1781, la fondation Mazarin fut aussi étendue aux Corses.

Ce n'est pas seulement, ni même principalement, l'enseignement du français que visent ces lettres-patentes, c'est surtout la formation d'un « esprit français » ; on dirait aujourd'hui d'un esprit national. Par là encore se reconnaît la méthode de

francisation qu'a voulu employer la royauté : « inspirer insensiblement la douceur de notre domination », non pas tant par l'instruction que par une « *éducation* française ».

Que l'importance politique de l'unité linguistique n'ait pu échapper aux artisans de la France de Louis XIV c'est ce que montre bien encore un autre mémoire sur l'Alsace rédigé à l'époque critique, peu après la réunion, en 1667. Il est du duc de Mazarin-La Meilleraye, gouverneur de l'Alsace de 1667 à 1686.

La pièce 2 des *Mélanges sur l'Alsace* (1) dans laquelle il se trouve, est intitulé : « Tableau des avantages et inconvénients que l'on rencontre en la province d'Alsace et des remèdes à y apporter, 1667. » Plusieurs paragraphes divisent ce tableau et le premier n'a pas été démenti depuis : « Le païs est le plus beau du monde et le meilleur... »

Mais voici ceux qui intéressent notre sujet :

<i>Avantages</i>	<i>Inconvénients</i>	<i>Remèdes</i>
§ 9) Il y a quantité d'enfants qui dans une douzaine d'années feront de nouvelles colonies dans tout le païs, et remettront au-delà de son ancienne splendeur.	Ils n'apprennent point la <i>langue</i> , si bien qu'au lieu de <i>nation</i> française on verra de véritables allemands de cœur, comme de langage qui leur donne une grande aliénation pour le souverain et ses sujets.	Leur ordonner dans les villes et dans les mairies d'avoir des maîtres de langue française pour leurs enfants, et leur faire quelque grâce sur la contribution ordinaire en cette considération.
§ 16) Il y a quantité de beaux couvents et maisons religieuses.	Il n'y a aucuns Français, mais tous Suisses et Bourguignons.	En faire parler au Pape par Monsieur l'Ambassadeur, après quoy les chapitres ne feront nulle difficulté d'unir l'Alsace aux provinces de France, ce qu'y sera d'un effet admirable sur l'esprit des peuples pour leur maître, aussy bien que pour la nation.

(1) Cit. in « Les lois de la polit. franç. et le gouvernement de l'Alsace sous Louis XIV, d'après un document inédit », Ch. Benoît. Plon, 1929, in-8, p. 37 et sq. (*Mélanges sur l'Als.* au Rec. de la Bibl. de l'Institut : 33 pièces énumérées).

Dans une autre pièce des *Mélanges* (pièce 21) intitulée : « Mémoire sur les affaires ecclésiastiques de l'Alsace », on trouve un complément des inconvénients du paragraphe 16 du tableau précédent :

« ...L'on a trouvé dans la discussion des affaires du païs qu'il arrivait un grand inconvénient de ce que le Collège d'Ensisheim n'était pas dans l'estat auquel il doit estre, car plusieurs personnes dont on a besoing se sont trouvées estre allées dans les terres de la Maison d'Autriche, ce qui leur donne ensuite un grand éloignement ou aversion *pour la langue et nation française* ; c'est pourquoy il semble qu'il n'y a pas de temps à perdre à mettre cet ouvrage dans sa perfection. »

Deux fois, sous la plume de ce gouverneur de l'Alsace à propos de l'enseignement et à propos de questions religieuses, les mots langue et nation se trouvent rapprochés. Un mémoire sur l'Alsace de 1667, qui soulève ainsi le problème linguistique avec toute sa portée politique et nationale, peut être véritablement considéré comme établissant *la position de la question* pour les ministres qui auront à la résoudre.

Après la lecture de ces textes, il semble difficile d'admettre l'opinion même atténuée de M. Brunot (1), écrivant bien, sans doute, que « ce serait peut-être une erreur [de croire] qu'aucun homme d'Etat n'aperçut l'intérêt » qu'il y avait à généraliser l'emploi du français, mais ajoutant : « Assurément, la plupart d'entre eux ne voyaient dans le langage qu'un fait sans importance politique ni économique, donc indigne de leurs préoccupations. Il en est un pourtant, le plus grand, qui fait exception. Colbert semble avoir compris que la langue pouvait servir, sinon à l'unification du royaume, du moins à l'assimilation des nouveaux sujets. »

Il nous semble, au contraire, que la question linguistique fut posée, même avec l'aspect politique qu'elle peut revêtir de nos jours. Seulement la réponse de la politique royale ne fut pas celle de la politique moderne ; et, parce que la solution

(1) Brunot, *Hist. de la Lang. Franç.*, t. V, p. 104.

donnée à la question ne fut pas celle que nous lui donnerions suivant notre idée moderne sur la nationalité, on en est dérouté.

Aussi, Colbert ne nous apparaît-il pas comme une exception. Bien mieux, aucun écrit de lui ne nous reste qui soit aussi net que ceux cités précédemment sur la matière. Le plus probant est encore son mémoire « sur le différend entre la France et l'Espagne pour raison de la souveraineté de la rivière de Bidassoa ». Encore dans ce cas argumente-t-il au sujet d'une langue qui n'est pas le français, mais le gascon, et dans un esprit à l'égard des langues provinciales, qui fut exactement celui des commentaires de Rebuffe. Quoi qu'il en soit, il se sert au moins dans ce cas de la langue comme critère de souveraineté.

Colbert a bien pu se poser la question de l'assimilation des provinces nouvelles par la langue. Il n'a rien fait en ce qui le concerne pour réaliser cette politique. Une lettre du 12 mars 1666 à son frère, intendant d'Alsace, est conçue en termes clairs, mais elle ne donne que des directives assez larges, non des ordres d'exécution : « La proposition, écrit-il, qui vous a esté faite par un bourgeois de Bâle, d'élever une imprimerie à Ensisheim et d'y avoir toujours une bibliothèque bien fournie est fort bonne ; et ainsy, on peut sans difficulté la recevoir, pourvu toutefois que ce particulier soit catholique, et non autrement.

« Comme il est de conséquence, *d'accoustumer* les peuples des pays cédés au Roy par le traité de Munster, à nos mœurs et à nos coutumes, il n'y a rien qui puisse y contribuer davantage qu'en faisant en sorte que les enfants apprennent la langue françoise, afin qu'elle y devienne aussy familière que l'allemande et que *par la suite du temps* elle puisse mesme, sinon abroger l'usage de cette dernière, du moins avoir la préférence dans l'opinion des habitans du pays. » (1)

Cette lettre émet une opinion personnelle de Colbert, en donnant un conseil qui doit paraître difficile à suivre : « faire en sorte que... » Rien qui rapproche la langue de l'idée de nation

(1) P. Clément, *Lettres, Instructions et Mémoires de Colbert*. Paris, 1861-1882, 9 vol. in-4°, t. V, p. 271. Cit. en partie seulement dans *Hist. de la L. F.*, p. 111 de M. Brunot.

comme dans les textes précédents. Par contre, nous retrouvons les principaux traits de la politique royale. Politique religieuse : ne pas favoriser l'extension de la religion « prétendue réformée » ; politique de francisation des provinces « *accoutumer* les peuples des pays cédés..., à nos mœurs et à nos coutumes. »

L'accoutumance, voilà bien la méthode pratiquée à l'égard des provinces. Comme ses contemporains, Colbert a connu toute la portée de la question linguistique. Il n'a pas voulu faire de la langue un moyen d'assimilation dans les nouvelles provinces françaises.

Il est possible, probable même, que cette politique d'assimilation par la langue ait été mise en œuvre dans les colonies (1). On ne peut tout de même pas confondre les deux politiques, *ni seulement les rapprocher*, pour déduire de l'une ce que fut l'autre. Aux colonies, on devait éduquer les « sauvages » auxquels faire parler une langue chrétienne était déjà faire connaître le catholicisme, but de la colonisation. On pouvait imposer une langue « civilisée » à des sauvages, bon gré malgré ; on ne pouvait pas de la même manière imposer une langue, sans formes ni délais à des populations de provinces *françaises*, bien que parlant une langue étrangère.

Pour atteindre ce résultat dans les provinces il fallait d'abord compter sur le temps et y mettre les formes ensuite. Ne rien brusquer, tenir compte des circonstances, tels furent les principes d'où a découlé toute la politique de la royauté à l'égard des langues des provinces récemment réunies.

(1) Brunot, *Hist. de la Lang. Franç.*, t. V, p. 106.

CHAPITRE III

POLITIQUE D'ALSACE ET DE ROUSSILLON

SECTION I

CIRCONSTANCES DANS LESQUELLES SONT INTERVENUS LES ACTES
ROYAUX INTRODUISANT LE FRANÇAIS
DANS L'ADMINISTRATION DES PROVINCES NOUVELLEMENT RÉUNIES

Il ne faut pas juger la politique linguistique du ^{xvii}^e siècle avec nos idées modernes. La pensée moderne, de théoriciens, ou d'hommes politiques, en est arrivée à établir une telle identité entre la nation et la langue, que parfois on ne se contente pas de considérer un peuple comme ennemi, mais sa langue elle-même est traitée en « ennemie ». Non seulement le nationalisme linguistique dépasse les frontières politiques, mais on a vu certains pays, restreindre chez eux, pour leurs propres nationaux, l'enseignement d'une langue étrangère en alléguant des motifs qui ne cachent pas ce nationalisme outré.

Dès lors, pour apprécier les faits de l'histoire politique des langues au ^{xvii}^e siècle, il faut diminuer de plusieurs degrés l'importance qu'ils peuvent revêtir à nos yeux. Les actes d'intervention de la puissance publique en particulier, n'ont pas alors la même force ni la même vigueur qu'il pourrait nous le paraître ; les réactions des populations, n'ont pas le même caractère d'intransigeance qu'on leur donnerait aujourd'hui. Si quelques hommes, devançant leur temps, ont éprouvé ce sentiment de nationalisme linguistique qui accroît les frictions entre peuples, l'ensemble de la population ne prenait pas part à ces débats et « l'homme moyen » d'alors, savait se faire, comme

ce bourgeois de Colmar que cite Reuss, une philosophie de gros bon sens.

« Le chroniqueur Colmarien, Nicolas Klein, rapporte Reuss (1), raconte que lorsque son oncle, secrétaire de la ville, revint tout joyeux du Congrès, annonçant que la paix était signée, le pasteur Joachim Klein interrompit ses félicitations en disant : « Nous deviendrons certainement tous français, et si je ne devais plus voir cela, mes fils le verraient à coup sûr. Il faut donc qu'ils apprennent tous le français. » Et dès l'année 1649, il envoya au dehors le jeune Nicolas à peine âgé de douze ans, pour acquérir l'usage de cette langue. »

« L'homme moyen », d'aujourd'hui, dira, peut-être, que voilà bien un Alsacien ayant peu d'attachement pour sa langue maternelle. Pourtant c'est le même Nicolas Klein qui notera ses regrets sur la paix de Ryswick en ces termes : « Cela nous paraît bien dur, après avoir été un Etat libre de l'Empire, de nous trouver esclaves, sous une autorité étrangère. » (2) Regrets qui rappellent ceux des béarnais après le rattachement et l'édit de 1620. Non seulement des béarnais, mais on pourrait dire de tous les peuples qui constituaient ces petites nations provinciales, fières de leur histoire, de leur langue, de leur civilisation, au tout premier rang desquelles figurent les provinces de langue d'Oc, même les plus anciennement rattachées.

Ces regrets, mais ce sont les souvenirs qui sauvegardent les qualités propres de chacune de ces provinces qui font toutes ensemble le visage de la France ; de ces provinces, dont chacune est elle-même une petite France. C'est pourquoi il est heureux que les souvenirs du passé demeurent, même dans des regrets. Avec ces souvenirs se perpétuera la fierté de l'homme pour son pays, sa terre, sa ville même, lorsque, comme en Alsace, celle-ci était toute la patrie. Et grâce à ce noble sentiment d'attachement, non seulement à une province, chose encore abstraite, mais à une terre que l'on voit tous les jours, l'esprit national est encore fortifié et surtout, étant concrétisé, mieux compris.

(1) Reuss, *L'Als. au xvii^e siècle*, t. I, p. 176, n. 1.

(2) Reuss, *Ibid.*, p. 265.

Lorsque Klein regrettait l'indépendance des villes libres alsaciennes, la raison lui donnait tort, mais le sentiment lui donnait raison. Son oncle l'avait bien compris en voulant qu'il apprît le français, montrant ainsi que le bon sens doit l'emporter sur l'animosité de sentiments louables, certes, mais inconsiderés. On ne concevait pas alors qu'il soit bon de perpétuer volontairement les motifs de mésentente entre gouvernants et gouvernés.

La question de langue pourrait-on dire plus clairement, si ce n'est pas trop la rabaisser, relevait plus de l'utile, de la vie pratique que de la vie politique ; de l'intérêt privé que du forum. Qu'on ne croit pas que pour cela le patriotisme en fut diminué. Ce sentiment se nourrit de bien d'autres choses que de querelles linguistiques, qui, fort heureusement, n'avaient pas encore créé l'impossible problème politique qu'elles soulèvent aujourd'hui dans la détermination des nationalités.

Mais alors, si l'esprit de « lutte des langues » (1) n'existait pas avec le caractère d'animosité entre les peuples qu'il revêt de nos jours, on comprend que les pouvoirs publics n'aient pas eu les mêmes raisons d'intervenir avec outrance. Bien plus, les meilleurs motifs militaient en faveur d'une politique libérale.

*
**

Considérons d'abord comment la royauté fut appelée dans les provinces d'Alsace et de Roussillon, comment s'effectua leur rattachement à la France.

La royauté en intervenant dans ces deux provinces répondit en effet à leur appel. Si beaucoup plus tard, habitants de Roussillon et d'Alsace purent regretter cette première ingérence de la royauté dans leurs affaires, pour les motifs bien compréhensibles que l'on vient d'entrevoir, il n'en est pas moins vrai que la protection due à la puissance française fut accueillie par eux comme une délivrance. C'est la gloire de la poli-

(1) Ch. Gide, « La lutte des langues » (Conférence de l'Alliance française pour la propagation de la langue française, 1885).

tique de Richelieu et de Mazarin d'avoir préparé ou réalisé l'annexion de ces provinces, non par la conquête violente, mais en gagnant la reconnaissance de leurs peuples.

Au reste, dès longtemps, l'Alsace s'était tournée vers la France, puisque « en 1501, déjà Wimpheling constate et déplore les sympathies françaises des alsaciens » (1). Dans un rapport adressé de Strasbourg au Cardinal de Richelieu on lit de même : « Les esprits et les yeux de tous (en Alsace) sont tournés sur la France, ce que même aucuns bourgeois n'ont point craint de dire aux commissaires de l'Empereur en un festin, à ce provoqués par la chaleur du vin, ennemi de toute feintise et simulation. » (2)

Cependant un fait ne paraît pas douteux ainsi que le démontre M. L. Battifol : Richelieu n'eut aucune arrière-pensée d'annexion. Son objectif est la Lorraine, non l'Alsace. Dans les traités qu'il conclut avec les villes d'Alsace il veut avant tout que la volonté des habitants soit nettement exprimée. Richelieu respecte ainsi avant qu'il ne soit formulé, ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dont la force n'existe que par les applications pratiques qu'on en peut faire.

Au sujet du traité avec Haguenau (1^{er} février 1634) : « C'est un acte que tous les habitants ont fait », lui écrit le marquis de La Force ; au sujet de celui de Saverne : « de quoi, les habitants m'ont requis », écrit le même, et encore : « les habitants insistent que c'est leur volonté ».

Tous les traités passés sauvegardent les libertés, franchises, droits et privilèges des villes. Ainsi l'article premier du traité de 1635 avec Colmar : « la ville impériale de Colmar avec tous ses bourgeois et habitants, comme aussi territoire, dépendances et appartenances, seront reçus en la protection du roi Très-Chrétien pour y être et demeurer jusques à la pacification de cette

(1) R. Pinon, *Histoire Diplomatique* (in *Hist. de la Nat. Franç.*, sous la direction de G. Hanotaux), p. 214.

(2) Ce texte et les suivants sont cités : d'après L. Battifol, « Les difficultés de Louis XIV avec les Alsaciens » (in *Rev. de Paris*, 1^{er} et 15 avril 1930, p. 565 et sq.) ; empruntés aux lettres originales de la municipalité de Colmar, conservées dans le fonds d'Alsace des Archives du Ministère des Affaires étrangères.

guerre présente en Allemagne, laquelle arrivant, ladite ville sera remise en l'estat tout entier auquel elle a esté avant le commencement de ces troubles en Allemagne de l'année 1618. » Puis écrivant au roi Louis XIII, le Magistrat de Colmar voudra répondre en ces termes aux récriminations des allemands prétendant que les français sont entrés par la force des armes : « Non, notre ville n'a pas été prise par force, mais elle s'est mise d'elle-même et par affection sous la protection de la France... Nous sommes la ville la plus haïe du monde des ennemis (les Allemands) à cause du traité fait avec Sa Majesté... » Nous serons sur le Rhin, ajoute-t-il « la sentinelle de la France..., la place principale pour le service du roi, la ville la plus considérable aux ennemis », pour lesquels nous serons comme « l'aiguillon de l'œil ».

Enfin Colmar dira plus tard sa reconnaissance non pas adressée au roi, ainsi que le fait remarquer M. Battifol, mais à la France, nuance qui a sa valeur : « La France nous a rendu des services dont non seulement le magistrat et les bourgeois à présent, mais aussi leur postérité se rendra reconnaissante par ses très humbles services envers la France. »

La protection du roi de France n'était pas aussi irréaliste que celle de l'Empereur, toujours à court d'hommes et d'argent. Les troupes françaises prirent cette garde au Rhin qui ne fut suspendue qu'après 1870.

Mais aussi les difficultés commençaient.

Nombreux sont les exemples donnés par les historiens, Reuss, Battifol, Pfister... Les plaintes des populations, des magistrats, parfois justes, d'autres fois excessives ne changent pas la ligne de conduite adoptée en Alsace. La correspondance des hommes politiques est remplie de conseils de prudence, de modération, de ménagements (1). Mais quelle époque de guerre peut-elle ne pas occasionner des griefs contre les gouvernants dans quelque province que ce soit, même non atteinte par la lutte ? Et l'Alsace a connu les horreurs de la guerre de Trente ans, elle a dû aider à la protection que lui apporta le roi.

(1) Chéruel, *Lettres du cardinal Mazarin*, t. I, pages 348, 379, 380, 417, 430...

Malgré ces tiraillements, à la veille des conférences de Munster, en mai 1643, Colmar demande au jeune roi Louis XIV, le renouvellement de son traité de 1635 (1) : « La ville impériale de Colmar supplie Sa Majesté, très humblement, de renouveler et ratifier le traité que feu Sa Majesté, de très glorieuse mémoire a accordé le 1^{er} août 1635 à la dite ville. Et d'autant que les ennemis (les Allemands) renforcent en diligence leurs armées et font des magasins en beaucoup d'endroits, qu'à toute apparence ils tâcheront de se tourner devers le Rhin pour entrer en Alsace, la ville de Colmar supplie très humblement Sa Majesté de renforcer la garnison du lieu et d'ordonner que, par l'assistance des corvées de ceux du pays alentour, les ouvrages commencés du dehors et autres fortifications soient achevées et mises, au plus tôt que faire ce pourra, en pleine défense pour pouvoir résister aux forces des ennemis, les habitants de Colmar estant résolus de se défendre avec l'aide de Dieu. »

Quand les conférences de Münster s'ouvrent, Strasbourg et Colmar y sont représentés avec l'assentiment et l'appui du gouvernement de Louis XIV tandis que les Allemands s'opposent à la présence des représentants des villes alsaciennes. Mais les habitants de Colmar n'admettent pas « d'être exclus, comme nos ennemis le prétendent ». Et Mazarin soutient leur bon droit.

On sait comment après des hésitations et de longues discussions le traité de Münster reconnut à la France la possession définitive de l'Alsace tout en lui conservant un lien avec l'Empire. Dès lors, il suffit de suivre la sage politique de temporisation suivie dans la nouvelle province par Louis XIV, pour se rendre compte qu'après avoir exercé l'autorité protectrice avec Richelieu, après avoir vaincu avec Mazarin, « nos ennemis » communs, le pouvoir royal administra l'Alsace, non comme un pays conquis, mais comme une province alliée, fidèlement attachée au royaume non par la contrainte, mais par la volonté de ses habitants.

Le respect des libertés de l'Alsace marque le degré de confiance que le gouvernement du roi avait en elle et, bien évi-

(1) Battifol (*Rev. de Paris*), *op. cit.*, p. 570-573.

demment aussi, en son autorité, qui savait se faire obéir quand la raison d'Etat le demandait. En usant des moyens radicaux, il aurait perdu ce que la fortune historique de la France lui avait valu : le consentement de l'Alsace à son intégration dans la communauté française, par le besoin de protection de ces mêmes libertés que la France ne pouvait pas oublier, ni rejeter.

*
**

Comme la France avait gagné l'Alsace par alliance, si l'on peut ainsi appeler les traités de protection que sollicitèrent les républiques alsaciennes, c'est au même titre qu'elle gagna le Roussillon.

La Catalogne, province du royaume d'Aragon, dont il faisait partie, avait été réunie par Charles-Quint au royaume de Castille. Les deux royaumes réunis conservèrent cependant leurs organisations propres et leurs législations, de même que furent respectées les libertés de chaque province.

Dès le ^{xiii}e siècle, le Catalan (1) s'était substitué au latin dans les actes publics, les débats et les sentences des tribunaux. Un décret des Cortès de Barcelone, de 1413, approuvé par Ferdinand I^{er}, roi d'Aragon, ordonna la traduction en catalan des constitutions de la Catalogne. Fait remarquable à cette époque, où en France aucun texte ne comprend la langue explicitement dans les chartes de franchises, ou les traités d'union des provinces à la Couronne, en Aragon les rois juraient de « laisser à la Catalogne, le même langage dans les actes publics, le même style pour les expéditions, les mêmes lois et usages, les mêmes immunités, et la même forme dans les administrations de toute espèce ».

Charles-Quint, lui-même, sut ménager ses sujets catalans en respectant leurs libertés et le « premier témoignage de respect qu'il leur accorda, écrit Jaubert de Passa, ce fut d'adopter

(1) Sur la langue Catalane. Cf. Fr. Jaubert de Passa. « Recherches historiques sur la langue catalane » (in *Mémoires de la Société Royale des Antiquaires de France*, année 1824, t. 6, p. 297 sq., 346 et 414).

la langue des rois ses aïeux et de chercher à la bien parler » (1). Le Catalan étant la langue des Cortès, était celle dont devait se servir le roi lorsqu'il s'adressait à elles.

La situation linguistique est donc nettement favorable au catalan, lorsque la royauté française est appelée à intervenir en Catalogne dans les circonstances suivantes.

Lors de la révolte des Catalans pour la défense de leurs libertés contre le gouvernement de Philippe IV (1640), les insurgés firent appel au roi de France. Dès ce moment, dans les accords conclus entre les deux parties, on voit apparaître, du côté des Catalans, le même souci que dénotent les traités des villes alsaciennes : conserver l'alliance du roi de France, qui leur apporte la sécurité et la protection, tout en sauvegardant le plus possible l'indépendance de la province et ses usages particuliers.

Du Plessis-Besançon, envoyé par Richelieu, signe un traité d'alliance perpétuelle (2) avec les Cortès le 16 décembre 1640. L'article 4 est ainsi conçu :

« Le roi s'oblige aussi à protéger lesdits Catalans, et à les assister de ses armes, toutesfois et quantes que le Roi d'Espagne voudra les opprimer et les priver des Droits et Franchises qui leur appartiennent... de traiter leur accommodement avec ledit Roi dans le Traité de la Paix générale, et au cas qu'il ne se put ajuster, de se réserver dans ledit Traité la liberté d'assister lesdits Catalans ainsi que dessus... »

Le Roi de France tiendra parole par son successeur, lorsque dix-neuf années plus tard, dans le traité des Pyrénées, un article visera « l'accommodement » des Catalans avec « ledit Roi d'Espagne ».

En attendant les troupes françaises occupent Barcelone, et les Cortès, après avoir déposé Philippe IV, élisent Louis XIII Comte de Barcelone. Dans le premier article les Cortès proclament : « Que Sa Majesté observera et fera observer les Usa-

(1) Jaubert de Passa, *op. cit.*, p. 370.

(2) Dumont, *Corps diplomatique du droit des gens*, t. VI, p. 196. « *Traité d'Alliance* du Roi de France Louis XIII avec la Principauté de Catalogne, et les Comtés de Roussillon et de Cerdagne contre le Roi d'Espagne. »

ges, Constitutions et Actes des Cours et tous autres Droits municipaux, Accord, Pragmatiques et toutes Dispositions contenues au Volume des Constitutions. » (1)

Puis en 1642 les troupes espagnoles sont délogées des places qu'elles occupaient encore : Collioure et Perpignan dont la prise libère le Roussillon.

L'effet de ce changement de souverain et de ces succès communs des Catalans et des Français (en janvier 1641 les barcelonais sous la direction de Du Plessis-Besançon repoussèrent un rude assaut des Espagnols) fut de rendre vigueur à l'esprit national des Catalans. « L'esprit de parti alla jusqu'à repousser l'usage de la langue castillane qui s'était insensiblement établi. Il y eut un redoublement de zèle en faveur de la langue nationale, et il y aurait eu quelques dangers à lui en préférer d'autres. » (2)

Enfin, lorsque l'heure des « accommodements » arriva en 1659, au traité des Pyrénées, depuis 1611, les français étaient, a-t-on pu écrire « *paisibles possesseurs* du Roussillon : ils y avaient été accueillis comme amis. » (3)

La politique de Roussillon, plus exactement de Catalogne, suivit en effet les mêmes voies que celles d'Alsace : « On trouvait leur domination (des français) d'autant plus douce qu'ils respectaient avec soin les lois et les privilèges de la province, dont Louis XIV avait depuis signé et juré l'observation. » (3) Il est vrai qu'en Catalogne comme en Alsace, la direction politique était le fait du même homme : les lettres de Mazarin dénotent bien la même volonté de conduire la politique là-bas comme ici « avec beaucoup de circonspection et d'adresse ».

Une lettre (4) à M. de La Bercherie, intendant en Catalogne, exprime cette sage politique sans dissimuler qu'elle ne suffira pas à contenter les populations, ni à effacer les sentiments dus au passé : « Quant à la condition de ces peuples, je sçay qu'il est impossible qu'il ne soit demeuré dans l'âme de plusieurs

(1) Dumont, *Corps diplomatique...*, t. VI, p. 197.

(2) J. de Passa, *Recherches histor.* (*op. cit.*), p. 385.

(3) J. de Passa, *op. cit.*, p. 388.

(4) Chéruel, *Lettres du Cardinal Mazarin*, t. I, p. 365 (Lettre du 13 sept. 1643) ; autre lettre au même du 12 nov. 1643, p. 451.

quelque levain de l'inclination qu'ils ont pour le Roy d'Espagne, et que celui-cy ne fasse jouer divers artifices pour la fomenter et désbaucher mesme ceux qui sont dans l'obéissance et fidélité qu'ils ont jurée au Roy. Je ne doute pas encore (comme c'est l'humeur générale des peuples de se promettre, en tous les changements qu'ils font plus de bien et de félicité qu'il n'y en peut avoir) que ceux de la Catalogne ne souffrent avec quelque mal de cœur et la disette où ils se trouvent, et les petits désordres qu'on ne sçauroit empescher que les gens de guerre ne fassent. C'est pourquoy il importe de les mesnager avec beaucoup de circonspection et d'adresse... »

Le traité des Pyrénées (1) en restant dans cette ligne de conduite à l'égard des populations du Roussillon et de la Cerdagne cédés à la France, faisait preuve de la même « adresse ». Tandis que l'article 25 établit l'entière liberté de langue pour les sujets « de part et d'autre » de la frontière, en la « Langue que bon leur semblera », l'article 55 tient la promesse inscrite dans le traité d'alliance, de 1640, avec les Catalans :

Art. 25 « ...Et sera permis ausdits sujets et habitants de part et d'autre, de tenir dans les lieux où ils feront leur demeure, les livres de leur trafic et correspondance, en la Langue que bon leur semblera, soit François, Espagnolle, Flamande, ou autres, sans que pour ce sujet ilz puissent estre inquiétez ny recherchez. » (2)

Art. 55 « ...En vertu du présent Traité, tous les Catalans et autres habitants de ladite province,... pourront rentrer rentrent et seront effectivement laissez ou reestablis en la possession et jouissance paisible de tous leurs biens, honneurs, dignitez, privilèges, franchises, droits, exceptions, constitutions et libertez... »

« ...Il demeurera à la volonté et au pouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne, de prescrire le lieu de leur séjour à ceux du Comté de Roussillon, appartenances et dépendances, qui se sont retirez en Espagne, dont Elle n'aura pas le retour dans ledit

(1) H. Vast, *Les grands traités du règne de Louis XIV*, t. XV, p. 105.

(2) Cet article qui consacre la liberté de la langue serait à étudier du point de vue international de la question linguistique. N'est-il pas la première application du principe des minorités, en ce cas des minorités linguistiques ?

Comté agréable : sans toutefois que les autres libertez et privilèges qui auroient été accordez ausdites personnes, puissent être révoquez ny alterez ».

Ainsi se préparait par une politique de respects des libertés provinciales, la véritable politique d'assimilation de ces deux provinces dans laquelle ne devait pas faire contraste une politique linguistique qui lui aurait été contraire. Le Roussillon, dix ans après l'Alsace, venait ajouter son acte de *fédération* à ceux qui avaient déjà rassemblé les autres provinces sous le sceptre de la royauté française.

SECTION II

PREMIERS ACTES DE LA ROYAUTÉ A L'ÉGARD DES LANGUES DES NOUVELLES PROVINCES

Nous avons vu de quelle façon et à quel titre la royauté entra en rapport avec ces deux provinces. La nature de ce premier contact ne pouvait pas ne pas influencer sur l'attitude qu'allait adopter le pouvoir royal à l'égard de ses nouveaux sujets.

D'abord il y avait le texte des traités qui ne laissait pas une entière liberté d'action à la politique royale.

En ce qui concerne l'Alsace, le traité de Munster n'innova rien ou très peu dans l'administration intérieure du pays. Les agents du roi non seulement ne furent pas de nouveaux fonctionnaires, mais ils conservèrent autant qu'il se pouvait, les titres et les attributions qui avaient été ceux des agents de l'Empereur. Mais, plus que des traités, les nécessités de la politique incitaient le pouvoir royal à ne rien entreprendre qu'avec une grande modération et circonspection. On ne veut pas mécontenter des populations promptes à oublier les services passés et à critiquer les *nouveautés* présentes qui font regretter le « bon vieux temps ». En Alsace, les agents du Roi doivent ronger leur frein devant les incartades et les insultes de ces mêmes villes qui peu d'années auparavant appelaient « par affection la protection de la France ». Ils les supportent cependant ap-

pliant le conseil que donnait un plénipotentiaire du Roi à la diète germanique en 1649, parce qu'il faut avant tout : « ap-
privoiser les esprits et guérir les soupçons. » (1)

Il en est de même en Roussillon depuis que le Roi de France est devenu Comte de Barcelone. Bien que le traité des Pyrénées lui ait fait abandonner la province espagnole, le caractère du pouvoir royal n'a pas changé sur le Roussillon, non plus que les attaches de celui-ci avec le passé récent. « Quand Louis XIV fait son entrée à Perpignan, écrit Aragon, il entre dans une ville entièrement catalane de langue et espagnole de mœurs » (2). La même constatation est faite pour l'Alsace au regard de l'Allemagne, par Reuss :

« L'Alsace, au moment où elle passait sous la domination française, appartenait à l'Allemagne par la langue, par les habitudes, par les institutions et par les sentiments... » (3)

Il fallait donc de la souplesse et de la compréhension à l'égard de ces nouveaux sujets. Il en fallait aussi à l'égard des nations voisines : l'Empereur et les princes allemands, le roi d'Espagne. Après les traités de Munster et des Pyrénées la lutte de souveraineté n'est pas terminée en Alsace, et le « moyen-
nant » de la renonciation des droits successoraux de Marie-Thérèse dans le traité des Pyrénées laisse ouvertes les difficultés du côté espagnol.

Eviter les motifs d'intervention aux anciens maîtres, ne pas faire regretter le passé aux sujets qui en avaient changé, préparer l'avenir en ménageant le présent telle est la politique que s'efforce de suivre la royauté. Et cependant il fallait gouverner. Le roi devait être le maître chez lui. Mais on l'a répété bien souvent « gouverner c'est prévoir » : la prévoyance de cette politique fut la meilleure méthode de gouvernement.

Pour régner sur ses nouveaux sujets, le roi doit leur rendre la justice. Il s'y appliqua si bien qu'après un peu plus d'un demi

(1) L. Battifol, *op. cit.*, *Rev. de Paris*, p. 583. Lettre de M. de Vautorte, plénipotentiaire du roi à Nuremberg.

(2) V. Aragon, « Le Roussillon aux premiers temps de sa réunion à la France » (*Chronique XVII : 1659-66-74*). *Mém. de l'Acad. des Sciences et Lettres de Montpellier*. Montpellier, 1882 (t. IV, p. 93-176) : p. 8.

(3) Reuss, *L'Alsace au xviii^e siècle* (*op. cit.*), t. I, p. 720.

siècle de règne, les adversaires de l'Alsace française devaient admirer sa réussite. C'est en protégeant les libertés provinciales que la royauté gagnait ses nouvelles provinces ; c'est en rendant la justice qu'elle gagna ses nouveaux sujets. « En 1710, rapporte R. Reuss (1) en pleine guerre de succession d'Espagne, un alsacien resté au service de l'Empire, Ph. François d'Ichtersheim, écrivait dans sa Topographie de l'Alsace ces paroles, tout à l'honneur de la nouvelle magistrature suprême de la province : « Le Conseil souverain existe encore à Colmar et y fait régner stricte justice. Ce qu'il faut tout particulièrement louer chez les tribunaux français, c'est que les procès n'y durent pas longtemps. Les plus longs et les plus compliqués y sont terminés au bout de trois ans, révision comprise, et après cela, il n'y a plus de retards, mais la sentence est immédiatement exécutée. Les frais n'y sont pas considérables, surtout on n'y regarde aucune-ment à la situation des plaideurs, et l'on y voit tout aussi sou-vent le sujet gagner son procès contre son seigneur, le pauvre contre le riche, le serviteur contre son maître, le laïque contre un clerc, le chrétien contre le juif que vice-versa. Oui, le roi lui-même accepte la juridiction de ce Conseil souverain pour des questions de droit et abandonne les prétentions que le pro-cureur fiscal combat ». Justice prompte, économique, impartiale pour tous, voici ce que, d'après cet adversaire de la France, les ordonnances de Louis XIV ont donné à l'Alsace. Si la justice est réellement « le fondement des royaumes » c'est un don royal dont il faut tenir compte au monarque et qui compense bien des erreurs que l'histoire lui reproche à bon droit ».

C'est par la création d'un Conseil Souverain en effet, que le roi implanta son autorité en Alsace et en Roussillon. Ici comme là, l'institution nouvelle resta reliée au passé, innovant aussi peu qu'il se pouvait.

Le Conseil Souverain de Roussillon fut créé par un édit du 17 juin 1660. Sa composition est mixte ; il comprend des mem-bres français et des notables du pays, d'origine catalane. Jus-qu'à 1691 il n'y eut pas de Premier Président. Peut-être, a-t-on

(1) Reuss, *op. cit.*, t. I, p. 336.

dit (1), parce que l'idiome officiel, le catalan, neût pas été compris d'un Premier Président qui ne pouvait être qu'un français.

Au début de l'annexion, et même depuis Louis XIII, les ordonnances, édits et lettres royaux avaient été rédigés en catalan. La justice continua d'être rendue dans cette langue. « Les diverses cours de justice conservées par l'acte de réunion, ou instituées depuis le traité des Pyrénées, ne firent usage que du catalan dans les plaidoyers, dans tous les actes judiciaires et dans les arrêts. Les affaires pendantes devant le Conseil d'état furent également instruites dans la même langue ; ce n'est que l'an 1681, que la langue française fut admise concurremment avec la langue catalane, dans la rédaction des procédures et des arrêts de la Cour ; et lorsqu'on supposa qu'elle était entendue d'un assez grand nombre d'habitants, on ne craignit plus d'enfreindre une des conditions de l'acte de réunion, que la génération existante avait perdue de vue. Un édit de février, de l'année 1700, ordonna qu'à partir du 1^{er} mai de la même année, les actes notariés, les écritures publiques, les procédures, les sentences et les arrêts, seraient désormais dressés en français. (Archives du Conseil Souverain). Cet édit fut exécuté sans opposition. Ce n'est pas cependant qu'il n'eût blessé les esprits, et que tous ceux qui avaient quelque connaissance des droits et des privilèges de la province, n'eût vu dans cet acte une atteinte formelle à ces mêmes droits. » (2)

Ainsi lorsque l'acte de 1700 qui imposera le français intervient, quarante années se sont écoulées depuis le traité d'annexion et la création du Conseil Souverain ; depuis soixante ans même le Roussillon est soumis directement à l'influence française. Durant ce laps de temps les conventions internationales conservèrent sa place de droit au catalan en Roussillon ; mais plus forts que les conventions le temps et les circonstances militaient pour la langue du roi par « l'appropriement » des esprits. L'édit de 1700, nous le verrons, arriva à son heure

(1) Aragon, *Le Roussillon aux premiers temps de sa réunion*, op. cit., p. 27.

(2) Jaubert de Passa, *Recherches historiques...*, op. cit., p. 389. « Sans opposition » n'est pas exact, nous le verrons plus loin.

pour fixer comme un nouveau repère de la ligne politique suivie par la royauté qui avait encore « laissé faire au temps » avant d'intervenir.

Trois années avant celui de Roussillon, Louis XIV avait créé le Conseil Souverain d'Alsace (1657). On peut s'étonner d'une création aussi tardive après le traité de Munster. Ce retard est imputable à ce traité lui-même dont l'ambiguïté aurait pu soulever, des difficultés entre l'Alsace et l'Empire. Aussi la royauté dut se contenter au début de nommer des Commissaires spéciaux, puis fut créée la Chambre de Brisach, organismes judiciaires de transition. La justice royale étant souveraine devait cependant échapper à tout recours devant une juridiction étrangère comme cela avait lieu devant la Chambre impériale de Spire. Ce n'est qu'en 1657, par la création du Conseil Souverain d'Alsace, que le pouvoir royal abolit l'appel devant la Chambre impériale tout en marquant bien son intention de voir respecter « les Loïs, coutumes, usages et Privilèges généraux et particuliers des lieux, sans aucune innovation » (1). Le Conseil Souverain se relie donc au passé, prétendant suivre « l'exemple des Empereurs et Archiducs » et puisqu'il prend la place de la régence archiducal d'Ensisheim en même temps que celle de la Chambre impériale de Spire. De plus pour le rendre populaire en Alsace, le roi l'oblige à respecter les usages locaux (2).

Malgré tous les ménagements, les appels ne cesseront pas d'ailleurs d'être portés devant les Chambres de l'Empire et cette pratique ne finira qu'après la création des Chambres de réunion aux Parlements de Metz et de Besançon, et la réorganisation du Conseil Souverain à Vieux-Brisach, en 1679. Entre temps, un édit de 1661 avait transformé le Conseil Souverain en Conseil supérieur, sorte de Présidial d'Alsace ressortissant du Parlement de Metz.

L'ordonnance de 1657 qui créait le Conseil Souverain doit être citée avec les motifs qui la précèdent. Ceux-ci éclairent

(1) Termes de l'Ordonnance de 1657 citée infra.

(2) Cf. Glasson, « Le rôle politique du Cons. Souv. d'Als » (*Rev. histor.*, année 1900, t. 72).

souvent les actes en les plaçant dans les circonstances d'où ils procèdent, de même que tous les termes ne reprennent leur valeur qu'en les replaçant dans leur cadre historique.

« ...Considérant que, pour faire ressentir aux Peuples les fruits de la paix... il faut premièrement et avant toutes choses y faire régner la justice [dans les provinces]. Sur quoi ayant pris une connoissance bien particulière de toutes les choses faites par le passé, et une mûre délibération sur la forme et manière de l'administration de la justice audit pays... Nous avons reconnu qu'il étoit à propos et nécessaire d'y établir un Conseil Souverain, composé d'un nombre d'officiers suffisant pour l'exercice de la justice et le maintien de nos droits, suivant autant qu'il se pourra, l'exemple desdits Empereurs et Archiducs, et sans rien innover aux Loix, Constitutions et Coutumes gardées jusques à présent dans ledit pays.

« ...Lequel Conseil Souverain, Nous voulons être composé d'un Président et Garde-des-sceaux en icelui qui sera originaire François, d'un Abbé et d'un Gentilhomme originaires d'Alsace, de deux de nos Conseillers en notre Cour de Parlement de Metz, lesquels Nous commettrons et choisirons pour servir audit Conseil pendant le tems qu'il Nous plaira et jusques à ce que Nous aions fait choix de deux autres François de nation que Nous pourvoirons de charges de Conseillers audit Conseil, un Conseiller Docteur en Droit de nation allemande qui sera versé en la Langue françoise, un Procureur général pour Nous, originaire François, qui aura voix délibérative, és causes toutefois où il n'aura point donné ses conclusions, et un Avocat général Allemand qui sera versé en la Langue françoise, sans qu'il ait voix délibérative, un Greffier, six Secrétaires interprètes en langue latine, françoise et allemande, un premier Huissier aux gages qui seront par Nous ordonnés à chacun d'eux ; et avons auxdits Président et Conseillers donné et attribué, donnons et attribuons le pouvoir de connoître, décider, et juger souverainement et en dernier ressort de toutes causes civiles et criminelles audit pays de la haute et basse Alsace, Sundgau, Préfecture des dix Villes, Brisach, et en tous les lieux y appartenans et dépendans, à Nous cédés suivant ledit Traité de Muns-

ter, pour y procéder en la même forme et manière que faisoit la Régence qui étoit établie audit pays et conformément aux Loix, Coutumes, Usages et Privilèges généraux et particuliers des lieux, sans aucune innovation. Si ce n'est en ce qu'il sera loisible aux Parties, Avocats et Procureurs de plaider et écrire en latin, ou en françois, ou en allemand, à condition toutefois qu'en plaidant ou en écrivant en l'une des langues françoise et allemande, il y sera joint une traduction du plaidoyer ou écriture en l'autre langue, sans que l'on soit obligé de faire de traduction pour tout ce qui sera dit ou écrit en latin.

« Voulons que tous les avis et opinions soient donnés et exprimés par les Conseillers dudit Conseil en latin ou en françois, et que les Arrêts dudit Conseil soient prononcés et rédigés par écrit en latin ou en françois » (1).

L'ordonnance admet donc l'usage, à côté du français, de l'allemand... et du latin. Du latin ! malgré l'ordonnance de Villers-Cotterets ; remarque assez étonnante mais qu'oublie de faire cependant les meilleurs défenseurs de la portée illimitée de cette ordonnance. Voici un retour offensif du latin plus d'un siècle après son bannissement catégorique ; retour offensif, bien faible il est vrai, qui se présente comme le moyen-terme, la transition qui recherche la politique royale, car dès cette ordonnance les arrêts au moins devront être rédigés en *français* ou en *latin*. Et ainsi l'allemand n'est admis que dans les débats oraux ou les écritures de la procédure, non dans les sentences.

Mais Pussort fera bien quand même, lors de l'ordonnance de 1670, de rappeler, comme nous l'avons vu, le décret de bannissement du latin (ordonnance de Villers-Cotterets) et de vouloir comprendre les sujets français de langue étrangère, dans la règle qu'édicte la grande ordonnance de Louis XIV sur l'usage de la langue française dans les tribunaux. Seulement, la grande ordonnance ne sera justement pas appliquée en Alsace. Il faudra attendre l'arrêt du Conseil d'état de 1685 pour que la prescription de l'ordonnance Criminelle « et sera le tout écrit

(1) De Boug, *Recueil des édits, déclarations, lettres-patentes, arrêts du C. d'Etat et du C. Souverain d'Alsace...* avec des observations. Colmar, 1775, 2 vol. in-fol., t. I, p. 2.

en langue française », devienne applicable dans cette province.

Comment peut-on voir dans l'édit de 1700 pour le Roussillon, dans cet arrêt du Conseil d'Etat pour l'Alsace, un « renouvellement » et des « applications nouvelles de l'ordonnance de Villers-Cotterets ? » (1). Ce renouvellement d'une mesure qui ne fut pas prise à l'égard des langues provinciales, eût été difficile, la simple application d'une mesure qui fut réellement prise à l'égard du latin n'ayant pas même eu lieu ainsi que l'ordonnance de 1657 le prouve.

C'est que la politique royale ne systématisa pas les règles linguistiques édictées dans une province pour les étendre à d'autres. Elle n'eut qu'un principe général : faire de la langue du roi, la langue officielle ; quant à la méthode elle fut toute de souplesse. On n'étend pas nécessairement à une nouvelle province la règle introduite dans une autre. Mais pour chacune on part du même point, on revient en arrière s'il le faut (par exemple lorsque le latin est admis au Conseil Souverain d'Alsace) ; puis on laisse agir le même processus qui demande du temps, « l'appropriation », les circonstances ; enfin un texte définit la pensée politique qui guide l'évolution. C'est le point final de l'idée politique, qui est en même temps le point initial de l'œuvre pratique de l'administration, nécessitant beaucoup de mesure dans l'application du texte.

On ne pourrait voir en effet des applications nouvelles de l'ordonnance de Villers-Cotterets ou de tout autre texte dans les actes qui introduisent le français dans les nouvelles provinces, que si ces actes étaient intervenus avant que se fut accomplie l'évolution indiquée, réalisant immédiatement la règle ancienne. Nous venons de voir qu'il n'en fut rien pour l'acte de 1700 concernant le Catalan, de même qu'en Alsace le texte imposant le français dans les actes judiciaires *suivit* l'évolution sans la précipiter.

Certes, les textes nouveaux peuvent *répéter* un texte ancien ; ils ne le renouvellent pas nécessairement, ils n'en sont pas des applications nouvelles parce qu'ils ne puisent pas leur raison

(1) Brunot, *Hist. de la L. Fr.*, t. V, p. 89.

d'être, ni leur force dans l'ancien. Ils procèdent de la propre évolution de la nouvelle province, comme l'ancien texte lui-même procédait de l'évolution qu'il explicitait ou plus exactement qu'il jalonnait. C'est pourquoi au même stade, dans chacune de ces provinces un jalon semblable est rencontré, ce qui a soulevé la question que formule ainsi M. Brunot : « J'ignore comment et par qui la tradition se perpétuait, mais au fur et à mesure que le royaume s'agrandissait de nouvelles provinces, là où il en était besoin, un édit appliquait aux nouveaux territoires les prescriptions générales » (1).

Nous dirions « le principe général », le terme « prescriptions générales » étant un rappel justement à des textes antérieurs.

SECTION III

NOUVELLES MESURES LINGUISTIQUES EN ALSACE ET EN ROUSSILLON. L'ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DE 1685 ET L'ÉDIT DE 1700

A) *Alsace*

Dans l'évolution de l'histoire linguistique des provinces, on peut appeler période *transitoire*, la période qui a commencé lorsque l'influence politique de la France s'est exercée directement, en fait ou en droit, dans la province envisagée. Elle finit lorsqu'un acte de la royauté fait rentrer cette province dans la règle générale de sa politique linguistique (l'unité de langue administrative), par un texte spécial.

Pour le Roussillon on a vu que la période transitoire s'étend de 1640 à 1700 environ. Pour l'Alsace elle va de 1633, date de l'occupation de l'Alsace par les troupes françaises, jusqu'à 1685, date de l'arrêt du Conseil d'Etat imposant l'emploi du français. C'est donc dans les deux cas, par plus d'un demi siècle d'influence française, que se prépare l'acte qui en est l'aboutissement.

(1) Brunot, *Hist. de la L. F.*, op. cit., t. V, p. 89.

J'entends bien l'objection : Qu'est-ce donc qu'un demi siècle dans une évolution linguistique ? L'influence politique de la royauté s'est exercée dans les provinces de langue d'oc dès le début du xiii^e siècle et le xvi^e siècle seulement a vu s'affirmer la prépondérance décisive du français.

Il est aisé de répondre à cette objection par une double constatation comparative : d'abord, le français au xvii^e siècle a une autre vigueur, un autre prestige que celui qu'il a eu au xiv^e, au xv^e et même au xvi^e siècles. Il est, pourrait-on dire, la langue noble de l'Europe. Rien d'étonnant à ce que sa force d'expansion en soit accrue.

En second lieu, il y a influence et influence, surtout en matière politique. L'influence de la royauté au xvii^e siècle, dans tous les domaines, intérieur ou extérieur, non seulement dépasse celle de la royauté même d'un Saint Louis ou d'un Louis XI, mais elle est surtout d'un autre ordre. L'influence politique d'un Louis XIV se confond déjà avec la puissance de l'Etat omnipotent et réellement souverain. Celle de ses prédécesseurs, même d'un François I^{er} n'a pas le même caractère. Au xvii^e siècle l'Etat règne par le roi à l'intérieur, comme il s'impose à l'extérieur, avec toute la puissance de ses attributions rassemblées en une seule main ; jusqu'au xvi^e siècle, c'est le roi qui règne, comme il peut d'abord, tel Charles VII encore, puis comme il sait personnellement vouloir, tels Louis XI et ses successeurs.

Et si nous voulons rendre plus frappante cette différence d'influence politique à ces deux époques de la monarchie, il suffit de poser la question suivante à laquelle il est inutile de donner une réponse : peut-on comparer l'administration du royaume au temps de Saint Louis ou de Charles VII, à celle du grand Roi ? Or il y a là, à n'en pas douter, un facteur important de l'influence politique dans le domaine linguistique.

Quelle que soit au reste l'opinion qu'on ait sur la durée de cette *période transitoire*, historiens et linguistes constatent *les faits d'une évolution certaine*. Ainsi Reuss nous donne-t-il un schéma de l'évolution linguistique en Alsace, d'autant plus in-

(1) Reuss, *L'Alsace au xvii^e siècle*, t. II, p. 199.

téressant que le coup d'œil de l'historien ne néglige pas, comme trop souvent celui du linguiste, le rôle du facteur social et politique. Il distingue plusieurs périodes :

1° « ... Dans le premier tiers de ce siècle, en dehors de groupes de populations assez insignifiants, le français n'a été compris et surtout parlé dans la province que par de rares individus et dans une sphère sociale très restreinte de gentils-hommes et de hauts fonctionnaires, auxquels s'ajoutent quelques savants et quelques commerçants des grandes villes.

2° « ... Dans la seconde période qui s'étend depuis l'entrée des troupes françaises en Alsace (1632) jusqu'à la fin de la guerre de Hollande (1679) les progrès sont assez rapides dans les couches supérieures de la société alsacienne ; l'occupation de beaucoup de villes par les garnisons royales..., le contrôle direct ou indirect de l'autorité nouvelle et de ses représentants divers sur tous les territoires, favorisent l'extension de l'idiome d'outre-Vosges et l'imposent, *par la force des choses*, — *non point par autorité légale*, — à certaines catégories au moins de la population.

3° « ... Mais ce n'est pourtant que dans les vingt dernières années du siècle que le mouvement s'accroît après les arrêts de réunion de 1680. Une nouvelle génération, déjà née sous la protection des lis de France, obéissant à l'impulsion générale de l'époque qui fait du français la langue universelle des couches sociales supérieures, se met sérieusement à cette étude, sans abandonner pour cela l'allemand comme langage du foyer domestique, des affaires et des devoirs religieux... »

La seconde période (1) du français en Alsace qui forme ce que nous appelons la période transitoire est donc importante pour les progrès du français puisque Reuss constate que dès 1680 le mouvement d'introduction du français déjà avancé, s'accroît encore. Une nouvelle génération, remarque-t-il aussi, est née sous la domination française : cela a son importance ; enfin l'introduction du français s'est faite progressivement, en laissant opérer « la force des choses » avant qu'intervint l'autorité de la loi.

(1) Cf. Brunot, *op. cit.*, t. V, p. 127 et sq. Le français à Strasbourg vers 1660.

Nous sommes loin d'un « rappel » des textes antérieurs et lorsque l'arrêt du Conseil Souverain interviendra il s'introduira dans le cadre propre de l'évolution linguistique et politique de l'Alsace.

Durant cette période l'allemand demeure en Alsace langue officielle à côté du français. Ainsi l'administration royale qui respecte le plus possible les usages et les traditions de la nouvelle province, n'est pas moins respectueuse de sa langue. Non seulement les habitants ne sont pas incités par l'autorité des gouvernants à abandonner l'usage de l'allemand ou du dialecte alsacien, mais l'administration elle-même use de l'allemand dans ses communications par affiches à la population (1). Bien mieux, lorsque sera rétabli le Conseil supérieur d'Alsace, dans les motifs allégués on introduira l'intérêt que présente pour les juges la connaissance parfaite de la langue allemande, afin de pouvoir favoriser l'exercice d'une bonne justice pour les alsaciens. L'édit du 9 novembre 1679 (2) rendit en effet au Conseil provincial d'Alsace la justice supérieure avec ces considérants :

« ... Considérant que le Conseil Provincial de notre pays d'Alsace établi à Brisac n'a pas le pouvoir de juger en dernier ressort, mais seulement à la charge d'appel en notre Cour de Parlement de Metz, en sorte que nos sujets dudit pays sont obligés de sortir d'icelui pour avoir recours à la Justice supérieure de notre dite Cour, ce qui non seulement leur cause beaucoup d'incommodité et de dépense, pour les voyages qu'ils sont obligés de faire dudit pays d'Alsace audit Metz, mais aussi apporte souvent bien du retardement au Jugement de leurs procès, par le peu de connaissance que les Officiers de notre dite Cour de Parlement ont de la langue allemande ; à quoi jugeant nécessaire de pourvoir... Nous plaît que dorénavant, à commencer du premier jour de l'année prochaine 1680, ledit Conseil Provincial d'Alsace exerce la justice supérieure... »

(1) Battifol, « Les difficultés de Louis XIV... », *op. cit.*, *Rev. de Paris*, 1^{er} avril 1930, p. 584.

(2) De Boug, *Ordon. d'Als.*, *op. cit.*, t. I, p. 74.

Pourquoi dès cette date, à l'occasion du rétablissement du Conseil Souverain le roi n'édicte-t-il pas une mesure qu'il prévoyait certainement et dont il reporta l'application à quelques années de là ?

La question de l'introduction officielle du français était en effet soulevée de différents côtés à la fois et nettement posée par les agents du roi, que ce soit en Alsace, en Flandre, ou en Roussillon. Rappelons seulement les idées de Colbert à ce sujet et sa lettre de 1666 à son frère, intendant d'Alsace. Citons aussi la lettre de Louvois de 1672 à l'intendant du roi en Roussillon, Carlier (*infra*, p. 197). En 1663 la question avait été soulevée de même, pour la Flandre, par Macquart, subdélégué de l'intendant de Dunkerque (1).

Cependant il faut attendre cinq années, après le rétablissement du Conseil Souverain d'Alsace pour trouver le texte impératif qui impose l'emploi de la langue française dans la rédaction des actes publics et défend expressément l'usage de l'allemand. C'est l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 janvier 1685 (2) :

« ... Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil que, quoique la Province d'Alsace soit de sa domination depuis longues années, et que la plupart des Juges, Magistrats, Notaires, et Greffiers sachent la Langue françoise de même que l'allemande, ils continuent néanmoins de mettre en allemand toutes les Sentences, Jugemens, Actes, Contrats et Procédures qu'ils expédient au sujet des affaires et contestations que les Habitans de ladite Province ont les uns avec les autres à raison de leurs Biens et de leur Commerce, ce qui est directement contraire à l'affection que lesdits Habitans d'Alsace témoignent avoir pour le service de Sa Majesté et à ce qui se doit pratiquer : A quoi étant nécessaire de pourvoir.

« Sa Majesté, étant en son Conseil, a ordonné et ordonne qu'à commencer du jour de la publication du présent arrêt toutes les Procédures faites devant les Juges de la Province, soit supérieurs ou subalternes, les Actes, Contrats, et autres Expéditions, de quelque nature qu'elles puissent être, soit qu'elles

(1) Lettre de Macquart à Colbert, du 26 mars 1663 (citée plus loin).

(2) De Boug, *Ord. d'Alsace*, t. I, p. 145.

soient faites par les Notaires ou Greffiers de ladite Province, en fait de Judicature ou autrement, seront écrites en Langue Française.

« Fait défenses très-expresses S.M. à tous Juges, Magistrats, Baillis, Notaires, Greffiers et à tous autres qu'il appartiendra, d'en recevoir aucunes en Langue allemande, à peine de nullité desdits Actes, Contrats et Procédures, et de 500 livres d'amende. Enjoint S.M. à l'Intendant de ladite Province de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 30 janvier 1685. Signé Le Tellier. »

Comment expliquer le retard apporté à la réalisation de cette mesure de politique administrative en Alsace, alors que la transformation du Conseil Provincial était une excellente occasion de la réaliser ? Ce sont, nous semble-t-il, les faits politiques survenus de 1679 à 1685 qui peuvent l'expliquer.

La période qui s'étend de 1674 à 1679 est occupée par une guerre continuelle dont l'Alsace malgré les victoires de Turénne a été en grande partie le théâtre. Le traité de Nimègue (5 février 1679) n'a rien changé à la situation juridique de l'Alsace à l'égard de la France et de l'Empire ; cependant l'Empire est incapable de contester l'interprétation française du traité de Munster et de défendre efficacement l'immédiateté reconnue par ce traité aux Etats situés en Alsace.

Or le Conseil Souverain est rétabli par l'édit de novembre 1679 et une de ses premières missions, il faut bien le reconnaître, aura un caractère nettement politique. Dès 1680 il jouera le rôle de Chambre de réunion avec les Chambres créées antérieurement à Metz et à Besançon. Ce n'était pas le moment de compliquer la politique, plutôt hardie sinon dangereuse, des réunions, en soulevant le problème de la langue, ni de gêner peut-être par cette difficulté l'action principale qu'avait engagée le pouvoir royal.

Situation politique encore discutée de l'Alsace au point de vue de l'étranger ; situation intérieure d'une province qui vient d'être soumise aux maux de la guerre durant cinq années ; préparation de la politique des réunions, pacifique sans doute,

mais susceptible de soulever des difficultés extérieures et intérieures : voilà ce qui donnait à réfléchir en 1679 avant de prendre de nouvelles mesures en Alsace. Ce n'est pas tout. Strasbourg, la métropole, est encore ville libre : ses murs sont les seuls remparts contre lesquels la politique française se heurte en Alsace. Pour Strasbourg encore, il faut savoir attendre.

Enfin l'ère des difficultés religieuses commence vers la même époque, tandis que la révocation de l'édit de Nantes est en marche déjà, dans l'esprit du roi. Or il y a là un problème particulièrement grave pour l'Alsace, dont l'importance ne doit pas être accrue par une mesure de politique linguistique qui apparait, à côté de la question religieuse, comme bien secondaire.

Lorsque le Conseil d'Etat rend son arrêt du 30 janvier 1685 la situation a bien changé : les problèmes politiques qui conseillaient encore d'attendre et devant lesquels la question linguistique devait céder le pas, ont été tranchés par voie d'autorité et laissent le champ libre à l'action de la royauté en Alsace. Cette période postérieure au traité de Nimègue est en effet, celle du règne de Louis XIV, où le roi, de plus en plus autoritaire, est à lui-même son propre ministre, soucieux de sa gloire, mais sûr de sa puissance. L'année 1681 voit Strasbourg prendre sa place parmi les grandes villes du royaume à côté des autres cités alsaciennes qui, les premières, avaient appelé la protection de Louis XIII il y a déjà près de cinquante années. Et tandis que le roi fait son entrée dans la nouvelle « ville libre royale », les Chambres de réunion achèvent l'unité de l'Alsace, en même temps que celle de la France sur le Rhin. Malgré les protestations que ces réunions soulevèrent, l'Empereur et les princes allemands reconnaissaient en signant la trêve de Ratisbonne (15 août 1684), toutes celles opérées en Alsace, ainsi que la possession provisoire de Strasbourg par la France. Ce provisoire ne pouvait empêcher que le roi fut bien chez lui en Alsace à partir de ce moment ; il était enfin sorti du labyrinthe de Munster et du guépier de l'immédiateté des Etats de l'Empire. De ce jour, le Conseil *Souverain* le serait vraiment.

L'arrêt du Conseil d'état qui imposait le français dans les

actes publics, plaçait réellement le Conseil d'Alsace dans la grande organisation judiciaire du royaume : acte symbolique de l'union définitivement réalisée de l'Alsace tout entière, à la France.

Cette union n'empêcha pas d'ailleurs que sur un des termes de l'unité monarchique de la France, une foi, l'autorité royale fut moins intransigeante en Alsace que dans le reste du royaume. Alors que dès 1681, les premières mesures de rigueur sont prises contre les protestants des autres provinces françaises, l'Alsace y échappe en grande partie. Bien qu'on doive convenir cependant, avec Reuss, que la liberté n'y fut pas totale, l'édit de Fontainebleau (octobre 1685) n'y reçut pas la stricte application qu'on lui donna ailleurs. Ceci prouve bien encore qu'on savait attendre même quand il s'agissait de la question qui tenait le plus à cœur, au roi Très-Christien.

On avait attendu jusqu'en 1685 pour régler en Alsace la question de l'unité de langue administrative, la seule qui se posait alors avons-nous déjà remarqué puisqu'il n'y avait qu'exceptionnellement un enseignement officiel. Mais lorsque l'arrêt du Conseil d'Etat intervient, après une longue période transitoire, *après l'achèvement de l'œuvre politique*, on peut bien voir en cet acte véritablement le symbole de l'union définitive et totale de l'Alsace à la France, plus encore qu'une simple mesure de portée strictement linguistique.

B) Roussillon

La politique linguistique de la royauté en Roussillon suit, à la même époque, une marche analogue à celle que nous venons de voir se dérouler en Alsace. Toutefois, les quelques mesures peu efficaces concernant l'enseignement dans ces provinces (mesures qui sont loin de constituer ce que nous appelons aujourd'hui la politique scolaire), laissent apparaître avec évidence la place *secondaire* que la politique royale accorde à la question linguistique. Et en disant secondaire nous ne voulons pas laisser entendre que son intérêt n'est pas reconnu : nous pensons avoir montré précédemment le contraire ; mais la

place secondaire de la question linguistique concerne le rang qui lui est reconnu alors dans l'indispensable hiérarchie des problèmes politiques. C'est ce que montrera l'étude de la période transitoire en Roussillon comparée à celle de l'Alsace.

De 1641, début de l'occupation française en Catalogne jusqu'à 1700, l'évolution linguistique dans le domaine administratif passe en effet par les mêmes phases que connaît l'Alsace et qu'ont connues avant elle les provinces méridionales. Nous empruntons à M. Brun (1) l'histoire de ces différentes phases des progrès du français et de la disparition du catalan dans les actes publics en Roussillon.

Jusqu'en 1694, d'une part un grand nombre d'actes administratifs sont déjà rédigés en français, mais les arrêts civils du Conseil Souverain sont en catalan. De 1694 à 1698, les arrêts du Conseil Souverain sont tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre langue. Après 1698, la majorité de ses arrêts sont en français.

Alors intervient en 1700 l'édit royal qui établit le principe de l'unité de langue administrative en Roussillon. De l'évolution qui se poursuit et que décèlent les actes administratifs, il fait une règle de droit ; dorénavant le français devra être seul employé dans les actes publics. Voici le texte de cet édit :

« Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre : A tous présents, et à venir, salut. Depuis plus de quarante ans que nous possédons en pleine souveraineté les Comtés et Vigueries de Roussillon et Conflans, qui nous ont été cédés avec une partie du Comté de Cerdagne, par le Traité des Pyrénées, les Procédures es Justices subalternes desdits Païs, les Délibérations des Magistrats des Villes, les Actes des Notaires et autres actes publics ont continué à y être couchés en Langue Catalane, par un usage que l'habitude seule a autorisée. Comme outre que cet usage répugne et est en quelque façon contraire à Notre Autorité, à l'honneur de la Nation Française et même à l'inclination desdits Païs, lesquels en toutes occasions ne témoignent pas moins de zèle et d'affection pour notre service que nos anciens Sujets : Ils en reçoivent d'ailleurs beaucoup de

(1) Brun, *Introduction de la langue française en Béarn et en Roussillon*. Paris, 1923, in-8°, p. 71.

préjudices, en ce que pour faire instruire leurs enfans dans ladite Langue Catalane et les rendre par là capables d'exercer les Charges de Judicature et de Magistrature, ils se trouvent obligés de les envoyer étudier dans les Villes de la domination d'Espagne, ce qui leur cause de grands frais ; Nous, nous avons jugé que pour remédier à ces inconvéniens, il était à propos d'ordonner qu'à l'avenir toutes les Procédures et les Actes publics qui se feront dans lesdits Païs seront couchés en Langue Françoisse : scavoir faisons que pour ces causes et autres bonnes considérations, à ce Nous mouvans, de notre certaine Science, pleine Puissance et Autorité Royale : Nous avons dit, statué, déclaré et ordonné, disons, statuons, déclarons et ordonnons par ces Présentes, signées de notre main ; voulons et nous plaît que d'orénavant, et à commencer du premier mai prochain, toutes les Procédures qui se feront dans les Sièges et Jurisdictions desdits Païs de Roussillon, Conflans et Cerdagne ; comme aussi les Délibérations des Magistrats des Villes et des Communautés, les Actes des Notaires et généralement tous autres Actes publics, qui se passeront esdits Païs, seront mis et couchés en langue française, à peine de nullité. *Défendons* à tous Avocats, Procureurs, Greffiers, Notaires et autres, de ne se plus servir pour cet effet de la Langue Catalane, et aux Juges et Magistrats de le souffrir, ni de prononcer leurs jugement ou Délibérations qu'en Langue françoise. Si donnons en Mandement à nos Amés et Féaux Conseillers, les Gens tenans notre Conseil Supérieur de Roussillon, que ces présentes ils ayent à faire lire, publier et enregistrer, et le contenu en icelles faire entretenir, garder et observer, sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune manière ; et afin que ce soit chose ferme et stable, Nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Versailles, au mois de février l'an de grâce mil sept cens, et de notre Règne, le cinquante septième...

Lu et publié l'Audience tenant, à ce requérant le Procureur Général du Roi, ce jourd'hui 2 avril 1700 » (1).

Ainsi durant soixante années, en Roussillon, la liberté la

(1) *Revue Catalane* du 15 oct. 1909. Cit. par Brun, *Introduct. de la langue franç.*, op. cit., p. 68.

plus grande fut laissée légalement à l'emploi des deux langues. Mais laisser la liberté du choix aux individus, comme aux corps administratifs de l'Etat et de la province, n'empêche pas la puissance publique d'exercer son propre choix à condition qu'il ne se manifeste pas par des mesures prohibitives, mais seulement par des mesures de préférence. Ainsi, de nos jours peut-on favoriser l'enseignement d'une langue, sans pour cela en prohiber une autre.

Au xvii^e siècle, l'école officielle n'existant pas, le simple fait de favoriser la création d'écoles royales en Roussillon ou en Alsace prouvait davantage une préoccupation politique, qu'une préoccupation pédagogique. C'est justement par la nature de cette intervention seulement que l'enseignement touche à la question de l'action du pouvoir royal à l'égard des langues provinciales. Intervenant en effet dans un domaine réservé à l'initiative privée, celui-ci faisait un acte principalement politique. Les variétés et les contrariétés de cette intervention suivant les nécessités politiques justifient ce point de vue.

Il convient de plus de remarquer qu'à cette époque on ne conçoit pas que l'école puisse ne pas être confessionnelle. Alors on comprend ces contrariétés et cette incohérence dans les directives de la politique de l'Ecole royale, guidée surtout par la situation religieuse des provinces où elle s'applique.



Le but de la politique linguistique de la royauté est bien limité à l'unité de langue administrative ; mais c'est s'en rapprocher que de favoriser l'usage de la langue du roi dans le peuple, que de chercher, en laissant toute liberté à l'usage privé, à réaliser la langue nationale.

Dans le Roussillon on créera donc des écoles royales qui comme partout enseigneront la religion d'abord, mais aussi la langue française. Tel est le programme contenu dans la lettre de l'intendant Carlier de 1672 (1) :

(1) Torrealles, *La diffusion du français à Perpignan* (1660-1700). Perpignan, 1914, p. 5.

« Comme il n'y a rien qui entretienne l'union et l'amitié entre les peuples de différentes nations que la conformité du langage... Sa Majesté a ordonné l'establisement de plusieurs petites escoles dans la ditte ville de Perpignan où les enfans de l'un et l'autre sexe puissent estre instruitz à la connoissance des lettres de l'alphabet, des sillabes, dictions et oraisons, tant en langue françoise qu'en celle du pays et mesme en l'escritture des dittes deux langues, afin qu'insensiblement elles soyent rendues communes et réciproques à tous les ditz habitans françois et catalans... »

Ce programme continué par Louvois (1), est maintenu par le Conseil Souverain de Roussillon (2). Cependant son application fut médiocre et sa réalisation insuffisante par suite de l'absence d'organisation d'un enseignement public.

Malgré le peu de résultat obtenu en Roussillon, l'effort avait été fait, du moins, pour favoriser la diffusion du français, autrement qu'en comptant sur l'action du temps.

En Alsace, la situation est toute différente du fait que d'une part, les luthériens du pays en relation avec ceux d'Allemagne bénéficient d'une plus grande liberté garantie par les traités, et que d'autre part les français immigrés en Alsace sont nécessairement en relations avec les habitants du pays. Ici, il sera difficile de concilier la politique religieuse et la politique linguistique. En effet, si le gouvernement de Louis XIV veut bien favoriser le développement de la langue royale, il veut d'abord éviter l'extension de la religion « prétendue réformée ». Par quels moyens ? Les mesures catégoriques appliquées dans ce but au reste du royaume ne seraient pas de bonne politique dans cette province. Puisqu'il faut s'accommoder de la situation faite ainsi au culte réformé, le moyen d'éviter qu'il « contamine », les sujets du roi en Alsace, est de faire de la différence de langue une barrière entre les fidèles des deux religions.

(1) Brunot, *Hist. de la L. Fr.*, t. V, p. 112. Lettre de Louvois à Trobat, intendant de Roussillon (6 août 1681).

(2) Brun, *Introduct. de la lang. franç...*, op. cit., p. 64. Arrêt du Cons. Souv. de Roussillon du 12 janvier 1682.

L'Allemand restera la langue des luthériens, le français sera la langue des sujets catholiques de la province.

La politique religieuse guide ainsi l'évolution linguistique en Alsace. Elle ne produira en conséquence ses répercussions sur celle-ci qu'au moment où dans le royaume aura eu lieu la révocation de l'Edit de Nantes. La politique linguistique est en quelque sorte le complément de la politique religieuse, qui est ainsi adaptée et atténuée dans l'application qui en est faite à cette province. Après la révocation en effet, les réformés de France doivent se soumettre ou sortir du royaume. Les luthériens d'Alsace, plus libres, n'auront pas le choix : ils resteront, mais seront isolés par leur langue. Ils seront si l'on peut dire moralement « sortis », bien qu'ils puissent continuer à résider en France.

Pour ce motif encore, on peut dire que les mesures scolaires sont autant des mesures d'ordre politique, que des mesures à caractère linguistique ou pédagogique ; car lorsque la politique linguistique paraît contrarier la politique du roi, comme c'est le cas pour la politique religieuse, on néglige la question linguistique au profit du but politique. Enfin, les mesures scolaires ne sont qu'un des aspects de la politique religieuse ayant des répercussions sur l'évolution linguistique : nous aurons l'occasion de montrer que l'enseignement lui-même de la religion en est un autre.

Les faits concernant l'influence de l'école sur la politique linguistique royale sont rapportés avec abondance dans les ouvrages linguistiques de M. Brunot et de M. Brun, ainsi que dans l'histoire de l'Alsace de Reuss. Nous n'en donnerons ici qu'un aperçu.

Jusqu'à 1685, l'ouverture des nouvelles écoles en Alsace a le même caractère de politique religieuse que la création d'écoles en Roussillon : enseignement de la religion et diffusion du français. Après cette date, la politique religieuse l'emporte sur toute autre considération. On veut, en Alsace, éviter tout contact entre réformés et catholiques. Toutes les mesures prises ont pour but d'élever la barrière linguistique entre les deux religions comme entre leurs fidèles.

En 1685 des lettres-patentes de Louis XIV établissent « un collège en notre ville de Strasbourg... pour l'instruction de la jeunesse catholique » (1). Un arrêt du Conseil Souverain d'Alsace du 28 septembre 1691 défend de plus, aux catholiques, d'envoyer leurs enfants aux écoles luthériennes (2). En ce sens, en 1716, M. de Klinglin, prêteur royal s'opposera à l'ouverture d'une école luthérienne française (3).

La même politique guide l'enseignement religieux, c'est ainsi qu'en 1686, l'intendant de La Grange met comme condition au maintien de la paroisse réformée de Wolfisheim « que le ministre ne sache pas la langue française » (4). On appellera donc un Suisse ignorant complètement le français pour remplir ce ministère.

Enfin, pour ramener les luthériens à l'église romaine deux moyens étaient possibles : faciliter la connaissance de la langue du roi (langue de la grande majorité de ses sujets catholiques), par laquelle ils auraient pu être instruits dans la religion catholique ; ou ne permettre cette instruction qu'en allemand. Cette seconde méthode fut préférée parce qu'elle évitait que les luthériens n'employassent leur connaissance du français pour répandre leur doctrine (5). Le cas se produisit, d'un ouvrage luthérien rédigé en français : il fut saisi et la défense expresse renouvelée aux luthériens « de rien imprimer en français ».

« Le ministre luthérien du village de Rothau, rapporte un mémoire de Peloux, secrétaire de l'intendant en Alsace, ayant fait imprimer en français un catéchisme de sa religion et la Cour en ayant été informée, M. d'Angervilliers écrivit à M. de Brou pour faire saisir et arrêter, non seulement les exemplaires qui pouvoient rester entre les mains de l'imprimeur, mais encore tous ce qui avoit pu en estre distribué dans le public, et faire en mesme tems déffenses à tous les imprimeurs de la province de rien imprimer à l'avenir en françois de ce

(1) R. Reuss, *Hist. de Strasbourg depuis ses origines jusqu'à nos jours*. Paris, 1922, in-8°, p. 299.

(2) De Boug, *Ord. d'Als.*, t. I, p. 200.

(3) J. Flach, *Les affinités françaises de l'Alsace avant Louis XIV...* Paris, 1915, in-8°, p. 147.

(4) Lévy, *Hist. ling. d'Als. et de Lor.*, op. cit., t. I, p. 319.

(5) Reuss, *Hist. de Strasbourg...*, op. cit., p. 267.

qui pourroit estre fait sur la religion luthérienne ; ceux qui la professent ne pouvant faire imprimer à cet égard aucuns livres autrement qu'en *allemand* ou en latin. On a fait suivre régulièrement les intentions de la Cour à ce sujet » (1).

Tandis que le motif religieux faisait écarter l'usage du français en Alsace, le contraire avait lieu en Roussillon. Dans cette dernière province la royauté encourageait les prédicateurs qui se servaient du français. Malgré la défense de prêcher en catalan contenue dans une lettre de Louis XIV aux Consuls de Perpignan (2), l'usage persista cependant. Les sermons en français furent très rares et les avis de l'évêque (Mgr de Montmorency) à son clergé furent eux-mêmes imprimés en français et en catalan.

Ainsi ce n'est que dans le cas où un motif d'ordre supérieur n'intervenait pas pour la modifier, que la politique linguistique de la royauté tendait à favoriser la langue du roi dans les provinces, sinon à l'imposer, comme tel était son but dans l'administration.

Cependant un cas particulier semble contredire cette règle, car « il n'y a en effet que la Bretagne, où on exige que les curés sachent l'idiome de leur paroisse », en vertu d'une Déclaration du 11 août 1742, aux articles suivants (3) :

Art. 8 « Les originaires de la province de Bretagne seront seuls admis au concours...

Art. 11 « Nul ne pourra pareillement être admis au concours, pour les paroisses où la Langue Bretonne est en usage, s'il ne sait et parle aisément cette langue ».

En Bretagne donc, non seulement le français ne suffit pas, mais la langue bretonne est exigée des candidats aux bénéfices dont le mode de nomination, établi par le Concile de Trente est le Concours.

On pourrait admettre que là encore, l'intérêt de la religion

(1) *Revue d'Alsace*, année 1867, t. XVIII, p. 342. Mémoire sur l'état de l'industrie en Alsace vers 1735.

(2) Jaubert de Passa, *Recherches histor. sur la langue catalane*, op. cit., p. 388-389, et Brun, *Introd. de la langue française*, op. cit., p. 65.

(3) *Rec. des Actes, titres et Mémoires du Clergé de France*. Paris, 1768-71 (14 vol. in-4), t. XII, 1462.

exige cette connaissance de la langue de la province. Mais le motif serait tout aussi valable pour les provinces de langue d'Oc, où celle-ci est restée parlée par le peuple, pour le Roussillon et pour l'Alsace au même titre. Or, dans ces provinces, aucun texte n'impose la langue du pays en pareil cas.

La différence de traitement donnée ainsi aux langues provinciales est plus apparente que réelle. En effet ce qu'un texte exige pour la Bretagne, la pratique le consacre ailleurs. Dans ce domaine, l'influence des pouvoirs publics est de peu de poids. En quelque province que ce soit jusqu'à la fin de l'ancien régime, il y aura des sermons et des instructions, comme un enseignement, dans la langue du pays (1).

*
**

La politique linguistique de la royauté ne dépasse pas le but pratique de l'unité de langue administrative : elle essaiera de l'atteindre mais n'ira pas au-delà. Plus loin, dans tous les autres domaines de la pensée, la liberté des individus, des écoles et des églises (avec les restrictions que nous avons vues en Alsace), demeure entière pour l'usage de la langue. La façon dont furent appliqués les textes de 1685 et 1700 imposant la langue administrative en Alsace et en Roussillon en est la preuve. En passant de la théorie à la pratique, en effet, le milieu réel est atteint, or, celui-ci ne sépare pas avec des cloisons étanches la langue administrative et la langue des administrés.

Ayant exposé dans quelles circonstances ces actes furent édictés pour ces deux provinces, nous devons montrer ce que fut la politique linguistique de la royauté jusqu'à la fin de l'ancien régime après les réunions des autres provinces de langue hétérogène ; la Lorraine de langue allemande, la Flandre flammingante et la Corse. Nous aurons ainsi parcouru l'œuvre théo-

(1) A. Gazier, *Lettres à Grégoire sur les patois de France*, 1790-1794. Paris, 1880, in-8°. Nombreuses citations dans l'*Histoire de la L. Franç.* de M. Brunot, t. VII, p. 73 et sq.

rique de la législation royale concernant les langues provinciales. Il nous restera dans un dernier chapitre à considérer l'œuvre pratique résultant de cette législation, ce qui constitue proprement la politique linguistique. Car celle-ci ne résulte pas d'un assemblage de textes, mais des applications qui en sont faites.

CHAPITRE IV

INTRODUCTION DU FRANÇAIS COMME LANGUE ADMINISTRATIVE EN LORRAINE, EN FLANDRE ET EN CORSE

SECTION I

CIRCONSTANCES POLITIQUES QUI PRÉPARENT ET ENTOURENT LES PREMIERS ACTES D'INTERVENTION LINGUISTIQUE DE LA ROYAUTÉ EN LORRAINE ET EN FLANDRE

Nous avons montré les répercussions que peut avoir sur la politique linguistique, aussi bien que sur toute action politique d'ailleurs, la façon dont s'établit l'influence d'un Etat comme celui de Louis XIV, réunissant, pour assurer leur protection, l'Alsace et le Roussillon. Avec les changements que comportent des situations et des circonstances différentes, la même cause produira ses répercussions sur la politique linguistique de la royauté en Lorraine et en Flandre.

Le Roussillon et l'Alsace furent réunis en bloc si l'on peut dire, bien que l'Alsace ne fut alors qu'une expression géographique ; au contraire les réunions de la Lorraine, comme celle de la Flandre n'eurent lieu que ville par ville et morceau par morceau. Là, peu de résistance et même au début, appel à la royauté protectrice ; ici, Lorraine et Flandre seront disputées durant de longues années ; les armes et les sièges fixeront le sort des différentes portions de leurs territoires. Dunkerque seule reviendra française par des moyens pacifiques (1).

(1) Rachetée aux Anglais en 1662.

Les progrès politiques et territoriaux de la royauté dans ces deux provinces furent lents. Par contre, l'évolution linguistique lui fut plus favorable et prépara l'intervention de la politique royale dans le domaine linguistique.

A. — La Flandre maritime ou Flandre flamingante. — Après avoir relevé de ses comtes sous la suzeraineté du roi de France, la Flandre unie par Philippe le Hardi, frère de Charles V, au duché de Bourgogne en 1384, échappa presque complètement à cette date à l'autorité du roi. Un moment même, elle fut soumise à celle de Henri VI d'Angleterre (1429-1435). Elle revient alors sous l'autorité de Charles VI et reste jusqu'en 1526 sous la suzeraineté, au moins nominale, du roi de France. Mais par le traité de Madrid, François I^{er}, prisonnier, doit y renoncer. C'est l'ère des Pays-Bas espagnols qui commence et elle se continuera même après la révolution de 1580 donnant l'indépendance à sept des dix-sept Provinces-Unies. Cette scission a pour conséquence toutefois d'accroître l'influence des provinces Wallonnes et d'étendre par là même l'influence du français, dans la Flandre flamingante.

A la fin de la guerre de Trente ans, la France conquiert une partie de la Flandre maritime : Dunkerque (1646), Ypres (1648). Les traités de Westphalie laissaient en suspens la question des Pays-Bas espagnols occupés ; la royauté aurait pu sans doute s'y maintenir, si la Fronde ne l'avait pas affaiblie. Une partie de la Flandre maritime (Dunkerque, Gravelines, Mardick, et Furnes) est alors perdue. Turenne la conquiert à nouveau (1658), mais Dunkerque est remis aux Anglais. Enfin le traité des Pyrénées nous laisse Gravelines, Bourbourg et Saint-Venant, tandis que nous devons restituer, Ypres, Oudenarde, Dixmude et Furnes. L'influence politique effective de la France en Flandre ne commence vraiment qu'à cette date. A partir de ce moment, la royauté étend seulement par étapes ses conquêtes dans cette province ; mais la langue française y occupait déjà bien avant 1659, une place importante, même en pays flamingant (1).

(1) Brunot, *Hist. de la L. Franç., op. cit.*, t. V, p. 92, n. 1, et p. 215-216.

Les étapes qui marquent l'avance de la royauté en Flandre après le traité des Pyrénées sont d'abord l'achat de Dunkerque aux Anglais (1662), puis les traités d'Aix-la-Chapelle (1668) et de Nimègue (1678).

B. — La Lorraine de langue allemande. — Ainsi que la Flandre, deux aires linguistiques se partagent la Lorraine. Alors qu'en Alsace et en Roussillon la royauté trouvait l'unité de langue administrative existant au profit du catalan ou de l'allemand, en Lorraine comme en Flandre, elle rencontra deux langues usitées par l'administration de chacune de ces provinces, suivant les lieux. Il y avait dans cette dualité de langue administrative, un motif de moindre résistance pour les langues étrangères, flamand et allemand, en présence du français. Car les langues n'ont pas une patrie, un territoire sur lequel elles se développent ; elles ne vivent pas par elles-mêmes, mais par les populations qui les parlent. Or, en Lorraine, une partie, et la plus importante, de la population se sert du français. Lorsque des mesures linguistiques seront prises favorisant cette langue, quelques-uns des nouveaux sujets du roi pourront bien protester, mais beaucoup n'auront rien à redire à l'extension de la langue française qui est la leur. De ce fait, la politique de la royauté devait donc naturellement s'en trouver facilitée dans ces provinces.

L'influence politique effective de la royauté en Lorraine allemande, ne commença que pendant la guerre de Trente ans, vers 1643 (prise de Thionville). Jusqu'à cette date la Lorraine sous l'autorité de ses ducs, jouit d'une indépendance relative. Une partie seulement relevait du roi de France (le Barrois mouvant), l'autre était rattachée à l'Empire. Le duché avait même été constitué en état indépendant et libre vis-à-vis de l'Empire, par le traité de Nuremberg (1542). Quelques années après, Henri II occupant les Trois Evêchés entra en possession d'une partie de la Lorraine de langue française (1550).

Ce fut la guerre de Trente ans qui amena en Lorraine la première période d'occupation française (1634-1659). A cette dernière date le traité des Pyrénées nous laissait en Lorraine :

Montmédy, Damvilliers, et Thionville (1). C'était donc le premier contact de la royauté avec la Lorraine de langue allemande. Le traité laissait cependant le duché à ses ducs. Il fut occupé une deuxième fois de 1670 à 1697 et le traité de Ryswick rétablit encore la situation antérieure.

L'influence française s'y établit définitivement en 1738, lorsque le duché de Lorraine fut donné à l'ancien roi de Pologne, Stanislas Leckzinski, dont la succession était assurée au roi de France par le traité de Vienne (3 octobre 1735).

Dès cette époque, un intendant royal placé à côté du duc, souverain nominal, représente l'influence agissante de la royauté. Enfin la réunion à la couronne de France, prévue au traité de Vienne, se réalisa en 1766.

SECTION II

DÉBUTS DU FRANÇAIS COMME LANGUE ADMINISTRATIVE, EN LORRAINE DITE ALLEMANDE ET EN FLANDRE FLAMINGANTE

Nous avons signalé l'état caractéristique de ces deux provinces au point de vue linguistique avant l'arrivée de la France. On peut le formuler ainsi : Sous une même souveraineté existe une dualité de langues administratives. Tant que l'influence politique n'a pas changé, les deux langues dans chaque province se trouvent également soutenues par la puissance publique. Lorsque le pouvoir politique, sur une partie de ces provinces, passe au roi de France, le facteur politique influe sur l'évolution linguistique : il y a déséquilibre au profit du français.

Pourquoi ce changement ? Une des deux langues cependant devait être celle du souverain dès avant le changement politique. Justement cela n'était pas pour les Pays-Bas soumis à l'Espagne. Là, aucune préférence politique ne devait favoriser l'une des deux langues. Le souverain même n'usera pas de sa langue

(1) Art. 38 du Traité des Pyrénées (H. Vast, *Les grands traités du règne de Louis XIV*).

propre et maintiendra l'usage du flamand et du français (1).

Quant à la Lorraine, elle constitue, avons-nous indiqué, un état indépendant. Pourquoi son souverain donnerait-il la préférence à l'une ou l'autre langue ? Suivant l'attitude générale en matière linguistique à cette époque antérieure au xvii^e siècle, il respectera l'usage de ses sujets.

Cependant la dualité des langues ne devait pas faciliter l'administration ducale. C'est sans doute pour la simplifier qu'un duc de Lorraine, René II, avait rendu l'édit du 26 janvier 1481, prescrivant l'emploi du français pour les pièces portées à l'administration supérieure :

« Mandement aux Président et gens des Comptes du Duché de Lorraine que doresnavant ilz ne reçoivent plus les comptes du bailliage d'Alemaigne en langaige aleman fors en franczoys ou en latin, et ce à commencer du premier jour de ce présent moys de janvier » (2).

Une telle mesure ne doit d'ailleurs pas tromper. En pratique l'usage ancien demeurerait. Car de telles prescriptions n'avaient alors aucun caractère politique et le souverain qui voulait bien faciliter la tâche de son administration n'avait aucune raison de créer des difficultés à une partie de ses sujets. M. Lévy dans son *Histoire linguistique de l'Alsace et de la Lorraine*, donne des exemples caractéristiques de la nature que revêtaient alors ces prescriptions (3). Du reste on trouve dans la législation ducale des textes qui font éclater l'impartialité, l'indifférence dit-on, du gouvernement des ducs en cette matière. Ainsi cette ordonnance de François II, du 1^{er} décembre 1630, créant un collège de Jésuites à Bockenheim : « Pour ce que notre intention est que la langue allemande soit entretenue, voire cultivée, le mieux qu'il se pourra dans notre dit Comté (de Saarwenden) en faveur de nos sujets allemands qui sont environ le tiers des habitants de Lorraine » (4).

(1) Pirenne, *Hist. de Belg.* Bruxelles, 1900 (7 vol.), t. IV, p. 9, 86, 92, et Poullet, *Hist. polit. nationale*, t. II, p. 343.

(2) Brunot, *op. cit.*, t. V, p. 89, n. 3.

(3) Lévy, *Hist. ling. d'Als. et de Lorr.*, *op. cit.*, t. I, p. 215 à 217.

(4) G. May, « La lutte pour le français en Lorraine avant 1870 » (*Annales de l'Est*, 26^e année, fasc. 1, 1912, p. 40). Cit. in *Hist. ling.* de M. Lévy, *op. cit.*, I, p. 237.

Cette attitude des gouvernants qui ne concevaient pas la langue comme un fait politique à utiliser pour leurs fins particulières, était d'ailleurs celle des populations ; encore une fois, quelques théoriciens mis à part.

L'exemple des thionvillois est caractéristique et fait penser au bourgeois de Colmar, qui au lendemain du traité de Münster, décide que tous ses enfants apprendront le français. Quelle est, en effet, l'attitude des thionvillois au lendemain de la conquête de leur ville par Louis XIV, conquête que lui conserve le traité des Pyrénées ? Ils font ce qu'a fait le bourgeois de Colmar, mais c'est toute la cité à la fois qui *opte*, peut-on dire, pour l'usage du français. Tout simplement, ils décident d'eux-mêmes d'employer le français dans les actes publics. C'est ce que reconnaissent et consacrent des lettres-patentes de Louis XIV (juillet 1661) :

« ...Les exposans pour faire veoir avec quelle submission ils ont reçu ceste réunion et que leur desseing est de se conformer autant qu'il leur sera possible à ce que doibvent faire et observer tous nos autres subjez, soulz notre bon plaisir, ont résolu que doresnavant tous leurs actes publics et de justice, seroient rédigés en langage françois, au lieu que leurs prédécesseurs et eux jusques à présent les ont faicts et prononcez en langue allemande...

« Voulons que doresnavant... tous les actes publics qui seront passés tant en justice, sentences et autres procédures et instructions et les partyes et autres actes pardevant tabellions, notaires ou autrement entre particuliers, soient rédigés en langue françoise... » (1).

Ainsi en Lorraine de langue allemande, le premier contact politique de la royauté fut un siège (la prise de Thionville) alors qu'en Alsace ce fut une alliance, contre « nos ennemis » communs. Mais alors qu'un demi-siècle s'écoulait avant que le français ne fut officiellement introduit en Alsace, en Lorraine allemande, à la demande des populations, la langue du roi était reçue, réclamée aussitôt, dans l'usage administratif.

Toutefois la mesure prise par Louis XIV n'avait qu'une fai-

(1) G.-F. Teissier, *Hist. de Thionville*. Metz, 1828, in-8°, p. 408-410.

ble portée territoriale ; la majeure partie de la Lorraine restait soumise à ses ducs. Elle porta ses fruits cependant, dès que les circonstances politiques le permirent, c'est-à-dire lorsque la Lorraine fut placée sous l'influence directe de la royauté, Stanislas Leczinski est à peine duc de Lorraine qu'un intendant royal lui est adjoint (1737). La Galaizière est en fait le maître à Nancy, comme Chancelier du roi Stanislas et intendant de Louis XV.

Il prend des mesures conformes à la politique d'unification administrative de la royauté, mesures qui soulèvent les protestations du roi-duc et de ses sujets (1). Cependant quelques années après, un édit de Stanislas, semblable à l'arrêt de 1685 pour l'Alsace et à l'édit de 1700 pour le Roussillon, achève l'unification de la langue administrative en Lorraine : le germe semé à Thionville recouvre tout le bailliage d'Allemagne. C'est l'édit du 27 septembre 1748 : « Portant défenses de passer aucun acte en idiome allemand. »

« ...La partie de notre Duché de Lorraine, connue sous le nom d'Allemande, étant voisine immédiate de la Province d'Alsace et des terres de l'Empire, et même aucuns des lieux qui la composent, se trouvant environnés de ceux de ladite province et des dites terres, il est arrivé que plusieurs de nos Sujets qui habitent cette partie, tant pour la plus grande facilité du Commerce, que par leurs fréquentes alliances avec leurs Voisins, ont presque totalement abandonné l'usage de la Langue François, qui est cependant la Langue naturelle des Sujets de notredit Duché ; et quoique Nous ayons pris, à l'exemple des Ducs nos Prédécesseurs, la précaution de ne confier les Offices de Judicature et de Tabellionnage, qu'à des Gens qui sçachent les deux Langues, François et Allemande, pour y administrer la Justice, et instrumenter dans la première de ces deux langues, Nous sommes néanmoins informés que plusieurs d'entre eux mettent en Allemand les Sentences, Jugemens, Actes, Contrats et Procédures qu'ils expédient, au sujet des affaires

(1) D'Haussonville, *Hist. de la réunion de la Lorraine à la France*. Paris, 1860, 4 vol. in-12, t. IV, p. 290 et 305.

et contestations que lesdits Habitants ont à raison de leurs Biens et Commerce, ce qui les engage toujours d'autant plus à quitter leur Langue naturelle, pour parler uniquement celle qui leur est étrangère ; et voulant empêcher le progrès d'un abus si contraire à l'uniformité d'Idiome nécessaire entre les Sujets d'une même Souveraineté, et en même tems si préjudiciable au bien de notre service.

« A ces causes, Nous, de notre certaine science, pleine puissance et Autorité Royale, avons dit, statué et ordonné, disons, statuons et ordonnons, voulons et Nous plait, qu'à commencer du jour de la publication de notre présent Edit, toutes les Procédures à faire pardevant les Juges, de notre Bailliage d'Allemagne, ceux de leur ressort, et tous autres de notre Souveraineté, Terres et Seigneuries de notre obéissance, ensemble les Actes, Contrats et autres, de telle nature ils puissent être, soient faits, dictés, et rédigés en Langue Française, et que les expéditions et copies en soient faites et délivrées en ladite Langue ; faisons très-expresses défenses à tous Juges, Magistrats, Avocats, Procureurs, Tabellions, Greffiers, Huissiers, Sergents et à tous autres qu'il appartiendra, chacun à leur égard, de faire dicter, rédiger, expédier, aucun desdits Actes de Procédures, Jugements, Sentences, Contrats, et autres, en Langue Allemande et toute autre Langue que la Française, à peine de nullité d'iceux, de tous dépens, dommages et intérêts des Parties intéressées et de cinq cent livres d'amende, contre chacun contrevenant. » (1)

Encore une fois, un jalon était posé par la royauté, acte juridique nouveau, semblable aux précédents par sa teneur, mais propre à la Lorraine dont il traduit et définit l'évolution linguistique et politique.

Presque au même moment où Louis XIV, sans grand mérite, donnait satisfaction aux Thionvillois, désireux de montrer « avec quelle submission ils ont reçu ceste réunion » au royau-

(1) *Rec. des Edits, Ordonnances, Déclarations... du règne de Léopold I^{er}*, Nancy, 1728 (13 vol), t. VII, 241. Cit. in *Hist. Ling...* de Lévy, *op. cit.*, t. I, p. 351.

me, la ville de Dunkerque abandonnée aux Anglais comme gage de leur alliance en 1657, leur était rachetée (1662). L'année suivante, des lettres du roi au magistrat de Dunkerque imposaient le français pour tous les actes publics :

« ...De par le roy, Chers et Bien-Amez, à présent que la Ville de Dunkerque et ses dépendances font partie de Nos Estats et qu'elles Nous sont acquises pour toujours, désirant autant qu'il se pourra faire parler le même langage que dans les autres Villes de Notre Royaume ; Nous vous faisons cette lettre, pour vous dire, que Notre intention est, que doresnavant toutes les Ordonnances, Sentences, et Jugemens qui seront par vous rendus, ensemble tous les Actes et Procédures, qui seront faites en conséquences, soyent proférées et couchées par écrit en Langue Françoise ; a quoy Nous vous ordonnons très-expresément de vous conformer et de tenir la main à ce qu'il n'y soit point contrevenu, et Nous promettant que vous y satisferez selon votre affection accoutumée pour les choses que nous désirons, Nous ne vous ferons la présente plus longue ny plus expresse ; ny faites donc faute, car tel est nostre plaisir. » (1)

La décision en ce cas fut bien rapide. Cependant on ne voit pas que les dunkerquois aient voulu faire assaut de loyalisme avec les thionvillois : mais il ne s'agissait en somme, dans la lettre précitée que d'indiquer la nouvelle orientation politique de la ville rédimée. Ce qui le prouve c'est une lettre postérieure de quelques mois, par laquelle le roi suspend les effets de la précédente pour les procès en cours :

« ...De par le roi, Chers et Bien Amez. Par Nôtre Dépêche du 26 May dernier, Nous vous avons mandé que Notre (volonté) étoit, que doresnavant toutes les Ordonnances, Sentences, et Jugemens qui seroient par Vous rendus, ensemble tous les Actes et Procédures de Justice fussent proférées et couchées par vous en Langue Françoise ; mais considérant qu'il ne seroit pas convenable que les Procez qui ont été commencez ou instruits en Langue Flamende, fussent continuez en autre Langue, Nous

(1) Lettre de Sa Majesté au magistrat de Dunkerque, du 26 mai 1663. Cit. in *Hist. de la L. Fr.* de M. Brunot, t. V, p. 92, n. 2. (Arch. communale de Dunkerque, 1^{re} division, I, pièce n° 3).

vous faisons cette Lettre, pour vous dire, que Nous trouvons bons, que ce qui reste à faire pour la conclusion et Jugement des Procez encommencez, soit couché et proféré en Langue Flamande, ainsi que par le passé ; et qu'à l'égard des Procez qui pourront être doresnavant intentez, les procédures en soient faites et proférées en Langue Françoisie suivant ce qui est porté par Notre précédente Dépêche, à laquelle nous remettant de ce que Nous pourrions ajouter à la présente, Nous ne vous la ferons plus longue, n'y plus expresse ; n'y faites donc faute, car tel est notre plaisir. » (1)

On voit que la première mesure n'était cependant pas rapportée par cette seconde lettre. Il n'y avait pas de raison suffisante pour cela. Le français en effet, n'est pas inconnu à Dunkerque, où les juges « l'entendent » écrivait à Colbert Maquart, sub-délégué de l'intendant. « Il seroit bon, écrivait-il, que le Roy ordonnast qu'elle (la justice) sera rendue en François à l'advenir ; chacun d'eux (des juges) l'entend, et quand ils la rendent en flamand, vous sçavez, Monsieur, qu'un interprète changeant un mot ou l'interprétant mal fait un grand procès. » (2)

Outre ces raisons favorables à l'introduction du français, avec les tempéraments pris en faveur des procès en cours, il faut remarquer que dans ces deux cas à Dunkerque comme à Thionville, il ne s'agit pas d'une mesure pouvant avoir des répercussions aussi profondes que celles qui concernaient de grandes provinces comme l'Alsace et le Roussillon. Cette mesure générale ne fut prise qu'après la conquête des Flandres, presque en même temps que pour l'Alsace.

Un édit de décembre 1684 pose le principe de l'unité de langue administrative pour toute la Flandre occidentale :

« ...Ayant été informé que dans notre Ville d'Ypres ainsi que dans toutes les autres Villes et Chatellenies de la Flandre occidentale, qui sont en notre obéissance, l'on y plaide en Langue Flamande ; ensorte que lorsque nos Sujets desdites Villes et

(1) Arch. commerciale de Dunkerque, 1^{re} division, I, pièce 4. Cit. par B. Brunot, *op. cit.*, t. V, p. 92, n. 3.

(2) Brunot, *op. cit.*, t. V, p. 92.

Chatellenies sont obligés d'aller plaider en Notre Conseil Supérieur de Tournay, et souvent pour des affaires de très-petite conséquence, ils sont tenus de faire traduire en François, non seulement les pièces des procès, mais encore les écritures, ce qui, outre les grands frais que cela leur cause, il pourroit arriver que ces traductions n'étant pas fidelles, elles mettroient en grand péril, la vie, l'honneur et les biens des Parties, d'autant qu'il se trouve de certaines constructions dans la Langue Flamande qui ne se peuvent rendre aisément en une autre, de manière que l'omission d'un mot, et quelquefois d'une virgule, est capable d'altérer le véritable sens d'une pièce, sur laquelle roulera la décision d'un procès : et désirant pour le bien de nosdits Sujets prévenir ces inconvéniens, et pourvoir en même temps à ce que la Justice leur soit rendue avec le plus de commodité qu'il se pourra à l'égard des affaires de peu de conséquence... Voulons et Nous plaît, que dorénavant et à commencer du premier de Mars prochain, il ne puisse être plus plaidé dans la Ville d'Ypres, et dans toutes les autres Villes et Chatellenies de la Flandre occidentale qu'en Langue Française ; défendons à cette fin à tous Avocats et Procureurs de se plus servir de la langue Flamande, soit pour les plaidoyés, soit pour les écritures ou autres procédures, et aux Magistrats desdites Villes et Chatellenies de le souffrir, ni de prononcer leurs Jugemens qu'en Langue Française, à peine de nullité et de désobéissance. » (1)

Presque en même temps que l'arrêt de 1685 l'est pour l'Alsace, cet acte est pour la Flandre la consécration de son incorporation au royaume. Désormais la langue administrative sera celle de l'Etat auquel la Flandre est rattachée, le français. Il n'y a là d'ailleurs, aucune atteinte apportée à l'usage privé du flamand qui reste la langue de l'école et de l'enseignement religieux.

(1) Brunot, *op. cit.*, t. V, p. 93, n. 3.

SECTION III

LE FRANÇAIS, LANGUE ADMINISTRATIVE DE LA CORSE

Par le traité de Versailles du 15 mai 1768, la Corse était réunie au royaume.

Dès l'année suivante, deux actes consacraient ce changement politique par l'organisation de la justice royale et l'introduction comme langue officielle de la langue de l'Etat français.

L'édit de création du Conseil Supérieur de Corse est semblable à ceux qui créèrent les Conseils Supérieurs des autres provinces, ceux de l'Alsace et du Roussillon. Comme ceux-ci, sa composition comprend deux éléments : l'élément français et l'élément indigène :

Art. 11. — « Il sera composé de l'intendant et commissaire départi pour l'exécution de nos ordres, lequel présidera le Conseil, d'un second président, de dix conseillers — dont six gradués françois et quatre gradués « naturels du pays » — d'un procureur général, gradué français, lequel remplira aussi les fonctions d'Avocat général. Il y aura aussi un Substitut dudit procureur et avocat général, un greffier, deux huissiers, deux secrétaires interprètes. » (1)

Non seulement une large place est réservée à l'élément indigène dans l'administration supérieure de la justice, mais celle-ci doit se conformer aux lois et coutumes observées dans le pays, bien entendu « jusqu'à ce que nous en ayons autrement ordonné ». « Ainsi, écrit M. L. Villat, l'on réservait l'avenir tout en ménageant le passé, Il y avait là un premier effort d'adaptation extrêmement remarquable qui semblait inspiré du respect des habitudes locales : c'est à la pratique quotidienne, *c'est aux administrateurs mêmes chargés d'interpréter et d'appliquer ces textes que l'on conférait la tâche de réaliser sans brusquerie l'assimilation définitive.* » (2)

Enfin l'édit maintenait les juridictions existantes.

Quelle devait être la langue du nouveau Conseil Supérieur?

(1) Code Corse, t. I, p. 1.

(2) L. Villat, *La Corse de 1768 à 1789*. Besançon, 1924, in-8°, chap. I. (Je souligne.)

L'édit qui prévoit deux secrétaires interprètes ne le dit pas. Une ordonnance de juin 1768 « pour l'instruction des procédures criminelles en Corse, tranche la question, en reproduisant textuellement les prescriptions de la grande ordonnance criminelle de 1670.

Art. 11. — « Si l'accusé n'entend pas la langue française, l'interprète ordinaire, ou s'il n'y en a point, celui qui sera nommé d'office par le Juge, après avoir prêté serment, expliquera à l'accusé les interrogatoires qui lui seront faits par le Juge et au Juge les réponses de l'accusé, et sera le tout écrit en langue française, signé par le Juge, l'interprète et l'accusé, sinon mention sera faite de son refus de signer. » (1)

A cent ans d'intervalle cela marque une certaine continuité, en même temps que ce rappel d'un acte qui a fait date, justifie ce que nous avons dit concernant l'époque initiale de la politique linguistique de la royauté.

Cependant au contraire de ce qui eut lieu dans les autres provinces réunies au xvii^e siècle, en Corse, l'acte qui introduit le français comme langue officielle paraît un peu prématuré. C'est d'autant plus évident que l'influence politique de la France jusque-là fut assez restreinte et ne pouvait avoir, d'après la situation de l'île, une répercussion sur la langue.

Si l'on s'en tenait au texte, l'acte apparaîtrait certainement comme trop hâtif et oublieux de la nécessité d'une adaptation antérieure, comme du principe d'une bonne politique d'« apprivoisement des esprits ». Mais le texte lui-même n'est qu'un geste, qu'une date, celle de l'union réelle de la Corse à la France par l'introduction de l'organisation administrative française. La politique qui, elle, est une suite continue de compromis appliqués à des cas concrets saura reprendre la marge nécessaire conforme à une sage tradition. Nous verrons en effet que dans la pratique, par les applications qui en furent faites, ce texte ne changea pas, en Corse, la politique linguistique traditionnelle de la royauté, faite de compréhension des difficultés pratiques qu'elle rencontre et d'une temporisation indispensable pour les vaincre « sans brusquerie ».

(1) *Code Corse, op. cit., t. I, p. 78.*

CHAPITRE V

LE PRINCIPE DE LA LANGUE D'ÉTAT

Les tempéraments qu'il comporte en pratique, à la période de son introduction dans l'administration, étudiés dans l'application des textes édictés par la royauté.

SECTION I

IMPORTANCE DU FACTEUR LANGUE DANS LA RÉALISATION DE L'UNITÉ D'UN PAYS

On ne connaît pas une politique tant qu'on se contente de la rechercher dans les textes qui l'ont définie. Des chapitres qui précèdent, on peut bien en effet déduire le principe qui a guidé la politique linguistique de la royauté ; on ne peut pas en déduire ce que fut cette politique elle-même.

Le principe nous semble devoir être formulé ainsi : l'existence d'une langue administrative unique est un élément favorable à l'organisation de l'Etat arrivé à un certain degré de centralisation ; mais l'unité linguistique n'a pas à être imposée aux peuples parlant des langues différentes et qui vivent sous une même souveraineté, afin d'assurer l'unité politique de l'Etat.

Le premier point résulte de l'évolution historique de la formation de l'unité française. Quels que soient les autres éléments, matériels, culturels ou moraux qui aient été favorables à la formation de l'unité française, ils ont été mis en jeu par l'action politique de la royauté. L'unité ou la recherche de l'unité de la langue administrative, a été le produit de l'unité politique.

Le territoire comme la culture propre, le génie d'une civi-

lisation peuvent déterminer une certaine politique, mais celle-ci à son tour, peut les transformer parce que la volonté de l'homme politique échappe au déterminisme du milieu. Cette volonté en France se traduit dans la politique de la Monarchie. Ayant réuni les territoires de ce qui devait être la France, ayant rassemblé des peuples de races, de religions et de civilisations différentes, elle tendit à les unir sous une souveraineté semblable pour tous. C'est à ce moment que se place *l'organisation de l'Etat* au sens moderne du mot. Le besoin se fait alors sentir d'une langue qui collaborera au rôle de l'Etat, à son administration : la langue d'Etat devient utile, presque nécessaire. On l'adopte *pour les besoins de l'Etat centralisé*, plus que par volonté d'unification nationale.

C'est à cause de cette évolution de l'Etat, que nous avons considéré les textes intervenant dans la matière comme marquant autant un aboutissement qu'un commencement : aboutissement de l'évolution historique ayant constitué l'unité française, dont la langue d'Etat est ainsi un *produit* ; commencement d'une politique nouvelle que rend nécessaire le fait que cet élément de civilisation que représente la langue a été institutionnalisé, intégré dans l'organisation même de l'Etat.

Le deuxième point du principe est que l'unité de langue administrative telle qu'elle a été conçue par la politique royale, a pour but *d'unifier l'administration* de l'Etat en la facilitant, non celui *d'unifier la nation*. Par là nous prétendons donc que l'unité de langue nationale n'a pas paru nécessaire à l'unité politique du pays. On peut constater de nos jours que le principe reste vrai. Sans rappeler les exemples présents d'une telle situation nous devons montrer que l'histoire confirme cette opinion.

« La division des langues ne fait la séparation des royaumes », avait dit le Chancelier de L'Hospital, et il ajoutait : « mais celle de la religion et des lois ». Or, un événement postérieur de quelques années à ces paroles du Chancelier devait confirmer la règle ainsi exprimée. En 1578 les Pays-Bas se « divisaient » en Provinces-Unies et Pays-Bas Espagnols. Quelle fut la cause de cette « division », de ce séparatisme ?

« La différence de langue ne fut pour rien dans l'antagonisme des provinces Wallonnes et des provinces du Nord », écrit M. Brunot qui cite M. Pirenne : « On se demande quel grief national les provinces Wallonnes eussent pu invoquer contre les provinces flamandes. Chacune d'elles avait une voix aux Etats Généraux : au Conseil d'Etat, elles possédaient même une représentation beaucoup trop large pour leur importance. C'est dans leur langue, c'est-à-dire en français, que délibéraient les Etats... Dans ces conditions et quand bien même ce qui n'était pas, les provinces Wallonnes se fussent montrées susceptibles et ombrageuses, on ne voit pas ce qui eut pu faire naître chez elle la moindre hostilité à l'égard des provinces Flamandes. »

« Ce n'est ni la différence de race, ni la différence de parler, conclut M. Brunot, c'est la question religieuse qui brisa l'unité. » (1)

Il n'y a là qu'un exemple pris entre beaucoup d'autres cas de sécession, mais nous nous garderons bien de déduire de cet exemple que la langue n'a pas d'importance pour assurer l'unité d'un territoire soumis au même gouvernement. Car la question linguistique pourrait être l'*occasion* d'une semblable scission, une occasion, parmi beaucoup d'autres. Avec celle de la religion, il y a l'occasion de la situation géographique, l'occasion des intérêts économiques, l'occasion de l'idéal politique (monarchie, démocratie...). Or, si l'on regarde l'Histoire, on s'aperçoit que ces sortes d'occasions de divisions, sont bien plus nombreuses que celles tenant à la différence de langue.

En employant ce terme « occasion », au surplus, nous voulons exprimer qu'il y a en tous ces cas de scissions, de simples motifs, non des causes. Parce que, on doit s'en convaincre, l'unité n'est pas seulement un fait matériel, mais un fait moral et psychologique. L'unité d'un pays réside dans l'acceptation d'un certain état de gouvernement et d'un certain genre de civilisation par tous les membres qui concourent à cette unité : gouvernement, civilisation se manifestant dans la Loi qui régit un pays. Si un groupe de ceux qui formaient l'unité, veut la rejeter, la religion, l'intérêt, l'idéal politique, la langue, seront

(1) Brunot, *Hist. de la L. Fr.*, op. cit., t. V, p. 213.

peut-être autant de motifs allégués, la cause profonde sera ailleurs et complexe.

Evidemment tout le monde ne peut pas accepter cette définition de l'unité constitutive de la nation organisée. Il faut, pour cela, placer au-dessus de tout raisonnement théorique la Liberté humaine et croire que la volonté de l'homme conduit l'évolution des sociétés, plus que la société où il vit ne le détermine.

Mais on dira, alors, que la religion, la langue, le genre de vie économique ou politique sont justement les éléments qui composent une civilisation. Sans doute, et voici la question bien posée : l'homme est-il le résultat d'une civilisation ou est-ce lui qui en est le facteur. L'action de la civilisation sur lui est indéniable, mais ce serait nier tout progrès que de ne pas voir en l'homme le créateur des civilisations. Pendant des siècles, bien sûr, l'homme n'a eu pour moyen de locomotion que la traction animale. Mais je ne crois pas que des roues à force de tourner pendant des siècles par l'effort du cheval ou de l'âne aient pu créer le moteur à explosion. Or ce simple fait a suffi à transformer le mode de vie des humains.. et combien d'autres merveilles procèdent de l'esprit et de la volonté de l'homme.

Par conséquent, si l'homme est l'artisan d'une civilisation, le choix qu'il exerce dans la société est un choix libre qui ne procède pas d'un seul ou de plusieurs de ces éléments de la civilisation qu'il crée ; mais l'option de l'homme dans quelque domaine que ce soit, religieux ou politique, est le résultat de *tous* les facteurs spirituels, sentimentaux, intellectuels ou physiques, qui forment et différencient l'être humain, qui sont sa personnalité, jugement et volonté.

C'est pourquoi on peut prétendre que la langue, pas plus qu'un autre élément de civilisation, n'est *indispensable* (1) à

(1) Brun, *Introduct. du franç...*, *op. cit.*, p. 496, écrit : « ...l'unité de langue est la condition inéluctable d'une nation unifiée... » Je m'élève absolument contre une telle affirmation que contredit toute l'histoire de la formation de l'unité française. L'unité de langue n'est pas une *condition* de l'unité nationale, elle n'en est pas un des *facteurs* ; elle peut en être un *élément*, c'est tout. D'ailleurs une page plus loin (p. 497), M. Brun reconnaît que « le nationalisme linguistique est, chez nous, un *produit* du nationalisme politique ». C'est notre avis ; mais comment ce *produit* peut-il être la condition de ce qui le produit ?

l'unité d'un pays, ou plus exactement à l'*unité d'une population* vivant sur un territoire où règnent les mêmes lois. Par contre, si l'unité de langue est réalisée dans tous les rapports existant entre le souverain (l'Etat) et la population, l'administration de l'Etat en sera facilitée et l'unité nationale le plus souvent favorisée. Mais tandis que l'unité de langue administrative peut être considérée comme presque indispensable à la meilleure organisation de l'Etat unifié, il est des cas où la volonté d'imposer l'unité linguistique à la nation a brisé ou affaibli l'unité nationale. Nous avons de tels cas sous les yeux dans des pays voisins de la France.

L'histoire de la formation de l'unité française, est la contrepartie de cette démonstration. Le pays qui devait s'appeler France, ne réalisa jamais jusqu'à la fin de l'ancien régime, ni encore complètement aujourd'hui, l'unité de la langue nationale. Cependant l'évolution vers l'unité politique n'en fut jamais entravée. Bien mieux, l'œuvre d'unification linguistique post-révolutionnaire ne fut possible que parce que la royauté durant deux cents ans sut ne pas vouloir *imposer* l'unité linguistique à la nation. Des exemples récents montrent qu'en pareil cas on obtient généralement un résultat opposé à celui que l'on cherche à obtenir par la pression.

C'est parce que l'unité politique de la France était achevée et avait été réalisée la première, que l'unité linguistique *a pu suivre*.

Si l'unité linguistique avait été indispensable à la nation, la France ne serait pas la France.

SECTION II

TEMPÉRAMENTS APPORTÉS AU PRINCIPE DE LA LANGUE D'ETAT DANS LA POLITIQUE DE LA ROYAUTÉ EN ALSACE

Que les hommes de la monarchie aient compris l'intérêt pour l'Etat d'avoir une langue administrative unique ; que quelques-uns même aient compris que l'unité linguistique de la nation peut être favorable à l'unité politique, nous le savons

par les textes qui jalonnent l'action linguistique du pouvoir royal dans l'histoire des deux derniers siècles de la Monarchie.

L'absence d'une politique scolaire a montré au contraire, de même que la façon dont furent appliquées les prescriptions concernant l'emploi du français comme langue administrative montrera, que la politique royale n'a pas essayé de réaliser l'unité de langue nationale.

En ce qui concerne la langue administrative, l'idée qui inspira la royauté fut en même temps que de faciliter l'administration, de rapprocher l'administré d'une province hier encore étrangère, de l'administration royale. C'est ainsi qu'il faut entendre ces formules conformes au langage de la royauté absolue, lorsque par exemple l'arrêt du Conseil d'Etat exprime qu'il « est directement contraire à l'affection que lesdits Habitans d'Alsace témoignent avoir pour le Service de Sa Majesté » (1), de rédiger en allemand les actes publics.

L'ambition de la politique royale était donc assez mesurée lorsqu'elle introduisait dans un texte le principe qui la dirigeait. Quelle fut cependant l'attitude générale des populations, plus exactement des pouvoirs locaux et provinciaux ?

L'enthousiasme, si le terme n'est pas excessif, la bonne volonté, si l'on veut rester objectif, des thionvillois est un cas assez rare. Malgré l'absence de ce qu'on a appelé de nos jours le « mysticisme linguistique » des peuples, l'attitude première des populations provinciales ou de leurs représentants locaux fut de protester énergiquement contre le changement qu'apportait l'acte introduisant le français dans l'administration. C'est ainsi qu'après l'arrêt du Conseil d'Etat de 1685, le Magistrat de Strasbourg s'éleva vivement contre l'interdiction de la langue allemande. Dans un mémoire rédigé avec netteté et habileté, il pose, sans doute pour la première fois dans l'histoire, le principe du droit de langue avec toute sa valeur juridique (2).

(1) Arrêt du C. d'Etat (supra, p. 191). De même dans l'édit de 1700 concernant la langue française en Roussillon : l'usage du catalan « répugne et est en quelque façon contraire à Notre Autorité, à l'honneur de la Nation française et même à l'inclination des habitants desdits Païs, etc... » (supra).

(2) Ce mémoire est cité par M. Brunot, *Hist. de la Langue Franç.*, V, 96-99, et par M. Lévy, *Hist. ling. d'Als. et de Lor.*, I, p. 295-298.

On verra avec quelle pauvreté d'arguments le prêteur royal, M. Obrecht, essaya de réfuter point par point la solide argumentation du magistrat.

*Mémoire du Magistrat de Strasbourg contre l'introduction
et l'usage de la langue française,
avec les réponses de M. Obrecht, prêteur royal*

*Mémoire
du Magistrat de Strasbourg*

I

Le roi a promis par la capitulation à la ville de lui conserver tous ses privilèges, statuts et droits : l'usage de la langue est un droit.

II

L'arrêt ne parle que de ceux qui sont depuis longtemps sous la domination et obéissance du roi et qui savent la langue française de même que l'allemande et par ainsi ont déjà appris la langue française, ce qui ne se trouve pas à l'égard de la ville de Strasbourg : ainsi cet arrêt n'y a point lieu.

III

Il a été impossible aux habitants qui sont âgés d'apprendre le français en si peu de temps.

IV

La ville serait obligée de casser presque tous les notaires, procureurs, avocats et conseillers, comme aussi la plus grande partie des magistrats, ce qui ne pourrait s'exécuter sans grand préjudice et tort à des honnêtes gens.

V

Il serait comme impossible de remplir toutes ces charges avec des gens capables ; vu qu'on n'a pas seulement à faire réflexion sur la langue française mais aussi sur la capacité des personnes.

Réponse de M. Obrecht

I

Il est vrai que l'usage de la langue est un droit ; mais c'est un droit de souveraineté qui est réservé au Roi.

II

Il y a déjà quatre ans que la ville de Strasbourg est sous la domination du Roi qui est un temps assez long pour se préparer à l'usage de la langue française. Comme en effet presque tous les officiers de la Chancellerie la savent, ce qui suffit pour établir un bureau français.

III

Les gens âgés se peuvent servir de clercs qui savent les deux langues à l'exemple des avocats et procureur de Brisach.

IV

Les honnêtes gens ne font pas difficulté d'apprendre la langue de leur maître ; et, en attendant ils peuvent se faire aider par des interprètes et clercs pour se maintenir dans leurs charges.

V

Le même remède lève cette difficulté.

VI

D'ôter à des bourgeois et citoyens qui se sont mérités envers leur patrie par la fidélité avec laquelle ils ont exercé leurs charges et offices et d'y mettre des étrangers qui n'ont aucune connaissance du local, coutumes et droits de la ville, et même qui n'entendent pas bien la langue allemande, serait une réforme entière et contraire à l'article quatrième de la capitulation.

VII

Et si on voulait plaider en français et tenir les greffes dans la même langue, les bourgeois n'entendant pas ce langage s'en plaindraient et feraient beaucoup de lamentations en se croyant trahis.

VIII

On ne pourrait pas disposer sûrement de son bien, parce que le testament doit être mis en français, ainsi dans une langue étrangère au testateur, et qu'il n'entend pas ; il ne voudrait jamais signer quand on le lui aurait relu, ne sachant pas ce qu'il signe et de quoi il dispose.

IX

Cet arrêt est d'autant moins praticable en cette ville, parce qu'elle est frontière, où l'on négocie la plus grande partie des affaires avec de gens de l'autre côté du Rhin, qui ne se mettent point en peine de savoir la langue française ; et, par conséquent, quand on veut faire réflexion sur le commerce, lequel on a jusques à présent tâché avec grande peine et dépenses de faire fleurir, parce qu'il est l'âme d'une ville, serait entièrement ruiné, ce qui est contre le service du Roi.

VI

Le même.

VII

Les bourgeois qui ont des procès entendent aussi peu dans les procédures allemandes que dans les françaises ; néanmoins ils se fient à leurs avocats.

VIII

Si les notaires veulent violer leurs serments et tromper ceux qui passent des contrats, ou qui font des testaments, ils le peuvent faire en allemand comme en français, surtout quand ils ont à faire à des gens qui ne savent pas lire. Du reste, il y a si peu d'honnêtes gens qui n'entendent le français que cette difficulté n'est qu'une chimère, et il ne faut que deux ou trois secrétaires interprètes pour la lever entièrement.

IX

L'ordonnance n'empêche pas qu'on se serve de la langue allemande à l'égard des étrangers et pour le commerce.

X

La langue française ne se peut pas apprendre dans peu de temps, surtout d'y dresser des actes afin de n'y trouver à redire en justice et d'éviter les chicanes et procès, qui sont souvent la ruine des familles entières, et on observe presque plus présentement les formalités au Conseil souverain d'Alsace que le bon droit en justice.

XI

L'affection des sujets ne consiste pas seulement dans la langue du Prince, mais dans la fidélité et l'obéissance. Toutes fois, comme toutes deux subsistent fort bien ensemble, les bourgeois de Strasbourg apprennent autant qu'il leur est possible la langue de leur souverain et obligent leurs enfants à la même chose, en les envoyant à cette fin en France. Mais pour cela il faut du temps ; la ville a établi des écoles et sermons français.

X

On a de bons formulaires pour apprendre le style des notaires et des praticiens. Deux ou trois bons clercs dans un bureau montreront le chemin à tout le reste.

XI

Il n'y a qu'une ou deux écoles françaises et un seul sermon français. Il serait bon d'en augmenter le nombre et de mettre des maîtres d'école catholiques au lieu de calvinistes, qui exercent cette charge contre les ordonnances de la ville seulement par connivence des magistrats.

Retenons de ce mémoire le premier et le dernier article, les autres n'étant que le développement des motifs et des raisons pratiques favorables au principe que ces deux articles résument.

« L'usage de la langue est un droit », dit le Magistrat, et le prêteur royal répond « il est vrai ». Ainsi le représentant de la puissance publique semble admettre sans débat un droit qui n'est pas encore aujourd'hui hors de discussion. Cependant si le prêteur n'affaiblissait pas la portée de cette réponse catégorique « il est vrai », comment soutiendrait-il la légalité de l'arrêt du Conseil d'Etat. Car non seulement cet « il est vrai » reconnaît le droit de langue, mais encore il semble approuver l'argument du magistrat alléguant qu'il a été reconnu par le roi dans le texte même de la capitulation de la ville.

Le prêteur ne se met pas en peine pour atténuer cette reconnaissance inattendue du droit de langue. Il use de ce terme si utile dans toutes les langues par lequel on peut reprendre

poliment ce qu'on a donné tout à l'heure : mais. « Mais c'est un droit de souveraineté. » Autant dire tout de suite que ce droit n'est pas reconnu et n'existe pas. La force d'un droit c'est justement de ne pas relever d'une définition plus ou moins large de la souveraineté de l'Etat, sinon par la sanction que celui-ci lui donne. Un droit surtout qui est l'apanage d'une souveraineté absolue comme celle de Louis XIV, n'ayant de limite que la conscience du souverain, c'est une définition un peu large, particulièrement dans le cas de la langue sur lequel la voix de la conscience peut être confuse.

Il est vrai qu'il y a aussi le texte de la capitulation invoqué par le magistrat ; mais le prêteur range sans doute les dispositions qu'il contient dans le droit de souveraineté.

Donc ce « mais » du prêteur n'a pour but que de rappeler poliment la formule : « C'est légal parce que je le veux. » Il le dit exactement sous une forme plus diplomatique : « C'est un droit du Roi. »

Nous ne pouvons entrer ici dans une controverse trop longue sur ce que certains appellent, comme le Magistrat de Strasbourg, un droit, tandis que d'autres n'y voient qu'une liberté, une faculté. Il nous semble toutefois qu'on ne peut voir dans la langue un droit de souveraineté parce qu'elle ne peut rentrer dans l'objet propre de celle-ci. Accepter le contraire serait étendre hors de son champ normal d'intervention l'action de la puissance souveraine : Or celle-ci est limitée par les droits de l'individu, droits qui lui sont antérieurs.

Est-ce à dire que la langue doit être reconnue comme un droit de l'homme ? Nous ne le pensons pas non plus. L'homme a des droits, mais la société en a aussi. Le compromis qui résulte des atténuations et des limites que ces droits se créent réciproquement laisse place à de justes et nécessaires libertés. Ainsi l'usage de la langue doit être reconnu comme une liberté laissée à l'individu, ce qui n'empêche pas une société donnée de la réglementer, comme toute liberté, à condition qu'elle n'arrive pas par cette réglementation à le supprimer ou à en rendre l'exercice impossible.

C'est pourquoi l'allégation du magistrat apparaît comme une

pétition de principe : l'usage de la langue n'est pas un droit pour l'homme comme l'est la faculté d'aller et de venir. Il n'aurait eu ce caractère que si dans le texte de la capitulation, le roi avait promis expressément de laisser subsister l'usage de l'allemand à Strasbourg : un droit positif aurait été ainsi reconnu à la ville, droit qui n'est pas contenu dans la simple énumération générale des privilèges, statuts et droits.

Dans le dernier article du mémoire, le magistrat défend éloquemment la liberté (d'après lui le droit) de la langue, mais surtout l'indépendance de celle-ci à l'égard de la nationalité. Comme Renan proclamera plus tard « ce qui constitue une nation ce n'est pas de parler la même langue », il affirme que « l'affection des sujets ne consiste pas seulement dans la langue du prince ».

La sagesse politique du magistrat est grande. Il ne défend pas l'usage de l'allemand par nationalisme linguistique. Il comprend que « les bourgeois de Strasbourg apprennent autant qu'il leur est possible la langue de leur souverain et obligent leurs enfants à la même chose ».

Voilà bien le juste compromis que nous appelons une liberté nécessaire : laissez-nous la liberté d'user de notre langue maternelle, dit en quelque sorte le magistrat, ce qui ne nous empêchera pas de faire l'effort nécessaire pour apprendre la langue de notre souverain ; juste compromis entre les droits de l'homme et les droits de la Société ; liberté qui n'est pas anarchie, et qui évite la tyrannie.

Le mot de la fin, qui est celui de la sagesse, est aussi à retenir : « Pour cela il faut du temps. »

Ce n'est pas Obrecht, prêteur royal, qui expose la politique du roi ; c'est vraiment la municipalité qu'il critique, le Magistrat de Strasbourg qui s'en fait le défenseur. Car la suite montre que le roi sut donner raison à la sagesse.

En effet, le zèle du prêteur s'explique assez par ses antécédents. Obrecht n'avait pas toujours été aussi « royaliste » qu'il le montrait dans ses réponses sèches et acerbes, jusqu'au moment où certaines faveurs royales eurent une heureuse influence sur ses sentiments.

Il ne pouvait encore connaître l'esprit qui guidait la politique royale et, en fidèle serviteur, il appliquait la lettre, qui en l'espèce était suffisamment nette (arrêt de 1685). Au surplus il ne faisait que se ranger aux côtés de ceux qu'on peut bien appeler les partisans de la langue nationale coûte que coûte, ou les théoriciens impolitiques. Seyssel avait eu un disciple en la personne du duc de Mazarin-La Meilleraie ; le prêteur Obrecht en était un autre. Leur nombre ne faisait d'ailleurs que croître *en même temps que se développait l'Etat moderne et que s'affirmait davantage l'idée de nation*. Ce sont justement ceux-là qui se proclament partisans de la manière forte et de ce qu'ils appellent une politique énergique d'assimilation, le plus souvent et pour le plus grand nombre, parce qu'ils laissent diriger leurs idées d'hommes moyens par le courant d'une évolution qu'ils ne savent pas contrôler. Ils subissent, eux, l'influence du milieu contre lequel ils ne savent pas réagir.

Mais une politique qui mérite ce nom guide les événements au lieu de se laisser entraîner par eux. Ce n'est pas une politique de fonctionnaires, à courte vue (que peut concevoir d'ailleurs, même un Chancelier), qui pouvait conduire le vaisseau de la France monarchique. Leur politique à force de prétendre à l'énergie fait preuve d'un manque total de sens politique.

Le pauvre Obrecht en fut pour ses frais de plume, car ses réponses, à côté du brillant exposé du Magistrat, sont à peine des idées. Est-ce défendable de prétendre qu'en quatre années une population peut changer de langue ? Mais, paraît-il, il suffit pour cela de pouvoir être classé parmi les « honnêtes gens ».

L'article 6 serait à méditer encore aujourd'hui. Il porte à son comble la pauvreté de sens politique, l'absence de noblesse du prêteur royal. Le Magistrat, presque indigné de ce qu'il doit dénoncer, fait appel au sentiment patriotique et à cette sagesse politique qu'on ne peut lui dénier. « Oter à des bourgeois et citoyens qui se sont mérités envers leur patrie par la fidélité avec laquelle ils ont exercé leurs charges et offices, et d'y mettre des étrangers!... » Est-ce juste ? Est-ce légal aussi, ajoute-t-il.

Voilà un article qui honore celui qui l'a pensé. Des « ci-

toyens », dit-il en effet, non des sujets comme il dira dans le dernier article, parce que, même avant de devenir sujets du roi, « ils se sont mérités envers leur patrie », envers la république de Strasbourg. Requête digne de la fière ville libre et qui fait honneur à son Magistrat.

La réponse du prêteur est vraiment, elle, peu digne : Il est muet et se contente de rappeler comment les honnêtes gens doivent apprendre la langue du « maître ».

Heureusement pour le renom de la politique française en Alsace, un pareil plaidoyer, aussi motivé, aussi juste et aussi pondéré que celui du Magistrat de Strasbourg, n'eut pas seulement pour réponse, celle de M. Obrecht. La vraie réponse, celle qui convenait à la politique française, fut donnée par la manière dont un texte trop absolu reçut de la puissance elle-même qui l'avait édicté, les atténuations conformes à la sagesse et au simple bon sens.

Un fonctionnaire peut se laisser porter par les événements, le détenteur du Pouvoir ne le doit pas. Obrecht se laissait porter par un courant qui devait aboutir après la Révolution au nationalisme linguistique. La royauté sut le redresser.

Cependant Obrecht nous rend un service important. Comme celle du gouverneur de l'Alsace, de La Meilleraye, son intervention nous permet d'affirmer au contraire de ce que l'on a écrit, que la politique royale à l'égard des langues dans des provinces nouvellement réunies, procéda avec clairvoyance, non pas avec indifférence. On semble mettre en opposition, en effet, l'attitude du pouvoir royal et l'attitude, mieux éclairée, dit-on, de ses représentants. « Les inconvénients politiques de la dualité des langues n'échappaient pas aux représentants qualifiés du Roy. » Qu'est-ce à dire, sinon que la royauté aurait dû suivre les conseils des politiciens énergiques. Or, elle préféra adopter une politique, d'une tolérance, d'un libéralisme qualifié d'excussif.

Lequel eut raison : le roi ou M. Obrecht ? L'Histoire répond à une telle question que nous retrouverons dans la conclusion

(1) Lévy, *Hist. Ling. d'Alsace et de Lorraine*, t. I, p. 348.

de cette étude. Qu'il nous suffise d'indiquer ici que le pouvoir royal regarda le problème de plus haut : il ne voulait pas tant étendre le règne du français que celui de la France. Et on ne gagne pas les esprits par des mesures qui les irritent, ni les cœurs par des mesures qui les blessent.

Obrecht n'a pas clos avec sa mort, d'ailleurs, la série des fonctionnaires et des théoriciens. D'autres soutinrent les idées du nationalisme linguistique ; aussi « qualifiés » que lui. Et parce que « représentants qualifiés du Roy » on peut dire que celui-ci en agissant n'était pas mal informé ou ignorant de la question. Rappelons les intendants Feydeau de Brou et d'Angervilliers, le Chancelier de Lorraine Chaumont de La Galaisière ; Gérard, prêteur royal à Strasbourg.

D'autres certainement ne prêtèrent nulle attention à la question linguistique : mais ce fait ne suffit pas à infirmer l'affirmation qui précède.

Enfin parfois, un de ces agents supérieurs de la royauté a pu voir juste et saisir l'esprit qui guidait la politique royale. Ainsi l'intendant Le Pelletier de La Houssaye qui après avoir constaté l'inapplication des ordonnances de 1667 et de 1670 ajoutait : « l'on ne croit pas cependant qu'il convint quant à présent de ne rien changer à cet usage ». L'intendant n'invoque nullement l'arrêt du Conseil d'Etat de 1685 pour remédier à l'avenir à cet état de choses. Il constate seulement que les deux ordonnances précitées ne sont pas observées en Alsace car elles n'y ont pas été introduites. Plus tard on pourra changer cela ; quant à présent non, « surtout jusqu'à ce que la langue française soit plus familière dans la ville de Strasbourg... » Enfin, un intendant qui ne veut pas mettre la charrue devant les bœufs « surtout » !

Quant à l'arrêt du Conseil d'Etat si l'intendant n'y fait aucune allusion c'est qu'après la protestation du Magistrat de Strasbourg, le prêteur royal avait dû battre en retraite, sur les ordres venus de la Cour. L'arrêt fut tenu pour abrogé, tacitement ou expressément. On n'a pas de texte sur ce point, mais on ne serait pas étonné qu'il en existât un perdu dans les innombrables archives de l'Alsace au Ministère des Affaires étran-

gères, ou dans celles de la province. Cette hypothèse est fondée sur le fait que la réponse du prêteur royal ne fait aucune allusion à un ordre ou à une consigne venu de la Cour. Or, connaissant la politique suivie en Alsace, ainsi que l'attention qu'on apporte « aux choses d'Alsace », il est permis de penser que la discussion entre le Magistrat et M. Obrecht, car il n'y a là qu'une discussion, se termina sur une répartition plus habile sinon plus nette du roi et de son Conseil. Sans doute l'intervention du roi ne pouvait-elle revenir sur l'arrêt de 1685 ; il est probable qu'elle en atténua l'efficacité au moins immédiate.

Car les faits sont probants : l'allemand demeura en usage dans les actes officiels en Alsace. Le Pelletier de la Houssaye le constate en 1701 ; Mégret de Sérilly (1), intendant, vers 1752 ; l'éditeur des ordonnances d'Alsace, De Boug (2), en 1775.

Dans son mémoire sur l'Alsace l'intendant Feydeau de Brou exprime l'avis qu'il « conviendrait de renouveler l'arrêt... et ne point faire, comme il a été d'usage, traduire en allemand, à côté du français, les édits..., etc. » (3) ; ce qui semble confirmer l'hypothèse d'une intervention catégorique du pouvoir royal qui aurait atténué la portée de l'arrêt. Cette mesure aurait consisté dans l'autorisation d'un bilinguisme administratif officiel. En demandant que soit renouvelé l'arrêt en 1735, l'intendant laisse entendre qu'un texte ayant pleine vigueur est nécessaire après cette reconnaissance du bilinguisme ; reconnu en droit s'il y eut un acte royal, en fait s'il n'y en eut pas.

Insistons que ce n'est là qu'une hypothèse en ce qui concerne la reconnaissance de droit ; mais il y eut en tout cas reconnaissance de fait du bilinguisme.

Jusqu'à quel point le bilinguisme était-il accepté par le gou-

(1) Lévy, *Hist. ling. d'Als.*, op. cit., t. I, p. 298 à 304. Cite, p. 301, Mégret de Sérilly : « Cet arrêt n'est point exécuté, et ne le sera jamais, si l'on ne prend le parti d'extirper l'usage de la langue allemande et d'y substituer celui de la Nôtre. » (In *Mém. d'Angervilliers*.)

(2) De Boug, *Ord. d'Als.*, t. I, p. 145. « Non exécuté généralement, écrit de Boug en marge de l'arrêt de 1685, non plus qu'une ordonnance de M. de la Grange, Intendant, du 25 juin 1685, qui ordonnait aux habitants d'Alsace de s'habiller à la française. »

(3) Lévy, *Hist. ling. d'Als.*, t. I, p. 348.

vernement royal ? Telle est la question qui nous permettra de déterminer exactement ce que fut effectivement la politique linguistique de la royauté.

Il ne s'agit bien évidemment que de la langue officielle, l'usage privé de l'allemand n'ayant nullement été entravé par quelque mesure générale que ce soit, mises à part les mesures particulières de la politique religieuse signalées précédemment.

La législation concernant les juifs au XVIII^e siècle montre même l'acceptation expresse du bilinguisme dans l'usage privé. Si une déclaration du roi de 1710, leur ordonne de tenir leurs registres en langue française (1) seulement, parce que la langue hébraïque n'était pas comprise des parties contractant avec eux, autres que les juifs eux-mêmes ; un arrêt du Conseil Souverain d'Alsace de 1735, ordonne de rédiger les « quittances et autres actes concernant leurs débiteurs chrétiens... en langue vulgaire » (2). De même d'après un arrêt de règlement du Conseil de 1739, les Juifs doivent prêter serment en « langue vulgaire » (3). Enfin, les lettres-patentes du 10 juillet 1784, rappellent que les registres et les quittances des Juifs doivent être rédigés « en français ou dans la langue vulgaire usitée en Alsace » (4).

Le bilinguisme fut reconnu aussi, mais tacitement (jusqu'à preuve nouvelle, preuve qui pourrait résulter justement de l'intervention royale dans la discussion du Magistrat et du Prêtre) dans les actes officiels. Quoi qu'il en soit, on voyait dans le bilinguisme avec l'intendant Le Pelletier de la Houssaye, un état de fait transitoire « jusqu'à ce que la langue française soit plus familière ». Aussi n'était-il admis que lorsqu'il paraissait nécessaire : toutes les pièces allemandes étant obligatoirement traduites en français, mais non pas toujours et toutes les pièces du français en allemand.

Un arrêt du Conseil Souverain d'Alsace du 15 mai 1753, est catégorique en ce sens, puisqu'il « casse un décret du Bailli

(1) De Boug, *Ord. d'Alsace*, t. II, p. 117. Déclaration du 29 août 1710.

(2) De Boug, *Ord. d'Als.*, t. II, p. 116. Arrêt du C. Souv. d'Als. du 17 février 1735.

(3) De Boug, *Ord. d'Als.*, t. II, p. 208.

(4) Isambert, *Anc. Lois Fr.*, t. XXVII, p. 438.

de Barr qui ordonnait qu'une Partie feroit traduire en allemand les Ecritures qu'elle avoit fournies, en françois ». L'arrêt marque donc la priorité du français dans le système bilingue de la pratique judiciaire ; car ce qui importe pour juger du point de droit et de l'état de la question, c'est l'opinion de la juridiction supérieure, non celle de la juridiction subalterne.

Or, il est assez surprenant de lire qu'un tel cas jurisprudentiel pourrait s'intituler : « Où l'on voit un juge français imposer à des plaideurs français, la présentation de leurs pièces... en bonne traduction allemande. » (1) Et l'on raisonne ensuite comme si la cassation n'avait pas eu lieu pour réduire celle-ci à une question de « bon goût » : le Conseil Souverain... « a eu heureusement le bon goût de casser le jugement du bailli de Barr ». En ajoutant que le Conseil a « autorisé pour ainsi dire l'emploi de la langue française » on achève enfin de renverser l'ordre et l'importance des facteurs.

Voici cet arrêt de cassation dont la teneur n'est pas douteuse (2) :

« ...Le suppliant a fourni des écritures en françois, avec un inventaire de production, qui ont été signifiés audit Dieboldt le 7 avril dernier avec sommation de produire également de sa part ; mais ledit Dieboldt, au lieu de ce faire, s'est avisé d'imaginer une nouvelle chicane pour éloigner le Jugement de l'instance ; il a présenté Requête au Bailli de Barr le 10^e dudit mois, dans laquelle il expose qu'il est d'usage à Barr que la procédure se fasse en allemand et conclut à ce que le Suppliant ait a lui signifié ses écritures dans cette langue. Sur quoi le Bailli a rendu Decret ledit jour 10 avril, par lequel il a ordonné que le Suppliant fera traduire en allemand les écritures qu'il a fournies en françois, en exécution de l'appointement, et qu'il les fera signifier dans cette langue audit Dieboldt.

« La simple proposition suffit pour faire connoître que ce Décret est insoutenable et qu'il fait grief au Suppliant. Suivant un Arrêt du Conseil d'Etat du 30 janvier 1685, toutes les Pro-

(1) Lévy, *Hist. ling. d'Als.*, op. cit., t. I, p. 354 et 355.

(2) De Boug, *Ord. d'Als.*, t. II, p. 422.

cédures, Jugemens et Actes doivent être écrits en langue Française dans cette Province. Il est vrai que cet Arrêt n'est point exécuté ; mais il ne s'ensuit pas de là qu'un Juge subalterne puisse obliger les Parties à fournir leurs écritures dans la Langue allemande plutôt que dans la Langue française, qui est celle du Tribunal Souverain.

« Il arrive souvent que des Parties, pour faire leurs écritures, s'adresseront à des Avocats qui n'écrivent que dans la Langue Française ; si le Décret dont est question étoit autorisé, ce seroit les priver d'un secours bien des fois nécessaire, ou leur multiplier les frais par l'obligation où elles seroient de faire traduire leurs écritures en allemand. Il arrive aussi bien souvent que l'on se rapporte aux écritures faites en première instance, et surtout en matière de compte ; si on oblige les Parties de les faire faire en allemand, il faut ou les faire traduire en cause d'appel ou faire de nouvelles écritures : ce qui ne tendroit qu'à ruiner les Parties en frais ; ensorte que le Suppliant se croit bien fonder à recourir l'autorité du Conseil...

« A ces Causes... le Conseil faisant droit sur la Requête a cassé et annulé ledit Decret... »

Le décret du Bailli de Barr ayant été cassé, sur quel fondement repose l'argumentation critiquée ? Elle est insoutenable, et ce n'est pas à propos de l'inexécution de l'arrêt de 1685 qu'on peut citer le cas qui nous occupe mais bien, au contraire, pour montrer qu'il y a une limite à cette inexécution.

On nous présente le Décret cassé comme plus important que l'arrêt qui le casse. Bien mieux on généralise et on paraît considérer que la décision contenue dans le décret du bailli n'est pas exceptionnelle : « le document prouve nettement combien peu l'usage officiel de la langue nationale était encore rentré dans les mœurs » (1).

Voici présentée une situation linguistique exacte, c'est probable, mais que ce texte ne prouve nullement. Au contraire, si le moyen imaginé par le défendeur est porté en Cassation, c'est

(1) Lévy, *op. cit.*, t. I, p. 356.

qu'il ne devait pas être très employé jusque-là. L'arrêt le constate : « ledit Dieboldt... *s'est avisé d'imaginer* une nouvelle *chicane*. » Est-ce assez méprisant et expressif pour caractériser le moyen *peu habituel* dont s'est servi le dit Dieboldt. Mais ce n'est pas tout, le Conseil Souverain montre qu'il ne tolérera pas ce qui est inadmissible et n'a pas dû se présenter jusque-là : « la simple proposition suffit pour faire connoître que ce Décret est insoutenable ».

Après cela que reste-t-il de ce Décret du Bailli de Bar, sinon une discussion prouvant exactement que, malgré la tolérance d'un certain bilinguisme, le français est considéré comme la langue de l'Etat ayant droit, à ce titre, à un régime de priorité qui exclut par conséquent l'égalité de traitement pour les autres langues.

SECTION III

MAINTIEN DU PRINCIPE AVEC LES TEMPÉRAMEMENTS

QUE COMPORTA SON APPLICATION DANS LES AUTRES PROVINCES

I

Après une longue période linguistique transitoire, l'édit de 1700 avait enfin donné sa place officielle au français, en Roussillon.

La réaction en présence d'un texte aussi rigide que l'arrêt de 1685 pour l'Alsace, ne fut pas moins énergique que celle du Magistrat de Strasbourg. Remarquons en effet que ces textes ne font pas place à des demi-mesures. Dans la pratique on acceptera un bilinguisme suffisamment large comme nous venons de le constater en Alsace ; dans le texte on maintient le principe dans toute sa rigueur : une seule langue officielle est admise. Non seulement on impose le français, mais on interdit l'autre langue : « Fait défenses très expresses, de rédiger les procédures en allemand » (arrêt de 1685) — « défendons... de ne se plus servir... de la Langue catalane » (édit de 1700) — « Faisons très-expresses défenses... de rédiger... en langue Alle-

mande » (édit de 1748) pour la Lorraine — « Défendons... de se plus servir de la Langue Flamande » (édit de 1685).

En Corse cependant, l'ordonnance se contente d'imposer le français comme règle générale : « ...et sera le tout rédigé en Français ». Ici en effet on reconnaîtra officiellement l'usage de l'italien dans certains actes.

Il y a dans les quatre premiers textes une formule d'exclusivisme nettement marquée. Qu'on leur compare les ordonnances du xvr^e siècle et l'on verra que dans ces dernières l'interdiction de la langue du pays n'existe pas. Les ordonnances prescrivent l'emploi de la langue vulgaire ou du français, c'est tout. La formule prohibitive s'y rencontre pourtant, mais elle vise expressément le Latin.

L'interdiction de se servir de la langue provinciale ne date que de la politique linguistique de la royauté qui s'ouvre seulement au début du xviii^e siècle. Ne nous étonnons pas en conséquence de l'absence de protestations contre les ordonnances du siècle précédent : la cause qui les explique, le siècle suivant, fait alors défaut. Par contre, dès la création du Parlement de Pau et l'édit de Louis XIII de 1620, la série des protestations est ouverte. Après les Béarnais et les Navarrais, ce sont les Flamands, après eux, les Alsaciens, puis les Catalans et enfin les Corses, qui tous soulèvent à peu près les mêmes objections : se réduisant en bref à la simple nécessité pratique pour les populations de se servir de leur langue puisqu'elles ne savent pas encore assez le français.

N'est-ce pas en cela que se trouve la meilleure justification de la tolérance royale : *il ne pouvait* en être autrement tant que les populations n'auraient pas appris le français. On oublie quelquefois que la politique doit tenir compte des faits autant que des principes. Entre l'idée qu'elle poursuit et sa réalisation, il y a la réalité humaine. Elle n'est pas magicienne pour transformer les hommes en quatre années comme l'aurait voulu M. Obrecht.

Pour ce motif, le texte n'est rien par lui-même parce qu'il est trop au-dessus du réel ; le texte c'est *de la théorie*. De quelle façon sera-t-il appliqué, là est tout le problème. Mais les popu-

lations ne peuvent pas en juger lorsque ce qui est écrit n'est encore que le travail de la plume : d'où protestations.

Les Flamands de Dunkerque protestent après la lettre du 26 mai 1663, ordonnant que la justice soit rendue en français. C'est sans doute après leurs protestations qu'une nouvelle lettre (10 juin) atténua la portée de la mesure : les procès en cours seront en conséquence poursuivis en langue Flamande.

Les Catalans du Roussillon protestent après l'édit de 1700 par la voix de leurs Consuls qui montrent encore une fois que la théorie se heurte souvent aux nécessités pratiques :

Il y a « des nottaires françois et catalans, personnes d'un très grand mérite, très sçavants... il n'y a qui sont deya avancés en âge qui leur seroit impossible de faire les actes en langue françoise... Dans les grandes villes, les habitants ou particuliers les plus principaux sçavent médiocrement la langue françoise ; dans les petits villages et en particulier à la montagne... les habitants sont si ignorants à la langue françoise sens la sçavoir parler, et sont fort peu qui l'entendent... les curés et les notaires qui les aident ne sçavent non plus la langue françoise... Quant aux témoins il leur serait presque impossible de déposer sur un article conçu en langue françoise » (1).

Et le pouvoir royal doit bien s'incliner devant le fait, doit bien « tolérer » même s'il ne le veut pas : il ne servirait à rien de brusquer une réforme que seul le temps peut permettre de réaliser.

Les Lorrains du bailliage d'Allemagne protestent. L'édit de 1748 est critiqué lui aussi, toujours pour les mêmes raisons irréfutables. L'usage du français dans les procédures rendrait impossible une bonne justice pour une population qui l'ignore.

On a trace de ces protestations dans un mémoire anonyme ; elles ne sont pas officielles comme celles du magistrat de Strasbourg, ce qui ne veut pas dire qu'elles ne représentent qu'une opinion isolée. « L'édit, fait-on observer, est en opposition avec les intérêts des habitants qui n'ont jamais eu la moindre notion de la langue française ». A l'égard des procédures et jugements

(1) Brunot, *Hist. de la L. Fr.*, t. VII, p. 240, d'après Torreilles, *Diffusion du français à Perpignan*, p. 13.

qui devraient être désormais rédigés « dans une langue qui leur est absolument étrangère », il faudrait, pour instruire les affaires, faire venir de très loin des avocats, et les plaideurs ne seraient jamais persuadés que leurs différends ont été suffisamment exposés, discutés et jugés. Pour les actes notariés, les inconvénients seraient plus graves encore. Les particuliers refuseront de les faire, parcequ'ils ne pourront s'assurer par eux-mêmes de la fidélité de l'acte. Ils en seront réduits aux actes verbaux, beaucoup moins sûrs. Le mémoire conclut en demandant qu'on accorde aux Lorrains le même traitement qu'aux « Alsaciens, que le Roy laisse libre dans l'administration de la justice en allemand » (1).

Enfin les Corses à leur tour sans doute... allaient protester dirons-nous seulement, car il semble qu'on n'a pas attendu leurs protestations.

L'ordonnance de 1768 leur imposait l'usage du français dans la procédure, mais un édit de 1769 « portant règlement pour la procédure criminelle en Corse » l'adapta presque aussitôt à la situation antérieure de l'île. Il y est édicté (art. 5) que « les parties pourront plaider sans assistance d'avocat, ni Procureur en toutes matières sommaires si ce n'est en notre Conseil Supérieur » (2). C'était reconnaître que devant toutes les juridictions subalternes, l'italien serait admis dans la procédure.

L'année suivante, à la Consulte réunie le 15 septembre, les représentants du roi confirment, en le limitant à une certaine période, l'usage de l'italien. Ils allèguent qu'il y a intérêt à limiter dans le temps l'usage de l'italien dans les contrats et les procès, « la langue française devant devenir par la suite familière aux Corses, et même leur langue naturelle comme elle est celle des autres sujets du Roi » (3).

Les expériences antérieures ont servi : les représentants du roi annoncent clairement ce que sera la politique linguistique en Corse. Des défenses immédiates ? elles sont vaines. L'usage de la langue du pays est reconnu, mais on affirme cependant le

(1) G. May, *La lutte pour le français en Lorraine avant 1870*, op. cit., p. 42-43.

(2) *Code Corse*, t. I, p. 338.

(3) Cité par L. Villat, *La Corse de 1768 à 1789*, op. cit., p. 219.

principe ; le français sera seule langue officielle après le temps nécessaire à l'évolution linguistique de la population. On reconnaît donc pour le moment le bilinguisme d'une façon expresse. Les édits et les ordonnances eux-mêmes seront rédigés dans les deux langues.

Aux Etats qui se réunissent en 1777, les piéves demandent la publication d'un Recueil des usages et des ordonnances rendues jusque là pour la Corse. Les Commissaires du Roi répondent « qu'on travaillait à Paris, à l'Imprimerie Royale, à une édition en français et en italien, des édits, ordonnances et arrêts publiés en Corse depuis la réunion de l'île, qu'il en serait envoyé un certain nombre d'exemplaires, aux frais de Sa Majesté, au Conseil Supérieur et aux juridictions royales ; que le surplus de l'édition serait mis dans le commerce, afin que chacun pût s'en pourvoir » (1).

Enfin, à la veille de disparaître, la Monarchie semble avoir voulu définir ce que fut sa politique linguistique, sa conception de la langue d'Etat unique ; la méthode qu'elle voulut suivre pour y parvenir, les difficultés à résoudre : voilà l'exposé que nous laissent les Commissaires du Roi aux Etats de 1777 :

« Au début, les Corses avaient désiré conserver la langue italienne pour rédiger les actes et procéder dans les tribunaux : le Roi y a consenti par tolérance provisoire, en attendant que la langue française soit entièrement familière à ses nouveaux sujets, et le texte des édits et ordonnances a toujours été expédié dans l'une et l'autre langue. Mais il est entendu que, les arrêts et sentences se rendant « au nom et à la décharge du roi », la langue française est la seule qui put convenir à cet usage et doit devenir la langue dominante. Si, conformément au Statut Civil, chacun peut plaider sa cause — ce qui entraîne la nécessité de laisser plaider en italien ceux qui ne parlent pas le français avec facilité — cette tolérance ne peut aller au-delà et « la justice doit se rendre en français tant au Conseil Supérieur qu'aux juridictions royales, sauf l'usage de la langue italienne pour les jugements de podestats » (2).

(1) L. Villat, *La Corse de 1768 à 1789, op. cit.*, p. 51.

(2) Etats de 1777, Séance du 18 juin. Réponse des Commissaires du roi à

La politique royale revendique ainsi cette tolérance linguistique que d'aucuns taxent d'indifférence. Mais cette tolérance ne l'empêche pas de poursuivre le but qu'elle s'est assignée ; seulement elle l'atteindra par étapes comme il convient en un domaine où le temps est indispensable à l'action : « la langue française est la *seule*... ; elle doit devenir la langue *dominante* ».

Sans doute l'évolution linguistique demande du temps. C'est pourquoi le français ne sera d'abord imposé qu'à l'administration supérieure : c'est elle qui est la moins en contact avec la population ; les inconvénients seront moins sensibles aux ressortissants.

Puis on l'introduira dans les actes publics des administrations et des justices inférieures. Là le bilinguisme régnera longtemps.

Quant aux agents subalternes recrutés dans le peuple, moins rapides à adopter une langue nouvelle, la tolérance sera d'autant plus grande que leur fonction est moins importante.

Cette ligne de conduite générale adoptée dans l'application des mesures linguistiques n'est pas seulement exposée par les Commissaires du Roi aux Etats tenus en Corse en 1777 ; elle transparait nettement dans un arrêt du Parlement de Nancy du 24 août 1778, qui autorise « les rapports de mesus en Idiome allemand dans les Justices seigneuriales de la Lorraine allemande ». Cet arrêt apparaît comme la contre-partie de celui du Conseil Souverain d'Alsace de 1753 qui avait cassé le décret du Bailli de Barr, réclamant la traduction en langue allemande des pièces de procédures qu'on lui soumettait en français.

Pourquoi cette différence entre les arrêts des deux Cours Souveraines ? C'est que l'affaire portée au Conseil Souverain d'Alsace concerne non seulement une « chicane » qui ne doit pas exister sur « la langue dominante », mais qu'il s'agit aussi d'une justice royale. L'arrêt du Parlement de Nancy ne concerne, par contre, que la police champêtre et les justices seigneuriales. Le « milieu » si l'on peut dire justifie pleinement la tolé-

une demande de la piève de Vico (procès-verbaux des Etats de 1777 imprimés en français et en italien, reproduits dans le *Bulletin de la Société des Sciences Historiques de la Corse* (mars-octobre 1899, t. II, p. 219 à 226). Cité dans *La Corse de 1768 à 1789*, de L. Villat, *op. cit.*, p. 48.

rance dont il est fait preuve. Il suffit de parcourir l'arrêt pour voir à quelle nécessité elle répond : « l'exécution de ce jugement a jetté l'alarme... »

L'arrêt intervient sur l'annulation par le Présidial de Dieuze d'une sentence du Bailliage de Bitche, concernant un rapport de mévus champêtre :

« L'exécution de ce Jugement a jetté l'alarme dans le Comté de Bitche, où l'on s'est persuadé que cette nullité et la condamnation du Bangard résultaient de ce que l'Acte étoit rédigé en idiome allemand, contrairement à la déclaration du 27 septembre 1748. Le Remontrant est prévenu que la crainte a tellement saisi les Habitans de cette contrée, qu'aucun ne veut faire les fonctions du Bangard et Greffier dans les Hautes-Justices.

« Quoiqu'au vu des pièces, ce motif n'ait pu être celui du Jugement Présidial, le Remontrant a cru important d'assurer la Police champêtre, en déprévenant les Habitans de cette partie de la Lorraine-allemande sur ce qui fait l'objet de leur crainte.

« En effet, le Législateur annulant par la Déclaration du 27 septembre 1748, les Actes faits en idiome allemand n'a eu en vue que les Sentences, Jugements, Actes, Contrats et Procédures ainsi que les offices de Judicature, et de Tabellionage, et non le simple exercice de la Police champêtre confiée à des Paysans, parmi lesquels il seroit presque impossible d'en trouver un seul par la Communauté, instruit de la langue Française.

« Si la nullité prononcée par cette Déclaration de tous Actes rédigés en idiome allemand pouvait s'étendre sur des rapports de mévus champêtres, les biens des Particuliers demeureroient exposés à la déprédation, et feroient la proie du plus hardie par l'assurance de l'impunité, ce qui porteroit le trouble et le brigandage dans toute la Lorraine-allemande...

« ...A ces causes, réquéroit le Procureur-Général du Roi être les Bangards des Hautes Justices Domaniales et Seigneuriales de la Lorraine-allemande, préposés pour la Police champêtre, autorisés à continuer de faire et rédiger les actes concernant la Police champêtre, en idiome allemand, pourvu toutefois qu'il soit justifié par l'énoncé des Plaids-annaux de chaque Communauté, que dans icelle il ne s'est pas trouvé un nombre suffi-

sant de personnes instruites de la langue françoise, et capables, pour y faire choix alternativement de Bangards et Greffiers...

« ...La Cour, faisant droit sur le réquisitoire du Procureur général du Roi a autorisé les Bangards et Greffiers des Hautes Justices Domaniales et Seigneuriales de la Lorraine-allemande, préposés pour la Police champêtre, à continuer de faire et rédiger... en idiome allemand... » (1).

Par cet arrêt, voici donc les cointifs paysans de Bitche rassurés sur leur Police champêtre. Mais ils ont eu de la chance qu'un M. Obrecht ne se trouva pas au Parlement de Nancy.

Cette tolérance n'empêchait pas la fermeté dans l'application des textes lorsqu'elle était possible et justifiée. Ainsi un arrêt de juin 1738 rappelle-t-il à l'ordre les curés de Roussillon qui doivent rédiger les actes de l'état civil en français « à peine de 500 livres d'amende » (2). Quelques années après, c'est une déclaration qui réagit contre la pratique des curés de rédiger en catalan les testaments nuncupatifs qu'ils reçoivent. Cette déclaration du 24 mars 1754 renouvelle « la nullité de tout testament nuncupatif qui serait rédigé autrement qu'en Langue française » (3).

Dans ces cas l'obligation d'employer le français est assez compréhensible : les curés remplissent des charges publiques imposées par l'Etat dans une province rattachée depuis un siècle et où le clergé suffisamment instruit a eu par conséquent une période assez longue pour se familiariser avec la langue française.

II

Cependant il faut bien reconnaître que la compréhension politique du problème des langues n'a pas suffi pour permettre d'aboutir au but que l'on voulait atteindre : nous entendons bien le but linguistique, l'unité de langue administrative. Non seu-

(1) *Rec. des Ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 155.

(2) Brun, *Introduc. de la langue franç. en Béarn et en Roussillon*, op. cit., p. 70.

(3) Merlin, *Répertoire de Jurisprudence*.

lement il ne suffisait pas d'édicter des règles conformes à ce but, de ne les appliquer que dans la mesure où la sagesse le conseillait, et les possibilités pratiques le permettaient ; mais encore il aurait fallu travailler à créer ces possibilités. L'effort de la royauté pour réaliser l'unité de langue administrative devait nécessairement se heurter à une ligne infranchissable. Deux faits permettent de déterminer les limites que la politique d'unification de la langue administrative pratiquée par la royauté ne pouvait dépasser.

L'évolution suivie par l'organisation de la charge d'interprète montre bien en effet une certaine stabilisation de la politique linguistique à la fin de l'ancien régime. Les textes sont innombrables qui créent ou réglementent les fonctions d'interprète (1). En 1762 l'organisation en arrive à un stade qu'on pourrait qualifier d'inquiétant : la création d'un Bureau des Avocats Secrétaires Interprètes au Conseil d'Alsace, véritable office public qui en 1774 délivrera des certificats de capacité après examen (2).

Signe inquiétant, car l'interprète c'est encore une tolérance des pouvoirs publics, mais une tolérance qui doit être provisoire.

Quand nous disions que les tempéraments nécessaires n'ont pas besoin d'être édictés, nous constatons qu'entre le texte imposant une langue administrative et prohibant celle des administrés, l'inévitable compromis ne pouvait manquer de résulter du passage de la théorie à la pratique. Il faut bien qu'à un moment donné du procès, de la marche des affaires soumises à un agent royal quelconque, le contact ait lieu entre l'administré et l'administration. Impossibilité matérielle en conséquence pour l'agent de l'Etat de se passer de la langue de l'adminis-

(1) Ordonnance du 25 juin 1691 (de Boug, *Ord. d'Als.*, t. I, p. 190).

Arrêt du 20 février 1696, du Parlement de Paris (Merlin, *Rec. de Jurisp.*, t. VIII, p. 567).

Edit du 10 mai 1703 (*Ord. de Lorraine*, t. I, p. 382).

Arrêt de la Cour Souv. de Lorr. du 17 février 1747 (*Ord. de Lorr.*, t. VII, p. 130)...

(2) Arrêt du C. Souv. d'Als. enregistrant deux conventions sur les charges d'interprète (de Boug, *Ord. d'Als.*, t. II, p. 616), a) 26 mars 1762 ; b) 15 septembre 1774.

tré : d'où création des interprètes. Mais alors l'administré n'a plus aucun intérêt à apprendre une langue qui ne lui servirait que bien rarement. Et voilà l'interprète cause certaine d'une situation linguistique qui va se perpétuer indéfiniment.

Pour qu'il n'en soit pas ainsi, il faut que le rôle de l'interprète soit essentiellement provisoire dans le temps. Le système du recours aux offices de l'interprète ne doit être admis, *comme règle générale*, que durant la période transitoire pendant laquelle le bilinguisme sera aussi la règle générale applicable à la province. On pourra assez longtemps après seulement se passer des interprètes ; la langue de l'Etat aura pénétré dans l'usage de la population.

Or, à la fin de l'époque monarchique, l'interprète est un véritable officier public qui double les agents de l'administration royale dans les provinces à régime bilingue. Il est encore indispensable au bon fonctionnement de la machine administrative de la royauté.

En second lieu, non seulement la langue des provinces reste à cette époque la langue de l'usage privé, ce qui est naturel puisqu'aucun effort n'a été voulu pour l'entraver, mais on trouve encore dans les administrations locales la persistance de ces mêmes langues.

Les Lettres à l'Abbé Grégoire font nettement apparaître cette persistance de la langue provinciale à la veille de la Révolution (1). Bien évidemment aussi elles montrent les progrès incontestables du français plus ou moins accentués suivant les régions. Or, malgré cette évolution des populations vers le bilinguisme, il est remarquable qu'à la fin de l'ancien régime la langue française n'ait pas encore été la langue exclusivement usitée par les administrations. Il ne s'agit pas sans doute ici de la Corse, trop récemment réunie pour que le bilinguisme administratif n'y fut plus en vigueur ; mais on peut s'étonner que des provinces aussi anciennement rattachées que l'Alsace, le Roussillon et même la Lorraine, pratiquent encore ce genre de bilinguisme.

(1) L'état linguistique de la France à la veille de la Révolution : Cf. Brunot, *op. cit.*, t. VII, l. V.

En 1789, le français n'est pas encore arrivé à être la seule langue officielle : les municipalités et les notaires, ainsi que les justices subalternes conservent encore l'usage de la langue du pays. Sur ce point, les ouvrages d'histoire linguistique fournissent d'amples renseignements dont il est possible de déduire que malgré les progrès certains de la langue française dans ces provinces une barrière véritable fixait au français une limite qui ne pouvait être franchie. La seule unification de la langue administrative se heurtait à une difficulté pratique considérable.

Ce que M. Brunot rapporte de la situation de la langue administrative en Alsace éclaire vivement le fait de la stabilisation des progrès du français : « il suffit, écrit-il, de jeter les yeux sur les archives de tout ordre pour constater que l'administration et la justice, demeurèrent jusqu'au bout, par nécessité, toute allemandes » (1). Par nécessité, c'est-à-dire qu'il y avait une impossibilité matérielle et pratique à une évolution linguistique complète. A quoi tenait-elle ? La politique royale a-t-elle échoué pour ne pas avoir essayé de la faire disparaître ?

Pour aussi peu logique que cela paraisse, toute la politique royale dérive d'un principe « en l'air », irréel à savoir : que la langue de l'administration peut être différente de celle des administrés *indéfiniment*. On croit qu'il suffit de faire rédiger les actes en français, et d'établir la liaison au moyen des interprètes, pour qu'automatiquement la langue d'Etat s'établisse sans autre difficulté. Or, c'est une erreur. Le système de l'interprète ne peut être que *provisoire* sinon il stabilise la différence de langues entre l'administré et l'agent de l'administration. Puisque la langue est ainsi fixée l'interprète tend à se fondre si l'on peut dire, dans la personne de l'administrateur lui-même, ce qui facilite sa tâche : l'administrateur adopte la langue de l'administré. Nous avons vu un cas semblable, soumis au Chancelier de Pontchartrain.

Mais alors la langue adoptée par l'administrateur a tôt fait d'être celle de l'Administration, c'est-à-dire qu'elle restera ou redeviendra la langue usitée dans les actes publics.

(1) Brunot, *op. cit.*, t. VII, p. 292.

Le système de l'interprète accepté comme un moyen définitif de résoudre la question de la langue d'Etat unique, ne fait donc que perpétuer le bilinguisme administratif. A plus forte raison l'administrateur local ne sera-t-il pas enclin à fournir l'effort supplémentaire que nécessite la traduction de sa langue maternelle dans la langue de l'administration.

De ces constatations découle la nécessité, si l'on veut *réaliser pratiquement* l'unité de langue administrative, *de prévoir la connaissance* de celle-ci par les administrés, dans un temps plus ou moins long : il faut que la politique linguistique de l'Etat soit complétée par une politique scolaire prévoyante.

Mais par ce moyen, objectera-t-on, ce n'est plus une langue administrative, qu'il s'agit d'établir, c'est une langue nationale qu'on impose à des populations dont l'opposition peut être si énergique qu'elles préféreront rompre l'unité politique plutôt que de l'accepter.

En cette difficulté réside toute la politique linguistique : celle-ci est essentiellement une *méthode*, non seulement un principe. C'est pourquoi il est permis de penser que la politique royale loin d'avoir échoué a pleinement réussi. Le but linguistique, l'unité de langue administrative, n'a pas été atteint sans doute ; la royauté n'a pas mis en œuvre pour cela les moyens nécessaires. Il lui aurait fallu pratiquer parallèlement à la politique linguistique administrative, dans le même esprit, avec la même méthode, une politique linguistique scolaire.

Or, l'organisation de l'enseignement, non seulement était peu efficace, mais échappait aux directives de la puissance publique. Quelques écoles royales créées dans les provinces ne pouvaient avoir qu'une influence bien restreinte. L'heure de l'école d'Etat n'avait pas encore sonné. En 1788, une Instruction du Roi parvient à orienter en ce sens la question linguistique vers la bonne solution (1). C'est la Révolution qui la réalisera.

(1) « Instruction à laquelle l'intention du Roi est que le Préteur royal et le Magistrat de Strasbourg se conforme ponctuellement. » *Rev. d'Als.*, 1856 (7^e année), p. 419.

« La langue allemande est à Strasbourg la seule que la plupart des gens du peuple parlent et entendent. Il résulte de là plusieurs inconvénients dont sa Majesté a été frappée. Son intention est qu'on établisse au plus tôt dans

La grave déficience que nous laissions entrevoir dans la politique linguistique de la royauté, c'est donc l'absence de politique, l'absence même d'organisation scolaire. On doit le regretter, car l'évolution linguistique de la France en aurait ressenti les heureuses conséquences. Peut-on s'étonner toutefois de cette situation scolaire dans l'Etat antérieur à la Révolution ? Il ne semble pas. Rien ne semblait prédestiner l'Etat au rôle d'éducateur de la jeunesse. Ce rôle semblait dévolu pour toujours aux familles et aux organisations s'occupant de la formation morale de l'homme : associations religieuses ou autres de quelque religion qu'elle relève d'ailleurs. Car il faut bien reconnaître l'influence de l'enseignement sur l'éducation qui sont inséparables l'un de l'autre pour la formation de l'enfant.

Dès lors, le rôle bienfaisant pour l'instruction, c'est certain, qu'allait assumer l'Etat en matière d'enseignement ne pouvait se révéler que le jour où l'on croirait, à tort ou à raison, qu'il est possible de séparer l'enseignement de l'éducation, la formation intellectuelle de l'homme, de sa formation morale.

La déficience de la politique linguistique de la monarchie se rattache donc encore, à cette différence entre la conception moderne du rôle de l'Etat et celle qu'on en avait sous la royauté, l'Etat post-révolutionnaire proclamant à sa naissance : « l'instruction est le premier besoin du peuple », ce qui tout de même ne lui suffit pas.

En plaçant l'école sous son autorité, l'Etat trouvait le moyen de faire aboutir la politique linguistique de la royauté.

Quels avaient été les résultats de celle-ci ?

Quels enseignements peut-on en retirer ; ce sera l'objet de notre conclusion.

la ville plusieurs écoles où la langue française soit enseignée. Elle enjoint au Magistrat et au Préteur royal de prendre sur le champ de concert les mesures nécessaires pour cela. » Fait à Versailles, le 17 juin 1788.

LOUIS.

CONCLUSION

POLITIQUE ROYALE ET CIVILISATION FRANÇAISE

Ayant voulu rechercher, parmi les causes qui occasionnèrent le déclin continu des langues provinciales en France, la part qui revient à l'action directe de la puissance publique durant la période monarchique, nous avons été conduit d'abord à restreindre la durée pendant laquelle cette action s'est manifestée.

Nous avons donné les raisons pour lesquelles la politique linguistique n'e pouvait pas prendre naissance au xvi^e siècle, tandis qu'elle s'est trouvée nécessitée par les événements historiques du xvii^e siècle. L'étude de l'ordonnance de Villers-Cotterets a montré qu'il n'y avait en effet dans l'acte de François I^{er} aucune intervention de la puissance publique à l'égard des langues provinciales. On peut en conclure que jusqu'au début du xvii^e siècle, il n'y eut pas de politique linguistique en France, parce que la question linguistique elle-même n'était pas posée, sous la forme qui aurait rendu cette politique nécessaire.

Durant la longue période qui s'ouvre avec la croisade des Albigeois, premier contact de la royauté d'Oïl avec les pays d'Oc, et s'achève avec le règne du Béarnais, les langues des provinces françaises furent vraiment à égalité. Elles évoluèrent sous l'influence de leur génie propre, soumises seulement aux facteurs de civilisation ; avec cette restriction que la langue du roi commence à bénéficier indirectement de la prépondérance politique de la royauté. Il y a donc, dans l'évolution externe des langues méridionales, seules en cause à cette époque, une

(1) Ce titre répond à la question posée par M. L. Febvre, dans la *Revue de Synthèse Historique* : Politique royale ou Civilisation française ? (*op. cit.*).

période de libre développement, pendant laquelle l'action du facteur politique étant indirect et invisible ne laisse apparaître aucune politique active, aucune intervention, et, en contrepartie, aucune résistance manifeste.

C'est pourquoi on peut trouver excellente cette appréciation pleine de bon sens, de M. L. Febvre, sur l'action politique de la royauté au xvi^e siècle : « Ce n'est pas un « je veux » de François I^{er} ou de quelque autre roi, qui explique le miracle de cette conversion linguistique du Midi. Le monde méridional n'a pas obéi au cri d'un héraut, lisant, après trois appels de trompettes, devant les populations prosternées, l'ordonnance de Villers-Cotterets ».

L'introduction du français dans les provinces d'Oc ne fut pas le fait du pouvoir politique, mais elle eut lieu sous l'action des forces de civilisation que représentaient le français et la monarchie française, par lesquels ces forces se développaient, tandis qu'étaient entravées les forces d'expansion de la civilisation méridionale.

I

RÉSULTATS DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DE LA ROYAUTÉ

La politique linguistique française est donc née au xvii^e siècle, parce qu'on ne peut concevoir cette politique que dans le cadre de l'Etat.

Rivarol a écrit dans son magnifique discours sur « L'universalité de la langue française » : Les langues sont comme les nations... » et encore : « la maturité du langage et celle de la nation arrivèrent ensemble ». Ce qu'il dit ainsi de l'évolution interne de la langue française peut être répété à propos de son évolution externe ou d'une façon plus expressive, de sa force d'expansion. Or, ce qui crée le problème politique c'est justement le heurt ou le voisinage de deux peuples de civilisations, de mœurs, de génies différents.

Ce fut le cas pour le problème linguistique qui naquit au moment même où l'unité politique de la France comme nation

organisée se réalisait avec Richelieu. La question de la langue et la naissance de l'Etat furent simultanées ; ce fait donne l'explication de la politique de l'Etat français sous la Monarchie.

L'Etat monarchique qui tendait à l'unité nationale, au triple point de vue religieux, juridique et constitutionnel ou politique (une foi, une loi, un roi) n'eut pas le même objectif en d'autres domaines, économique par exemple, ainsi que dans le domaine linguistique. Il ne voulut réaliser en celui-ci que la langue d'Etat, langue de l'administration, non langue unique des administrés. Nous avons vu qu'il n'y parvint qu'à demi.

Pourquoi la royauté n'est-elle intervenue par des actes formels pour imposer l'usage du français que dans l'administration seulement ? Pourquoi n'a-t-elle pas réussi même à atteindre cet objectif assez restreint ?

Il n'y a de cela qu'une seule raison : jusqu'à la Révolution et malgré quelques théoriciens précurseurs d'idées plus ou moins exactes, on n'a pas fait reposer l'unité de la nation sur l'unité de langue. Par là s'explique le libéralisme linguistique de la royauté. Il y eut bien une politique linguistique à partir du ^{xvii}^e siècle, mais elle ne sortit pas du cadre administratif. Si la royauté connut le problème sous son aspect national comme l'ont exposé ses propres représentants qualifiés, elle ne voulut pas le transformer en problème politique. En la laissant au niveau d'une question administrative, la question des langues recevait ainsi la meilleure solution politique. De cette façon fut résolu pendant près de deux cents ans le problème de l'unité nationale, de l'union sous une même souveraineté de peuples parlant des langues différentes.

L'union n'est pas encore assez dire. Cette tolérance favorisa certainement la fusion en une seule nation de ces peuples différents par la langue que la Révolution de 1789 montra comme plus profondément fondus ensemble qu'il aurait même pu le paraître.

II

LES ENSEIGNEMENTS DE L'EXPÉRIENCE DE POLITIQUE LINGUISTIQUE PRATiquÉE PAR LA ROYAUTE

Le premier est la consécration par les faits du principe que « ce qui constitue la nation ce n'est pas de parler la même langue ». On peut même affirmer après l'exemple donné par la formation de l'unité française jusqu'à nos jours, que l'on ne peut réaliser l'unité linguistique qu'après l'achèvement de la nation. C'est la nation parvenue au stade de l'unité morale qui supporte l'unité linguistique ; ce n'est pas la langue qui peut servir de support à l'unité de la nation.

La politique de la royauté a échoué, on peut le reconnaître, dans une large mesure, si l'on prétend que l'unité linguistique de la nation était indispensable pour assurer son unité politique. Elle a réussi pleinement si l'on veut bien admettre qu'en 1789, l'unité morale de la nation française était complètement réalisée. De cela, toute l'histoire révolutionnaire est une preuve.

Il ne suffit pas de constater, comme le fait M. Reuss, qu'au début de la Révolution, l'Alsace « était encore étrangère au reste du royaume en beaucoup de points. C'est la Révolution, ajoute-t-il, qui a fait la soudure en son immense fournaise, en employant parfois des moyens un peu violents, mais surtout en faisant appel aux instincts les plus généreux de l'Alsace, au dévouement patriotique de ses enfants, qui lui donnèrent alors les Kellermann et les Kléber... » (1).

Non seulement des chefs, une élite, mais elle lui donna des soldats, des hommes de toutes classes sociales et de toutes religions ; voilà ce que l'Alsace donna à la France Révolutionnaire. Croit-on cependant qu'il suffisait de déclarer la guerre « aux tyrans » et d'appeler les volontaires de 93, « les soldats de la liberté » pour faire germer des héros du sol de l'Alsace ?

Les difficultés qui suivirent l'entrée des français *appelés* dans

(1) Reuss, *Hist. d'Als.* Paris, Boivin, 1925, p. 308.

la province dès la guerre de Trente ans, et alors même qu'ils y étaient en alliés, en protecteurs, laissent supposer que s'il n'y avait pas eu d'évolution jusqu'en 89, l'enthousiasme n'aurait guère été celui qu'il fut. Or, il fut total : l'unité française éclata si forte d'un bout à l'autre du territoire, que non seulement en Alsace comme partout, le dévouement patriotique fut absolu mais qu'avec les idées généreuses on y exalta aussi les fautes et les crimes de la Terreur. Le sentiment patriotique de l'Alsace pouvait-il aller plus loin qu'il le fit, en acceptant aveuglément, non seulement de répondre à cet appel aux instincts généreux, mais même aux autres, moins louables, qui lui venaient de la patrie transformée.

Si l'Alsace fut française totalement et sans restriction dans le grand mouvement de réformation de la France à cette époque, c'est que durant deux cents ans, elle avait connu la France comme il le fallait pour qu'elle voulut lui attacher sa destinée. Les volontaires de 93 en Alsace, c'est la Royauté qui les a donnés à la Révolution.

Et cependant, c'étaient des chants allemands qu'ils chantaient en marchant contre les Prussiens. Mais les cœurs et les volontés étaient pour la patrie française parce que la royauté avait su la leur faire aimer.

Aussi, répondrai-je simplement à M. Reuss par ses propres termes. Ayant constaté ce que fut le point de départ du règne de la France en Alsace, il expose comment s'accomplit cette merveilleuse évolution d'un peuple qui choisit sa voie : (1)

« L'Alsace, au moment où elle passait sous la domination française, appartenait à l'Allemagne, par la langue, par les habitudes, par les institutions et par les sentiments ; là, le peuple tenait avec l'opiniâtreté du caractère natal, à la nationalité de ses pères, les gentilshommes à leurs privilèges germaniques, et les villes impériales, à leur libre constitution ».

Puis Reuss nous montre l'action de l'administration royale, l'impartialité de la justice « l'on y voit tout aussi souvent le sujet gagner son procès contre son seigneur, le pauvre contre

(1) Reuss, *l'Alsace au xviii^e siècle* (op. cit.), p. 720 et sq.

le riche... » ; il nous montre l'influence heureuse d'une conception restrictive du rôle de l'Etat qui ne s'ingère pas dans toutes les affaires de la province :

« La conception de l'Etat moderne, envahisseur, omnipotent, seul régulateur des destinées individuelles, comme du sort des nations, n'existait pas encore fort heureusement pour les Alsaciens de ce temps... La France ne songea pas davantage à leur demander le sacrifice de leur langue nationale, ou de leurs vieilles traditions administratives locales ».

Et nous faisons nôtre cette conclusion de l'historien de l'Alsace, sur ce que fut l'union de cette province à la patrie française, car on ne saurait mieux l'exprimer après lui :

« L'Alsace put ainsi, graduellement, s'assimiler au reste de la nation par le jeu naturel des institutions, par le cours normal des événements, par une immigration peu nombreuse d'abord, puis assez considérable dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, par des relations industrielles et scientifiques, librement nouées, de plus en plus fréquentes et toujours fécondes en résultats...

« Loin de franciser à outrance, comme le répètent encore certains écrivains, ignorants et aveuglés par des haines nationales, le gouvernement français n'a pas même songé à s'emparer de l'instruction publique pour dresser les générations futures. Soit indifférence, soit largeur de vue, il a respecté par tout le vieil ordre de choses...

« Assurément un gouvernement qui, bien qu'assez fort pour briser toutes les résistances, sut respecter ainsi sur des points essentiels, et les traditions antérieures et l'autonomie de la province conquise, mérite qu'on lui tienne compte d'une attitude pareille. Malgré ses défauts et ses erreurs, il eut pourtant, dirai-je, le bonheur, dirai-je la suprême sagesse, de ne jamais oublier cette vérité toute élémentaire et qu'ont oubliée néanmoins tant de gouvernants d'hier et d'aujourd'hui, qu'on ne crée rien de durable sans le temps, et que celui-ci ne respecte que les choses qui sont faites d'accord avec lui... Jamais il n'a été fait d'effort violent pour brusquer le développement naturel qui menait lentement mais sûrement l'Alsace vers la France...

« C'est ainsi que par le respect tolérant et profondément

habile des habitudes du passé, grâce au contact quotidien, pacifique, des deux races et des deux civilisations, pendant quatre générations successives, s'est préparée cette Alsace nouvelle dont nous saluons l'apparition sur la scène de l'histoire en même temps que celle de la France de 1789 ».

Certes, on ne saurait mieux montrer qu'en 89, si l'Alsace fut une partie vivante de la nation française, on l'a dû à la sage politique de la royauté.

Et cependant, les Volontaires de 93, c'est en allemand qu'ils chantaient.

Le deuxième enseignement que l'on peut retirer de la politique royale en Alsace et dans les provinces où elle intervint dans la question linguistique, concerne la *méthode* de son action.

Elle est conforme au principe rappelé par Reuss : qu'on ne crée rien de durable sans le temps. Surtout en cette matière il ne sert à rien « de brusquer le développement naturel ». M. Obrecht et ses semblables croient qu'un peu d'énergie suffit pour résoudre des questions aussi délicates que celles touchant aux sentiments humains les plus profonds. On décrète l'obligation d'employer le français dans les actes, et on l'impose de gré ou de force : c'est simple.

De nos jours M. Obrecht décréterait l'enseignement dans la langue du roi et il interdirait les autres. Certainement si la royauté avait eu un enseignement officiel organisé, l'école aurait servi à la diffusion de la langue du roi. Mais certainement aussi, la *méthode* suivie dans la politique linguistique scolaire n'aurait pas différé de celle pratiquée dans la politique linguistique administrative. On eût enseigné le français, sans interdire, au moins en pratique, les autres langues. Ainsi, aucune vexation, ni surtout aucune peine inutile n'aurait accompagné l'introduction de la langue nouvelle. A réaliser la langue nationale, *on y aurait mis le temps qu'il fallait*, et de même que les populations acceptèrent la Loi française, elles seraient venues lentement au français. Malheureusement la politique scolaire n'entraînait pas encore dans la conception politique du rôle de l'Etat.

Par contre aujourd'hui, on veut aller vite dans tous les domaines. Malheureusement encore l'homme n'a pas changé de nature et quand on touche aux fibres de sa sensibilité ou de son âme il se révolte.

Là est l'erreur de ceux qui croient à la méthode d'assimilation par la langue. Pour des sauvages qui ne disposent que d'une langue pauvre de trois ou quatre cents mots, peut-être — C'est leur rendre service que de leur donner une langue de civilisation riche. Peut-on dire cependant que lorsqu'ils connaîtront parfaitement la langue ils seront assimilés ? Certainement ils seront loin encore de ressembler moralement et intellectuellement à un paysan de France ou à un ouvrier de Paris : la ressemblance ne sera pas plus grande en ce qui concerne l'esprit ou le sentiment national.

Mais qu'on croit pouvoir assimiler un Russe, un Polonais ou un Allemand simplement en lui apprenant une langue, voilà qui est incompréhensible. Et il est encore bien plus incompréhensible de prétendre ainsi assimiler des groupes plus ou moins importants de ces mêmes hommes.

La langue ne fait pas la nation. On fait la nation d'abord, la nation se fait. On assimile d'abord ; la langue nationale naît ensuite de la nation unifiée.

Parce que la royauté voulut réaliser l'unité française, elle connut le danger et l'inutilité d'user de la contrainte dans le domaine moral à l'égard des peuples qu'elle unissait. Or, « la contrainte échoue, échouera toujours » (1) en cela. Elle crut en effet qu'à l'unité politique : le roi et la loi, devait nécessairement s'ajouter l'unité religieuse. Pour la réaliser elle n'hésita pas à se servir de la contrainte. L'échec était certain. L'intolérance de sa politique religieuse n'aboutit qu'à fortifier ce qu'elle voulait affaiblir. On a su la lui reprocher avec raison.

Mais voici jusqu'où va l'inconséquence de ceux qui, reprochant l'intolérance religieuse, condamnent la tolérance à l'égard des langues provinciales. Ils ne comprennent pas qu'il s'agit d'un problème du même ordre. Or, on ne triomphe pas des

(1) L. Febvre, *op. cit.*

forces morales par la force tout court ; en ce domaine l'effet produit est contraire ; on les exalte et on les accroît.

C'est pourquoi nous avons rappelé dès le début de cette étude le principe que l'unité de la nation est un fait moral, non une addition de plusieurs facteurs : économique, linguistique, ethnique, ou religieux. Quant à son expression matérielle, elle réside uniquement dans l'union politique des membres qui se sont rassemblés sous la même loi.

La conséquence en est que pour assurer l'unité d'un pays il suffit de maintenir l'union politique entre les membres qui le composent. Ceci en donnant l'autorité nécessaire à l'Etat, qui, à son tour, laissera de justes libertés aux citoyens. L'Etat qui sait non seulement tolérer, mais respecter les libertés de ses ressortissants, enlève tout motif à ceux-ci de se détacher de lui.

La religion et la langue font partie de ces libertés.

On a cru longtemps, comme à une vérité évidente, que sans unité de religion la nation ne pouvait subsister : on s'est trompé. On croit que sans unité de langue, elle ne peut durer : on se trompe. On croit mieux encore que sans unité de race, elle ne peut vivre : demain nous montrera peut-être plus violemment encore qu'on s'est à nouveau trompé.

Vérité d'un jour n'est pas vérité.

Tandis qu'on abandonne ailleurs pour des bases fragiles, la base inébranlable de la nation que constitue son unité morale, regardons dans notre histoire ce qui a fait la force de la nation française. Aux époques les plus différentes et les plus opposées, sous la Monarchie absolue comme sous la République, sous la Révolution comme sous l'Empire, un même fait a triomphé des événements les plus dissolvants de l'unité : la volonté têtue de la nation quoi qu'il arrive, *de s'appeler France* du Nord au Sud, de l'Ouest à l'Est. En cela, non ailleurs est la puissance d'assimilation d'une nation.

Voilà pourquoi lorsqu'il s'agit de définir la politique linguistique de la royauté dans des provinces unies à la France par le cœur et la raison de leurs peuples on peut être certain de ne pas se tromper en disant d'après les résultats atteints que l'ac-

tion du roi fut celle même de l'*esprit français*. Constatation ayant d'autant plus de force qu'elle porte sur la politique d'un monarque absolu dont le libéralisme n'est pas toujours aussi indiscutable qu'en ce domaine. Politique conforme à cet esprit fait de psychologie humaine, de mesure, de sagesse et de générosité, en un mot, politique du libéralisme réfléchi de l'intelligence, non de l'instinct inassouvi et incontrôlé :

« Politique royale et civilisation française »,

Vu : le Président de la thèse.

Paris, le 30 Octobre 1933.

OLIVIER-MARTIN.

Vu : le Doyen,

E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- AGUESSEAU (Le Chancelier d'), *Mémoires sur la réforme de la législation*. Voir F. Monnier.
- ARAGON (Victor), Le Roussillon aux premiers temps de sa réunion à la France. *Mémoires de l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier*. Montpellier, 1882 (4^e tome, p. 93-176).
- BASCLE DE LAGRÈZE (G.), *Histoire du Parlement de Navarre*.
- BATTIFOL (L.), « Les difficultés de Louis XIV avec les Alsaciens ». In *Rev. de Paris*, 1 et 15 avril 1930.
- *Le siècle de la Renaissance*. Paris, Hachette 1913, in-8°.
- BENOIST (Ch.), *Les lois de la politique française et le gouvernement de l'Alsace sous Louis XIV*. Plon, 1929, in-8°.
- BERLET (Ch.), *Les tendances unitaires et provincialistes en France à la fin du XVII^e siècle*. Nancy, 1913, in-8°.
- *Les Provinces au 18^e s. et leur division en départements*. Paris, Bloud, 1913.
- BERRIAT SAINT-PRIX, « Mémoires sur l'emploi de la langue latine dans les Actes anciens et sur sa prohibition au 16^e siècle ». In *Mémoires de la Société Royale des Antiquaires de France*, t. VI, p. 273-296. Année 1824
- BOURDIN (G.), Paraphrase de M. Bourdin sur l'ordonnance de 1539. Paris, 1600, 1 vol. in-8°.
- BORDENAVE (Nicolas de Bordenave), *Histoire de Béarn et de Navarre (1517 à 1572)*. Paris, 1873, in-8°.
- BORNIER (Ph.), *Procès-verbal des Conférences tenues par ordre du Roi pour l'examen des articles de l'Ordonnance civile du mois d'avril 1667 et de l'Ordonnance criminelle du mois d'avril 1670*. Paris, 1740, 2 vol. in-4°.
- BOUG (de), *Recueil des Edits, Déclarations, lettres-patentes, arrêts du Conseil d'Etat et du Conseil souverain d'Alsace, Ordonnances et Réglemens concernant cette province, avec des observations*. Colmar, J.-H. Decker, 1775.

- BRILLON (P.-J.), *Dictionnaire des arrêts ou jurisprudence universelle des Parlements de France et autres tribunaux*. Paris, 1727, 6 vol. in-fol.
- BRIVE-CAZES, *Le Parlement de Bordeaux et la Cour des Commissaires de 1549*. Bordeaux, 1870, in-8°.
- BRUN (Auguste), *Recherches historiques sur l'introduction du français dans les Provinces du Midi : Languedoc, Guyenne, Limousin, Provence*. Paris, 1923, in-8°.
- *Introduction de la langue française en Béarn et en Roussillon*. Paris, 1923, in-8°.
- BRUNOT (Ferdinand), *Histoire de la langue française des origines à 1900*. Paris, A. Colin, 9 vol. in-8°, t. II, V, VII.
- « La langue française en Alsace après l'annexion à la France. » In *Revue de Paris*, 1^{er} juin 1916, p. 585.
- « Un projet d'enrichir, magnifier et publier la langue française en 1509. » In *Revue d'Histoire littéraire de la France*, 1894, p. 27.
- CARNÉ (de), *Les Etats de Bretagne et son administration jusqu'à 1789*. Paris, 1868, 2 vol. in-8°.
- CASENEUVE, *Le franc-alleu de la Province de Languedoc* (Doléances des Etats de Tours 1484). Toulouse, 1645, 1 vol. in-fol.
- CHÉNON (E.), *Histoire générale du Droit français public et privé, des origines à 1815*. Paris, 1926-1929, 2 vol.
- CHÉRUEL, « Lettres du Cardinal Mazarin », 9 vol. in-4° *Collection des documents inédits pour servir à l'histoire de France*. Paris, 1882-1906.
- CLÉMENT (P.), *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*. Paris, 1861-1882, 8 t. en 10 vol. in-8°.
- CODE CORSE. Paris, 1778-1790, 9 vol. in-4°.
- COMMINES (Ph. de), *Mémoires*. Edit. Mandrot, t. II, LVI, chap. 5. Paris, Picard, 1901-1903, 2 vol.
- CONSTANTIN (Jean), *Commentaria Joannis Constantini, advocati in leges regias seu ordinationes de litibus brevi decidendis*. 1 vol. in-8°, Parisiis, 1549.
- COQUILLE (Guy), *Œuvres*. 1 vol. in-fol. Bordeaux, 1703.
- DELMAS, *Du Parlement de Navarre*. Paris, 1898. 1 vol. in-4°.
- DEPPING, *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*. Paris, I. N., 1850-1855, 4 vol. in-4°.
- DOGNON, *Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc du XIII^e siècle aux guerres de Religion*. Toulouse, Ed. Privat, 1 vol. in-8°.
- DREYSS, *Mémoires de Louis XIV pour l'instruction du Dauphin*. Paris, 1860, 2 vol. in-8°.
- DUBARAT, *Documents et bibliographie sur la Réforme en Béarn et en pays basque*. Pau, 1900, in-8°.
- *L'union du Béarn à la France*.

- DU BELLAY (J.), *Deffence et illustration de la langue Françoisse*. Ed. par E. Person. Lib. J. Cerf, Paris, 1892.
- DUMONT, *Corps diplomatique de Droit des gens*. Amsterdam, 1726, 9 vol. in-fol.
- DUMOULIN, *Œuvres*. Paris, 1861, t. II, p. 690 « Oratio de concordia et unione consuetudinum Franciæ ».
- DUPONT-FERRIER, *La formation de l'Etat français et de l'unité française*. A. Colin, 1929, in-12.
- *Le rôle des commissaires royaux dans le gouvernement de la France (XIV^e au XVI^e siècle)*. Mélanges Paul Fournier, 1929, p. 171.
- *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées*. Paris, 1902, in-8°.
- DUPRÉ-LASALE, Michel de L'Hospital avant son élévation au poste de Chancelier de France. Paris, 1875, in-8°.
- DUPUY (A.), *Histoire de la réunion de la Bretagne à la France*. Paris, 1880, 2 vol. in-8°.
- DURAND DE MAILLANE, *Dictionnaire de Droit canonique* (1776). 5 vol. in-4°.
- ESMEIN, *Histoire de la procédure criminelle en France*. Paris, 1882, in-8°.
- *Cours élémentaire d'histoire du droit français*. Paris, 1925, 1 vol. in-8°.
- FEBVRE (Lucien), « Histoire et dialectologie ». In *Rev. de synthèse historique*, année 1906, t. 12.
- « Politique royale ou civilisation française ». In *Rev. de Synth. hist.*, 1924, t. 38.
- « Langue et nationalité en France au XVIII^e siècle », in *Rev. de Synth. hist.* 1926, t. XLII.
- « Histoire et linguistique », in *Rev. de Synth. histor.*, oct. 1911, t. XXIII.
- FLACH (J.), *Les origines de l'ancienne France (X^e et XI^e siècles)*. Paris, 1917, 4 vol.
- *Les affinités françaises de l'Alsace avant Louis XIV et l'iniquité de sa séparation de la France*. Paris, 1915, in-8°.
- *L'esprit alsacien à travers l'histoire*. Paris, 1916, in-8°.
- FONTANON, *Les Edits et Ordonnances des Rois de France...* Paris, 1611, 3 vol. in-fol.
- GARAT (D.-J.), *Origines des Basques de France et d'Espagne*. Paris, Hachette, 1869.
- GAZANYOLA, *Histoire de la province du Roussillon*. Perpignan, 1857.
- GAZIER (A.), *Lettres à Grégoire sur les patois de France, 1790-1794*. Paris, Durand et Pedone-Lauriel, 1880, in-8°.
- GERMAIN-MARTIN, « Histoire économique et financière de la France », in *Histoire de la Nation Française*, publiée sous la direction de G. Hanotaux,

- GIDE (Ch.), « Lutte des langues ». Conférence de l'Alliance française pour la propagation de la langue française, 1885.
- GIRY (A.), *Manuel de diplomatique*. Paris, Hachette, 1894, in-8°.
- GLASSON, « Le rôle politique du Conseil Souverain d'Alsace », in *Revue historique*, année 1900, t. 72.
- GUÉNOYS (P.), *La conférence des ordonnances royales*, 1593. 1 vol. in-fol.
- HARISTOY (P.), *Recherches historiques sur le pays basque*. Bayonne, Paris, 1883, in-8°.
- HAUSER (H.), *Le principe des nationalités, ses origines historiques*. Paris, 1916, in-8°.
- *La Modernité du XVI^e siècle*. Paris, Alcan, 1930, in-16.
- *Les débuts de l'âge moderne. La Renaissance et la Réforme*. Paris, 1929, in-8°.
- HAUSSONVILLE (D'), *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*. Paris, 1860, 4 vol. in-8°.
- HERSART DE LA VILLEMARQUE, « Essai sur l'histoire de la langue bretonne ». Préface du *Dictionnaire Franç.-Bret. de Le Gonidec*, 1845.
- HOTMANN, *Anti-Tribonien*. 1567.
- ISAMBERT, *Recueil des anciennes lois françaises de 420 à 1789*. Paris, 1821-1873, 29 vol. in-8°.
- JAUBERT DE PASSA (Fr.), « Recherches historiques sur la langue catalane ». In *Mémoires de la Société Royale des Antiquaires de France*, année 1824, p. 297.
- JULLIAN (Camille), *Histoire de la Gaule*. Paris, Hachette, 1920, 4 vol. in-8°.
- « L'ancienneté de l'idée de nation », in *Rev. politique et littéraire (Revue bleue)*, 18 et 25 janvier 1913.
- KœPPELIN (R.), *L'Alsace à travers les âges, son unité d'origine et de races avec la France, ses rapports avec l'Allemagne*. Paris, 1890, in-8°.
- KURTH, *La Frontière linguistique en Belgique et dans le nord de la France*, 2 vol., 1896-1898.
- LAFAILLE, *Annales de la ville de Toulouse*. Toulouse, Colomyez, 1687, 1701, 2 vol. in-fol.
- LAVISSE (Ernest), *Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution*. Paris, Hachette, 1900-1910, 9 t.
- LE FUR, *Races, Nationalités, Etats*. Paris, Alcan, 1922, in-8°.
- LEGRELLE, *Louis XIV et Strasbourg*. Paris, Hachette, 1884, in-8°.
- LEVI (A.), *Diritto e linguaggio in Studi Filosofico-Giuridici*. T. II, Modena, 1931.
- LÉVY (Paul), *Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine*. Paris, 1929, 2 vol. in-8°.
- L'HOSPITAL, *Œuvres*. Edit. par Dufey, Paris, 1824-26, 5 vol. in-8°.
- LONGNON, *La formation de l'unité française*. Paris, Champion, 1890, in-8°.

- LOT, *Fidèles ou vassaux*. Paris, 1904, 1 vol. in-8°.
- LOYSEL (A.), *Institutes coutumières*. Paris, 1710, 2 vol. in-12.
- MARIE (Jean), *Essai sur la vie et les ouvrages du Chancelier de L'Hospital*. Rennes, 1868, in-8°.
- MARCA (P. de), *Histoire de Béarn*. Paris, 1640, in-fol.
- MAUSS, « Races et peuples de la Terre », de J. Deniker in *l'Année Sociologique*, année 1900, t. IV, p. 141.
- MAY (Gaston), « La lutte pour le français en Lorraine avant 1870 », *Annales de l'Est*, 26^e année, fasc. 1, 1912.
- MEILLET (A.), *Les langues du monde*, 1924.
— *Les langues dans l'Europe nouvelle*. Paris, Payot, 1928, in-8°.
- MEILLET (A.), *Linguistique historique et linguistique générale*. Paris, Champion, 1921, in-8°.
— *Introduction à l'étude comparative des Langues Indo-Européennes*. Paris, Hachette, 1912, in-8°.
— « Comment les mots changent de sens », in *l'Année Sociologique*, année 1906, t. IX, p. 2.
— *Aperçu d'une histoire de la langue grecque (Avant-propos)*. Paris, Hachette, 1930.
- Mercur* français. Année 1620, t. VI, p. 361.
- MERLIN, *Répertoire de jurisprudence*. Paris, 1830, in-4° (18 vol. in-4°). T. 16, mots « langue française ».
- MIROT, *Géographie historique de la France*.
- MISTRAL (Fr.), *Calendal*. Paris, Lemerre, 1925.
- MONNIER (Francis), *Le Chancelier d'Aguesseau, sa conduite et ses idées politiques et son influence sur le mouvement des esprits pendant la première moitié du XVIII^e siècle*. Paris, Didier, 1860, in-8°.
- MONTAIGNE, *Essais*. Paris, Alcan, 1922, 3 vol. in-16.
- MORICE (Dom), *Mémoires pour servir de Préface à l'Histoire ecclésiastique et civile de Bretagne*, 1742, 3 vol. in-fol.
- NÉMOND (Fr. de), *Oraison de F. de Némoud, Angoumois*. Poitiers, 1555. (Bib. Maz. 13.757.)
- NÉRON, *Edits et Ordonnances des Rois de France* (Paris, 1720). 2 vol. in-fol.
- OLIVIER-MARTIN, *Précis d'Histoire du Droit français*. Paris, Dalloz, 1932, in-12.
— *La réunion de la Basse-Navarre à la Couronne de France*. Madrid, 1933, in-8°.
- PASQUIER (Est.), *Œuvres*. Edit. 1723. « Les Recherches de la France », 2 vol.
- PETIT (Albert), « Comment l'Alsace est devenue française », in *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mai 1915.
- PFISTER (Ch.), *L'Alsace sous la domination française*. Nancy, 1893, in-8°.

- PICOT (G.), *Histoire des Etats Généraux*. Paris, Hachette, 1888, 5 vol. in-12.
- PINON (R.), *Histoire diplomatique de la France*. Paris, 1929 (Collect. Hist. de la Nat. Franç. de G. Hanotaux, t. IX).
- POULLET (E.), *Histoire politique nationale*. Louvain, 1882-92, t. I, p. 374.
- PIRENNE, *Histoire de Belgique*. Bruxelles, 1900, 4 vol. in-8°.
- RAMUS, *Gramere*. Edit. de 1562, Paris, André Wechel (Biblioth. Maz. Rés. 22.331).
- REBUFFE (Pierre), *Recueil des ordonnances*.
— *Commentarii in constitutiones seu ordinationes regias*. 1599, 1 vol. in-fol.
- Recueil des Actes, titres et Mémoires concernant les Affaires du clergé de France*. Paris, Avignon, 1764.
- Recueil des Edits, Ordonnances et Règlements du duc de Lorraine*. Nancy, 1733-1786, 13 vol. in-4°.
- Recueil des loix, coutumes et usages observés par les Juifs de Metz*. Metz, 1786, 1 vol. in-8°.
- REDSLOB (R.), *Histoire des grands principes du droit des gens*. 1923, p. 415.
— *Le principe des nationalités*. 1930, p. 52.
- RENAN (Ernest), *Qu'est-ce qu'une nation ?* Discours et Conférences en Sorbonne. Paris, Calmann-Lévy, 1882.
— *Mélanges religieux et historiques*. Paris, 1904.
- REUSS (Rod.), *Histoire d'Alsace*. Paris, Boivin, 1925, in-16.
— *Histoire de Strasbourg depuis ses origines jusqu'à nos jours*. Paris, 1922, in-4°.
— *L'Alsace au XVII^e siècle*. Paris, Bouillon, 1897-98, 2 vol. in-8°.
- Revue d'Alsace*. Publication mensuelle. Colmar, 1850 ss. Années: 1856, 1867, 1895, 1897, 1898.
- RIVAROL, *Œuvres choisies*. Paris, Jouaust, 1880, 2 vol. in-8°.
- SAINT-LÉGER (De), *La Flandre maritime et Dunkerque sous la domination française*. Lille, 1900, in-8°.
- SALÉON (Raymond de), *Sommaire abrégé des Ordonnances des Roys de France*, Lyon, 1586.
- SCOTT (J.-B.), *Le français, langue diplomatique moderne*. Paris, Pedone, 1924, in-8°.
- SEYSSSEL (Cl. de), *La grant monarchie de France*.
- TEISSIER (G.-F.), *Histoire de Thionville suivie de divers mémoires...* Metz, 1828, in-8°.
- THEVENEAU (Ad.), *Commentaires sur les ordonnances contenant les difficultés mues entre les docteurs du droit canon et civil*. Lyon, 1647.
- THILLOY, *Les institutions judiciaires de la Lorraine allemande avant 1789*. Metz, 1864, p. 64.
- TORREILLES. *La diffusion du français à Perpignan*. Perpignan, 1914.

- VAISSETTE (Dom), *Histoire générale de Languedoc*. Ed. Privat. Toulouse, 1872-1892, 15 vol. in-4°.
- VAST (H.), *Les grands traités du règne de Louis XIV*. Paris, 1893-96-99, 3 vol. in-8°.
- VENDRYÈS, *Le Langage*. Paris, La Renaissance du livre, 1921, in-18.
(Collection : l'Évolution de l'Humanité.)
- VILLAT (L.), *La Corse de 1768 à 1789*. Besançon, 1925.
- VINSON (J.), *Les Basques et le pays basque*. Paris, Léopold Cerf, 1882, in-16.
- VIOLLET (P.), *Le roi et ses ministres pendant les trois derniers siècles de la monarchie*. Paris, 1912, in-8°.
- *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*. Paris, 1890-1912, 4 vol.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — LA NATION, LA LANGUE ET L'HISTOIRE....	7
1) <i>La Nation et la Langue</i>	7
2) <i>Les Langues provinciales dans les rapports de la Langue et de l'Histoire</i>	18

PREMIÈRE PARTIE

La reconnaissance officielle des « langages maternels français » au XVI^e siècle

CHAPITRE PREMIER. — ETAT POLITIQUE ET SITUATION LINGUISTIQUE DE LA FRANCE AU XVI ^e SIÈCLE.....	29
<i>Section I. — Le XVI^e siècle dans l'Histoire de France</i>	29
Place qu'il occupe dans la formation de l'unité française. — Causes qui s'y opposent. — Les contradictions du siècle et le triomphe du sentiment national.	
<i>Section II. — L'Unité française au XVI^e siècle</i>	37
Que faut-il entendre par unité française au XVI ^e siècle. — L'union des grandes seigneuries féodales. — Etat juridique du gouvernement de la France. — L'Unité morale. — Influence des événements de l'histoire sur l'évolution externe des langues.	
<i>Section III. — Situation linguistique de la France à la veille de l'ordonnance de Villers-Cotterets (1539)</i>	54
Décadence du latin. — Les deux rameaux linguistiques français. — Prépondérance des parlers d'Oïl.	
CHAPITRE II. — L'ORDONNANCE DE VILLERS-COTTERETS DANS L'HISTOIRE DES LANGUES PROVINCIALES FRANÇAISES	58

	Pages
<i>Section I. — Sa portée dans l'histoire linguistique de la France suivant l'interprétation actuelle.....</i>	58
<i>Section II. — Portée restreinte de l'ordonnance de Villers-Cotterets d'après l'interprétation originelle des textes, les circonstances où elle fut rendue, et l'opinion des contemporains</i>	61
§ 1. — Les interventions de la royauté dans l'histoire externe des langues en France.....	63
§ 2. — Etude critique des articles 110 et 111 de l'ordonnance de Villers-Cotterets	67
A) Critique de l'interprétation actuelle.	
B) Commentaires de Rebuffe sur ces articles.	
C) Défense critique de l'interprétation originelle.	
<i>Section III. — Du « Langage maternel françois ».....</i>	83
§ 1. — Sens des mots : langage maternel françois à l'époque de l'ordonnance de Villers-Cotterets..	84
§ 2. — Pluralité des langages maternels françois....	85
§ 3. — Variation du sens de l'expression « langage maternel françois »	88
<i>Appendice. — Bretagne et Pays Basque.....</i>	90
CHAPITRE III. — INFLUENCE DES ACTES ROYAUX SUR L'ÉVOLUTION LINGUISTIQUE DURANT LE XVI^e SIÈCLE.....	92
§ 1. — Absence d'intervention du pouvoir royal à l'égard des langues provinciales jusqu'au début du xvii ^e siècle	92
§ 2. — Continuation de la lutte contre le latin, depuis l'ordonnance de Villers-Cotterets	98
§ 3. — Conclusions sur l'évolution linguistique au xvi ^e siècle	101

DEUXIÈME PARTIE

Politique linguistique de la royauté aux XVII^e et XVIII^e siècles

PRÉLIMINAIRES. — LA POLITIQUE LINGUISTIQUE NE CONSIDÈRE PAS NÉCESSAIREMENT LA LANGUE COMME UN FAIT POLITIQUE.	107
CHAPITRE PREMIER. — ELABORATION D'UNE POLITIQUE LINGUISTIQUE FRANÇAISE.	111

	Pages
<i>Section I. — Théoriciens, précurseurs de la politique linguistique</i>	111
<i>Section II. — Causes accidentelles de la politique linguistique de la royauté</i>	116
<i>Section III. — Prémices de la politique linguistique française</i>	119
§ 1. — Aperçu de l'aspect international de la question linguistique	119
§ 2. — La langue du roi, langue unique de l'administration royale	125
 CHAPITRE II. — LA QUESTION LINGUISTIQUE EN FRANCE DANS LE CADRE DU XVII ^e SIÈCLE ET LA POLITIQUE LIBÉRALE DE LA ROYAUTÉ	 138
<i>Section I. — La France du XVII^e siècle. Le libéralisme linguistique de la royauté</i>	138
<i>Section II. — Les provinces nouvelles et l'Etat moderne des deux derniers siècles de la Monarchie</i>	140
Rapports de la question linguistique avec la question religieuse dans la politique royale.	
<i>Section III. — Constance de la politique linguistique de la royauté aux XVII^e et XVIII^e siècles dans le but qu'elle poursuit : l'unité de langue administrative ; la question de la langue nationale</i>	155
 CHAPITRE III. — POLITIQUE D'ALSACE ET DE ROUSSILLON	 169
<i>Section I. — Circonstances dans lesquelles sont intervenus les actes royaux introduisant le français dans l'administration des provinces nouvellement réunies</i>	169
A) Valeur qu'il faut attacher à la question linguistique au XVII ^e siècle.	
B) Alsace.	
C) Roussillon.	
<i>Section II. — Premiers actes de la royauté à l'égard des langues des nouvelles provinces</i>	179
<i>Section III. — Nouvelles mesures linguistiques en Alsace et en Roussillon : l'arrêt du Conseil d'Etat de 1685 et l'édit de 1790</i>	187
A) Alsace.	
B) Roussillon.	

	Pages
CHAPITRE IV. — INTRODUCTION DU FRANÇAIS COMME LANGUE ADMINISTRATIVE EN LORRAINE, EN FLANDRE ET EN CORSE	204
<i>Section I. — Circonstances politiques qui préparent et entourent les premiers actes d'intervention linguistique de la royauté en Lorraine et en Flandre.</i>	204
<i>Section II. — Début du français comme langue administrative en Lorraine dite allemande et en Flandre flamingante.</i>	207
<i>Section III. — Le français langue administrative de la Corse.</i>	215
CHAPITRE V. — LE PRINCIPE DE LA LANGUE D'ÉTAT ET LES TEMPÉRAMEMENTS QU'IL COMPORTE EN PRATIQUE, ÉTUDIÉS DANS L'APPLICATION DES TEXTES ÉDICTÉS PAR LA ROYAUTÉ	217
<i>Section I. — Importance du facteur langue dans la réalisation de l'unité d'un pays.</i>	217
<i>Section II. — Tempéraments apportés au principe de la langue d'Etat dans la politique de la royauté en Alsace</i>	221
<i>Section III. — Maintien du principe avec les tempéraments que comporta son application dans les autres provinces. — Limites que ne pouvait dépasser l'action politique de la royauté dans le domaine des langues</i>	235
CONCLUSION. — POLITIQUE ROYALE ET CIVILISATION FRANÇAISE.	249
1) Résultats de la politique linguistique de la royauté.	250
2) Enseignements de l'expérience de politique linguistique pratiquée par la royauté.	252
BIBLIOGRAPHIE.	259
